



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries janvier 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 8 janvier

CAUSERIE

Nous n'avons plus d'électricité depuis le cyclone survenu dans la nuit du 29 au 30 décembre. La situation est critique, plus de 50 000 poteaux électriques ont été détruits dans le Tamil Nadu, plus des dizaines de pylônes à haute tension qui ont cédés. Situation de survie depuis 9 jours. Je n'entrerai pas ici dans les détails, la situation ne devrait pas revenir à la normal avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois étant donné l'étendu des dégâts.

Je viens d'acheter un générateur Honda qui délivre 1500 watts, mais comme il est impossible de trouver du kérosène, je suis obligé de le faire fonctionner à l'essence trois fois plus chère, c'est une ruine, j'ai été obligé de casser mon plan épargne réservé à ma retraite, la facture va se monter à 1500 euros, estimation minimum. Cela pour pouvoir reprendre mon activité politique et alimenter le moteur qui me fournit l'eau, depuis huit jours je parcours deux fois par jour 200 mètres (aller et retour compris) avec mon seau, je m'éclaire avec une lampe de secours que je vais faire recharger tous les matins et que je récupère le soir. Pas réfrigérateur ni ventilateur évidemment, donc on se débrouille pour manger en faisant un minimum de cuisine et de vaisselle, je mange des conserves de France que j'achète à un prix prohibitif, je vide la cuvette des toilettes qu'une fois par jour pour économiser l'eau qui reste dans le réservoir, le linge propre s'épuise aussi et la maison est dégueulasse, inévitable.

Comme j'habite dans ce qui était hier encore une forêt, on ne compte pas les arbres qui ont cédés, ont été décapités, déracinés, des troncs de plus d'un mètre de diamètre ont été pulvérisés par la force du vent, ils ont parlé de 130 à 150 kilomètres/heure, à mon avis plus au regard des dégâts. Donc où j'habite il y a des dizaines de poteaux électriques par terre. Même lorsqu'ils auront rétabli le courant, il y aura forcément des coupures pendant des mois, ici les services de l'Etat sont misérables, avant-hier en une seule journée trois électriciens sont morts électrocutés tellement c'est l'anarchie ! Aucune solidarité, on est en dessous de tout dans tous les domaines, mais cela je le savais déjà. Je n'ai pas de téléphone non plus depuis huit jours et j'ai attendu trois jours la visite de mes beaux-frères, et encore parce que je leur ai téléphoné, eux ils habitent en ville et ils n'ont subi aucun dégât. Il faut quémander pour obtenir la moindre aide, le moindre petit service...

J'ai été coupé du monde pendant 10 jours. J'ai profité de mes longues journées et courtes soirées à lire et réfléchir à la situation, j'ai eu le temps de me poser pas mal de questions politiques. Je dois sortir acheter de l'essence et je reprendrai le travail plus tard dans la journée et la soirée. Je bosserai sur le portable, vous excuserez les erreurs inévitables en me laissant un peu de temps pour me remettre dans le bain, surtout que mes journées vont continuer d'être très perturbées, je dois aller à Pondichéry tous les matins pour acheter de la viande pour mon chien et pour mon déjeuner et faire le plein d'essence, quelle galère ! Ce n'est pas le moment de tomber malade ou d'avoir d'autres problèmes. A plus, bonne journée à tous.

[Haut de page ↗](#)

Le 9 janvier

CAUSERIE

Vous excuserez les erreurs de liens que vous pourriez rencontrer dans le site, je jongle entre les deux ordinateurs qui ne fonctionnent pas avec le même système ni les mêmes applications, en réalité il règne un tel bordel dans le portable que je m'y retrouve péniblement, je n'ai jamais pris le temps de régler ce problème et me voilà acculer et à perdre du temps !

Le matin je travaille sur le portable et je mets mon boulot sur une clé USB, j'arrête quand la batterie est presque épuisée. Je mets en route le générateur et j'allume l'autre ordinateur pour continuer le boulot, pendant ce temps-là la batterie du portable se recharge, ce qui fait que je pourrai m'en servir ce soir quand le générateur sera éteint, il ne fonctionne que 4 ou 5 heures par jour à cause du prix de l'essence, un peu plus d'un euro, prohibitif pour le pays ! Je dois me presser d'actualiser le site et télécharger les fichiers dans le serveur avant de couper le générateur sur les coups de 3 heures. Je le rallume juste pour dîner le soir en compagnie de mon chien. Bonjour les vapeurs d'essence !

Ici, rien de neuf, heureusement qu'il ne pleut plus depuis le 30 décembre ! Je vous raconterai plus tard comment j'ai vécu ce cyclone, le vent a soufflé pendant 15 heures avec une pointe vers une heure du matin jusqu'à 3h30, imaginez avec la bâche en plastique au-dessus du patio qui claque au vent et moi angoissé avec ma torche en train de scruter à quel moment elle va se déchirer et s'envoler... Bien entendu l'intérieur de la maison n'était plus qu'une piscine recouverte de feuilles, par chance la veille je l'avais solidement attaché... et elle a tenu, il faut dire qu'elle était protégée par le premier étage, le vent soufflait du nord nord-est, vers 7h du matin je suis sorti pour remettre des ficelles, quelle galère !

J'ai appris hier qu'il y avait eu un gros coup de vent sur le nord de la France il y a quelques jours, mes amitiés à tous les camarades du nord et leurs familles. Ces derniers jours, j'ai surtout pensé aux 12 millions de Pakistanais qui avaient tout perdu et avaient été jetés sur les routes l'année dernière vers la même époque et dont le monde entier s'était foutu éperdument, tous des talibans en puissance !

J'ai fait le plein d'essence hier pour alimenter le générateur, sauf que je ne parviens pas à recharger la batterie de la maison. Tout cela me coûte un fric dingue, mais bon, il faut bien tenir d'une manière ou d'une autre, y compris moralement, certainement pas grâce à vos messages de soutien en tout cas ! J'ai de nouveau le téléphone. Mes meilleures pensées au camarade qui a essayé de me joindre, c'est juste à ce moment-là que le téléphone fut coupé pour cause de batterie à plat, celle du téléphone cette fois.

J'ai réalisé une actualisation sommaire des infos en bref des neufs derniers jours, je mettrai cela en ligne ce soir. Je n'ai le temps de me livrer à une analyse politique sur aucun sujet. Pendant mes lectures (politiques notamment) du soir j'ai pris plein de notes.

J'espère reprendre mon activité normale dès demain. Comme dit mon épouse "*il faut se battre et être courageux*", et d'ajouter "*on n'a pas le choix*". Voilà une réflexion qui vient de très très loin camarades, je ne sais pas si vous pouvez l'imaginer. Elle aussi elle est dans une sacrée merde à Aubagne, elle vient de renvoyer son médecin traitant. Enfin, cela fait plusieurs années que je lui dis que c'est un bon à rien, dangereux évidemment, tous les graves problèmes qu'elle connaît depuis son opération pourraient venir du traitement qu'il lui a donné, en tout cas tout concorde.

Pour conclure, l'adversité ou ce genre d'épreuves me stimule, je sais qu'en les affrontant sans faiblir on en ressort plus fort. Bonne continuation à tous.

En attendant que cette rubrique soit actualisée, voilà de quoi vous occuper, un courriel que j'ai reçu ces derniers jours.

Débat autour du livre de Jean-Jacques Marie : *LÉNINE La révolution permanente*

Samedi 21 janvier 2012 à 14 h 30 Au CERMTRI : 28, rue des Petites-Écuries- 75010 – Paris

Après tant d'études et de biographies, un nouveau livre sur Lénine était-il nécessaire ? Était-il nécessaire maintenant ?

Quelle est l'actualité de Lénine en 2012, vingt ans après que s'est désintégrée l'Union Soviétique ? Désintégrée au terme de décennies de domination de cette bureaucratie dont Lénine a tenté de combattre l'émergence, bureaucratie qui se reconnut dans Staline contre lequel, selon la formule de l'historien Moshe Lewin, « *Lénine livra son dernier combat* ».

Quelle est la portée mondiale de la Révolution d'octobre 1917 à laquelle le nom de Lénine reste associé, en ce début du 21ème siècle - où des dictatures viennent de s'écrouler sous les coups des peuples et où en même temps les travailleurs et les peuples voient se déchaîner une furieuse offensive contre leurs droits et leurs conditions de vie ? Associé au point qu'en 2011, un

journaliste russe, pourtant hostile politiquement à Lénine, a déclaré qu'accepter aujourd'hui que soit occultée sa mémoire serait « l'enterrement de l'idée même d'une révolution émanant de la base, seule possibilité qui reste aux masses, étant donné le blocage de tout changement venu d'en haut. »

Alors que déferle sur toute la planète une crise économique aux conséquences catastrophiques, n'est-il pas d'actualité de revenir sur l'analyse faite dès 1916 par Lénine de l'impérialisme ; analyse dont les conclusions prennent aujourd'hui, comme l'écrit Jean-Jacques Marie « un caractère aveuglant » ?

N'y a-t-il pas dans le déchaînement d'ignorance, de calomnies et de haine à l'encontre de Lénine comme une reconnaissance involontaire de l'actualité de l'action et de la pensée de celui dont toute l'activité politique restera guidée par l'affirmation formulée dans l'un de ses premiers écrits : « Aider au développement politique et à l'organisation politique de la classe ouvrière, voilà notre objectif principal et fondement. Celui qui le relègue au second plan et ne lui subordonne pas tous ses objectifs et procédés particuliers s'engage sur une fausse voie. »

Ces questions sont au cœur même du livre : *Lénine, la révolution permanente*.

François de Massot, président du CERMTRI, introduira le débat. Jean-Jacques Marie répondra à tous les questions que l'on voudra lui poser à propos de son livre.

Inscrivez-vous nombreux pour cette conférence.

Merci d'aviser le CERMTRI soit par courrier au 28 rue des Petites-Ecuries 75010 Paris, soit par téléphone au 01 44 83 00 00 ou par e-mail : cermtri@wanadoo.fr en indiquant vos Nom, prénom et le nombre de participants

Je vous conseille de participer à cette conférence.

J'ai relu *La révolution permanente* de Trotsky pendant mes longues soirées, *Leçons d'Octobre* aussi. A ce propos je me suis demandé, si sans la présence de Lénine en octobre 1917 en Russie la révolution aurait obligatoirement échoué, selon Trotsky, et si elle a échoué dans d'autres pays comme l'Allemagne par exemple, c'est parce qu'il n'y avait pas un Lénine à la direction du Parti communiste allemand, ou en Chine, cela signifie-t-il que la révolution mondiale est irrémédiablement vouée à l'échec parce qu'il n'y aura jamais un Lénine à la tête de chaque parti révolutionnaire dans chaque pays du monde ?

Comment doit-on concevoir le parti (et l'Internationale) pour remédier à cet inconvénient ou à cette lacune incontournable et fatale ? En voilà une bonne question à poser à Jean-Jacques Marie et François de Massot notamment, non ? J'ai déjà fourni une réponse ou un début de réponse à cette question pour ceux qui suivent le site depuis quelques années... Ni monarque, ni Bonaparte, ni secrétaire général... Mais, le parti, encore le parti, toujours le parti... (à suivre)

Au fait, les articles de presse et les causeries de décembre et de 2011 seront au format pdf demain.

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 janvier

CAUSERIE

Voilà où nous en sommes sur place : ils se battent pour savoir qui doit payer les ouvriers qui vont couper les arbres abattus et déblayer le champ des lignes électriques et qui va récupérer le bois pour le revendre, sachant qu'il provient de propriétés privées dont les propriétaires sont absents ! Il s'agit de teck revendu 10 000 roupies la tonne, et où j'habite tous les terrains étaient bordés de teck d'une dizaine de mètres de haut, il y en a pour plusieurs centaines de tonnes, donc beaucoup de fric en jeu.

Les arbres étaient plantés dans les parties communes de ce qu'on peut appeler un lotissement pour privilégiés, les quelques propriétaires présents sur les lieux ont fait couper les arbres qui s'étaient abattus sur la chaussée pour accéder ou sortir de chez eux, ils ont payé des milliers de roupies pour faire exécuter le travail et c'est le propriétaire des parties communes qui a récupéré le bois dans leur dos, il a été jusqu'à faire la tournée la nuit avec des tracteurs pendant que les propriétaires étaient absents, ils ont tous une autre maison dans Pondichéry. Mieux encore, il a osé leur demander de l'argent pour faire couper les branches des arbres encore debouts qui obstruent le passage des lignes électriques, ce qui a provoqué leur colère, ils ont refusé de payer en le traitant de tous les noms, bonjour l'ambiance !

Et moi dans tout cela je suis l'otage de leur cupidité et de leur connerie ! Le propriétaire des parties communes n'est rien d'autre que le voyou qui a racheté ma maison, une ordure finie pour ceux qui ont suivi cette histoire il y a quelques mois déjà. Il est capable de s'arranger pour que le courant revienne dans les secteurs du lotissement qui le concerne et de laisser les autres à l'abandon pendant encore des semaines !

Il y a deux jours le service d'électricité du coin a reçu 30 poteaux, au cours de la nuit suivante des villageois sont venus en tracteur et ils ont embarqué les poteaux pour remplacer ceux qui étaient cassés dans leur village, ils ont même été jusqu'à commencer à les mettre en place pour qu'on ne vienne pas leur reprendre ! Et les autorités dans tout cela ? Quelles autorités, corrompus et pourris jusqu'à l'os ! C'est la loi de la jungle ici, on a du mal à se l'imaginer quand on ne l'a pas vécu soi-même.

Ce qui me gêne le plus, c'est ma réserve d'eau qui diminue chaque jour, je ne l'utilise que pour la cuisine et les toilettes. Il va bien falloir que je lave du linge à un moment donné et cela nécessite pas mal d'eau. Autre problème, l'eau qui stagne dans le réservoir depuis 12 jours va devenir impropre à la consommation, surtout que la température remonte rapidement, d'autant plus que la plupart des arbres ont disparu.

Cela va se terminer que je vais être obligé de déménager encore une fois ! Encore un peu de patience, encore de la patience, toujours de la patience...

C'est peut-être ce qui nous a manqué le plus pour construire le parti, ainsi et surtout qu'une direction collégiale du parti, sachant qu'il n'existait aucun dirigeant de la trempe de Lénine après l'assassinat de Trotsky par Staline. Ce n'est pas le modèle du parti bolchevik qui a fait faillite, c'est la manière dont il a été transposé, à la lettre, alors qu'il aurait fallu l'adapter à la nouvelle situation tout en faisant preuve de modestie et de tolérance, fermeté dans les principes et souplesse dans leur application, tout un art, comme la révolution quoi, ce qui n'est pas donné à tout le monde. (A suivre)

Un dernier mot.

J'ai effacé par erreur une partie des infos en bref que j'avais préparées hier, celles qui suivent comportent ou non des dates parce que certaines infos ne sont pas datées, seules figurent les heures de leur parution sur le Net entre le 5 et le 9 janvier. Demain je compléterai avec quelques infos importantes que je n'ai pas eu le temps de traiter. Je viens d'avoir une conversation d'une heure au téléphone avec mon épouse dont la situation m'inquiète au plus haut point, je crains le pire désormais, pour ne pas en dire plus...

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Hausse de la TVA

Le Premier ministre François Fillon a annoncé jeudi dernier qu'il soumettrait en février au Parlement sa réforme du financement de la protection sociale, qui pourrait passer par l'instauration d'une "TVA sociale".

La ministre du Budget, Valérie Pécresse, a précisé jeudi dernier que ce texte serait un projet de loi de finances rectificative et qu'il tirerait "les conclusions financières de l'ensemble des discussions" du sommet social du 18 janvier et des décisions du gouvernement.

"Nous prendrons le temps qu'il faudra pour que ce texte soit adopté avant la présidentielle", a-t-elle déclaré à l'adresse du Sénat. (reuters 08.01)

1.2- Taxation financière... des petits porteurs

1.2.1- Le gouvernement enthousiaste...

Un projet de loi sur l'instauration unilatérale par la France d'une taxe sur les transactions financières pourrait être présenté au Parlement dès février, a annoncé dimanche Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement.

Le gouvernement se montre ferme sur son idée, à trois mois et demi du premier tour de l'élection. "Ce n'est pas parce que les financiers disent 'non, on ne veut pas être taxés' qu'on va les écouter", a déclaré Benoist Apparu sur Radio J.

La date de février correspond à la fin de la session parlementaire. Aucun détail sur les modalités du texte n'est disponible.

Une promulgation et une entrée en vigueur avant le printemps et l'élection semblent aléatoires.

Dans un communiqué publié vendredi, l'association Paris Europlace, qui regroupe l'ensemble des acteurs de la place financière française a déclaré "son opposition à la mise en place d'une taxe sur les transactions financières qui, si elle n'était pas européenne, affaiblirait l'économie française".

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a estimé dimanche que la France était dans son droit avec ce projet mais a prévenu qu'il bloquerait l'instauration d'une taxe Tobin au niveau européen si elle n'était pas suivie au niveau mondial.

Manuel Valls, chargé de la communication dans l'équipe de campagne du candidat PS François Hollande, a estimé sur Radio J que ce projet était un acte de campagne de Nicolas Sarkozy. Il a refusé de dire si le PS voterait ou non le projet de loi.

"Nous attendons la capacité de Nicolas Sarkozy à convaincre ses partenaires européens, puisque tout le monde sait que c'est évidemment au niveau européen qu'il faut mettre en oeuvre cette taxe", a-t-il dit.

Le député PS Arnaud Montebourg a cependant déclaré sur France 3 qu'il voterait le projet de loi, même s'il jugeait incongru de la présenter aujourd'hui, alors même que Nicolas Sarkozy et le gouvernement déclaraient jusqu'ici que ce n'était pas possible justement du fait d'une absence d'accord européen.

Le candidat de droite à la présidentielle Dominique de Villepin a exprimé un point de vue similaire sur Canal+, soulignant aussi qu'une instauration unilatérale allait pénaliser le système bancaire français. (reuters 08.01)

1.2.2- La réalité....

La taxe sur les transactions financières que Nicolas Sarkozy veut voir votée avant la présidentielle pourrait être limitée aux ventes d'actions dans un premier temps, selon Le Monde.

"La taxe Tobin pourrait se réduire, au moins dans un premier temps, à la réintroduction de l'impôt de Bourse, qui taxe les simples achats d'actions", écrit Le Monde dans son édition de lundi.

"Ça n'est pas faux", répond au quotidien un ministre non identifié.

L'impôt de Bourse avait été supprimé en 2008 par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, qui avait mis en avant le renforcement de la compétitivité de la place de Paris.

Essentiellement concentré sur les ventes d'actions, cet impôt se déclenchait à partir de 7.668 euros avec deux taux, un premier à 0,3% pour les transactions inférieures à 153.000 euros et un second à 0,15% au dessus. Cette taxe a l'avantage d'exister à Londres sous forme d'un droit de timbre de 0,5 % et qui rapporte selon Bercy 2 à 3 milliards de livres par an.

"L'idée serait de voter avant les élections une loi qui transpose par avance la directive européenne et commencerait par faire entrer en vigueur l'impôt de Bourse, la taxation des obligations et produits dérivés intervenant plus tard", poursuit Le Monde.

Le ministère des Finances n'a pas commenté immédiatement ces informations. (reuters)

1.2.3- ... qui n'effraie pas le Medef.

La présidente du Medef pense qu'une telle initiative "ne changerait pas grand-chose". Elle milite plutôt pour une interdiction du "flash trading", la spéculation à haute fréquence. (lemonde.fr 09.01)

La spéculation insaisissable quoi, il fallait y penser !

1.3- La démocratie fantôme. Chassez-moi ces électeurs que je ne saurais voir !

A Marseille. Le nombre de nouveaux électeurs pouvant participer aux élections présidentielle et législatives de 2012 devrait ainsi être de 28 % inférieur à celui enregistré fin 2006, avant la précédente année présidentielle.

A la veille de la clôture des listes, on estimait vendredi à "environ 41 000" le nombre de nouveaux inscrits marseillais pour 2012, dont 7 000 jeunes de 18 ans inscrits d'office, contre 53 000 au 31 décembre 2006, a indiqué à la presse Daniel Sperling, adjoint au maire chargé de l'état civil.

Selon M. Sperling, la deuxième ville de France se situe toutefois "*dans la moyenne nationale*" en matière de nouvelles inscriptions et fait nettement mieux que certaines villes de la région PACA, où la baisse atteint parfois 40 %.

Selon M. Sperling, les raisons de la baisse du nombre d'inscriptions seraient plutôt à chercher dans "*la crise sociologique et financière qui amène les gens à penser qu'ils ne peuvent pas écrire l'histoire*", des candidats (à la présidentielle) "*moins clivants*" qu'en 2007 et peut-être, localement, le poids des affaires. Marseille comptait au 28 février 2010 472 210 inscrits sur les listes électorales pour une population de 18 ans et plus en âge de voter de 665 533 personnes, soit un taux de non-inscrits nettement supérieur à la moyenne nationale (9 %). (lemonde.fr 30.12)

1.4- Etat policier. Les alcooliques "*anonymes*" frappent et tuent.

1.4.1- L'Inspection générale des services (IGS, la police des polices) a été saisie par un homme qui s'est plaint d'avoir été frappé par un policier pour avoir sifflé l'Internationale dans un commissariat parisien, a-t-on appris lundi auprès de la préfecture de police de Paris (PP).

L'homme de 47 ans a déposé plainte vendredi pour violences volontaires aggravées, a affirmé le site d'informations Mediapart, qui révèle cette information.

Les faits se seraient déroulés vendredi vers 05H00 heures du matin dans un commissariat parisien. Après avoir été interpellé en état d'ébriété par des policiers de la brigade anti-criminalité, cet homme, amené au commissariat du IIIe arrondissement parisien, assure qu'un policier l'a violemment frappé parce qu'il sifflait l'Internationale, selon Mediapart, qui a recueilli son témoignage.

Selon Mediapart, il souffrirait depuis d'une fracture du plancher de l'orbite avec douze jours d'interruption temporaire du travail (ITT). (AFP)

1.4.2- Wassan El-Yamni, le Clermontois interpellé de manière «*musclée*» par deux policiers dans la nuit de la Saint-Sylvestre et plongé depuis dans le coma, est décédé ce lundi après-midi, selon l'avocat de la famille. Jointe par 20 Minutes, la préfecture a confirmé l'information. Agé de 30 ans, il était marié et père d'un garçon de 3 ans et demi et d'une fillette d'un an. Il était chauffeur routier salarié et pratiquait le football.

Tout commence par un appel téléphonique. Vers 2h30 du matin, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, un coup de téléphone prévient la police et les pompiers de la présence au sol d'un homme inanimé au centre commercial de la Gauthière, un quartier sensible du nord de Clermont-Ferrand. Arrivés sur les lieux, policiers et pompiers ne trouvent que quatre jeunes, assis sur un banc, raconte la Montagne. L'un d'eux, Wassan El-Yamni, décrit plus tard comme très excité, aurait lancé des projectiles sur la voiture de police, dont la vitre se brise à l'impact.

Une course-poursuite s'engage alors. Deux policiers de la brigade canine, appelés en renfort, finissent par interpellier le Clermontois. Selon la Montagne, l'homme âgé de 30 ans est alors mis au sol par le chien, menotté, placé dans le véhicule et aspergé de gaz lacrymogène. Lorsqu'il arrive au commissariat, il est inanimé. Selon le parquet, les policiers ne croient d'abord pas à son malaise. Victime d'un arrêt cardiaque, il est réanimé avant de tomber dans le coma.

Selon le parquet, il souffrait d'une fracture des côtes, une autre du rocher orbitaire et des lésions au niveau du cou. Il est resté dans le coma jusqu'à son décès, lundi après-midi.

Deux juges d'instruction ont été saisis du dossier. Les deux policiers ayant interpellé Wassan ont été mis en cause nommément et pourront être mis en examen. (20minutes.fr)

1.5- Terrorisme d'Etat et propriété privée.

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant a installé lundi le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps), chargé notamment de "*délivrer les agréments, contrôler le respect des lois et conseiller*".

L'Etat, a relevé le ministre lors d'une conférence de presse à Paris, "*a le devoir de veiller à ce que les activités qui se déploient du fait de la sécurité privée s'exercent conformément aux lois de la République et en parfaite coordination avec les responsabilités des autres forces de sécurité, police et gendarmerie nationales, les polices municipales*".

La sécurité privée représente en France quelque "*9.000 entreprises*" employant "*165.000 personnes*", alors que la police en compte "*145.000*" et la gendarmerie "*95.000*".

Pour le ministre, il convient d'écartier tout risque de "*dérives sur le plan des libertés individuelles*". Aussi est-il "*nécessaire que nous parvenions à davantage de professionnalisme et le Cnaps doit permettre de progresser sur cette voie*", a-t-il affirmé.

"Complètement opérationnel fin 2012" et présidé par le criminologue Alain Bauer, le Cnaps aura pour mission de délivrer "les agréments, autorisations et numéros de carte professionnelle aux entreprises, dirigeants et salariés; contrôler le respect des lois et règlements en vigueur sur la sécurité ainsi que celui d'un code de déontologie en cours d'élaboration", a énuméré M. Guéant. (AFP)

Ancien n°2 en Europe de la SAIC/NSA, puis Grand Maître du Grand Orient de France, devenu conseiller de Nicolas Sarkozy, il a collaboré avec la police de New York (NYPD) qui a publié, le 15 août 2007, une étude de 90 pages sur *La Radicalisation en Occident*. Il y affirmait notamment : « *Le terrorisme est aujourd'hui le problème central de sécurité pour nos gouvernements. On peut même dire que le terrorisme est devenu une guerre. Le terrorisme d'État de la Guerre froide, qu'il soit politique ou idéologique, a presque disparu* ». « *Les civils, les villes, les entreprises et les populations en général seront encore plus affectées qu'elles ne le furent par les attentats du 11 septembre et par l'alerte à l'anthrax la même année* ». (source : Réseau Voltaire, article dans le site)

2- Italie

Le président italien du Conseil, Mario Monti, a annoncé dimanche qu'il préparait une libéralisation graduelle dans plusieurs secteurs d'activité pour accroître la concurrence et relancer l'économie italienne.

"*Nous voulons faire plus de place à la concurrence et au mérite dans différents secteurs d'activité*", a-t-il dit lors d'une interview accordée à la RAI.

"*Cela implique de réduire la protection et les différents moyens par lesquels les secteurs industriels tentent de créer des avantages pour ceux qui sont à l'intérieur de la forteresse, au détriment de ceux qui sont à l'extérieur*", a-t-il ajouté.

Son ministre de l'Industrie, Corrado Passera, a précisé que tous les secteurs seraient concernés, citant le gaz, l'énergie, le commerce, les transports et les professions libérales.

L'autorité italienne de la concurrence et du marché a proposé cette semaine une série de réformes, suggérant notamment de séparer l'activité bancaire du reste de l'activité de la Poste italienne, de favoriser le développement d'opérateurs indépendants dans le secteur de l'énergie et de privatiser certains services publics.

Elle propose aussi de réduire les tarifs interbancaires et de créer une autorité des transports chargée de veiller au respect de la concurrence dans le transport ferroviaire de passagers et de fret. (reuters 08.01)

Social

1- Journalisme

Plus de 100 journalistes et personnels des médias sont morts victimes de violences en 2011, rapporte vendredi 30 décembre la Fédération internationale des journalistes (FIJ), qui exhorte le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, à agir pour protéger la profession.

Avec chacun onze tués, le Pakistan, l'Irak et le Mexique ont été les pays les plus meurtriers au monde pour les journalistes cette année. Au total, 106 journalistes et personnels des médias ont été tués en 2011, contre 94 en 2010. A cela s'ajoute 20 journalistes tués dans des accidents ou des catastrophes naturelles, précise la FIJ, dont le siège se trouve à Bruxelles.

"*Dans une situation où les gouvernements sont dans le déni ou indifférents face à qui est devenu une habitude de prendre pour cible des journalistes, il vous revient et il revient à l'ONU de leur rappeler leur responsabilité de protéger les journalistes*", écrit le président de la FIJ Jim Boumelha, dans une lettre envoyée à Ban Ki-moon, rendue publique vendredi.

La Fédération internationale des journalistes représente plus de 600 000 journalistes dans 131 pays. Selon le bilan annuel de Reporters sans frontières publié mi-décembre, 66 journalistes ont été tués et un millier arrêtés dans le monde en 2011, une année marquée par le "*printemps arabe*" et les contestations liées à la crise. (lemonde.fr 30.12)

2- France

2.1- Un "déchet très toxique" : le PS.

Les jeteurs de mégots seront bientôt passibles d'une sanction de 35 euros à Paris dans le cadre de la campagne "*Paris met les pollueurs à l'amende*", a indiqué lundi l'adjoint au maire chargé de la propreté, François Dagnaud, confirmant une information du Figaro.

"Nous lançons le message suivant : nous verbaliserons les jeteurs de mégots sur les trottoirs quand il y aura des éteignoirs à cigarettes partout, ce qui sera le cas dans plusieurs mois", a déclaré M. Dagnaud à l'AFP.

"Un mégot est un déchet très toxique qui met plusieurs années à se dégrader et qui peut polluer jusqu'à six litres d'eau", a-t-il souligné. "Il est normal dès lors que cette forme de pollution soit sanctionnée, comme les autres pollutions, mais il y a une tolérance jusqu'à présent, en attendant le déploiement des éteignoirs à cigarettes".

15.000 à 20.000 de ces dispositifs devraient être installés cette année, contre 2.000 actuellement, et il devrait y en avoir 30.000 d'ici 2014. Ils seront adossés aux poubelles.

Déjà, des actes de pollution entraînaient des amendes, comme le dépôt sauvage d'encombrants, le fait d'uriner dans la rue ou de ne pas ramasser les crottes de son chien. Il y a eu 11.659 PV pour infractions à la propreté au premier semestre 2011, soit 8% de plus qu'au premier semestre 2010. (AFP)

2.2- Suppression d'emplois à la Banque de France.

La Banque de France prévoit de supprimer 2 500 postes nets d'ici 2020 dans le cadre d'un plan stratégique destiné à gérer environ 5 000 départs naturels à la retraite et à adapter l'institution à ses missions. Le plan inclut 2 500 recrutements sur la période, avec une forte proportion de cadres.

"Pendant six mois, nous allons travailler pour présenter une évolution de la structure de la banque d'ici 2020. A la fin du premier semestre 2012, il y aura communication d'un projet qui donnera lieu à discussion avec les IRP", a expliqué le directeur général des ressources humaines de la Banque, Frédéric Peyret. Concrètement, les effectifs, qui se montaient à 13 009 équivalents temps plein (ETP) fin 2010, passeront à environ 10 500 en 2020.

Les effectifs de la Banque de France ont déjà été réduits d'un peu plus de 2 000 personnes sur les dix dernières années, également par le biais du non-renouvellement de départs en retraite.

"Il y a trente ou trente-cinq ans (moment de l'embauche du personnel qui partira à la retraite d'ici 2020), la nature des métiers était très différente, avec beaucoup d'activités de gestion de flux, qui ont disparu aujourd'hui. Les fonctions support nécessitent moins de personnel. Il y a une réorientation vers d'autres profils", détaille M. Peyret.

"On nous a annoncé 2 500 suppressions d'emplois, mais pour nous, c'est a minima. Par déduction, cela va entraîner des fermetures de caisses, d'unités et d'implantations", a affirmé à l'AFP Chrystian Fraignaud, secrétaire général du syndicat FO à la Banque de France. Concernant les succursales, "le gouverneur a confirmé la logique d'implantation départementale", a précisé M. Peyret, indiquant qu'il existait aujourd'hui une trentaine d'implantations non départementales. "Nous sommes sur le pied de guerre à la suite de cette annonce. Nous ne sommes même pas sûrs que cela sera des statutaires qui seront embauchés sur ces postes", a dit à l'AFP un responsable syndical CGT de la Banque de France. (lemonde.fr 03.01)

2.3- Parole de patron

La présidente du Medef Laurence Parisot a affirmé, dimanche, lors de l'émission "Internationales" de RFI/TV5Monde/Le Monde, que le déficit de compétitivité de la France face à l'Allemagne avait une composante psychologique.

Pour Mme Parisot, "la principale différence de culture (entre les deux pays) est la capacité qu'ont les Allemands à rechercher le compromis et à éviter le conflit". "Ils ont une volonté de trouver au final une position commune. C'est cela qui parfois nous manque", a-t-elle regretté. (AFP)

"Le déficit a dégringolé à partir de la mise en place des 35 heures", explique Mme Parisot. "La corrélation est évidente, dit-elle, on s'est mis à travailler moins lorsque le reste du monde se mettait à travailler plus." (lemonde.fr 09.01)

3- Nigéria

Des centaines de personnes ont défilé vendredi dans les rues d'Abuja, capitale fédérale du Nigeria, pour protester contre le doublement du prix de l'essence à la pompe provoqué par la suppression par le gouvernement de la subvention de l'Etat.

Cette manifestation, qui précède un appel à la grève générale illimitée lancé à partir de lundi par les syndicats, fait suite à une série de protestations similaires dans le pays depuis l'entrée en vigueur, le 1er janvier de cette mesure motivée par la volonté de lutter contre la corruption et de faire des économies.

Le gouvernement du président Goodluck Jonathan a fait savoir qu'il n'était pas question de revenir sur cette mesure.

Vendredi, il a obtenu de la justice une injonction enjoignant à deux organisations syndicales - NLC et TUC - de s'abstenir d'ordonner à leurs adhérents de cesser le travail.

Les pouvoirs publics espèrent économiser 6,21 milliards de dollars cette année grâce à la suppression de la subvention sur les carburants.

De source pétrolière, on estime que la grève, si elle a lieu, ne devrait pas avoir un impact significatif sur les ventes de brut dont le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est le premier exportateur du continent. (reuters 06.01)

Syndicat

Interrogé par la presse, à l'issue de sa rencontre avec François Hollande, pour savoir s'il allait rencontrer aussi Marine Le Pen, Jean-Claude Mailly a répondu: "*Je ne pense pas. Attendez, moi le national-socialisme, ce n'est pas ma tasse de thé*".

Vous comparez le Front national aux nazis? lui a-t-on demandé. Il a répondu: "*Non ! (...) Ce n'est pas la même chose. Je considère qu'il y a un discours qui est national-socialiste au sens historique du terme, c'est à la fois des références à l'Etat mais aussi beaucoup de social, donc (...) je ne dis rien d'autre*". (lexpress.fr)

Mais ma parole, il a dû lire mon article du 30 octobre dernier !

Economie

1- Parole d'économiste

Pour Gerald Celente, fondateur de Trends Research Institute, l'effondrement qui a débuté au cours de l'été 2007, avec une accélération en mars 2010, va s'achever quelque part en 2012. La banqueroute des banques européennes va torpiller tout espoir de reprise économique mondiale et les peuples, selon lui, vont haïr les responsables de cette immense catastrophe.

Nous ne partageons pas ce point de vue parce que les peuples n'ont aucune idée de l'existence d'un cartel bancaire et ce n'est pas demain que les grands médias passeront à la confession. Le cartel bancaire, comme à son habitude depuis la révolution française de 1789 et les grandes révolutions européennes du début du XIX^e siècle, sortira des boucs-émissaires qui, eux, seront haïs du peuple. Et si les politiciens actuels, complices du jeu de massacre qui se met en place avaient deux sous de réflexion, ils agiraient autrement. Peut-être pas en s'opposant à leurs maîtres de manière frontale, mais par l'esquive. Enfin, pour agir de la sorte, encore faut-il ne pas être aveuglé par l'orgueil.

G. Celente s'est récemment exprimé en Australie pour dire son immense inquiétude. « *Je n'ai jamais été aussi soucieux depuis une trentaine d'années* ». Il prédit une terrible lutte des classes pour 2012. Nous sommes, pour notre part dubitatifs, puisque le programme du cartel est précisément l'élimination de la classe moyenne au moyen d'un krach bancaire et financier qui va s'accélérer comme l'annonce Trader Noé. C'est une question de semaines apparemment. Toutes les économies de la classe moyenne vont partir en fumée. D'aucuns n'ont pas compris ce qui va arriver. Ce n'est pas un scénario de science-fiction mais une certitude. Le banquier anonyme, qui fréquente de hautes pointures de la Haute finance mondiale, nous a clairement dit : « *Cela va être la mort de la civilisation financière telle que nous la connaissons depuis des décennies* ».

Poursuivons avec G. Celente. Il annonce une détérioration phénoménale des conditions de vie des populations du Maghreb et du Moyen-Orient. "*Les révoltes que l'on voit dans plus d'une douzaine de pays : de Tunisie, d'Egypte, Yémen, Syrie, Bahreïn, du Qatar au Royaume-Uni, en Grèce et en Italie, vont finir par s'étendre à l'Europe orientale / Asie centrale et plus intensément aux Etats-Unis*". De ce point de vue, les vidéos présentées hier sur la FEMA confortent la justesse de cette analyse.

Pour le moment, dit Gerald Celente, le monde n'a rien vu de ce que produira la crise financière puisque, depuis la chute de Bear Stearns, en 2008, les banquiers centraux ne font que boucher des trous en augmentant les dettes des Etats, et donc grèvent des dettes supplémentaires sur le dos des contribuables. Les chiffres sont tellement astronomiques qu'ils ne veulent plus rien dire.

La vérité est que tout cet argent n'a en aucune manière servi à résoudre la crise financière. Bien au contraire, on a alimenté cette même crise pour un résultat dont l'immense majorité des gens n'a aucune idée. Notre monde n'a jamais été confronté à un tel scénario. Certains font le parallèle avec 1929, mais à cette époque le monde n'était pas en « *mondialisation* », il n'y avait pas une économie fonctionnant en flux tendu, comme c'est aujourd'hui le cas. Il y avait encore pas mal de gens dans les campagnes. Cette fois, les banquiers internationaux ont pris le temps de détruire l'agriculture saine et l'agriculture en général. Les agriculteurs sont peu nombreux, ils n'arrivent pratiquement plus à vivre de leur travail. Par contre, les multinationales ont accaparé les réseaux de distribution. Nous sommes prisonniers de ces réseaux en cas de rupture du système. En outre, les familles sont disloquées, et l'individualisme a pris le dessus.

Pour G. Celente, 2012 va voir se succéder une suite d'échéances de dettes et le risque de voir les Etats européens s'effondrer, selon le jeu des dominos, grandit. Cela devrait arriver et impacter l'économie mondiale. «Si vous vivez en Grèce, vous êtes dans une dépression, si vous vivez en Espagne, vous êtes dans une dépression, si vous résidez au Portugal ou en Irlande, vous êtes dans une dépression», a déclaré Celente. «Combien de pays en Europe de l'Est sont-ils, également, en dépression ? Plus que vous ne pouvez imaginer». Partout, les clignotants arrivent au rouge. « *En Chine, il y a 1,3 milliard de personnes et aussi 1 million de problèmes* ». « *Avec les événements européens de 2012, il faut vraisemblablement s'attendre à une chute conséquente des importations de matières provenant de pays asiatiques* ». « *Cela va nécessairement se traduire par du chômage en Asie et un déclin de l'activité économique* ». (liesidotorg.wordpress.com 08.01)

2- Fed, Banque d'Angleterre et BCE

Il existe une différence notable entre les politiques menées par les banques centrales américaine et britannique par rapport à celle de la zone euro (la BCE). Les deux premières se sont engagées dans des processus dont on a beaucoup parlé il y a quelques mois : le quantitative easing (assouplissement quantitatif). Concrètement, cela s'est traduit par l'achat massif de dette publique par la banque centrale, additionnée à des taux très bas. Opération qui fut réalisée en deux temps pour la banque d'Angleterre : d'abord entre mars 2009 et janvier 2010, puis depuis le 6 octobre, la Banque d'Angleterre a décidé de porter à 275 milliards de livres sterling ses achats de dette publique britannique.

Après deux plans de quantitative easing, la Réserve fédérale américaine (Fed) détient désormais 2850 milliards de dollars de dette américaine. Et elle a annoncé, le 21 septembre 2011, qu'elle allait céder des emprunts arrivant à échéance d'ici trois ans pour en acquérir d'autres, de maturité plus longue.

Résultat, la Fed comme la Banque d'Angleterre détiennent toutes deux environ 17% des dettes américaine et britannique.

De son côté, la Banque centrale européenne (BCE) a acheté 203,5 milliards d'euros de dette d'Etats européens depuis mai 2010 – d'abord grecque, irlandaise et portugaise, puis italienne et espagnole – soit 3% de la dette de la zone euro.

Comme le groupe anglo-américain contrôle les agences de notation ainsi que la City, à partir de laquelle il est possible de jouer et de spéculer sans aucune réglementation (lire avec un effet de levier maximum), l'histoire est déjà écrite.

Les banquiers centraux européens ont toujours cherché à justifier leur attitude par la crainte de l'inflation. Pour eux, la politique de monétisation des dettes publiques renforce le scénario de perte de valeur de la monnaie. Or, aujourd'hui, l'euro plonge contre le dollar !

Pourtant, statistiquement, l'écart d'inflation entre l'Europe et le tandem Etats-Unis/Grande Bretagne n'est pas (officiellement) si important.

Alors faut-il entendre que les règles économiques enseignées en université ne marchent plus ? Peut-on imprimer de la monnaie sans scrupule et voir sa devise se renforcer contre celles des pays dont la banque centrale est plus rigoureuse ? L'explication se trouve dans la MANIPULATION ou le tour de magie des financiers sans scrupule de Wall Street à la City.

SP500 contre CAC 40

De ce point de vue, les analyses successives et comparatives de Trader Noé entre les indices SP500 et CAC 40 sont révélatrices du plaisir que prennent les parrains de Wall Street à préparer le torpillage de l'Europe. Les manipulations indicielles sur le SP500 ont pour objectif de lui donner de l'air (oxygène) et donc d'apparaître plus performant, tout en assurant la descente des indices européens, de plus en plus fragilisés par des niveaux techniques que seuls détectent certains traders... comme ceux agissant via certains comptes numérotés.

D'un point de vue stratégique, le rebond technique haussier auquel on assiste sur les indices américains, permet de tirer (en reprise technique) des indices européens comme le CAC40, tout en préparant une puissante dynamique baissière... (liesidotorg.wordpress.com 05.01)

3- BCE

3.1- Le refinancement massif des banques par la BCE commence à porter ses fruits et l'institution est prête à répéter l'opération en février, a déclaré vendredi Christian Noyer, membre du conseil des gouverneurs de l'institut de Francfort.

"Depuis que la BCE a fait sa grosse opération de refinancement à trois ans - plus de 500 milliards (d'euros) - on a des opérations d'émissions publiques par les Etats qui se sont très bien passées, et celle du Fonds européen de stabilité financière

aussi", a-t-il dit sur Europe 1.

La France a émis sans difficulté majeure près de 8 milliards d'euros de dette à long terme jeudi, soit dans le haut des objectifs annoncés, à un taux moyen qui s'est tendu à 3,28% contre 3,19% en décembre. Le succès de l'opération "*est un très bon signe*", a dit Christian Noyer.

Le FESF a quant à lui emprunté 3 milliards d'euros, une opération qui a attiré une forte demande.

Christian Noyer a ajouté que la BCE ferait une deuxième opération de refinancement des banques à trois ans en février, pour un montant qui dépendra de la demande de ces dernières.

Prié de dire si le montant de l'opération pourrait atteindre 500-600 milliards d'euros, il a répondu : "*Si c'est nécessaire absolument, on fera la même opération.*"

"*J'attends des banques qu'elles soient plus actives sur le crédit à l'économie, qu'elles soient vraiment dynamiques*", a ajouté Christian Noyer. "*C'est pour ça qu'on leur prête de l'argent, qu'on leur prête à de très bonnes conditions et qu'on leur garantit ça sur plusieurs années.*"

Selon les chiffres publiés fin décembre par la Banque de France, les crédits au secteur privé ont ralenti en novembre, pour les entreprises comme pour les ménages.

En outre, "*elles (les banques) ont toutes les capacités d'acheter des dettes d'Etats, c'est un placement sûr, qui leur rapporte, il n'y a aucune raison qu'elles soient timorées là-dessus*". (reuters 06.01)

3.2- Frédéric Oudéa, PDG de la Société générale, a déclaré qu'il n'était "*pas question*" que la deuxième banque française investisse massivement dans la dette souveraine française, selon une étude publiée vendredi.

Ces commentaires entrent en contradiction avec les appels émis par les dirigeants de la zone euro, pressant les banques d'acheter davantage de dette souveraine en contrepartie d'une opération exceptionnelle de refinancement des banques à trois ans réalisée en décembre par la Banque centrale européenne (BCE). (reuters 06.01)

3.3- Les dépôts au jour le jour des banques commerciales auprès de la Banque centrale européenne (BCE) ont inscrit un nouveau record à 455 milliards d'euros, montrent les statistiques publiées vendredi, signe que les acteurs du secteur privilégient toujours la sécurité des placements à l'institut d'émission sur la rentabilité que pourrait leur procurer des prêts interbancaires.

Parallèlement, les emprunts d'urgence aux guichets de la BCE ont baissé à 1,861 milliard d'euros, leur plus bas niveau depuis le 28 novembre. Ce reflux est de nature à apaiser les craintes de voir des banques incapables de se financer obligées de payer un taux d'intérêt de 1,75% au lieu de celui de 1,0% en vigueur pour les opérations habituelles de refinancement.

Les dépôts au jour le jour, eux, sont rémunérés au taux de 0,25%, bien en dessous de celui du marché interbancaire, actuellement à 0,369%

"*Le fait que les banques se tournent davantage vers la BCE montre qu'elles ont de moins en moins confiance dans les autres institutions*", commente un trader sur le marché monétaire.

Les prêts accordés par la BCE aux banques, toutes échéances confondues, atteignant un montant global de 685 milliards d'euros, ce sont les deux tiers de ceux-ci qui sont redéposés auprès de la banque centrale. (reuters 06.01)

4- Pétrole

Extrait de l'ouvrage *La guerre secrète du pétrole*, de Pierre Fontaine, écrit il y a une quarantaine d'années.

[...] En juin 1927, une revue parisienne annonçait «l'offensive mondiale des pétroliers contre les carburants de remplacement». En 1935, lord Bearsted, fondateur de la Shell, avait adressé, de Londres, un cynique avertissement aux gouvernements étrangers qui, «*désireux d'atteindre une prétendue indépendance économique engageaient des dépenses pour construire des raffineries, même lorsqu'elles ne disposent pas de ressources en pétrole brut*». Les gouvernants français se rendirent les premiers et devinrent les agents d'exécution des consignes des trusts pétroliers, ainsi que le député Margaine l'expliqua à ses collègues. Ils étouffèrent toute rivalité à l'industrie du pétrole anglo-saxon. En avant la valse des dollars et des sterlings pour acheter l'huile (oil) étrangère que la France refusait de puiser dans ses richesses nationales inutilisées.

Ce bilan est pénible, mais il faut avoir le courage d'aller jusqu'au bout, ne serait-ce que pour réaliser le sens de la véritable révolution économique à entreprendre. Il est clair que l'essence de pétrole, imposée au monde par les trusts, n'est pas indispensable à la bonne marche des moteurs. [...]

La plupart des savants se penchèrent sur le problème des carburants de remplacement. Les uns par curiosité scientifique, les autres par souci de détacher leur pays de la sujétion du pétrole étranger. Le professeur Jean Laigret ne trouva-t-il pas, dans son laboratoire de l'Institut Pasteur de Tunis, le microbe de la fermentation pétrolière ? Cette fermentation ayant été reproduite, il créa des hydrocarbures par le même processus que la nature employait pour transformer des matières végétales ou animales en pétrole. Découverte sensationnelle permettant de transformer des multitudes de choses qui se perdent annuellement en huile qui ne serait plus à chercher dans les entrailles de la terre. La découverte du professeur Laigret fut rendue publique en 1947. Quelles suites depuis ? Dans le même sac que le carburant par catalyse de l'eau et que les roches pétrolières.

L'ingénieur Roger François expliqua, au Congrès soudanais de technique agricole (février 1936), comment on produisait de l'huile lourde pour moteurs en partant des graines oléagineuses, arachide y compris, appelé «*pétrole végétal*». Des noms de grands savants français sont attachés à cette recherche : Sabatier, Maille, Charles Roux, etc... Depuis la mission Roux de 1932, il y eut de catastrophiques méventes de produits oléagineux en Afrique noire et particulièrement d'arachides. Elles pourrissent ou furent brûlées pour le simple spectacle des colonnes de fumée qui s'élevèrent dans le ciel.

En 1932, à Bamako, avec du matériel de fortune, on obtint le «*pétrole végétal*» qui fut immédiatement utilisé dans des moteurs fixes, moteurs de camions et de remorqueurs du Niger... alors que l'on importait à grands frais des combustibles étrangers pour les centrales électriques. [...]

L'achat assuré aux indigènes des graines riches et même des graines pauvres sans utilité, d'une valeur marchande actuellement presque nulle, permettrait une rapide revalorisation de la production locale non exportable, tout en évitant de déboursier des devises lourdes pour l'achat de produits pétroliers.

Il serait fastidieux de citer toutes les initiatives de savants tendant au remplacement des essences de pétrole. Notons néanmoins que, voici presque trente ans, le technicien Jean Brémond réalisa la production industrielle de l'alcool de sisal sur laquelle avaient échoué tous les spécialistes du monde entier. Imaginons que le moteur à alcool du marquis de Dion ait acquis droit de cité, l'Afrique, avec l'alcool et le «*pétrole végétal*» pouvait acquérir rapidement une cadence économique favorable à son développement accéléré. [...]

Le pétrole est une matière avant tout «*politique*». Jadis, il s'appuyait sur la «*droite*» ; aujourd'hui, il mise à gauche. En réalité, il a des garants politiques partout, mais il ne faut pas oublier que ce sont des ministres socialistes de la S.F.I.O. qui introduisirent le trust mondial n° 2, Royal Dutch Shell, au Sahara et, ainsi, mirent le feu aux poudres en Afrique du Nord française. Par exemple, M. Robert Lacoste, ancien ministre qui, simple syndicaliste gazier voulait pendre les banquiers, devint actionnaire de la Société pétrolière Francarep (groupe Rothschild) aux actions à un million de francs anciens chacune.

Cette puissance pétrolière est présente quel que soit le régime. Sous l'Etat français, en pleine guerre, le 13 juin 1944, le «*Comité d'organisation des combustibles liquides*» et le «*Comité d'organisation des carburants et lubrifiants de remplacement*» créèrent conjointement l'Institut du pétrole. Lequel Institut s'empressa de placer les carburants nationaux sur un plan inférieur au pétrole. Nous étions alors dans une époque cruciale où la France était paralysée par le manque de carburant. Mais les hommes dans les coulisses organisaient déjà l'avenir, leur avenir. Inutile de s'étonner de la nuit opaque qui entoure les carburants de synthèse français. L'Allemagne, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, les Etats-Unis voient plus loin que les dirigeants français des carburants. La France a perdu le pétrole algéro-saharien par la faute des anglo-saxons qui déclenchèrent le baroud nord-africain. [...] (liesidotorg.wordpress.com 02.01)

5- Assurance

Axa Real Estate, filiale de l'assureur Axa, est prêt à investir jusqu'à 2,5 milliards d'euros dans des projets d'immobilier de bureau en Europe pour profiter de la pénurie sur ce segment. Axa RE a ainsi confirmé une information du Financial Times. (reuters)

6- Transport aérien

Ryanair a annoncé lundi son intention d'instaurer dès la semaine prochaine une surcharge de 0,25 euro par billet pour couvrir le coût de 18 à 20 millions des permis d'émission de dioxyde de carbone (CO2) dont la compagnie aura besoin cette année conformément au nouveau mécanisme mis en place par l'Union européenne.

La première compagnie à bas coûts d'Europe a ainsi décidé d'imiter l'américaine Delta Air Lines et l'allemande Lufthansa, qui ont déjà choisi de répercuter ce coût sur leurs tarifs.

L'Union européenne a décidé de faire payer des droits d'émission de CO2 aux compagnies aériennes décollant ou atterrissant sur

son sol ou sur celui de trois pays voisins dans le cadre du développement du marché mondial du CO2. (reuters)

7- France

7.1- Aveu : "C'était moins cher"

Selon des documents enregistrés au tribunal de commerce de Toulon, les enfants de Jean-Claude Mas, Nicolas et Peggy Lucciardi, respectivement âgés de 27 et 24 ans, ont créé en juin France Implant Technologie (FIT).

Le nom du fondateur de PIP apparaît dans l'organigramme de ce nouvel établissement en tant que "*consultant technico-commercial*" et "*créateur de génie*", révèle Nice-Matin, qui a révélé vendredi l'information, citant un document sur la stratégie commerciale de la société. Cette nouvelle société aurait pour "*objectif de se déployer sur le marché européen, sud-américain et chinois*" à des tarifs concurrentiels pour prendre le relais de PIP, selon le journal local.

Il ne nie pas avoir utilisé un gel de silicone non agréé, pour fabriquer des implants à des prix défilant toute concurrence. "*C'était moins cher*", une simple "démarche capitaliste", assène son avocat Me Yves Haddad. (lemonde.fr 30.12)

7.2- Loyers commerciaux en forte hausse

L'indice du coût de la construction (ICC) en France a augmenté de 6,84% sur un an pour atteindre 1.624 points au troisième trimestre 2011, au dessus de son record historique qui datait du 3e trimestre 2008, a annoncé l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) vendredi.

L'indice du coût de la construction sert de référence pour la révision de certains loyers commerciaux, aux côtés de l'indice des loyers commerciaux. (AFP 06.01)

7.3- Illusion, cynisme ou crasse ignorance de M. Rocard (PS) ou les trois à la fois.

Après avoir épluché 20 000 pages de documents divers, Bloomberg montre que la Réserve fédérale a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme de 1 200 milliards au taux incroyablement bas de 0,01 %.

Au même moment, dans de nombreux pays, les peuples souffrent des plans d'austérité imposés par des gouvernements auxquels les marchés financiers n'acceptent plus de prêter quelques milliards à des taux d'intérêt inférieurs à 6, 7 ou 9 % ! Asphyxiés par de tels taux d'intérêt, les gouvernements sont "*obligés*" de bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et de couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va nous faire plonger bientôt dans une récession très grave.

Est-il normal que, en cas de crise, les banques privées, qui se financent habituellement à 1 % auprès des banques centrales, puissent bénéficier de taux à 0,01 %, mais que, en cas de crise, certains Etats soient obligés au contraire de payer des taux 600 ou 800 fois plus élevés ? "*Etre gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé*", affirmait Roosevelt. Il avait raison. Nous sommes en train de vivre une crise du capitalisme dérégulé qui peut être suicidaire pour notre civilisation.

Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour ouvrir les yeux ? Allons-nous attendre qu'il soit trop tard pour comprendre la gravité de la crise et choisir ensemble la métamorphose, avant que nos sociétés ne se disloquent ? Nous n'avons pas la possibilité ici de développer les dix ou quinze réformes concrètes qui rendraient possible cette métamorphose. Nous voulons seulement montrer qu'il est possible de donner tort à Paul Krugman quand il explique que l'Europe s'enferme dans une "*spirale de la mort*". Comment donner de l'oxygène à nos finances publiques ? Comment agir sans modifier les traités, ce qui demandera des mois de travail et deviendra impossible si l'Europe est de plus en plus détestée par les peuples ?

En 2012, la France doit emprunter quelque 400 milliards : 100 milliards qui correspondent au déficit du budget (qui serait quasi nul si on annulait les baisses d'impôts octroyées depuis dix ans) et 300 milliards qui correspondent à de vieilles dettes, qui arrivent à échéance et que nous sommes incapables de rembourser si nous ne nous sommes pas réendettés pour les mêmes montants quelques heures avant de les rembourser.

Faire payer des taux d'intérêt colossaux pour des dettes accumulées il y a cinq ou dix ans ne participe pas à responsabiliser les gouvernements mais à asphyxier nos économies au seul profit de quelques banques privées : sous prétexte qu'il y a un risque, elles prêtent à des taux très élevés, tout en sachant qu'il n'y a sans doute aucun risque réel, puisque le Fonds européen de stabilité financière (FESF) est là pour garantir la solvabilité des Etats emprunteurs...

Il faut en finir avec le deux poids, deux mesures : en nous inspirant de ce qu'a fait la banque centrale américaine pour sauver le système financier, nous proposons que la "*vieille dette*" de nos Etats puisse être refinancée à des taux proches de 0 %.

Il n'est pas besoin de modifier les traités européens pour mettre en oeuvre cette idée : certes, la Banque centrale européenne (BCE) n'est pas autorisée à prêter aux Etats membres, mais elle peut prêter sans limite aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut). Elle peut donc prêter à 0,01 % à la Banque européenne d'investissement (BEI) ou à la Caisse des dépôts, qui, elles, peuvent prêter à 0,02 % aux Etats qui s'endettent pour rembourser leurs vieilles dettes.

Rien n'empêche de mettre en place de tels financements dès janvier ! On ne le dit pas assez : le budget de l'Italie présente un excédent primaire. Il serait donc à l'équilibre si l'Italie ne devait pas payer des frais financiers de plus en plus élevés. Faut-il laisser l'Italie sombrer dans la récession et la crise politique, ou faut-il accepter de mettre fin aux rentes des banques privées ? La réponse devrait être évidente pour qui agit en faveur du bien commun.

Le rôle que les traités donnent à la BCE est de veiller à la stabilité des prix. Comment peut-elle rester sans réagir quand certains pays voient le prix de leurs bons du Trésor doubler ou tripler en quelques mois ? La BCE doit aussi veiller à la stabilité de nos économies. Comment peut-elle rester sans agir quand le prix de la dette menace de nous faire tomber dans une récession "plus grave que celle de 1930", d'après le gouverneur de la Banque d'Angleterre ?

Tout cela est indispensable. Mais aucun nouveau traité ne pourra être adopté si notre continent s'enfonce dans une "*spirale de la mort*" et que les citoyens en viennent à détester tout ce qui vient de Bruxelles. L'urgence est d'envoyer aux peuples un signal très clair : l'Europe n'est pas aux mains des lobbies financiers. Elle est au service des citoyens. (lemonde.fr 03.01)

Comme la BCE et les banques, ben voyons !

8- Suisse

Le président de la Banque centrale suisse, Philipp Hildebrand, a démissionné lundi à la surprise générale, ébloussé par un scandale d'achat de devises qui a miné sa réputation de banquier rigoureux.

L'objet du litige concerne une opération qu'a effectuée Mme Hildebrand le 15 août. Profitant de la faiblesse du billet vert face au franc suisse, elle a acheté environ 500.000 dollars, une somme revendue en octobre avec un bénéfice de 60.000 francs suisses (environ 49.000 euros au cours actuel).

La transaction a été révélée par un informaticien de la banque Sarasin, où le couple Hildebrand détient un compte. L'employé a remis les extraits de compte à un avocat proche du parti UDC, très critique vis-à-vis de la politique du patron de la BNS.

Malgré une enquête diligentée par l'institut d'émission, qui a blanchi M. Hildebrand de tout soupçon de délit d'initié, et la publication des échanges emails entre M. et Mme Hildebrand et leur banquier montrant que le président de la BNS n'avait été informé qu'à posteriori des opérations de sa femme, le patron de la BNS a néanmoins dû démissionner.

Avec son départ de la tête de la BNS, il abandonne également sa fonction de vice-président du Conseil de stabilité financière (FSB), une organisation chargée de réformer le système bancaire international. (AFP)

9- Chine

L'excédent commercial de la Chine, sujet de frictions avec ses partenaires économiques, s'est réduit à "*environ 160 milliards de dollars*" en 2011, a déclaré jeudi le ministre du Commerce Chen Deming cité par l'agence Chine nouvelle.

En 2010, l'excédent commercial de la deuxième économie mondiale, qui reste fortement dépendante de ses exportations pour sa croissance, s'était élevé à 183,1 milliards de dollars.

Le volume du commerce extérieur chinois s'est accru au cours de l'an passé de plus de 20% pour atteindre 3.600 milliards de dollars, a encore indiqué le ministre chinois, cité par l'agence officielle.

Le ministère du Commerce a indiqué mercredi que le commerce extérieur chinois croîtrait d'environ 10% par an pour atteindre un volume de 4.800 milliards de dollars en 2015. (AFP 05.01)

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE

Je reprends péniblement l'actualisation quotidienne du site. Toujours pas d'électricité au bout de 13 jours.

Pour se faire les dents après une interruption d'une semaine, je vous propose un article commenté qui traite d'économie.

Les infos en bref ne seront actualisées que demain car j'ai pris trop de retard aujourd'hui. Temps que la situation ne sera pas redevenue normale, le site ne sera actualisé que sommairement, je ne peux pas faire autrement.

J'ai très mal dormi et je me suis réveillé très tard à cause d'une sono hurlante jusqu'à minuit installée à quelques centaines de mètres de chez moi, eh oui il y a des gens qui trouvent le moyen de faire la fête, des expatriés et des soixante-huitards attardés, cela ne s'invente pas, plus les miasmes d'une fosse septique provenant du terrain situé juste en face de la fenêtre de ma chambre, deux emmerdements de plus qui viennent s'ajouter au reste, cela commence à faire beaucoup !

Pour couronner le tout, je pensais naïvement que mon propriétaire me ferait cadeau du dernier loyer compte tenu de la situation dans laquelle je me trouvais et des frais importants que j'ai engagés pour rester dans cette maison, alors que je pourrais envisager de déménager sans préavis du jour au lendemain, décidément c'est dur de "rêver" par les temps qui courent !

Pascal-Emmanuel Gobry, analyste de marché senior chez Business Insider Intelligence et maître de conférences à HEC.
Extraits. (Atlantico.fr 10.01)

En théorie financière, une entreprise investit pour obtenir un rendement supérieur à son coût du capital, c'est-à-dire le rendement qu'attendent les actionnaires. (soutirer davantage de plus-value de la force de travail employée. - ndlr) Autrement dit, si une entreprise rend de l'argent à ses actionnaires, c'est qu'elle ne trouve pas d'endroit plus rentable pour l'investir. (rend **plus** d'argent aux actionnaires, il faut préciser, volé aux travailleurs, il faut ajouter. - ndlr)

C'est pour ça que la cupidité des actionnaires n'explique pas les dividendes (effectivement, c'est l'exploitation de la force de travail qui l'explique. - ndlr) : un actionnaire cupide préférera qu'une entreprise réinvestisse de l'argent qui lui offrira un rendement supérieur à de simples dividendes. (pas exactement, c'est la raison d'être du capitalisme, il fonctionne de la sorte parce qu'il est ainsi fait et ne peut pas fonctionner autrement, il fonctionne selon la loi de l'accumulation du capital qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme dans sa version moderne, à un certain stade du développement des forces productives dans le monde, ce mode de production ne pouvant plus fonctionner sans engendrer de terribles destructions ou catastrophes à travers le monde, il verse dans la barbarie et la guerre. - ndlr)

Et donc, le fait qu'une entreprise verse des dividendes n'est pas forcément un signe de force, mais parfois de faiblesse (et toujours un privilège. - ndlr) : qu'elle ne trouve pas d'investissement rentable. (trop de capital accumulé et impossible à recycler dans l'économie marchande, au prix d'une paupérisation grandissante dans le monde, ceci est la condition de cela, son pendant (naturel).

Alors, pourquoi les grandes entreprises ne trouvent-elles pas d'investissements rentables ? (si aucune production de marchandises n'est rentable, il ne reste que l'argent, la monnaie sur laquelle spéculer, c'est le casino, quoi ! - ndlr)

Il suffit de regarder autour de nous : l'eurozone en récession, le Japon est morose, la croissance américaine reste en berne... Bref, loin de vouloir dire que le CAC 40 croule sous l'or pendant la crise, ces dividendes veulent sans doute dire le contraire.

Mais c'est là tout le problème : ça crée un cercle vicieux. Pour sortir de la crise, il faut que les entreprises investissent. Ce comportement est une forme de prophétie auto-réalisatrice : ce que Keynes appelait le paradoxe de l'épargne. Si les entreprises et les foyers anticipent une croissance de l'économie, elles investissent (et ils consomment), et l'économie se relance. S'ils anticipent un marasme, ils n'investissent pas et ne consomment pas, et l'économie stagne. (notre économiste a subitement un trou de mémoire ou semble oublier que le marché n'est pas extensible à volonté et qu'il faut le concevoir au niveau mondial, ce qui est somme toute normal ou imparable à ce stade de sa réflexion, puisque la cause fondamentale de cette crise lui échappe ou qu'il ne veut pas la caractériser.

Et s'il est incapable d'aller au bout de son analyse après s'être demandé pourquoi "*les grandes entreprises ne trouvent-elles pas d'investissements rentables*", c'est parce qu'en tant qu'idéologue du capitalisme il ne peut concevoir une réponse à cette question qui mettrait à nu les fondements sur lesquels il repose, le fragiliserait davantage et l'exposerait à un jugement sans appel... Il en arrive à un raisonnement simpliste déconnecté de la réalité, qui consiste à décréter qu'il suffirait d'investir, donc de produire plus de marchandises, faisant abstraction que le marché est déjà saturé, pour que la population consomme subitement davantage, oubliant de spécifier au passage que les conditions d'exploitation dans lesquelles ces marchandises seraient produites ne permettraient pas aux travailleurs concernés d'accéder au marché ou qu'ils viendraient grossir les rangs des travailleurs pauvres, puisque pour que ces nouveaux investissements soient rentables pour les capitalistes, il faudrait que les coûts de

production soient alignés ou encore plus bas que ceux de leurs concurrents sur le marché mondial, et quel que soit le cas de figure envisagé une surproduction s'ensuivrait si elle n'était pas déjà à l'origine de cette crise, surproduction de forces productives incompatible avec l'existence du mode de production capitaliste. - ndlr)

C'est connu : pour Keynes c'est à l'Etat de briser le cercle vicieux en relançant l'activité économique à coups de dépense publique. Pour les économistes qui viennent après Keynes, c'est à la banque centrale de jouer ce rôle : en agissant pour augmenter la masse monétaire, elle change les attentes de croissance des entreprises et crée cette prophétie autoréalisatrice de croissance de l'économie. (en dernière analyse, notre intellectuel doit s'en remettre à une "prophétie", c'est pathétique et symptomatique de l'impasse, de l'effondrement auquel aboutit infailliblement le système économique capitaliste. Parce qu'il est incapable d'intégrer dans son raisonnement les besoins et les conditions d'existence de l'immense masse des exploités de l'humanité, rien de moins ! - ndlr)

Lesquels des deux ont raison ? Débat purement théorique : on n'a aucun des deux. La Banque centrale européenne est dominée par une idéologie qui refuse toute création monétaire par peur de l'inflation, et les Etats européens font régner l'austérité budgétaire. (la première affirmation est doublement fautive, parce que la BCE fait fonctionner à plein régime la planche à billets, ensuite si l'inflation n'est pas visible de son bureau, du mien en Inde elle l'est ! Le défaut de ce genre d'analyses, c'est qu'elles ne prennent pas en compte tous les facteurs en présence à l'échelle mondiale, ou que leurs auteurs y font référence quand cela les arrange seulement.- ndlr)

L'actualité des derniers jours en titres

L'impossible métamorphose d'un psychopathe, mégalomane, hystérique, complexé...

- Alain Juppé: «*Une des qualités du président, c'est de savoir évoluer*» - 20minutes.fr

La preuve :

- La popularité de Sarkozy s'effondre dans un sondage - LeFigaro.fr

Si au moins...

- Villepin: "*Sarkozy gagnerait à avoir un peu plus d'humilité*" - AFP

Voix d'outre-tombe, quelle source d'inspiration !

- Hommage de Sarkozy à Jeanne d'Arc, "*résistante*" face aux épreuves - AFP

Coïncidence, j'ai lu qu'il allait recevoir J-M Le Pen au Palais, cela leur fera un sujet de conversation amicale en plus !

- Hollande va puiser les «*forces de l'esprit*» chez Mitterrand - Liberation.fr

Quand les choses les plus simples s'énoncent simplement...

- Pierre Moscovici promet un projet PS "*cohérent et crédible*" - Reuters

Ah bon ! La preuve :

- Cahuzac (PS): «*supprimer*» le quotient familial en le «*modulant*» - Liberation.fr

Ouf !

- Hollande ne veut pas "*supprimer*" le quotient familial - L'Express.fr

Pas facile de se faire passer pour autre chose que ce que l'on est véritablement, surtout de nos jours !

L'Etat policier à la manoeuvre.

- L'armement des polices municipales pourrait s'étendre - LeFigaro.fr

- Lyon : la police tire sur un SDF - LePoint.fr

Etat d'âme de privilégiés... cynique

- 2012 sera une bonne année pour les dividendes - LeFigaro.fr -

- Le CAC crée de la richesse, sa répartition fait débat - LeFigaro.fr

Quand l'argent et le pouvoir rendent fou.

- La psychiatrie pour expliquer la crise ? Wall Street serait un aimant à psychopathes - Atlantico.fr

- Le pape prône le respect de principes éthiques en économie - Reuters

Il y a ceux qui ne demandent qu'à vivre mais abrègent leur jours par désespoir...

- Dans les Ardennes, un retraité tue sa femme souffrant d'Alzheimer puis se pend - AFP

... ceux qui sont blasés de la vie et s'y emploient mais n'y parviennent pas...

- Elle survit à une chute de 111 mètres après un accident de saut à l'élastique - L'Express.fr

... et ceux qui y parviennent malgré eux et qui l'ont bien cherché, pour ne pas dire mérité.

- Un ex-militaire français tué par balle dans son appartement à Tripoli - AFP

On ne se refait pas !

Le M'PEP ou un mouvement politique à la remorque du stalinisme, qui en doutait ?

Un rappel sur leur site : À partir du lundi 9 janvier 2012, Jacques Nikonoff tiendra une chronique tous les lundis. Et de préciser : Il renoue ainsi avec une tradition où il avait tenu une chronique hebdomadaire dans l'Humanité en 1999 et 2000. (source : <http://www.m-pep.org>)

Il y a ceux qui voudraient nous faire croire que le PCF serait un creuset de dirigeants communistes ou révolutionnaires, quand d'autres s'emploient à vouloir nous faire croire que le PS serait digne d'autre chose que "*l'union sacrée*" avec le capital, Gluckstein (POI) dans l'éditorial du n°181 d'*Informations ouvrières*, j'y reviendrai dans les jours qui viennent car il nous faut aussi combattre ce genre d'illusions qui desservent notre cause.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 janvier

CAUSERIE

J'actualise le site très tard dans la journée (19h20 heure locale) bien que je me sois levé à 5 heures du matin, parce que j'ai la tête ailleurs. Demain matin cela fera 15 jours qu'on est sans électricité, et au regard de la situation les choses ne sont pas près de s'arranger. Je préfère ne pas en dire davantage.

J'ai mis en ligne des documents de la société Coe-Rexecode au service du patronat et qui définit ainsi ses deux missions : 1- "*Une mission de veille conjoncturelle et de suivi permanent de l'économie mondiale*" ; 2- "*Une mission de participation au débat de politique économique*". Et depuis 2003, elle organise "*les Rencontres de la Croissance avec la participation du Premier ministre ou de membres du gouvernement*".

Elle a donc pour tâche de soumettre les besoins des capitalistes au gouvernement, qui est vivement encouragé à engager les mesures pour les satisfaire.

L'intérêt de ces documents, c'est que les arguments qui y sont présentés correspondent à ceux qui figurent dans la nouvelle offensive annoncée par le gouvernement contre les travailleurs, et dont le "*sommet social*" sur l'emploi du 18 janvier prochain doit constituer la rampe de lancement, avec le soutien des dirigeants syndicaux qui y participent.

Certains documents sont datés de janvier 2011, il n'y a pas d'erreur sur la date.

Actualité en titres

Une collusion, un consensus, un complot contre les travailleurs, au choix.

- GM et IG Metall seraient en discussions pour restructurer Opel - Reuters

Contrats de travail sur mesure adaptés aux besoins des entreprises.

- Hollande veut simplifier le recours au chômage partiel - Public Sénat

Des privilégiés au secours du régime

- Un "*Pacte contre l'échec scolaire*" signé par quelque 50 personnalités - AFP

Pourquoi ce titre vindicatif ?

Parce que s'attaquer à l'échec scolaire sans s'attaquer aux conditions sociales qui en sont à l'origine, c'est faire croire que ce problème pourrait être résolu dans le cadre du régime actuel. Donc une illusion criminelle qui soulage apparemment la bonne conscience de ces nantis entretenus par le régime en question, dans la mesure où ils sont incapables d'envisager que ce serait les fondements du capitalisme qui seraient en cause et contre lesquels il faudrait se mobiliser pour les renverser.

Et pourquoi en sont-ils incapables ? Parce qu'il leur est impossible de se situer résolument sur le terrain des besoins des exploités, sans doute parce que leurs conditions d'existence leur sont étrangers ou qu'ils n'appartiennent pas au milieu ouvrier. Bref, du vent !

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Suite de l'offensive antisociale du gouvernement.

Le gouvernement présentera une réforme du droit du travail après le sommet social du 18 janvier, a déclaré mardi le Premier ministre François Fillon, selon plusieurs députés UMP.

Selon ces participants à une réunion du groupe UMP, il a évoqué "*quatre décisions structurelles*" : la formation des chômeurs, l'allègement du coût du travail par le transfert d'une partie des charges patronales sur une autre assiette, les accords de compétitivité en entreprises et le temps de travail.

"*Pour cela, il faut une réforme législative. Il y aura un projet de loi de finances rectificative et un texte sur le droit du travail*", a dit François Fillon, selon plusieurs députés.

Le projet de loi de finances rectificative devrait mettre en oeuvre un transfert de charges fiscales vers la TVA, selon l'idée surnommée "*TVA sociale*".

Le texte sur le droit du travail permettrait quant à lui des ajustements, au sein des entreprises, du temps de travail et des rémunérations, en fonction de l'activité. (Reuters 10.01)

1.2- Les parasites. Non, le ventre du CAC 40 n'a rien de populaire !

Invité mardi matin sur RFI dans l'émission "Mardi Politique", le député-maire de Nice, Christian Estrosi, s'est retrouvé interrogé sur la fameuse soirée donnée au Fouquet's le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République en mai 2007.

Une erreur originelle ?

"Il est indigne de reprocher au président de la République d'être allé dans une brasserie populaire des Champs-Élysées", s'est-il insurgé (5e minute). "Moi, j'étais sur la place de la Concorde. (...) Je n'étais pas invité et c'est très bien ainsi." (lepoint.fr 11.01)

Commentaire d'un internaute.

- "Je confirme! Je fais partie de la classe "populaire", je gagne 1500 euros par mois, je loue un grand duplex à 2 pas des Champs, je prends toujours le thé au Ritz et je dine toujours au Fouquet's, j'ai une A8 (voiture populaire) et je passe souvent des vacances populaires à bord du Yacht d'un ami."

1.3- FNUMP soluble !

L'ancien membre du Front national Guillaume Peltier, 35 ans, doit être nommé secrétaire national chargé des études d'opinion et des sondages de l'UMP ce mercredi, a appris l'AFP mardi d'après une source au sein du parti de la majorité.

Cette nomination doit être validée ce mercredi matin par le bureau politique de l'UMP, l'instance dirigeante du parti présidentiel.

Il a déjà un long parcours politique. Ancien membre du Front national jeunesse puis du Mouvement national républicain de Bruno Mégret, il a été proche de Nicolas Bay, conseiller régional FN de Haute-Normandie, membre du bureau politique et délégué national à la communication du parti présidé par Marine Le Pen.

Guillaume Peltier a rejoint le parti de Philippe de Villiers en 2001, le Mouvement pour la France, dont il a été notamment secrétaire général, avant de le quitter en 2008 pour rejoindre, l'année suivante, l'UMP. (20minutes.fr 11.01)

1.4- Rappel. Quand Sarkozy veut faire adopter... une loi déjà votée.

Le principe d'une taxe sur les transactions financières, dite taxe Tobin, que le président Sarkozy entend instaurer, a déjà été adopté par le Parlement en 2001 et figure même dans le code général des impôts, comme le révèlent plusieurs organes de presse dont le *Canard Enchaîné*.

Dans son édition à paraître mercredi, le Canard enchaîné raconte en effet comment la taxe Tobin, frappant "les transactions sur devises" et inspirée des travaux du prix Nobel d'économie américain James Tobin, avait été votée par la gauche, avec la "neutralité débonnaire du président" Jacques Chirac.

La mesure figure même dans le code général des impôts - article 235 ter ZD-, disponible sur le site legifrance.gouv.fr.

D'après les comptes-rendus des débats de l'époque, la secrétaire d'Etat du Budget, Florence Parly, s'en était remis à la sagesse de l'Assemblée et soulignait qu'un "pays ne peut guère le porter tout seul".

Le dernier alinéa de la loi prévoyait en effet que le décret fixant le taux de la taxe ne prendrait effet qu'à "la date à laquelle les Etats membres de la Communauté européenne" auront eux-mêmes intégré dans leur législation la taxe Tobin - ce qui n'est jamais advenu -. (AFP 10.01)

2- PG. Ah les cons !

Alors qu'il s'apprête à monter dans un train mercredi, gare du Nord, Jean-Luc Mélenchon est interpellé par un syndicaliste de Sud: «On a un problème avec les anciens ministres!», lui lance-t-il. Du tac au tac, le candidat du Front de Gauche lui rétorque: «Moi j'ai un problème avec les cons!»

Jean-Luc Mélenchon s'aperçoit quelques instants plus tard que la caméra de Canal+ a tout filmé. «Merde, évidemment, ils étaient là eux!», rouspète-t-il. (20minutes.fr 05.01)

3- PS. C'était déjà hier, autrefois, jadis...

"Le changement, c'est maintenant." Le slogan de campagne de François Hollande est maintenant validé et sera officialisé mercredi 11 janvier, à l'occasion de l'inauguration du quartier général au 59, avenue de Ségur (7e arrondissement).

C'est l'agence de communication BDDP & Fils qui a imaginé ce slogan, ainsi que les éléments graphiques de la campagne. Ils ont été validés par le trio gravitant autour du candidat : Pierre Moscovici, Stéphane Le Foll et Manuel Valls.

"L'idée, c'est que la volonté de changement, l'envie de changer de président passent par François Hollande", détaille au Monde Manuel Valls, responsable de la communication. (lepost.fr 11.01)

Porte-parole du marché, comme toute entreprise capitaliste qui se respecte, le PS recourt à une agence de communication pour pondre son slogan de campagne électorale. Ce fut déjà le cas en 1981, donc ce n'est pas une nouveauté. Assurément, d'ailleurs rien n'est une nouveauté au PS contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire.

4- PS. Un parti de privilégié qui est étranger à la classe ouvrière

Le Parti socialiste revendique 174.022 adhérents fin 2011. En pleine campagne présidentielle, et alors que l'UMP revendiquait 261.000 adhérents il y a quelques jours, ce chiffre était attendu de pied ferme.

Il a été dévoilé ce mardi soir en exclusivité à 20 Minutes par Pascale Boistard, la présidente du Bureau national des adhésions au Parti socialiste.

Pour la secrétaire nationale, 2011 est une «très bonne année, avec 23.117 nouveaux adhérents».

Rien à voir cependant avec le raz-de-marée de 2006. A l'époque, le PS comptait 280.000 adhérents juste avant la précédente élection présidentielle. Le parti avait alors connu un «boom» d'adhésions (100.000 nouveaux adhérents) pour désigner le candidat des primaires internes.

Inquiétant ? Pas vraiment. Car cet écart s'explique par des raisons très pratiques. Pour les primaires d'octobre dernier, c'est l'ensemble des sympathisants de gauche qui étaient invités à départager les six candidats, et l'adhésion au PS n'était donc pas requise.

Pas moins de trois millions de personnes avaient ainsi fait le déplacement pour voter.

En pleine campagne, alors que les partis comptent leurs forces militantes, Pascale Boistard se rassure: «*Au moment des primaires ouvertes, 700.000 personnes ont laissé leur adresse mail*» pour être associées à la campagne de François Hollande. (20minutes.fr 11.01)

$280\ 000 - 100\ 000 = 180\ 000$. Et $174\ 022 - 23.117 = 150\ 905$. Quel engouement en direction du PS !

A part des membres des classes et des couches moyennes du prolétariat, aucun travailleur en dehors de rares écervelés adhèrent à un parti aussi pourri. Des petits-bourgeois qui craignent que leur situation se détériorent ou qui aspirent à devenir de grands bourgeois.

Pas étonnant que l'on trouve les mêmes motivations et les mêmes profils chez les adhérents du FN, à ceci près que ceux-là ne s'embarrassent pas de manières pour se donner bonne conscience, quelque part, hormi leur xénophobie et leur racisme intolérable, ils sont moins méprisables. Entre celui qui dans la vie assume ce qu'il est et celui qui se munit d'un masque trompeur parce qu'il en est incapable, d'après vous, lequel des deux individus est le plus méprisable ? Les deux, mais pas forcément pour les mêmes raisons.

Si le PS vous donne envie de vomir, profitez-en, voilà une excellente raison de vous soulager.

Jack et Monique Lang ont passé les fêtes de Noël dans un prestigieux palace de l'Île Maurice, le Royal Palm, ce prestigieux palace de l'île Maurice fréquenté en son temps par Jacques Chirac, pour une note avoisinant les 12 000 euros.

Le "représentant particulier" de François Hollande dans son équipe de campagne a pu croiser le financier Marc Ladreit de Lacharrière et l'actrice Sandrine Kiberlain. Soins au spa de l'hôtel, petits plats dans les grands, crevettes sauvages cuisinées pour le couple...

Jack Lang a séjourné une semaine dans cet hôtel de luxe, le tout pour une note avoisinant les 12 000 euros et payée rubis sur l'ongle. (lexpress.fr 11.01)

Social

1- France

1.1- La "règle d'or" : tendre vers le moins social dans tous les domaines.

Les salariés français travaillent moins que leurs homologues européens, selon le cabinet d'étude Coe-Rexecode qui cite des chiffres inédits de l'institut européen de la statistique.

Selon ces chiffres d'Eurostat, les salariés français à plein temps ont travaillé 1.679 heures en moyenne en 2010, soit 224 heures de moins que les Allemands, 177 heures de moins que les Britanniques et 134 heures de moins que les Italiens.

Ce chiffre est le plus bas de l'Union européenne, avec la Finlande. Et c'est en France, que cette durée a le plus diminué depuis 1999 (-270 heures).

En revanche, la durée effective annuelle de travail des non-salariés et des salariés à temps partiel en France se situe dans la moyenne haute en Europe (respectivement 2.453 et 978 heures).

Eurostat a retraité à la demande de Coe-Rexecode les enquêtes menées dans les 27 pays de l'Union pour mesurer la durée effective annuelle du travail de façon comparable.

Coe-Rexecode estime que la stratégie française de baisse de la durée du travail a échoué et préconise de libérer la durée du travail par des accords d'entreprises, ce qui "conduirait à une augmentation du taux d'emploi et du pouvoir d'achat en France".

Ces chiffres sont publiés quelques jours avant le sommet social du 18 janvier lors duquel doit être discutée la possibilité de conclure des accords "compétitivité-emploi", permettant d'ajuster la durée du travail et le montant des salaires dans les entreprises selon la conjoncture.

Selon Coe-Rexecode, "le dynamisme démographique de la France est un atout majeur dont la France peut tirer parti par des réglementations de l'emploi moins restrictives et un meilleur fonctionnement du marché du travail". (Reuters 11.01)

1.2- Boucs émissaires et record infâme

Au total, 32 922 étrangers ont été expulsés de France en 2011. C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, ce mardi, au cours d'un point presse. Le gouvernement vise un objectif de 35 000 expulsions en 2012. «Ce chiffre est supérieur de 5 000 à celui de 28 000 initialement fixé. C'est le plus élevé jamais atteint», s'est félicité le ministre.

Claude Guéant a également fait état de 182 595 premiers titres de séjour délivrés l'an dernier, contre 189 455 en 2010, soit une baisse de 3,6%. Dans le détail, l'immigration professionnelle a reculé de 26% sur un an et l'immigration familiale de 14%, selon le ministre de l'Intérieur. (liberation.fr 10.01)

1.3- Boucs émissaires fabriqués sur mesure par l'Etat.

Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a affirmé mardi sur RMC-BFMTV que le taux de délinquance, chez la population étrangère en France, était "de deux à trois fois supérieur" à celui de la délinquance générale.

Selon le dernier rapport de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP), portant sur 2010, 226.675 étrangers ont été "mis en cause" cette année-là dans les affaires de police et de gendarmerie. Mais 40% l'ont été pour des infractions à la législation sur les étrangers (ILE).

Au total, 137.098 étrangers ont été mis en cause pour des crimes et délits non routiers hors ILE. Cela représente 13% du gros million de personnes ayant eu maille à partir avec les forces de l'ordre cette année-là. Les étrangers représentent environ 6% de la population. (AFP 10.01)

1.4- Mouvement social des fossoyeurs de la ville de Paris.

Les employés de la ville de Paris réclament une retraite anticipée ainsi qu'une réduction du temps de travail.

L'accès des convois pour les enterrements au cimetière parisien du Père-Lachaise a été temporairement bloqué mardi par des fossoyeurs de la ville de Paris, qui réclament une retraite anticipée et une réduction du temps de travail, avant qu'ils ne soient expulsés par la police. Peu après le début du blocage, la mairie de Paris a demandé le concours de la police pour déloger les fossoyeurs. "La directrice des espaces verts responsable des cimetières s'est rendue sur place pour demander de libérer les accès", qui ont ensuite été "rétablis après intervention des policiers", a précisé un porte-parole de la mairie, joint par l'AFP.

"Bloquer l'accès à un lieu public est juridiquement illégal, et prendre en otage des familles dans la peine est moralement scandaleux", a déclaré le maire PS Bertrand Delanoë. (lepoint.fr 10.01)

1.5- Mouvement de grève nationale des enquêteurs de l'Insee.

Une partie des enquêteurs de l'Insee a lancé un mouvement de grève national pour des raisons salariales. Les enquêteurs de l'Insee, qui sont environ un millier en métropole et dans les départements d'outre-mer et sont en majorité des femmes, effectuent notamment les enquêtes auprès des ménages pour calculer le taux de chômage, ou s'occupent des relevés de prix pour calculer l'indice des prix.

«Il y a un mouvement de grève aujourd'hui, parce que les enquêteurs de l'Insee sont des précaires actuellement, des pigistes payés uniquement à l'enquête avec une protection sociale amoindrie», a expliqué Julie Herviant, responsable CGT à l'Insee, précisant que l'action était soutenue par une intersyndicale CGT, CFDT, FO et SUD.

Le mouvement est toutefois partiel et ne bloque pas la parution des indices, selon la syndicaliste.

Selon elle, l'Insee a bien une volonté d'améliorer le statut en faisant des enquêteurs des «contractuels», mais «propose un troc qui est de dire : on améliore un petit peu le statut mais on va baisser les salaires».

De son côté, la direction de l'Insee a confirmé préparer «une réforme des conditions d'emploi pour les enquêteurs, afin de passer d'une situation de pigiste rémunéré à la tâche à celle de contractuel de l'Etat» pour «mettre en place un cadre d'emploi plus sécurisant».

«Le mouvement actuel d'enquêteurs de l'Insee témoigne essentiellement d'inquiétudes quant aux conditions de reclassement dans le nouveau dispositif», a indiqué l'Insee, soulignant que «l'administration s'est d'ores et déjà engagée à garantir le revenu net de chaque agent».

Selon des données fournies par la CGT, 83% des enquêteurs sont des femmes, et la majorité travaille à temps partiel, 34% effectuant moins qu'un mi-temps. Le salaire brut médian 2009 des enquêteurs était de 850 euros mensuels. (liberation.fr 11.01)

1.6- Mouvement social contre la liquidation d'une usine du groupe pharmaceutique américain Merck.

Selon la police, une cinquantaine de salariés de l'usine Schering-Plough d'Eragny-sur-Epte (Oise) ont tenté d'empêcher les entrées et les sorties de camions du site d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados). Les salariés d'Hérouville les ont ensuite rejoints, selon la CFDT.

Selon ce syndicat, le site d'Eragny-sur-Epte, qui emploie 230 personnes, est menacé de fermeture après le désistement d'une entreprise qui devait racheter l'usine à Merck.

La direction a en outre annoncé la suppression prochaine de 107 postes sur 425 à Hérouville et refuse de s'engager sur la pérennité du site, selon la mairie et les syndicats.

En juin 2010, la filiale française du groupe pharmaceutique américain Merck avait annoncé que sa fusion avec Schering-Plough pourrait entraîner la suppression d'environ 800 postes sur un effectif de 4 000 personnes en France.

«Hérouville est le dernier site Schering en France. On craint que Merck ne soit en train de progressivement fermer tous les sites de production Schering après avoir acquis les brevets», a dit Manuel Lecoutey, élu CFDT de Schering à Hérouville.

Fin octobre, Merck avait annoncé le triplement de son bénéfice net au troisième trimestre 2011, à 1,7 millions de dollars (1,3 millions d'euros). Le 30 septembre, le laboratoire employait 90 000 personnes dans le monde. (liberation.fr 11.01)

1.7- La hausse des prix frappent de préférence les plus pauvres

L'association de consommateurs Familles Rurales dénonce une forte augmentation de 4,4% du prix du panier moyen des consommateurs (35 produits de consommation courante, eaux, biscuits, jus de fruits, desserts, confiture, produits laitiers...) au cours de l'année 2011, à 135,21 euros, pointant du doigt la distribution à bas prix.

Le record historique a été atteint au mois de novembre, avec un panier moyen à 137,6 euros, un niveau jamais atteint depuis le lancement de cet observatoire des prix en 2006, peut-on lire dans l'étude révélée mardi par La Croix.

Un constat corroboré par l'association de défense des consommateurs UFC-Que Choisir, qui relève entre septembre 2010

et septembre 2011 une hausse de son panier moyen (26 produits de marques nationales) de 6,8%, toutes enseignes confondues.

De son côté, l'Insee a constaté une variation des prix de l'alimentation de 3,2% entre novembre 2010 et novembre 2011, un indice qui sera actualisé le 12 janvier.

Les "*veilleurs consommation*" effectuent des relevés de prix tous les deux mois, dans 72 magasins à travers 34 départements.

"*Les produits qui sont dans l'ombre, comme les marques de distributeurs et les 1er prix, là, cela dérape beaucoup*", constate M. Damien.

Le panier de grandes marques nationales a augmenté de 2,65% en 2011, celui des marques de distributeurs a grimpé de 4,14% tandis que celui des 1er prix a bondi de 8,12%, constate l'étude.

L'association pointe aussi les "*mauvaises performances*" des magasins hard-discount, où le prix du panier des produits 1er prix est plus élevé qu'ailleurs.

"*Finalemment, ce sont des pièges à consommateurs*", estime M. Damien, pour qui les distributeurs low-cost ne proposent "pas forcément les prix les plus bas". (AFP 11.01)

2- Nigéria

Pour la troisième journée consécutive, le Nigeria restait paralysé mercredi par la grève générale sur le point de s'étendre au secteur clé du pétrole, avec des émeutes dans le centre du pays et la persistance des violences inter-religieuses.

Les deux syndicats de travailleurs du pétrole du Nigeria, le premier producteur de brut d'Afrique, ont menacé pour la première fois depuis le début de ce mouvement social contre la hausse des prix du carburant, d'interrompre la production de brut.

Le président du syndicat PENGASSAN, dont les dirigeants sont réunis à Port Harcourt, la capitale pétrolière dans le sud du pays, a demandé "*à toutes les plateformes de production de se mettre en alerte rouge en prévision d'un arrêt total de la production*".

Un autre membre de ce syndicat a déclaré espérer que la décision d'interrompre la production sera prise d'ici mercredi soir.

"*Nous envisageons l'arrêt de la production du pétrole*", a également annoncé le chef du second syndicat de travailleurs du pétrole, le NUPENG (Syndicat nigérian des ouvriers du pétrole et du gaz naturel).

Les grévistes demandent le rétablissement des subventions aux carburants dont la suppression, le 1er janvier, a entraîné un doublement des prix de l'essence, frappant la majorité, démunie, des 160 millions de Nigériens.

Le pétrole est vital pour le Nigeria, le plus gros producteur de brut d'Afrique devant l'Angola avec près de 2,4 millions de barils par jour, et représente 90% de ses exportations.

Depuis lundi, des manifestations pacifiques ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans la grande métropole économique Lagos, dans un climat pacifique.

Ils étaient de nouveau plusieurs milliers ce mercredi dans les rues de Lagos à manifester dans le calme. Seuls quelques incidents isolés ont eu lieu dans un quartier chic de la ville, où des protestataires ont attaqué un véhicule de police à coups de bâtons et ont arraché des panneaux de signalisation.

A Kano, la plus grande ville du Nord, la manifestation a également rassemblé des dizaines de milliers de personnes et s'est déroulée sans incident majeur.

A Minna en revanche, capitale de l'Etat de Niger dans le centre du pays, des violentes émeutes ont éclaté dans la journée. Plusieurs bâtiments officiels ont été attaqués et un policier en faction devant l'un de ces immeubles a été tué.

A la suite de ces violences, les autorités locales ont imposé un couvre-feu de 24 heures dans l'ensemble de l'Etat de Niger.

Le gouvernement fédéral d'Abuja a demandé mardi soir à tous les grévistes de revenir à leur poste, en menaçant d'appliquer la politique "*pas de travail, pas de salaire*".

Avec la suppression des subventions sur le carburant, les autorités comptent réaliser 8 milliards de dollars (6,3 milliards

d'euros) d'économies pour financer des infrastructures. (AFP 11.01)

Coïncidence ou non, il y a quelques semaines je me disais que le Nigéria serait bien le prochain champ de bataille des impérialistes...

3- Etats-Unis

3.1- Engraissement, empoisonnement, enrichissement

Un emblème de la gastronomie populaire américaine est ébranlé: le pâtissier industriel Hostess Brands, producteur du petit gâteau Twinkie qui a nourri des générations d'amateurs de sucre, a déposé le bilan mercredi.

Hostess, qui a son siège à Irving (Texas, Sud), s'est placé sous la protection d'un tribunal des faillites de New York, étranglé par les dettes et les problèmes de compétitivité. C'est la deuxième fois pour lui depuis 2004.

L'entreprise n'est pas cotée et ne publie pas de données financières. Elle emploie environ 19.000 personnes.

Cette génoise ultramoelleuse, fourrée avec une grosse quantité de crème industrielle, a une quantité de sucre (42% de la composition) et de graisse (10%) qui a de quoi heurter les palais délicats. Le Twinkie a pour réputation d'être bourré de conservateurs. Mais pour beaucoup d'enfants, c'est un régal.

Le produit a été inventé en 1930, sur fond de crise économique, selon la légende pour utiliser des machines qui ne tournaient pas en dehors de la saison des fraises.

Elle n'envisage pas de changement dans sa gamme, et a affirmé dans un communiqué que l'entreprise avait "*un potentiel formidable*" et "*certaines des marques les plus puissantes et résistantes du secteur*".

D'après la direction, le problème vient des accords d'entreprise, qui génèrent des coûts salariaux et de retraite intenable. (AFP 11.01)

Nous y voilà !

3.2- Tous égaux devant la crise !

A propos de 2011, « *annus horribilis* » des banques, saluons l'esprit de sacrifice des 400 associés de Goldman Sachs qui, alors que le chiffre d'affaires de leur banque devrait reculer de 22% cette année, se serreront la ceinture en ne touchant en 2011 qu'entre 3 millions et 6,5 millions de dollars par tête. Deux fois moins qu'une « *bonne année* ». (atlantico.fr 11.01)

4- Inde

4.1- Les cobayes des trusts pharmaceutiques.

Une amende de 5 000 roupies (72 euros) : c'est l'unique peine qu'ont reçu douze médecins en Inde pour avoir pratiqué en secret des tests de médicaments sur des patients, des enfants pour certains. Les médecins, dont deux d'entre eux ont démenti avoir mal agi, sont accusés d'avoir été payés par des entreprises pharmaceutiques pour mener dans la ville d'Indore des essais de médicaments visant à traiter notamment des dysfonctionnements sexuels.

L'affaire a provoqué la colère dans le Madhya Pradesh, dans le centre du pays. C'est dans cet Etat que 1 883 personnes auraient subi ces tests cliniques illégaux, selon le quotidien India Today, qui parle d'une condamnation "*honteuse*".

Selon le gouvernement local, les tests n'avaient pas été approuvés par les autorités sanitaires et les médecins ont refusé de divulguer toute information au nom de la protection du secret médical.

Anand Rai, un médecin qui a alerté l'opinion sur cette affaire, a fait part mardi 3 janvier à l'AFP de sa colère et de sa frustration après la peine infligée dimanche aux médecins, jugée non dissuasive. "*Tous les tests ont été pratiqués sur des patients venus dans des hôpitaux gouvernementaux pour des soins de routine. C'est un crime de pratiquer sur eux des tests médicaux sans leur consentement*", s'est-il insurgé.

Ajay Singh, à la tête de l'opposition au Parlement local, a qualifié l'amende de "*ridicule*". Des associations de défense des droits de l'homme disent craindre que l'Inde devienne une plaque tournante pour les tests de médicaments pratiqués sur des patients pauvres utilisés comme des cobayes par les géants pharmaceutiques, souvent sans leur accord.

Selon M. Rai, les mauvaises pratiques dans le milieu médical risquent de se poursuivre encore longtemps : "Les tests de médicaments sont ici en augmentation parce qu'ils coûtent seulement un sixième de leur prix dans les pays occidentaux", a-t-il souligné. "Le système de régulation est ici plus corrompu et les compagnies pharmaceutiques peuvent facilement inscrire des patients et commencer les essais", a-t-il ajouté. Selon lui, "dans les pays développés, cela prendrait six mois pour inscrire cinq patients tandis qu'en Inde, ils peuvent pendant ce temps mener des tests sur 2 000 personnes". (lemonde.fr 03.01)

4.2- Malnutrition. Pire que l'Afrique

La malnutrition qui continue de toucher des millions d'enfants en Inde est un motif de "honte nationale", a reconnu mardi le Premier ministre, Manmohan Singh, en dévoilant une étude selon laquelle 42% des enfants de moins de cinq ans sont sous-alimentés.

"Je répète que le problème de la malnutrition est un motif de honte nationale", a-t-il déclaré lors d'une allocution télévisée à l'occasion de la publication d'un rapport portant sur 73.000 foyers dans neuf Etats de l'Union indienne.

"Nous ne pouvons espérer un avenir sain avec un grand nombre d'enfants mal nourris", a-t-il estimé.

Selon M. Singh, les acteurs sociaux et politiques doivent "comprendre clairement les nombreux liens --entre éducation et santé, installations sanitaires et hygiène, eau potable et nutrition-- pour ensuite adapter leurs réponses en conséquence".

Depuis la libéralisation économique de l'Inde dans les années 1990, le pays a émergé de décennies de pauvreté, porté par une solide croissance de l'ordre de 10% qui a permis la naissance d'une classe moyenne et donné à l'étranger l'image d'un pays "qui brille".

L'Inde anticipe cette année un taux de croissance proche de 7%.

Mais selon Rohini Mukherjee, qui travaille au sein de la Fondation Naadi ayant participé au rapport, la richesse créée dans un pays où vivaient l'an dernier 57 milliardaires ne s'est pas propagée suffisamment vite aux populations défavorisées.

En terme de malnutrition, l'Inde "fait pire que l'Afrique sub-saharienne", a-t-elle dit à l'AFP, se faisant l'écho d'observations du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). (AFP 10.01)

Pire que l'Afrique et ce n'est pas moi qui le dis...

Economie

1- Forum économique mondial

Dans son rapport annuel sur les risques dans le monde, le Forum économique mondial (WEF), qui organise chaque année le Forum de Davos en Suisse, estime que l'accumulation des problèmes budgétaires, démographiques et de société risque de créer un sentiment de désillusion grandissant.

Le rapport, réalisé auprès de 469 experts et décideurs, avertit notamment du danger que représente "un monde où une majeure partie de la jeunesse doit affronter un chômage chronique et élevé", tandis que le nombre de retraités ne cesse d'augmenter.

Si les gouvernements ne parviennent pas à rétablir la situation, d'autres phénomènes risquent de surgir, notamment "le protectionnisme, le nationalisme et le populisme", a insisté le WEF.

L'organisation dirigée par Klaus Schwab a également souligné les dangers émanant de "l'hyperconnectivité", en référence aux 5 milliards de téléphones portables dans le monde reliés à internet.

"Le quotidien est devenu plus vulnérable à la cyber-criminalité et aux interruptions techniques", a précisé le rapport.

Sur un ensemble de 50 risques analysés sur les dix ans à venir, l'étude a identifié comme étant les plus probables la disparité des revenus, les déséquilibres budgétaires, la hausse des émissions des gaz à effet de serre, les cyber-attaques et les problèmes d'approvisionnement en eau potable. (AFP 11.01)

2- France

Contrairement aux craintes de certains, les dividendes qui seront distribués par la plupart des sociétés du CAC 40 seront généreux cette année.

«A l'exception de deux banques qui ont décidé de suspendre leur dividende au titre de l'exercice 2011, vingt sociétés du CAC 40 ont annoncé leur intention de le relever et onze comptent le maintenir. Pour l'heure, seulement sept d'entre elles pourraient baisser leur coupon» estime Pierre Sabatier, directeur général de Prime View.

«La masse des dividendes qui sera versée cette année sera en baisse par rapport à l'an dernier (37,3 contre 40,2 milliards d'euros), mais ce recul est le résultat de la suspension annoncée du dividende de deux importantes banques de la cote (NDLR: Société Générale et Crédit Agricole), pour le reste, les dividendes seront au rendez-vous dans la majorité des cas», ajoute Pierre Sabatier.

La générosité des sociétés françaises s'explique par la bonne tenue des résultats net courants des sociétés du CAC 40 qui sont restés stables à 86 milliards d'euros hors éléments exceptionnels. Les dividendes seront définitivement arrêtés au printemps en fonction des profits 2011 et des perspectives l'année en cours, mais tout porte à croire que le millésime 2012 sera bon.

Interrogations sur France Télécom, Vivendi et EDF

Il paraît ainsi d'ores et déjà acquis que les grandes valeurs de croissance, comme L'Oréal, LVMH, EADS ou encore Sanofi dans la pharmacie continueront à améliorer leurs dividendes. La partie sera plus difficile pour les «cycliques», mais elles feront tout pour ne pas décevoir leurs actionnaires déjà éprouvés par la chute des cours. Pour ces dernières, dont les profits ont été finalement bien résistés en 2011, tout dépendra de la vigueur du ralentissement redouté pour 2012.

Paradoxalement c'est du côté des valeurs défensives que persistent les grosses interrogations. Parviendront-elles à gratifier longtemps leurs actionnaires de rendements compris entre 6 et 8 %? Le marché commence à en douter sur France Télécom, Vivendi et EDF.

Pas d'inquiétude en revanche sur Total, qui reste le plus gros contributeur du CAC 40 avec plus de 5 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires l'an dernier. Les analystes attendent pour cette année un dividende en légère hausse de 2,3 euros par action. (lefigaro.fr 06.01)

3- Espagne

La production industrielle espagnole s'est effondrée en novembre, de 7% sur un an, sa plus forte chute depuis plus de deux ans, selon les chiffres publiés mercredi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Cet indicateur, calculé en données corrigées des variations saisonnières (CVS), avait déjà plongé en octobre, de 4,2% sur un an, montrant une aggravation de la situation économique du pays, qui devrait selon les analystes renouer avec la récession début 2012.

En moyenne entre janvier et novembre 2011, la production espagnole est en baisse de 1,4% sur un an.

De quoi fragiliser encore plus la croissance du pays, qui devrait s'établir selon le gouvernement à 0,8%.

La plupart des analystes tablent sur un quatrième trimestre 2011 et un premier trimestre 2012 dans le rouge, ce qui signifierait pour l'Espagne le retour à la récession, la deuxième en trois ans.

En novembre, "tous les secteurs industriels présentent des taux interannuels négatifs", précise l'Ine dans un communiqué.

La production de biens de consommation durable a plongé de 16,3% sur un an, celle de biens intermédiaires a chuté de 10%, celle de biens d'équipement a diminué de 7,4% et celle de biens de consommation non durable a reculé de 2,8%.

La production d'énergie a elle baissé de 5,2%.

Sur l'année 2010, l'industrie espagnole avait réussi à progresser de 0,8%, après s'être effondrée de 15,8% en 2009 avec la crise. (AFP 11.01)

4- Grande-Bretagne

Le constructeur aéronautique Airbus (EADS) a annoncé mardi qu'il allait transférer une partie de la charge de travail d'une de ses usines du Pays de Galles (Broughton) vers la Corée du Sud, provoquant la colère du plus grand syndicat britannique.

"Nous avons passé un accord avec Korean Airspace Industries pour produire des pièces de voilure qui ne tiennent pas à notre cœur de métier, ce qui nous permet de redéployer nos ressources et de les affecter à l'augmentation de la production", a déclaré un porte-parole d'Airbus.

Le groupe britannique GKN, qui est déjà sous-traitant d'Airbus, avait répondu à l'appel d'offres remporté par KAI, a expliqué le porte-parole d'Airbus. (AFP 11.01)

5- Etats-Unis

Il y a aujourd'hui "un risque de répétition de ce que les Etats-Unis ont vécu dans les années 1930 ou de ce que le Japon connaît depuis vingt ans", a déclaré M. Evans, président de l'antenne de la Fed de Chicago, lors d'un discours dont la Réserve fédérale a publié le texte en ligne.

Pour M. Evans, l'Amérique est victime de la "trappe à liquidités". En théorie keynésienne, c'est une situation dans laquelle la politique monétaire classique touche ses limites, avec des taux d'intérêts à court terme au plancher ne pouvant plus être abaissés pour stimuler consommation et investissement.

La Fed maintient son taux directeur quasi nul depuis trois ans et intervient de nouveau sur les marchés depuis octobre pour faire baisser les taux d'intérêt à long terme.

Pour éviter que le pire se produise et afin de soutenir la croissance de l'économie américaine qui, plus de deux ans et demi après le début de la reprise, reste très faible, M. Evans propose depuis plusieurs mois que la Fed s'engage à maintenir son taux directeur exceptionnellement bas.

Il a redit mardi que, pour tenir cet engagement, la Fed pouvait s'accommoder d'une inflation allant jusqu'à 3% alors que les dirigeants de la Réserve fédérale jugent souhaitable que la hausse des prix soit légèrement inférieure à 2,0%.

M. Evans est loin d'avoir convaincu ses collègues au sein du Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) de la pertinence de ses vues.

Le krach de 1929 à Wall Street avait débouché sur une crise économique majeure aux Etats-Unis dont le pays n'est véritablement sorti qu'avec le déclenchement de la Seconde guerre mondiale. (AFP 11.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 janvier

CAUSERIE

Du Palais.

La Talonnette citée dans l'hebdomadaire *Le Point* : "Il faut passer la surmultipliée", autrement dit mettre le paquet avant la fin de la dernière session parlementaire de sa mandature.

Quant au "sommet social" sur l'emploi du 18 janvier et les mesures antisociales légitimées par avance par la participation des dirigeants syndicaux qui en découleront, tout est déjà ficelé : Les principales mesures issues du "sommet pour la croissance et l'emploi" seront présentées dès le 25 janvier en conseil des ministres. (Reuters 12.01)

Répetons-le, cela démontre que tout est déjà ficelé, les dirigeants syndicaux le savent pertinemment, pour ne pas dire qu'ils ont fourni à Sarkozy le gage qu'ils sauront faire preuve de "responsabilité".

"L'essentiel" : les revendications patronales.

Dans un entretien au *Nouvel Observateur* publié mercredi, F. Chérèque appelle les candidats à revenir à "l'essentiel", à savoir "l'Europe, l'avenir de l'industrie, la compétitivité, la réduction des inégalités". (liberation.fr 12.01)

Collaboration de classes. Du syndicalisme de négociation à la "coproduction" des lois anti-ouvrières.

Le candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande, a promis jeudi aux syndicats d'accroître leur pouvoir et celui des organisations patronales s'il est élu en mai.

Il s'agirait d'inscrire dans la Constitution l'obligation d'une concertation avec les partenaires sociaux avant l'examen au Parlement d'un texte de loi sur les sujets sociaux .

"Aucun projet de loi, aucune proposition de loi ne pourrait venir en débat au Parlement sans qu'il y ait eu au préalable une phase de concertation lorsque le sujet porte sur les questions sociales", a-t-il ajouté après avoir rencontré François Chérèque, le numéro un de la CFDT, dernier syndicat à être reçu.

"J'ai cru comprendre -mais je ne veux pas les engager car ce serait contraire même à la méthode que je viens de définir- que les partenaires sociaux, en tout cas pour les salariés, étaient tout à fait sensibles à cette démarche", a-t-il dit.

"C'est une logique de coproduction qui s'écarte de la logique de convocation qui a été la règle depuis maintenant cinq ans."

Il a critiqué sur ce dernier point le projet de "TVA sociale" du gouvernement, une décision *"brutale, impréparée, et avec des conséquences qui peuvent être tout à fait fâcheuses pour la croissance"*. (Reuters 12.01)

Passons sur le fait que la croissance le préoccupe davantage que les besoins des travailleurs, ce qui est normal puisqu'il représente ceux du capital.

Résumons.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, gaullistes, capitaines d'industrie, militaires, staliniens et réformistes collaborent au désarmement des masses, à la reconstruction du capitalisme français et de l'Etat en contrepartie d'avancées sociales qui profitent à des degrés divers à toutes les classes sociales, en premier lieu à la classe dominante, tandis que le PS et le PC se font les fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat, confirmant ainsi qu'ils avaient définitivement abandonné le combat pour son émancipation du capital, pour le socialisme.

Ainsi associés à la gestion de la société capitaliste à travers les différents gouvernements d'union nationale sous la IVe République (1946-1958), ils ne manqueront pas d'y faire collaborer et d'y soumettre les syndicats qu'ils contrôlent, la CGT et FO principalement (à partir de 47-48), cette fois avec le soutien des formations se réclamant du trotskysme et des anarcho-syndicalistes, les uns et les autres se répartissant le boulot dans les différents syndicats, à la remorque des staliniens ou des réformistes tout en prétendant les combattre, car déjà incapables de faire preuve d'indépendance à leur égard, ce qui témoignait au passage l'incapacité de leurs dirigeants d'assurer la continuité de l'héritage du marxisme qu'incarnait le léninisme dans la personne de Trotsky jusqu'en 1940.

Au cours des 30 années d'après-guerre, ils profiteront de la conjugaison de l'augmentation de la productivité et de la volonté de la classe ouvrière d'en tirer profit pour banaliser ou normaliser leurs liens avec le capital avant de l'institutionnaliser à travers ce qui allait devenir la politique dite contractuelle, favorisant la négociation dans leurs relations avec le patronat et le gouvernement au détriment de la mobilisation des masses et l'affrontement direct (grève, occupation) avec les patrons ou l'Etat.

Cette allégeance permanente et croissante au capitalisme devait déboucher inévitablement sur des accords de plus en plus pourris à une époque moins favorable à la lutte de classe du prolétariat, et celui-ci solidement arrimé au capitalisme par des décennies de collaboration de classes depuis la fin de la guerre, allait se retrouver désarmé théoriquement et politiquement, incapable de l'affronter à l'heure où sonnera l'offensive du capital contre tous ses droits sociaux et politiques, la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Une fois la totalité du mouvement ouvrier ayant adopté, participé ou soutenu la collaboration de classes pendant plus d'un demi-siècle, cela n'étonnera pas les générations à venir de combattants marxistes-révolutionnaires puisque celles d'aujourd'hui sont usées, sclérosées ou incapables de le comprendre ou s'y refusent, que dans ces conditions il ait été impossible de construire un nouveau parti communiste, puisque finalement tout a été entrepris pour qu'on n'y parvienne jamais, triste bilan qui est à mettre au compte de nos dirigeants.

Si on analysait sérieusement pas à pas les différentes lignes politiques adoptées au cours des 76 années passées, on s'apercevrait que l'objectif final du combat du mouvement ouvrier a été sacrifié au profit d'objectifs immédiats, du mouvement spontané des masses, autrement dit qu'en permanence la stratégie a été subordonnée à la tactique.

Ce constat que vous partagerez ou non, peu importe, permet de comprendre que lorsque la situation ne permet plus d'atteindre des objectifs immédiats, pas même de les poser ou de se les fixer, les masses sont gagnées par le pessimisme, se sentent impuissantes et finalement sombrent dans le désespoir.

Durant cette longue période, des millions et millions de travailleurs ont participé à la lutte de classe, se sont organisés, sans jamais parvenir à tirer les enseignements politiques de leurs combats, sans jamais atteindre un niveau de compréhension de la société qui se serait traduit par leur adhésion au socialisme, par la construction du parti, assurément sur ce plan-là aussi nos dirigeants ont failli.

Je comprends que cela soit difficile à digérer pour les militants de ces partis, qu'ils rejettent cette analyse, mais à qui d'autres revenaient la tâche de construire le parti sinon à ces dirigeants, qui d'autres contrôlaient les différentes organisations trotskystes, définissaient leur politique, leurs rapports avec les appareils, les partis, les institutions, le capitalisme, avec la classe ouvrière et les masses, la classe dominante, personne d'autres qu'eux, désolé.

Aujourd'hui on assiste à la fuite en avant du capitalisme vers l'abîme et la barbarie, à la fuite en avant de la collaboration de classe entre le gouvernement et le patronat d'une part, et les dirigeants syndicaux d'autre part, et nos dirigeants étant incapables ou se refusant à reconnaître leurs erreurs, puis à les corriger, s'efforcent à procéder à des compromis sur les principes qui les éloignent un peu plus chaque jour de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, s'enfoncent dans une impasse politique parce qu'ils sont incapables de se tourner résolument vers la classe ouvrière, de modifier les rapports qu'ils ont avec le prolétariat.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Je n'ai pas eu le temps de relire mes notes de lectures des derniers jours. Nos dirigeants se foutant éperdument des analyses que je peux produire et les militants les lisant distraitement, autant dire qu'elles ne servent à rien ou presque puisqu'elles proviennent d'un pauvre type isolé à l'autre bout du monde qui se prend pour je ne sais quoi...

Aussi, je reproduis un passage de *La révolution permanente* de Trotsky (page 11 de la version Internet) en rapport avec ce qui vient d'être dit et qui à mon avis mérite réflexion.

- "Ma position à l'intérieur du parti était conciliatrice, et c'est sur cette base que j'eus, à certains moments, tendance à former un groupement. Mon attitude était déterminée par une sorte de fatalisme révolutionnaire social. J'estimais que la logique de la lutte des classes obligerait les deux fractions à suivre une seule ligne révolutionnaire. A cette époque je ne comprenais pas encore la grande signification historique de la politique de Lénine, qui exigeait une impitoyable ligne de démarcation idéologique et même, à l'occasion, la scission, pour affermir et fortifier le squelette d'un parti véritablement prolétarien. En 1911, Lénine écrivit à ce sujet :

La tendance à la conciliation est la somme d'états d'âme, de désirs et d'opinions indissolublement liés à la tâche historique que l'époque de la contre-révolution de 1908 à 1911 a posée devant le parti socialdémocrate ouvrier russe. C'est pourquoi pendant cette période beaucoup de social-démocrates, partant de prémisses tout à fait différentes, aboutirent à cette attitude conciliatrice. Trotsky l'exprima d'une manière plus conséquente que les autres, il fut presque le seul à vouloir donner des fondements théoriques à cette tendance. (Vol. XI, seconde partie, p. 371.)

Cherchant l'unité à tout prix, j'idéalisais, inévitablement à mon insu, les tendances centristes du menchevisme. Malgré trois tentatives épisodiques, je n'ai pas réussi à travailler avec les mencheviks. Cela ne m'était pas possible. D'autre part, ma ligne conciliatrice m'opposait au bolchevisme, d'autant plus que Lénine, pour faire pièce aux mencheviks, livrait à la tendance conciliatrice une bataille impitoyable, et il ne pouvait faire autrement. Il est évident qu'aucune fraction ne pouvait être formée sur la simple base de la conciliation. Et voilà la leçon qu'on peut tirer de tout cela : il est inadmissible et désastreux de rompre ou d'atténuer la ligne politique dans un but de vulgaire conciliationnisme ; il est inadmissible d'embellir le centrisme qui fait des zigzags à gauche ; il est inadmissible d'exagérer et de gonfler les désaccords avec les camarades qui sont de vrais révolutionnaires, pour courir après les feux-follets du centrisme. Telles sont les véritables leçons qu'on peut tirer des véritables erreurs de Trotsky."

Comment dire, c'est cette tendance conciliatrice qui s'est imposée à l'avant-garde du mouvement ouvrier après la disparition de Trotsky. Et nous en sommes toujours là. Conciliationnisme de nos jours avec des démocrates, des républicains, des anarcho-syndicalistes, des altermondialistes, etc. qui débouche sur la défense de la démocratie, de la république, de la souveraineté nationale, de l'Assemblée constituante ou le partage des richesses conspués par Lénine (et Trotsky par la suite) ou par Marx (Critique du programme de Gotha, on y reviendra).

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Les Européens sont tombés d'accord jeudi sur les grandes lignes d'un pacte pour renforcer la discipline budgétaire de la zone euro mais n'ont pas été aussi loin que certains le voulaient, au risque de susciter le doute quant à leur volonté de tirer les leçons de la crise.

Il était discuté au niveau technique par de hauts fonctionnaires des pays de l'Union. Participaient également des représentants de

la Commission et plusieurs parlementaires européens.

Trois ébauches de compromis ont ainsi été rédigés avant de parvenir à l'accord de principe annoncé jeudi soir par des négociateurs.

Le texte final de compromis doit encore être peaufiné avant d'être soumis aux ministres des Finances européens, puis aux chefs d'Etat et de gouvernement qui se retrouvent à Bruxelles le 29 janvier. Objectif: boucler les négociations à ce moment-là puis signer le texte lors du sommet européen de début mars.

Le calendrier pourrait toutefois s'accélérer, sous la pression de la Banque centrale européenne (BCE).

Son influent président, l'Italien Mario Draghi, a estimé jeudi qu'il "*serait bon que ce pacte budgétaire puisse être adopté à la fin de ce mois, pas en mars*".

Ce pacte budgétaire, auquel la Grande-Bretagne refuse de participer, prévoit l'instauration d'une "*règle d'or*" pour graver dans le marbre l'objectif de comptes publics équilibrés, ainsi que des sanctions financières quasi-automatiques lorsque les déficits dépassent 3% du PIB. Il est destiné aux pays de la zone euro et à ceux de l'UE souhaitant s'y associer.

Mais, "*il reste encore des points litigieux à résoudre*", a admis une source diplomatique, notamment pour certaines compétences de la Commission européenne.

Son rôle fait débat et a évolué au fil des discussions: il a un temps été envisagé qu'elle puisse saisir la Cour de justice européenne si un Etat ne respecte pas l'inscription d'une règle d'or dans sa Constitution ou dans un texte équivalent. Dans la dernière mouture du texte remise aux Etats mardi soir, ce rôle avait été amoindri, mais pourrait encore évoluer.

Autre point restant à trancher: le nombre de pays devant ratifier ce texte pour qu'il entre en vigueur. Ce seuil a d'abord été fixé à neuf (la majorité des 17 pays de la zone euro), avant d'être remonté à 15 puis redescendu à 12.

Quoi qu'il advienne, le texte dont devraient accoucher les Européens promet d'être moins sévère que prévu. Certains pays ont en effet bataillé dur pour ne pas se voir imposer une discipline de fer.

Résultat: les prérogatives de la Cour de justice européenne et de la Commission, en particulier en matière de surveillance, sont appelées à être limitées par rapport à ce qui avait été un temps envisagé.

La France a notamment ferraillé pour que le rôle de la Cour européenne de justice soit circonscrit et qu'elle ne puisse pas vérifier l'ensemble de la politique budgétaire d'un Etat. Elle devrait vérifier uniquement l'application des règles d'or.

Lourdement endettée, l'Italie a obtenu que les sanctions quasi-automatiques ne s'appliquent qu'en cas de dépassement du plafond retenu pour les déficits publics et non pour la dette, comme cela fut envisagé. (AFP 12.01)

2- France

A six jours du sommet social, la durée du travail a fait irruption dans le débat, alimentée par une étude controversée de Coe-Rexecode, venue à point nommé conforter le souhait du gouvernement de renforcer la compétitivité des entreprises.

Selon Laurence Parisot, la compétitivité en France "*est dégradée à la fois par le coût et par la durée du travail*".

Et la patronne des patrons d'enfoncer le clou sur la nécessité d'en finir avec la durée légale du travail: le temps de travail serait "*fixé de manière conventionnelle par les branches ou les entreprises*".

Prenant appui sur l'étude, M. Bertrand a conclu qu'"*il faut qu'on travaille davantage*" en France et "*qu'on fasse travailler davantage de monde*", notamment les seniors et les jeunes.

Toutefois, reconnaît-il, l'économie française réussit à "*se maintenir*" grâce à sa "*formidable productivité*", mais elle "*ne suffit pas, il faut aussi la compétitivité*". (AFP 12.01)

Gagner en "*compétitivité*" en voulant faire travailler davantage les seniors et les jeunes, c'est possible uniquement en leur imposant des conditions de travail et de rémunération dignes des concurrents des entreprises françaises, autrement dit précarité absolue et salaire de misère. Car il ne suffit pas seulement de produire des marchandises, faut-il encore gagner des parts de marché pour pouvoir les écouler, donc être plus compétitif que les concurrents sur le marché mondial dont les conditions de travail et les coûts de production sont médiocres et plus bas, CQFD.

Social

France

1- Inflation et augmentation des prix

Les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,4% en décembre par rapport au mois de novembre, essentiellement tirés par l'accélération des prix de l'habillement et de l'alimentation, faisant monter l'inflation sur un an à 2,5%, montrent les statistiques publiées jeudi par l'Insee.

Ces chiffres sont de nature à déclencher une hausse de la rémunération du livret A d'après la formule mécanique traditionnellement utilisée par le gouvernement mais le ministre de l'Economie François Baroin a décidé de maintenir le taux actuel de ce placement à 2,25%, conformément aux recommandations du gouverneur de la Banque de France.

Les prix de l'habillement affichent une progression de 0,7% par rapport à novembre et de 3,0% par rapport à décembre 2010 tandis que ceux de l'alimentation s'inscrivent en hausse de 0,3% sur un mois (+0,9% pour les produits frais) et de 3,3% en rythme annuel. (Reuters 12.01)

Un salarié du groupe d'annuaires Pagesjaunes s'est suicidé à son domicile, mercredi 11 janvier, après avoir adressé un mail à son épouse, avec en copie les syndicats et la direction du groupe, dans lequel il met en cause ses conditions de travail, a-t-on appris de source syndicale.

Le salarié, un commercial âgé de 53 ans et père de famille, s'est pendu à son domicile. Selon les syndicats, qui appellent 'à ne pas tirer de conclusions dans l'immédiat', le salarié évoquait notamment dans son mail une surcharge de travail et une perte de salaire.

Le groupe Pagesjaunes compte 4 776 collaborateurs en France, en Espagne, au Luxembourg et en Autriche, dont 2 100 conseillers commerciaux. (lemonde.fr 12.01)

2- La direction d'Air France-KLM passe à l'offensive.

Le premier transporteur aérien européen Air France-KLM a dévoilé jeudi un plan de redressement sur trois ans visant des économies supérieures à deux milliards d'euros via la réduction de la flotte, des investissements, un gel des embauches et une restructuration de l'activité moyen-courrier.

Pour réaliser plus d'un milliard d'économies immédiates, le groupe Air France-KLM a décidé de geler les augmentations de salaires en 2012 et 2013 et de poursuivre le gel des embauches décidé en septembre, ce qui se traduira par le non-remplacement d'environ 800 salariés.

Le second volet du plan, qui sera détaillé en mai-juin, prévoit des mesures structurelles qui devraient également générer un milliard d'euros d'économies.

Pour améliorer sa productivité, la compagnie va ainsi dénoncer les accords collectifs existants en vue de réorganiser le travail du personnel navigant (pilotes, hôtesses et stewards) et au sol, ce qui aura des conséquences en matière d'emploi.

Le nouveau PDG Alexandre de Juniac a indiqué au cours d'une conférence de presse que le principe d'une renégociation des contrats avait été annoncé aux représentants du personnel : "*notre sentiment est que cela a été accueilli avec sérénité, sang-froid*", a-t-il dit.

Enfin, pour enrayer les pertes de son activité court et moyen-courrier (France et Europe), la compagnie n'exclut pas de recourir davantage à la sous-traitance "*dans certains secteurs*".

De source interne à Air France, on indique que les efforts consentis par la seule compagnie française "*sont très importants*". Plusieurs syndicats ont indiqué être prêts à entrer dans une phase de renégociation des accords collectifs afin d'augmenter la productivité et ont manifesté leur inquiétude sur l'emploi.

"*Face à la situation d'Air France, dont la gravité ne peut être ignorée et au-delà d'un immense gâchis, l'Unsa-Aérien conçoit que des mesures s'imposent*", a ainsi écrit ce syndicat dans un communiqué. (AFP 12.01)

Economie

1- France

La Banque de France a recommandé jeudi de laisser le taux du livret A à 2,25% et celui du livret d'épargne populaire à 2,75%, l'inflation constatée n'étant à ses yeux que temporaire.

Le ministre de l'Economie et des Finances est libre de suivre ou non les recommandations du gouverneur de la BdF.

"L'application mécanique de la formule de calcul des taux de l'épargne réglementée conduirait à accroître le taux de rémunération du livret A à 2,75%", écrit la banque centrale dans un communiqué.

"Toutefois, compte tenu des perspectives de baisse de l'inflation, afin d'éviter une volatilité excessive du taux du livret A, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, a décidé de déroger à la stricte application la formule de calcul en vigueur, ainsi que le règlement en prévoit la possibilité." (Reuters 12.01)

2- Grèce

Les forums d'investisseurs, gréco-américains, allemands, russes, émiratis se succèdent à grande vitesse en Grèce. La plupart dans le décor paradisiaque d'un hôtel de luxe au bord de la mer Egee. La Grèce est à vendre.

Le dernier forum du genre, près du cap Sounion face à la mer, à 50 kilomètres au sud d'Athènes, a réuni mercredi et jeudi une délégation composée d'une cinquantaine de grandes sociétés des Emirats Arabes Unis pilotée par le ministre émirati des Affaires étrangères, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane.

A la pause-café, les discussions prennent un tour nettement plus concret. *"Je cherche la liste des sociétés privatisables, vous l'avez?"* demande le responsable d'un groupe émirati spécialisé dans les énergies renouvelables à un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères grec, légèrement interloqué par le ton direct de la question. (AFP 12.01)

3- Russie

La Russie a vu son produit intérieur brut augmenter de 4,2% en 2011 après avoir connu une croissance économique de 4% en 2010, a annoncé jeudi le Premier ministre Vladimir Poutine, cité par les agences de presse russes.

"Nous avons un excédent budgétaire de 0,8%", a-t-il dit, soulignant que "partout (ailleurs), il y a des déficits, et importants en plus".

Après un déficit de 5,9% en 2009 et de 4,1% en 2010, le budget de la Russie est revenu dans le vert en 2011, à la faveur de la hausse des cours des hydrocarbures, qui sont le pilier de l'économie russe.

M. Poutine a par ailleurs indiqué que la dette publique de la Russie était de 10,4% du PIB.

"Concernant la hausse de la production industrielle, nous sommes en quatrième position, derrière la Chine, l'Inde et l'Allemagne, nous avons enregistré 4,7%", a encore dit M. Poutine.

En 2010, la production industrielle avait augmenté de 8,2% par rapport à 2009, année où le pays avait été touché de plein fouet par la crise économique mondiale. (AFP 12.01)

4- Etats-Unis

Le déficit du budget fédéral américain a augmenté au mois de décembre à 85,97 milliards de dollars.

Selon le système comptable du gouvernement américain, le mois d'octobre ouvre l'exercice 2012. Au cours de l'exercice budgétaire 2011, clos le 30 septembre, le déficit cumulé a atteint au total 1.296 milliards de dollars. (Reuters 12.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 janvier

CAUSERIE

Poutou (NPA), interview dans liberation.fr du 10 janvier. Ou l'art de poser les questions à l'envers.

- *"Les licenciements, le démantèlement des services publics, la pauvreté qui se généralise. Tout cela contribue à une démoralisation et à un sentiment d'impuissance."*

Certes, mais c'est aussi le prix à payer de décennies d'illusions (notamment) savamment entretenues par tous les partis ouvriers. Illusions à la base de la faillite de la social-démocratie un siècle plus tôt.

Actualisées, illusions qui consistaient à faire croire aux travailleurs que leurs conditions de travail et d'existence ne cesseraient de s'améliorer dans le futur sous le capitalisme, pour peu qu'une minorité s'organise dans des syndicats ou partis ou les deux à la fois pour inconsciemment entretenir cette terrible illusion que le passage progressif au socialisme (sous-entendu) se réaliserait sous le capitalisme, politique criminelle de soumission du prolétariat au capital incarnée par le PS et le PCF, y compris dans les syndicats, abandonnant la perspective d'en finir avec le capitalisme puisque celui-ci allait réaliser le socialisme.

Aujourd'hui, alors qu'il n'y a plus de *"grain à moudre"*, le réveil est brutal, insupportable, dramatique. Si les conditions de travail et d'existence du prolétariat se sont effectivement améliorées au cours des 30 ou 40 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, on ne peut pas en dire autant de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société, qui n'a pas évolué en réalité, pour ne pas dire qu'il a régressé parmi certaines couches d'exploités.

L'avant-garde de la classe ouvrière a agi de la même manière que l'aristocratie financière qui court après les profits à court terme pour se retrouver finalement face à une crise, certes qu'elle a provoquée, mais qui était du reste inévitable à terme.

Au regard de la situation et celle à venir qui devrait confirmer la tendance actuelle, la crise du capitalisme et l'impuissance du mouvement ouvrier à la combattre, il n'est pas exagéré d'en conclure que la lutte de classe des 65 dernières années n'aura finalement servi à rien, à moins de se satisfaire d'avancées sociales... qui se sont volatilisées.

Le petit-bourgeois démocrate rejettera cette analyse parce qu'il espère bien conserver les avantages dont il profite encore et se foutant bien du reste, c'est l'état d'esprit qui prédomine chez les syndicalistes et la plupart des militants. Ce qui mine le moral de ces derniers, c'est la réaction des travailleurs qui refusent de participer à leurs combines d'appareil, y compris les plus déterminés d'entre eux qui inconsciemment se disent que les partis qui convoitent leur adhésion ont failli lamentablement, alors pourquoi leur accorder la moindre confiance aujourd'hui. Réaction saine et amplement justifiée, hélas !

A ce stade, évidemment la situation semble inextricable et toute amélioration paraît extrêmement difficile à envisager. Eh oui, comment faire pour combler un tel retard, une telle lacune ! Cela pourrait aller très vite à condition de s'en donner les moyens, partant du constat que des centaines de milliers de travailleurs sont prêts à passer à l'action.

Voyez ma situation en Inde en ce moment, je suis sans électricité depuis 16 jours, je pourrais me morfondre et en vouloir à la terre entière, j'ai pris quelques dispositions pour atténuer autant que possible les conséquences qui en découlent et garder le moral, en me disant que cette situation n'allait pas durer indéfiniment, j'ai l'espoir de m'en sortir en bref.

D'une part j'ai pris sur moi-même, d'autre part j'ai un objectif. Sans cet objectif, le rétablissement de l'électricité et du cours normal des choses, j'aurais pu sombrer dans le désespoir, me laisser aller, c'est cet espoir auquel je me raccroche qui me porte finalement, qui me donne la force de tenir et non parce que je serais particulièrement courageux, on s'attribue souvent généreusement des qualités qu'on n'a pas forcément au détour d'une expérience périlleuse.

Maintenant les travailleurs ne font pas face à un ou deux problèmes, mais bien davantage, tout est source de problèmes ou d'insatisfactions dans leur vie et la société, sans compter qu'il ne cesse d'en surgir de nouveau au fil du temps ou parce que la décomposition de la société s'accélère. Donc ils sont bien dans la même situation que moi à devoir satisfaire un besoin immédiat, mais c'est là qu'en règle générale l'action du mouvement ouvrier s'arrête, à savoir que cet objectif atteint on considère que le combat est terminé, alors que pour bien faire il ne fait que commencer.

Dans mon cas, mon espoir ne repose pas uniquement sur l'objectif du rétablissement de l'électricité, mais plutôt dans la perspective de pouvoir continuer par la suite mon activité politique dans des conditions normales (c'est une façon de parler) pour donner le meilleur de moi-même, la satisfaction de ce besoin immédiat est finalement négligeable au regard du gain que j'en tirerai sur le long terme, sans cette perspective j'y accorderais plus d'intérêt qu'il ne mérite, pour ne pas dire qu'il fausserait ma perception de la réalité, qui ne doit pas être isolée de son évolution et doit être traitée dialectiquement. La conception de la lutte de classe qui prévaut depuis des lustres est mécaniste, antidialectique, étrangère au marxisme...

- *"Il faut montrer qu'il y a d'autres solutions que l'austérité et la rigueur : s'en prendre aux riches."*

Un riche, un capitaliste, un président, un gouvernement en remplace un autre et la vie continue comme avant, pas très crédible comme argument et pour le coup plutôt démoralisant. Comment voulez-vous faire l'éducation politique des masses avec de tels arguments ? Et ça ne marche pas ! Si ça ne marche pas, c'est que rien ne peut marcher à l'échelle des masses dans les conditions actuelles. Le socialisme pour lequel nous combattons n'est pas sorti du cerveau de deux penseurs géniaux, il est une nécessité qui s'impose à nous à un certain stade du développement historique du capitalisme que Marx et Engels ont théorisé.

- *"Je me suis particulièrement étendu sur le "produit intégral du travail", ainsi que sur le "droit égal", le "partage équitable", afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquées à grand-peine au parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.*

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent.

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes" (Marx - Critique du programme de Gotha, 1875)

Il était écrit dans la résolution du IIIe Congrès de l'Internationale Communiste que les chômeurs et les travailleurs pauvres étaient un *"facteur révolutionnaire"* d'une *"valeur colossale"* et que c'était vers eux que le parti devait se tourner au lieu de les ignorer... Question : Combien de chômeurs ou de travailleurs des couches les plus défavorisées du prolétariat comptent dans leurs rangs le NPA, LO et le POI ? En fait, ce sont les staliniens et néo staliniens qui se chargent à travers différentes associations de les organiser ou de les contrôler.

Revenons à cet interview.

- *"La logique voudrait que les gens votent pour la contestation du système économique et du modèle capitaliste. Mais ce n'est pas le cas aujourd'hui malheureusement!"*

La réponse à cette lamentation figure plus haut. La révolution est un art (Trotsky), faire en sorte que le prolétariat se retrouve dans les meilleures conditions positions pour aborder une crise révolutionnaire aussi, donc nos dirigeants n'ont pas ce talent !

"Les élections, c'est avant tout un moment démocratique, et autant que nos idées soient discutées dans l'arène. Les gens ne doivent pas se contenter du faux-choix qu'on leur propose en permanence."

Tu parles d'un *"moment démocratique"* ! Si tel était vraiment le cas, comment comprendre que les *"gens"* *"se contentent du faux-choix qu'on leur propose en permanence"* ? Cela ne signifierait-il pas plutôt que la démocratie serait bafouée en permanence sous la Ve République ? On en revient à une causerie précédente dans laquelle je dénonçais les fétichistes de la démocratie en soi, en général, qui camouflent ainsi leur incapacité à rompre avec le capitalisme et les institutions.

A l'entendre, on pourrait croire que les *"gens"* se contentent de ce qu'ils ont de bonne grâce, bref qu'ils ne méritent pas mieux. S'il était vrai qu'ils se contentent de ce qu'ils ont, il faudrait se demander pourquoi, la faute à qui, sinon aux partis qui sont censés les représenter et qui manifestement en sont incapables.

Actualité en titres

En famille ou en ménage, à trois s'il vous plaît !

- *" Le chômage partiel est un ménage à trois, c'est désormais à l'Etat d'agir "*, dit Stéphane Lardy de FO (lemonde.fr 13.01)

C'est beau l'esprit de famille ! La balle est dans votre camp excellence, à vous de jouer... Il n'y a pas mieux pour désarmer la classe, la réduire à l'impuissance, la neutraliser.

Ca tombe bien :

- L'Assemblée vote 24 000 places de prison supplémentaires d'ici à 2017 - LeMonde.fr

- L'errance sans fin des Roms à Marseille - AFP

Irrésistible !

- Bayrou a choisi son slogan de campagne: "*Un pays uni, rien ne lui résiste*" - AFP

Mieux que l'espoir, l'avenir fait vivre !

- Bayrou gagne 14 points de cote d'avenir, selon un sondage - AFP

- Borloo veut son groupe parlementaire à l'Assemblée - L'Express.fr

La culture au Karcher !

- Une tour du 93 transformée en « Villa Médicis » - LeFigaro.fr

Que demande le peuple franchement !

Promesse et intention pour le moins douteuses...

- François Hollande promet plus de pouvoir aux partenaires sociaux - Reuters

- 35 heures: Bayrou veut discuter avec les syndicats pour "*plus de souplesse*" - AFP

La campagne électorale, c'est guignol !

- Wauquiez rappelle à Joly que la France est «*chrétienne*» - Liberation.fr

- Carla Bruni-Sarkozy prête à participer à la campagne - Reuters

- François Bayrou dispute le rôle d'arbitre à Marine Le Pen - Reuters

- Montebourg refuse d'appliquer l'accord PS-EELV - L'Express.fr -

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Les Frères musulmans ont officiellement dénoncé la mission des observateurs de la Ligue arabe, estimant qu'elle ne faisait par sa présence qu'accorder un délai au régime de Bachar el-Assad. Ces déclarations coïncident avec celles des autorités du Qatar qui ont vainement tenté d'écourter la mission, arguant que si les observateurs ne confirmaient pas leur informations, c'est qu'ils étaient habilement manipulés par le régime.

Au demeurant, la presse atlantiste et du Golfe cite le pré-rapport des observateurs en en déformant le sens. La mission fait état de la continuation des violences, ce qui est interprété comme le constat d'une répression qui se poursuit, alors que les observateurs ont évoqué la violence de groupes armés infiltrés dans le pays.

Lors de son discours annuel au corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, le pape Benoît XVI a –en termes allusifs– exprimé son inquiétude face à la possible remise en cause de la liberté religieuse par les salafistes et les Frères musulmans dans le monde arabe.

Lors d'une conférence de presse télévisée, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a une nouvelle fois condamné le gouvernement syrien. Cependant, il a surtout rendu public le virage politique perceptible depuis deux semaines en exprimant son inquiétude face à une possible guerre civile ou confessionnelle chez son voisin. Après la brouille franco-turque à propos du massacre des Arméniens –qui a fait exploser la coalition militaire anti-syrienne–, Ankara invite à la retenue l'Armée libre syrienne –à la quelle il procure une base arrière– et appelle à la seule contestation pacifique. (Réseau Voltaire 10.01)

Social

Chine

Une municipalité chinoise a versé l'équivalent de deux mois de salaire à un millier d'ouvriers protestant contre la fermeture brutale de leur usine, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable local.

Les travailleurs, des migrants pour la plupart, ont manifesté leur colère après l'annonce par leur employeur Chuang Ying Toy Factory, un fabricant de jouets basé à Hong Kong, de la cessation d'activité.

Les propriétaires du site de Hengli, dans la province de Guangdong (sud-est) ont pris la fuite, selon un ouvrier.

La municipalité, soucieuse d'éviter tout mouvement social susceptible d'attirer l'attention des autorités centrales, a versé huit millions de yuans au total, soit 1,3 million de dollars environ, a précisé le responsable municipal.

L'industrie du jouet est particulièrement touchée par la baisse des exportations qui frappe le Sud-Est industriel chinois. Des milliers d'ateliers ont fermé leurs portes en 2011 et un dixième des salariés du secteur ont perdu leur emploi, selon la Fédération des fabricants de jouets, basée à Hong Kong. (Reuters 13.01)

Economie

France

L'agence de notation financière américaine Standard & Poor's a abaissé vendredi la note souveraine française d'un cran, à AA+ avec perspective négative. La France perd ainsi le triple A qu'elle détenait depuis 1975 chez S&P, et dans lequel le président Sarkozy a longtemps vu "*un objectif et une obligation*".

Le ministre des Finances François Baroin s'est efforcé de relativiser cette annonce, assurant que la perte de la précieuse note n'était "*pas une catastrophe*".

S&P a frappé l'ensemble de la zone euro à l'exception de l'Allemagne, privant également l'Autriche de son triple A et abaissant la note de sept autres pays. L'agence n'a finalement dégradé la France que d'un seul cran, et non deux comme attendu

S&P a aussi abaissé d'un cran les notes des dettes à long terme de Malte, de la Slovaquie et de la Slovénie. Elles rejoignent la France, l'Autriche, le Portugal, l'Espagne, l'Italie et Chypre au club des Etats dégradés ce soir.

S&P a relevé "*l'endettement relativement élevé des administrations publiques ainsi que les rigidités du marché du travail*" français.

Berlin rassure - "*La France est sur la bonne voie*", affirme le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble. "*Nous devons tous ensemble tenir les règles, renforcer la compétitivité, nous le faisons tous ensemble*". (AFP 13.01)

Vivement le "*sommet social*" sur l'emploi qui va venir au secours de la compétitivité des entreprises françaises !

Crise au sommet de l'Etat à propos du maïs transgénique Monsanto 810

La culture du maïs transgénique Monsanto 810 restera interdite en France en 2012 malgré la décision du Conseil d'Etat d'annuler la clause de sauvegarde appliquée à son encontre, annoncent vendredi soir les ministères français de l'Ecologie et de l'Agriculture.

Ce maïs transgénique est autorisé dans plusieurs pays européens.

Les cabinets des ministres Nathalie Kosciusko-Morizet et Bruno Le Maire ont fait part de cette décision aux représentants de la Confédération paysanne, de l'Union nationale des apiculteurs français et de la Fédération française des apiculteurs professionnels qu'ils ont reçus vendredi.

"*Il leur a été confirmé que, suite à la décision du Conseil d'État d'annuler la clause de sauvegarde prise par la France en 2008 pour interdire la culture du maïs transgénique MON810, le gouvernement maintenait son opposition à cette culture et que la culture du MON810 resterait donc interdite en France en 2012*", précisent les ministères dans un communiqué. (Reuters 13.01)

Parole d'économiste

G. Celente estime que l'avertissement de C. Lagarde, dirigeant ce qu'il appelle la Fédération Internationale d'une Mafia de Requins, c'est-à-dire le Fonds monétaire international, est un signal envoyé à tous ceux qui peuvent comprendre. Pour Celente, les rapprochements avec la crise de 1929, la Grande Dépression, les guerres de devises, les guerres commerciales, les guerres mondiales, ne sont plus chose farfelue. Il signale que la chute des prix de l'immobilier aux Etats-Unis, est plus

important qu'elle ne le fut dans les années trente. Les enseignements de l'histoire disent que dans pareille situation, les dirigeants cherchent à échapper à leurs responsabilités en déclenchant le chauvinisme et surtout la guerre. « *Regardez les discours qu'ils nous tiennent. Ils s'estiment contents du travail opéré en Afghanistan et en Irak et maintenant ils préparent le terrain pour justifier une attaque de l'Iran. Ecoutez les discours des candidats aux prochaines élections présidentielles américaines. A l'exception du républicain Ron Paul, ils veulent tous partir guerroyer contre l'Iran* ». On voit ainsi la cupidité de ces personnages qui, non seulement n'ont aucune culture, mais débitent un discours traduisant un formatage réalisé par les Elites. Les réseaux qui les financent sont les mêmes que l'on trouve derrière pas mal de sociétés secrètes aux Etats-Unis. C'est une bande de psychopathes, pour G. Celente, qui sont ainsi proposés pour résoudre la crise actuelle. En fait, ces gens-là se proposent d'appliquer des programmes politiques qui vont finalement se traduire par plus de violence et de criminalité.

Celente a raison de dire que le coup d'envoi d'une attaque de l'Iran conduira « *à une spirale hors de contrôle* ». De toutes les façons, selon les règles actuelles, génératrices de chaos, « *il ne peut se produire qu'une aggravation de la crise européenne, jusqu'à une cassure* ». « *Le risque de guerre civile en Europe va devenir de plus en plus élevé* ». Et les Etats-Unis ne seront pas mieux placés puisque Obama a fait voter la National Defense Authorization Act (NDAA), lui accordant le droit césarien de désigner n'importe quel citoyen comme terroriste ! Les militaires américains sont les chiens de garde du président américain, qu'il peut lâcher sur n'importe quelle personne avec ordre de la tuer. Malgré cela, l'équipe Obama ne se gêne pas pour donner des leçons à la Russie en matière de démonocratie...

Pour G. Celente, comme les Etats-Unis se préparent à gérer une guerre civile, à instaurer une dictature avec les camps de la FEMA, etc., il faut envisager un effondrement du dollar comme une certitude et donc... urgemment la préparation d'une résistance active.

G. Celente a probablement raison, mais il y a une autre certitude: l'effondrement de l'euro. Les financiers américains sont en bonne voie de réussir le torpillage de l'euro avant de voir sombrer leur devise impériale, le dollar US. (liesi 11.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 janvier

CAUSERIE

Enfin, au soir du 17e jour nous avons à nouveau de l'électricité, heureusement, depuis avant-hier après-midi je n'avais plus du tout d'eau. La première chose que j'ai faite : remplir les deux réservoirs et prendre une bonne douche !

A propos du site.

3249 visites en décembre, et vous avez téléchargé 2 168 documents, environ 20 000 sur l'année 2011.

Entre hier et aujourd'hui, j'ai mis en ligne une trentaine d'articles de sources diverses, je vous encourage à les lire. J'ai actualisé les pages d'accueil des différentes rubriques du site en intégrant les fichiers de décembre.

Mise en garde.

La désinformation à l'échelle internationale orchestrée par les maîtres du monde n'a plus aucune limite. On en a une preuve flagrante (si c'était nécessaire) à travers l'interprétation du développement de la situation en Syrie telle qu'il est relaté par les médias et les principaux sites Internet.

Comment fonctionne la propagande de l'impérialisme américain (notamment) et des monarchies du Golfe ?

Dans un premier temps ils produisent des faux éléments, documents, témoignages, etc. qu'ils envoient aux différentes agences de presse dans le monde, ensuite celles-ci les mettent en ligne sur Internet sans la moindre vérification des faits qui leur sont rapportés, simultanément elles les envoient aux principaux médias qui eux non plus ne se donnent pas la peine de vérifier la véracité des informations qui leur sont transmises, pour finir, une fois ces données largement diffusées à travers le monde et approuvées comme telles, les différents acteurs politiques s'en saisissent dans le sens voulu par les auteurs de cette manipulation et la boucle est bouclée.

Ce n'est pas nouveau s'empresseront d'affirmer les militants ou dirigeants qui savent tout mieux que tout le monde, avant tout le monde, qui semblent mieux informés que tout le monde, à croire qu'ils sont en relation avec ceux qui sont à l'origine de ces fausses informations, les mêmes qui ont adopté béatement la version du 11 septembre 2001 de G. Bush ou de la mort de Ben

Laden pour ne prendre que ces deux exemples, toutes autres interprétations ne pouvant trouver grâce à leurs yeux après avoir été unanimement rejetées par l'ensemble des gouvernements et des médias (aux ordres) tenant lieu de la malversation, de la théorie du complot, témoignant ainsi d'un esprit critique médiocre et de leur manque d'indépendance politique.

Le devoir d'un parti ouvrier devrait être dans sa presse de démonter ces manipulations.

Parole d'économiste.

1- Le dirigeant de Birinyi Associates prédit la fin de la Bourse : Le volume des opérations devrait atteindre zéro à la fin de cette année.

... on peut seulement ajouter que – au rythme actuel de dégradation du volume total des échanges au NYSE, depuis la dégradation américaine jusqu'à maintenant – le dirigeant de Birinyi Associates laisse supposer que le volume des échanges disparaîtra complètement d'ici le 11 Décembre 2012. (wikistrike.com 11.01)

2- Dans les mots de l'économiste Jon Danielsson : " *Les (banques) ont accumulé une dette égale à plusieurs fois le PIB annuel. Il n'y a aucune possibilité que les citoyens puissent payer cette dette.*" (wikistrike.com 11.01)

Tant mieux dans les deux cas !

3- "...pour regagner de la compétitivité, des Etats, comme la France, doivent flexibiliser leur marché du travail, afin de réduire le coût unitaire du travail. En Espagne, il doit baisser d'au moins 25%. Mais de telles mesures seront difficiles à faire accepter par les travailleurs, puisqu'elles risquent d'accroître l'insécurité de l'emploi. Les employés espagnols, italiens, portugais ou français devront accepter une hausse des salaires au taux inférieur à celui de l'inflation..." (atlantico.fr 15.01)

Leur référence en matière de salaire minimum, ce n'est pas le SMIC, mais le RMI ou le RSA, plus proche du salaire de l'ouvrier chinois ou indien, à raison de 48h de travail minimum par semaine, sans aucun avantage social à côté ni congés payés, cela va de soi.

Actualité en titres

Le culte du capital.

- Triple A : la France n'est plus au standard - Liberation.fr

Mais encore :

- S&P s'explique : «*la réponse à la crise n'est pas la bonne*» - LeFigaro.fr

On se disait aussi... Que cela ne tienne :

- Péresse: «*Il faut continuer les réformes...*» - Liberation.fr

Quitte à se contredire :

- AAA perdu : «*Des ajustements si nécessaires*», promet Fillon - LeFigaro.fr

Du coup, il y en a qui se prennent à rêver à haute voix :

- Allègre soutiendra Sarkozy s'il fait un «*gouvernement d'union nationale*» - 20minutes.fr

"Rêver", un peu, beaucoup passionnément, pas du tout :

- François Hollande reconnaît que tout ne sera pas possible - LeFigaro.fr

Entre le capital et le travail, Hollande a déjà fait son choix.

J'ai reçu un mail de syndicalistes qui semblent découvrir que la collaboration de classes remonterait à quelques décennies, deux pour être précis, qu'ils grattent encore un peu, ils découvriront peut-être ou ils parviendront à admettre qu'elle est une pratique permanente depuis l'après-guerre pour ne pas remonter plus loin, mais c'est permis également.

Au point de dégérescence auquel est parvenu le mouvement ouvrier, il ne pourra pas espérer s'en sortir ou se sauver en faisant l'économie de la critique du mouvement ouvrier depuis un siècle, y compris ou surtout celle de son avant-garde.

UMPFN soluble, suite.

- Brigitte Barège (UMP) prône la "*préférence nationale*" pour l'accès à l'emploi L'EXPRESS.fr - L'Express.fr

INFOS EN BREF

Politique

France

1- Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute.

«*Je parlerai aux Français à la fin du mois, je leur dirai les décisions importantes qu'il faut prendre sans perdre de temps*», a déclaré Sarkozy lors d'un discours à Amboise, au surlendemain de la dégradation de la note financière de la France.

«*Je leur dirai que la crise peut être surmontée, pourvu que nous ayons la volonté collective et la force de réformer notre pays*», a affirmé le chef de l'Etat dimanche.

«*Depuis 2008, on a traversé cette crise absolument sans précédent, peut-être depuis un siècle, j'ai choisi de dire la vérité aux Français sur la gravité de la crise. Je leur ai dit qu'il s'agissait d'une épreuve qu'il ne fallait ni sous-estimer, ni dramatiser à l'excès*», a-t-il poursuivi.

«*C'est une épreuve et, en tant que telle, il faut l'affronter. Il faut résister, il faut se battre, il faut faire preuve de courage, il faut faire preuve de sang-froid. On ne répond pas à une crise de cette ampleur par l'agitation, par l'empportement*», a insisté le chef de l'Etat.

«*Le courage, c'est celui dont font preuve les Français tous les jours, dans leur travail. Le courage, c'est celui avec lequel, mes chers compatriotes, vous avez accepté les réformes difficiles, comme la réforme des retraites. On mesure aujourd'hui ce qu'il en serait advenu si nous n'avions pas mis en oeuvre cette réforme indispensable*», a-t-il ajouté. (libération.fr 15.01)

Sa "*vérité*", c'est celle qui correspond aux besoins des capitalistes. La nôtre, c'est celle qui correspond aux besoins des travailleurs. La question est posée à chaque militant de savoir sur quel terrain ils entendent se battre sachant qu'aucun compromis n'est possible, ni avec Sarkozy et son gouvernement, ni avec les appareils pourris des syndicats, ni avec le PS et ses satellites à la solde du capital, ni avec le patronat et les institutions.

Les représentants du capital posent des questions qui ne nous concernent pas, les prendre en compte ou essayer d'y répondre, c'est déjà se compromettre ou capituler, ce que bon nombre de militants ne parviennent pas à comprendre apparemment.

Imaginez qu'on vous parachute au beau milieu de sables mouvants prêts à vous engloutir et qu'on vous dise maintenant démerdez-vous, posez-vous les bonnes questions... Impossible évidemment, vous êtes cuit et votre fin est proche, politiquement en l'occurrence, vous êtes déjà mort, ce n'est pas plus compliqué que cela à comprendre.

Pourquoi les militants ne sont-ils pas inflexibles sur les principes ? Parce qu'ils sont incapables de les défendre, il leur manque les bases théoriques pour y parvenir. Et puisque les seules bases théoriques disponibles sont celles du marxisme et qu'ils les rejettent ou ignorent, il ne leur reste plus qu'à élaborer des théories toutes plus foireuses ou grotesques les unes que les autres, entre opportunisme et aventurisme.

Au cours de mes lectures des derniers jours, je ne sais plus si c'est Marx, Lénine ou Trotsky qui disaient à propos du ralliement à notre combat de certains éléments avec lesquels jusque là il avait des désaccords (cela me revient, il devait s'agir de quelques lassaliens, donc de Marx dans la *Critique du programme de Gotha*), à leur demande il faut préciser, que ce n'était à nous de leur faire des concessions sur le programme, mais que c'était à eux d'intégrer notre programme, et que c'était seulement à cette condition qu'on pourrait les accepter dans le parti, car accepter de dénaturer notre programme, c'était dénaturer le parti, bref le liquider.

Qu'on fait les dirigeants du PCI et de la LCR en fondant le PT puis le POI pour les premiers, le NPA pour les seconds ? Exactement le contraire de ce que préconisait Marx, qui ajoutait que jamais il n'adopterait un programme qui intégrerait sous une forme ou une autre l'idéologie de la classe des capitalistes. Qui a lancé la grande braderie des principes et de la théorie sur lesquels reposait le combat de l'avant-garde révolutionnaire dès la disparition de Trotsky ?

Par faiblesse ou ignorance ou les deux à la fois, pour continuer d'exister politiquement, sans plus se soucier de la nature politique de notre combat dans laquelle on a introduit une dose de réformisme pour faire bonne mesure, la suite est banale et connue, pour le justifier il ne reste plus que la fuite en avant qui nous conduit à adopter des stratégies et des mots d'ordre conforme à la perspective du maintien en place de l'ordre établi qu'incarne la défense de la souveraineté nationale et l'Assemblée constituante (POI) ou un meilleur partage des richesses (NPA-LO).

Sur le plan syndical, on commence par s'encanailler avec de farouches anticommunistes issus de la SFIO alliés de l'impérialisme américain, qui soutiennent le plan Marshall qui permettra à l'Etat et au capitalisme français de se reconstruire sur le dos des travailleurs encore plus exploités qu'avant-guerre, ensuite on ne trouve rien à redire à ce que le syndicat réformiste que l'on soutient soit financé par l'Etat et accessoirement par l'impérialisme américain, qu'il collabore ouvertement avec l'Etat et le patronat tout comme la CGT, entre autres témoignages de servilité, on vote comme un seul les résolutions de la direction confédérale en échange de postes de permanents dans l'appareil et cela pendant un demi-siècle, et comme en réalité jamais aucune campagne nationale sérieuse n'a été menée contre les appareils, les critiques de cadres de la CGT envers FO et l'inverse se neutralisent puisque les deux syndicats sont finalement comme les autres à la remorque du capital, du petit doigt introduit au départ dans ce mécanisme infernal ils ont fini par y laisser leurs âmes comme aurait dit Marx. Lisez attentivement la presse du POI, du NPA ou de LO, jamais vous ne trouverez le moindre article qui remette les pendules à l'heure.

Pendant des décennies les uns et les autres se sont affrontés pour savoir lequel serait le plus à la remorque du PS ou du PCF, en réalité à l'idéologie dominante, sans qu'aucun n'envisage qu'il pouvait l'être également, réellement. Au regard du résultat qu'on a sous les yeux aujourd'hui, pitoyable, misérable, on est en droit de se poser une question : si une organisation avait été capable de définir une politique indépendante des appareils pourris du PS et du PCF, cela aurait signifié que les arguments existaient pour la défendre, elle y aurait forcément gagné en crédibilité, elle se serait renforcée et la plupart des travailleurs qui cherchaient une issue au capitalisme se seraient tournés de préférence vers cette organisation au détriment des autres qui se seraient effondrées ou auraient disparu, or rien de tout cela ne s'est produit.

Qu'est-ce qui a donné un formidable élan à la construction du mouvement ouvrier international au cours de la seconde moitié du XIXe siècle ? Le développement du capitalisme, mais encore, la révolution de 1848 et la Commune de Paris, certes, mais cette dernière s'est terminée par un sanglant échec 72 jours plus tard, ne serait-ce pas plutôt les enseignements qu'en tirèrent Marx et Engels qui permirent à la fois à l'avant-garde révolutionnaire d'élever son niveau de compréhension du capitalisme et du monde, et de se débarrasser de tout le fatras que constituaient toutes les théories socialistes utopiques ?

Le socialisme scientifique fut vivement critiqué à cette époque, attaqué de toutes parts évidemment, féroce il faudrait ajouter, mais il était devenu incontournable, il était impossible de se positionner politiquement et de l'ignorer, pour finalement aboutir à une situation où chacun s'en réclamerait plus ou moins, tandis que des dirigeants du monde entier et des partis ouvriers l'adoptaient sincèrement, sa supériorité sur toutes les autres théories était devenue incontestable, d'où la rage de ceux qui le combattaient.

C'est ce (le marxisme) qui servit de charpente à la seconde puis à la troisième internationale et finalement à la quatrième, avant qu'elle n'avorte, non pas parce que des conditions plus difficiles auraient prévalu, pour s'en convaincre il suffit d'avoir à l'esprit l'atmosphère de chasse aux sorcières contre les socialistes qui existait à travers toute l'Europe (notamment) lors de la fondation des précédentes internationales, non, le seul facteur déterminant qui allait faire défaut après-guerre, cela allait être l'absence d'un dirigeant maîtrisant suffisamment le marxisme et possédant les qualités nécessaires à la fois pour analyser correctement la situation et construire un nouveau parti communiste... On pourrait ajouter par la suite, comprendre les transformations importantes qu'allaient subir la société et le monde au cours de la période à venir de manière à adapter la stratégie et le parti en conséquence, tout en demeurant fidèle aux principes du marxisme et du léninisme, le marxisme pour ce qui est de la théorie, et le léninisme pour ce qui est de la question du parti.

Il s'agit là d'un simple constat, pas besoin de jeter la pierre à qui que ce soit ou de juger tel ou tel dirigeant, cela n'a jamais été mon propos fort mal interprété par bien des militants, ce que je m'explique très bien, je m'en suis expliqué plus haut. Il y en a parmi nous qui se complaisent à pratiquer ce jeu de massacre, au lieu de servir notre cause ils s'emploient à mettre de nouveaux obstacles sur le chemin qui doit nous conduire à comprendre pourquoi nous avons été incapables de construire un nouveau parti au cours des 70 dernières années, qu'ils ne s'étonnent pas de la férocité de notre polémique.

Je ne prétends pas avoir raison ou détenir la vérité, j'affirme simplement qu'un certain nombre de questions n'ont jamais été discutées ou analysées sérieusement et que temps qu'on ne voudra pas s'y coller on n'avancera pas d'un millimètre, chacun continuera dans son coin à croire ou prétendre qu'il détient la vérité, les différents partis continueront d'être des passoires, de se scléroser (LO) ou de dégénérer (POI-NPA), nous demeurerons incapables de corriger nos erreurs et de nous rassembler, de retrouver la voie de la révolution socialiste mondiale. (A suivre)

2- Au tour des congés payés...

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a affirmé dimanche qu'il n'était pas question "à sa connaissance de faire évoluer" la durée légale de cinq semaines des congés payés.

Invité de Radio France politique, M. Copé était interrogé sur l'éventualité d'une suppression de la cinquième semaine de congés payés après les déclarations de Luc Chatel, ministre de l'Education nationale, accusant les socialistes avoir fait "*payer à crédit*" cette semaine supplémentaire de congés.

"*Pas à ma connaissance*", a-t-il répondu, en ajoutant: "*dès lors qu'on réfléchit au temps de travail par branche et par entreprise (...) en réalité c'est que le dialogue social est en première ligne pour trouver les meilleures solutions et poser le problème des allègements de charges à hauteur de 12 milliards d'euros payés par le contribuable pour financer les RTT et aujourd'hui on ne peut plus se le permettre*".

"*Ce n'est pas tant un problème de congés qu'un problème de temps de travail effectué*", a-t-il dit, en soulignant que dans certaines branches, comme les banques, des conventions collectives prévoient sept semaines de congés payés.

"*Il y a une durée légale, je n'ai pas connaissance qu'il faille la faire évoluer*", a-t-il ajouté. (AFP 15.01)

Commentaire d'un internaute.

- "*Hou là là, quand l'UMP commence à dire: on ne fera pas ceci ou cela, c'est le début de la fin !*

J'en connais un qui avait dit : je n'est pas reçu de la part des Français un mandat pour reculer l'age de la retraite..."

3- FdG. D'une expérience "*désastreuse*" à une autre.

Plus de 5.500 personnes ont accueilli leur champion au poing levé dans les travées du Zénith de Nantes, sous une marée de drapeaux rouges et tricolores.

Mélenchon a lancé un «*appel*» aux socialistes «*à eux qui sont nos camarades, nos partenaires naturels et dans tant de circonstances, nos alliés*», insiste l'ancien ministre de Lionel Jospin : «*Je les adjure de se ressaisir! Ne cédez pas! Ne capitulez pas! insiste-t-il. Je forme le vœu qu'au plus vite, nos camarades socialistes se souviennent de l'expérience désastreuse des socialistes espagnols, portugais ou grecs [...] qui ont cru bien faire en cédant*». (liberation.fr et AFP 14.01)

Le PS est déjà le "*partenaire naturel*" du capital, de l'économie de marché comme ils appellent cela, c'est lui qui le revendique, il a déjà démontré de quoi il en retournait quand il était au pouvoir, au passage, avec les alliés acutels du PG, le PCF, pire, Mélenchon doit occulter qu'il a fait partie d'un gouvernement dont le conseil des ministres était présidé par un certain... Jacques Chirac. Sans doute le produit d'un malheureux concours de "*circonstance*", un de plus !

Il vaut mieux évoquer "*l'expérience désastreuse des socialistes espagnols, portugais ou grecs*" que celle du gouvernement Jospin, qui a davantage privatisé que tous les gouvernements RPR ou UMP, et dont Mélenchon était ministre.

Social

1- France

Plus de 2.000 manifestants ont défilé samedi après-midi à Clermont-Ferrand, pour réclamer "*justice*" et "*vérité*" dans l'affaire Wissam El-Yamni.

Les plus virulents des manifestants ont scandé "*Police assassins*" devant la préfecture, sur laquelle a été accrochée une banderole disant: "*pas de justice, pas de paix*".

D'autres banderoles dans le défilé mettaient en cause les deux policiers ayant procédé à l'interpellation controversée: "*Pour Wissam, la justice doit punir ses assassins*" ou "*prison pour les meurtriers de Wissam*".

"*Mon fils a été assassiné par la police, je veux la justice*", a déclaré entre deux sanglots le père de Wissam El-Yamni devant la foule avant d'entrer dans le bâtiment pour y être reçu par le préfet, François Lamy.

Jean-Louis Borie, avocat de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), a dénoncé devant les manifestants "*les contrôles au faciès*" dans les quartiers populaires comme La Gauthière, d'où venait ce chauffeur routier de 30 ans.

"*Respect de la dignité. Vérité et justice pour Wissam*", pouvait-on lire plus sobrement sur la banderole de tête. Les manifestants étaient plus de 2.000, selon l'AFP, au plus fort de la manifestation, en grande partie dispersée en fin d'après-midi.

Une autre manifestation qui devait être organisée parallèlement devant la préfecture par le Bloc identitaire (extrême droite) a été interdite, la préfecture redoutant un "*risque de trouble à l'ordre public*".

La famille a été reçue vendredi par la juge d'instruction chargée du dossier. Les résultats de l'autopsie n'étaient pas encore connus. Une information judiciaire pour "*violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par personne dépositaire de l'autorité publique*" a été ouverte. (AFP 14.01)

2- Roumanie

Une dizaine de personnes, dont un caméraman et quatre gendarmes, ont été blessées samedi à Bucarest lors d'une manifestation contre le président roumain Traian Basescu, jugé responsable d'une baisse du niveau de vie, ont indiqué les médias locaux.

Les manifestants avaient été mobilisés notamment via internet et les réseaux sociaux afin d'exprimer leur solidarité avec le fondateur des services d'urgence, le médecin Raed Arafat, contraint à la démission en début de semaine à la suite d'un différend avec M. Basescu sur un projet controversé de réforme de la santé.

Mais alors que ce projet a été retiré du débat public vendredi, à la demande du chef de l'Etat, les participants à ce mouvement ont renoncé à leurs slogans de soutien à M. Arafat, pour appeler le président et le gouvernement à démissionner.

"*Nous ne pouvons plus supporter la pauvreté, trop c'est trop*", a déclaré à l'AFP une retraitée, Rodica Patran, évoquant le gel des retraites et la baisse de 25% des salaires dans le secteur public, imposés en juillet 2010.

Des centaines de personnes s'étaient également rassemblées dans la journée dans plusieurs grandes villes pour exprimer leur opposition à la réforme de la santé qu'avait défendue M. Basescu, qui prévoyait de donner davantage de place au privé. (AFP 14.01)

Economie

1- France

1.1- Les hommes de paille de l'aristocratie financière

L'agence de notation Standard and Poor's a tenu une conférence téléphonique, samedi après-midi, pour motiver sa décision.

«*Les dirigeants européens n'ont pas réussi à trouver les solutions adaptées à l'ampleur de la crise qui touche la zone euro*», résume Moritz Kraemer, le responsable de la notation des états souverains européens.

Plus important, et plus inquiétant, «*les chefs d'Etat n'ont pas forcément établi le bon diagnostic sur les raisons profondes de cette crise*». Ce qui, selon S&P, les empêche d'y apporter les bonnes réponses. «*Tous les pays se concentrent essentiellement sur des remèdes budgétaires en réduisant leurs déficits excessifs, en particulier dans les pays périphériques, mais la crise de la zone euro s'explique surtout par un écart de compétitivité qui n'a cessé de se creuser entre certains pays européens depuis le lancement de la monnaie unique*», estime Moritz Kraemer.

En termes économiques, cet écart de compétitivité a abouti au creusement, dans certains pays, de la balance des paiements et ce creusement a été trop longtemps ignoré par les responsables européens.

Depuis plusieurs années, S&P fait de cette balance des paiements l'un des critères majeurs de sa notation, au côté des chiffres plus usuels des déficits publics. De fait, ce sont les pays comme l'Irlande, l'Espagne ou le Portugal, dont les balances des paiements se sont lourdement creusées, qui ont été les plus dégradées ces dernières années. Dans une certaine mesure c'est aussi ce déficit -plus encore que ses déficits budgétaires- qui a fini par affecter la note de la France. Encore bénéficiaire en 2004, cette balance des paiements ne cesse de se dégrader depuis lors, au point de s'élever en moyenne à 6 ou 7 milliards de déficit par mois. C'est le signe que la France n'arrive plus à compenser son déficit commercial par suffisamment d'entrées de capitaux étrangers sur son territoire.

Vu sous cet angle, les solutions proposées par les différents sommets européens, notamment le durcissement de la discipline budgétaire, sont largement insuffisantes pour résoudre tous les problèmes de l'euro. «*Si il y avait eu une règle d'or budgétaire dans les pays auparavant, il n'est pas certain que la crise aurait été évitée*», explique Moritz Kraemer. «*Pour preuve, avant 2007, les Allemands avaient un déficit budgétaire bien plus élevé que les Espagnols, qui étaient presque à l'équilibre*». Mais la compétitivité de l'économie allemande lui a permis de mieux résister au choc, ce qui n'a pas été le cas

de l'Espagne. (lefigaro.fr 14.01)

1.2- La vérité sur le poids des fonctionnaires dans la dette de l'Etat

Rappelons d'abord les vraies proportions des salaires des fonctionnaires dans le budget de l'État: 80 milliards d'euros hors pensions, soit moins de 25% des dépenses, un petit 120 milliards d'euros avec les pensions, ce qui ne fait pas le tiers de l'ensemble.

En réalité, la dette de la France, contrairement à ce que l'on croit, n'augmente pas à cause de la masse salariale des fonctionnaires. Elle augmente pour de toutes autres raisons, à commencer par l'existence de la dette elle-même. Ce qui endette la France, c'est la part de plus en plus grande occupée par le service de la dette.

Rappelons que, depuis 2007, les déficits cumulés se sont creusés de plus de 250 milliards d'euros, quand la masse salariale restait stable ou diminuait comme c'est le cas cette année. L'explosion de la dette de la France durant les 4 dernières années n'a donc rien à voir avec le nombre de fonctionnaires employés par l'État. Et quand bien même nous supprimerions tous les fonctionnaires en France, nous économiserions simplement de quoi équilibrer péniblement le budget de l'État, puisque le déficit prévu en 2012 est supérieur à la masse salariale !

C'est probablement ici que se niche l'ironie la plus cruelle dans les positions cachées des partisans d'une diminution du nombre de fonctionnaires. Leur rêve fou, celui d'une France asymptotiquement sans fonctionnaires (sauf des policiers et des gardiens de prison, bien entendu), ne règle pas le problème de la dette. (atlantico.fr 14.01)

Il faut préciser que l'auteur de cet article est un farouche partisan du capitalisme.

2- Grèce

Le gouvernement et les créanciers privés ont ajourné leurs discussions jusqu'à mercredi. Les négociations entre les créanciers privée et le gouvernement grec sur la restructuration de la dette publique de la Grèce sont dans une passe difficile depuis vendredi. Elles ont été provisoirement suspendues par les créanciers, qui laissent entendre par là qu'ils pourraient ne pas tenir, en partie, leur engagement à effacer une partie de la dette, une mesure capitale pour le sauvetage du pays.

En cause, selon les créanciers, le fait que la proposition des banques d'abandonner 50 % de la dette de l'Etat grec en leur possession, "n'ait pas abouti à une réponse ferme et constructive de la part de toutes les parties", ainsi que l'a dit l'Institut de la finance internationale (IIF). Les négociations semblent notamment buter sur les taux d'intérêt réclamés par les banques, que le gouvernement juge excessifs. En échange des anciens titres, les créanciers doivent recevoir des obligations de l'Etat grec. Ils souhaiteraient pour celles-ci un taux d'intérêt autour de 5%, quand le gouvernement penche plutôt pour 4%. (Atlantico.fr 14.01)

Alors que la Fed ou la BCE prête aux banques à des taux d'intérêts entre 0,5 et 1% !

[Haut de page ↗](#)

Le 17 janvier

CAUSERIE

J'ai mis en ligne un article provenant d'une nouvelle source en ce qui nous concerne, et pour satisfaire la curiosité légitime des militants qui s'interrogent sur les véritables intentions des auteurs des portails auxquels nous nous référons, j'ai reproduit un large extrait de la présentation de www.mecanopolis.org.

- "La société dans laquelle nous vivons n'est pas aussi transparente qu'elle le prétend, ou elle ne l'est pas comme elle le prétend. Elle ne paraît si déconcertante que parce que les intérêts agissants y sont la plupart du temps cachés, et les rapports de causalité falsifiés.

Dans la voix de ceux qui répètent les mensonges officiels diffusés en boucle par la propagande médiatique, c'est l'acceptation et la soumission à un « *nouvel ordre mondial* » qui s'exprime, et qui prétend, par la contrainte, assurer la survie collective. Ce « *nouvel ordre mondial* » est en fait toujours le même ordre ancien, qui se donne pour nouveau parce qu'il avance sur de nouvelles béquilles, jamais vues nulle part, et répand de nouvelles odeurs de décomposition, jamais senties nulle part.

L'artifice de la propagande consiste à affirmer à la fois que l'avenir est l'objet d'un choix conscient, que l'humanité pourrait faire collectivement, comme un seul homme, en toute connaissance de cause une fois instruite par les experts, est régi par

un implacable déterministe qui ramène le choix à celui de vivre ou de périr ; c'est-à dire de vivre selon les directives des gouvernements ou de périr parce que l'on sera resté sourd à leurs mises en garde. Un tel choix se ramène donc à une contrainte qui règle le vieux problème de savoir si les hommes aiment la servitude, puisque désormais ils sont contraints de l'aimer. Selon Hannah Arendt, le problème de la domination totale était de fabriquer quelque chose qui n'existe pas : à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule « *liberté* » consisterait à « *conserver l'espèce* » (2).

Sur la terre ravagée par mille catastrophes savamment provoquées, ce programme cessera d'être une théorie de la domination pour devenir une revendication des dominés, car notre société est depuis trop longtemps abrutie par les manipulations « *démocratiques* » pour qu'il soit encore nécessaire de faire régner l'ordre par les armes. Nous aurions tort de penser selon le vieux schéma : si les masses savaient, si on ne leur cachait pas la vérité, elles se révolteraient. L'histoire moderne n'a pas été avare d'exemples contraires, illustrant plutôt, chez les dites masses, une assez constante détermination à ne pas se révolter en dépit de ce qu'elles savaient, et même – depuis Néron jusqu'aux « *attentats* » du 11 septembre – à ne pas savoir en dépit de l'évidence, ou du moins à se comporter en dépit de tout comme si elles ne savaient pas.

Les masses ont été trop longuement entraînées aux sophismes de la résignation et aux consolations de l'impuissance pour ne pas rester impavides devant la destruction du monde qui se déroule devant elles. Tout démontre que l'identification avec le mouvement et le conformisme absolu semblent avoir détruit jusqu'à la faculté d'être atteint par l'expérience la plus directe.

A peine avait-on désigné les responsables de la crise économique mondiale qu'on les a escamotés en expliquant qu'ils n'y étaient pour rien ou presque, qu'en somme ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, que la responsabilité est à ce point diluée dans le pouvoir économique qu'il serait archaïque, barbare, digne des persécutions de l'Inquisition, de vouloir frapper des coupables. Bref, il n'y a plus de responsables de rien : c'est la faute à la « *technostructure* », par exemple, ou aux « *conditions* », qui, il faut bien l'admettre, sont mauvaises.

On serine tellement que ce sont les « *conditions* » qui sont mauvaises qu'on en oublie qu'en réalité ce sont les hommes qui le sont. Si ceux qui prennent des décisions voyaient plus souvent en revenir les conséquences, cela contribuerait efficacement à restaurer les aptitudes à la logique chez nos contemporains.

Certains s'offusqueront de la violence de nos propos, de même qu'ils sont outrés lorsque de jeunes manifestants s'en prennent aux devantures des banques qui ont ruiné nos sociétés. Ce n'est évidemment pas d'aujourd'hui que les hommes, même quand ils en sont victimes, sont portés à méconnaître la violence là où elle est la plus répandue, comme dans la destruction de leur travail ou l'aliénation de leur droits fondamentaux, simplement parce que cela ne nécessite pas l'emploi visible de la force. Ce qui est nouveau par contre, c'est que la diffusion d'images sélectionnées permette de diriger à volonté l'émotion sur tel ou tel acte de violence manifeste, choisi pour l'intérêt que trouvent les autorités à le dénoncer.

Il n'y aura bientôt plus d'alternatives qu'entre la soumission et le pur nihilisme. Ceux qui refuseront de se « *responsabiliser* » (répéter les mensonges du pouvoir en place, se faire vacciner, accepter une puce RFID, etc.), de participer avec zèle à la « *gestion citoyenne* » de toutes les crises présente et à venir, et à l'embrigadement dans « *l'union sacrée* » avec le président Obama pour « *sauver le monde* », peuvent s'attendre à être très prochainement traités comme le sont en temps de guerre les déserteurs et les saboteurs.

Cependant notre rôle reste, dans un présent écrasé par la probabilité du pire, d'étudier les diverses possibilités qui n'en demeurent pas moins ouvertes. Pris comme n'importe qui à l'intérieur d'une réalité aussi mouvante que violemment destructrice, nous nous gardons d'oublier ce fait d'expérience que l'action de quelques individus, ou de groupes humains très restreints, peut, avec un peu de chance, de rigueur, de volonté, avoir des conséquences incalculables.

Ce n'est pas d'un « *nouvel ordre mondial* » dont nous avons besoin, mais d'un nouveau monde.

(1) D'autres charlatans, que nous avons exclus en raison de leur bavardage inutile, nous taxent maintenant de « *fascistes* » ou même de « *fanatiques religieux* », entre autres allégations mensongères. Motivés par la seule frustration de n'avoir duré que quelques jours au sein de Mecanopolis, ils en viennent à oublier que la trahison est le seul crime pour lequel le pardon n'existe pas.

(2) Hannah Arendt in « *Le Totalitarisme* »

Différentes citations sont issues de « *La fosse de Babel* » (1962), de Raymond Abellio, ainsi que de « *L'abîme se repeuple* » (1997), de Jaime Semprun."

Précisons-leur que le "*nouveau monde*" porte un nom : le socialisme !

Intox.

1- Dans le dernier baromètre Ipsos-Le Point, le candidat MoDem enregistre un bond spectaculaire et hérite du titre de politique

préférés des Français.

François Bayrou enregistre en janvier une hausse impressionnante des opinions favorables, puisqu'il gagne 6 points par rapport à décembre, soit 20 points en tout sur cinq mois ce qui le porte à la première place dans ce classement avec 56% de jugements favorables, et 35% d'avis inverses. (lexpress.fr 16.01)

2- Aung San Suu Kyi pourrait accepter un poste de ministre nous dit-on (AFP 15.01), dans un gouvernement "civil", précisons, composé de militaires qui ont troqué l'uniforme pour le costard trois pièces, avec le soutien appuyé de Washington, Paris et Londres, comme il se doit.

Ah ces "démocrates", pareils à eux-mêmes !

Comment Chérèque et Thibault (notamment) s'y prennent pour soutenir les mesures qui seront prises par Sarkozy à l'issue du "sommet social" de demain.

1- "Nous serons contre toute augmentation de la TVA", a dit François Chérèque dimanche au Grand Jury Europe 1, Le Parisien et i>Télé, évoquant en revanche une hausse de la CSG. "Personne n'est assuré que cet argent-là ira à la Sécurité sociale."

Tout d'abord, Sarkozy pourra répliquer qu'il lui fait là un procès d'intention, ensuite cela signifie que Chérèque est d'accord pour une hausse de la TVA si elle profitait à la Sécu, et pour finir qu'il ne voit pas d'inconvénient à remettre en cause les bases du financement de la Sécu qui en quelque sorte la structure, garantit son fonctionnement ou définit sa nature non marchande, sa raison d'être. On peut ajouter qu'en ne s'y opposant pas une fois ces réserves émises, il fait en sorte que la discussion porte non pas sur l'acceptation ou le refus de cette augmentation mais sur son bien-fondé ou son utilisation, il introduit donc un nouveau facteur de division entre les travailleurs, discussion sans fin qui devrait favoriser son adoption tout en faisant croire qu'il est contre

En conclusion il n'est pas contre le principe de l'augmentation de la TVA à condition que Sarkozy la présente sous un angle "avantageux". Dans tous les cas de figure les travailleurs casqueront et l'objectif de Sarkozy sera atteint.

2- François Chérèque, qui a rencontré ces jours dernier le ministre de l'Emploi Xavier Bertrand pour préparer le sommet social, a assuré que "les négociations ne progressent pas". (Reuters 16.01)

Alors qu'il n'y a rien à négocier, les dirigeants syndicaux passent leur temps à peaufiner dans les ministères la manière dont toutes ces mesures antisociales seront présentées puis adoptées.

3- Le numéro un de la CGT Bernard Thibault a estimé lundi que le sommet social convoqué mercredi par Nicolas Sarkozy relevait d'un "affichage" politique pré-électoral.

"Je suis presque convaincu qu'il a programmé une rencontre avec les organisations syndicales plus pour l'affichage, dans une séquence électorale, que dans une véritable volonté de tirer les enseignements de la situation", a déclaré Bernard Thibault lors d'une conférence de presse.

Autre dit, ne vous tracassez pas, c'est juste "pour l'affichage", pour faire croire aux électeurs que Sarkozy va prendre des mesures... mais il n'y a rien de sérieux dans tout cela. Ce qui n'empêchera pas Thibault d'affirmer le contraire plus loin, peu importe, il faut tenter de désamorcer la bombe, y compris en mettant les doigts dans le cambouis, après tout il est habitué des sales besognes. Vous aurez remarqué également qu'il s'en remettait à Sarkozy pour "tirer les enseignements de la situation", comme si le représentant du capital et ce qui est censé être le représentant du travail pouvait partager les mêmes enseignements de la situation, autrement dit avoir des intérêts communs ou convergents. Rien dans cette phrase il s'est vendu !

4- Selon lui, "il n'est pas sûr que le président de la République joue carte sur table" au sommet, "peut-être que nous aurons une séance de faux fuyants" et "nous n'en saurons pas plus à la sortie". Nicolas Sarkozy, selon lui, prendra le temps de "nous écouter" mais "cela ne veut pas dire qu'on ait l'intention de nous entendre".

Il prend un faux air désabusé pour qu'on ne l'accuse d'avoir cautionné les mesures qui seront annoncées à l'issue de ce sommet ou dans la foulée les jours suivants en y participant. Péresse a annoncé que ces mesures pourraient être annoncées dès mercredi soir et Thibault n'en connaîtrait pas la teneur, il prend les syndiqués et les travailleurs pour des abrutis, une fois de plus, normal.

5- Dans ce contexte, "échec politique ou pas, l'heure est à la mobilisation", a affirmé M. Thibault en regrettant la "passivité" des autres organisations syndicales (dont la CFDT) qui n'ont pas rejoint l'appel de la CGT à une manifestation mercredi.

Quoi qu'il en soit, comment une mobilisation pourrait-elle être possible à l'appel des syndicats quand leurs dirigeants s'apprêtent à cautionner les mesures réactionnaires déjà ficelées par Sarkozy ?

6- "Je considère l'absence de l'unité syndicale dans ce paysage-là comme une attitude passive, coupable, au regard des enjeux", a-t-il lancé. "Après ce sommet je suggère que nous organisions une nouvelle réunion de l'intersyndicale pour faire le point de la situation".

Ce passage ne sert qu'à camoufler sa propre capitulation auprès des militants de la CGT dont certains ne sont pas dupes.

7- "On ne chamboule pas la protection sociale en quinze jours, à la hussarde", a-t-il dit, en jugeant "scandaleux qu'on puisse penser légiférer sur une modification des règles du financement de la sécurité sociale en si peu de temps". "Il n'est pas normal que le chef de l'Etat estime disposer comme bon lui semble" de la protection sociale, "ça appartient aux salariés".

On est passé en quelques phrases du simple "affichage" inoffensif à un "chamboulement" de la protection sociale, la véritable portée des mesures que Sarkozy s'apprête à prendre, à part cela il ne connaît pas le contenu des mesures qui lui seront présentées demain, alors que tous les médias s'en sont déjà faits gracieusement l'écho !

Tiens donc, la Sécu "appartient aux salariés", alors si elle appartient vraiment aux travailleurs, eux-seuls et leurs organisations peuvent discuter et décider de son avenir et non les représentants du capital, sauf qu'en participant à ce sommet les dirigeants syndicaux cautionnent que ce soit le gouvernement qui décide à leur place, de brader la Sécu au profit du marché.

8- Selon lui, "aucun des droits sociaux des salariés n'est à l'abri", même pas la 5ème semaine de congés payés. "Tout est susceptible d'être révisé de manière autoritaire" dans la mesure où le gouvernement "reprend à son compte le diagnostic des organisations patronales sur le coût du travail" trop élevé.

Affirmation gratuite et cynique, l'air de dire par avance : satisfaites-vous des prochains coups que vous allez prendre comme si c'était déjà plié, soyez rassurés, cela pourrait être pire encore.

9- "Ce ne sont pas les salariés qui sont responsables de cette crise", les entreprises en France "souffrent d'un sous-investissement" y compris en comparaison avec l'Allemagne, a-t-il argué. (libération.fr 16.01)

Heureusement qu'en leur accordant de nouvelles exonérations de cotisations sociales qui seront compensées par une hausse de la TVA payée par les travailleurs, en recourant à la baisse des salaires par le biais du chômage partiel, etc. elles gagneront en productivité ! Rien sur ce plan ne distingue la ligne du jaune Chérèque de celle de Thibault.

Donc pour finir, il reprend à son compte un des arguments fétiches de Parisot (Medef) et du gouvernement, y compris les agences de notation qui estiment que les coupes budgétaires ne suffisent pas pour réduire la dette et rassurer les marchés, qu'il faut tailler à la hache dans la législation du travail et augmenter l'exploitation... En venant au secours des entreprises, il se place délibérément sur le terrain du capital contre le travail, normal de la part d'un lieutenant du capital.

Actualité en titres

La police applique la "règle d'or" : le silence...

- Comment l'IGS a passé sous silence les agissements suspects de policiers - LeMonde.fr

... sinon l'impose :

- Sept policiers en procès, après la mort par asphyxie d'Hakim Ajimi en 2008 - LeMonde.fr

- Interpellations musclées: les policiers appelés à la prudence - L'Express.fr

Aucun "risque", aucune conséquence...

- Baroin: la dette française, "investissement qui ne comporte aucun risque" - AFP

C'était une façon de parler :

- Les prix de l'essence battent un nouveau record - Liberation.fr

Et puis cela présente des avantages :

- Juan Carlos adoube Sarkozy 1.203e chevalier de la Toison d'Or - Reuters

En voilà deux au moins à enfermer.

- Le duel à distance Hollande-Sarkozy passe par Cayenne - Reuters

Non pas eux, pauvres bêtes :

- La France accueille deux pandas chinois en zone VIP - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Syrie

1.1- S'il fallait encore des preuves que la Syrie n'est pas secouée par une révolte généralisée, mais bel et bien par des actes destinés à terroriser la population et susciter son ressentiment vis-à-vis d'un gouvernement décidément trop populaire, les récents actes de sabotage des infrastructures publiques ne laissent plus guère de doute.

Dans la province d'Idleb, un engin explosif artisanal installé en bord de route a causé la mort de 6 employés d'une usine textile, et blessé 16 autres qui se rendaient en minibus sur leur lieu de travail. Le transport ferroviaire de carburant destiné à la production d'électricité a en outre été visé dans le même secteur par un engin explosif, blessant trois employés qui se trouvaient à bord du train.

À Deir Ezzor, ce sont des pylônes de lignes électriques à haute tension qui ont fait l'objet d'actes de sabotage, provoquant d'importantes perturbations sur le réseau de distribution.

L'« *Observatoire syrien des droits de l'homme* » (Bureau londonien des Frères musulmans) n'est pas encore parvenu à attribuer ces actes à la répression gouvernementale, préférant dénoncer d'hypothétiques massacres commis par l'armée sans apporter le moindre élément concret pour appuyer ses dires. (Réseau Voltaire 15.01)

1.2- La presse atlantiste et du Golfe, qui a abondamment mis en cause les observateurs de la Ligue arabe, relaie le jugement du Premier ministre du Qatar selon lequel la Ligue n'a pas la compétence pour ce type de mission. Puis, la presse rapporte la demande du commandant de l'armée syrienne libre de transférer cette charge aux Nations-Unies.

Personne ne semble se souvenir que la Ligue arabe prévoyait de s'appuyer sur le rapport des observateurs pour saisir le Conseil de sécurité. Ne pouvant compter sur un rapport étayant la culpabilité de l'administration Assad, la Ligue voudrait maintenant que le secrétaire général de l'ONU le rédige dans le sens attendu et le transmette au Conseil.

Chaque jour, la presse atlantiste a une belle histoire à raconter. Aujourd'hui, c'est la portrait de Fadwa Suleiman, une jeune actrice qui a rejoint la révolution. Il ne doit pas s'agir d'une comédienne de premier plan puisque les journaux arabes s'appliquent à rappeler qu'elle a joué un second rôle dans une série télévisée, au cas où les lecteurs ne parviendraient pas à l'identifier.

- Le Tehran Times confirme que le Mouvement contre l'expansion chiite en Syrie a revendiqué l'enlèvement à Homs des 5 (et maintenant 7) ingénieurs iraniens. Le quotidien iranien ne précise pas que ce Mouvement est en fait une signature de la Brigade al-Farouk de l'Armée syrienne libre.

- Le Figaro résume les travaux du Strategic Research and Communication Center, présenté comme le think tank du Conseil national syrien. Dans un récent rapport, ce centre a proposé une stratégie diplomatique et militaire pour renverser Bachar el-Assad. Le quotidien français n'indique pas que ce centre est un pseudopode de l'association néoconservatrice Henry Jackson Society, qui a déjà publié le même texte sous une autre forme. (06.01)

2- Russie.

Voilà un extrait de ce qu'a publié *France-Soir* samedi.

“Guerre des étoiles”

Série noire ? Peut-être. En 1996, une précédente mission russe pour Mars s'était, elle aussi, soldée par un fiasco retentissant. Mais Vladimir Popovkin, le directeur de Roskosmo a laissé entendre que la cause de l'échec de Phobos-Grunt pourrait être ailleurs. Après l'avoir attribué à une possible panne d'ordinateur, il a esquissé une autre explication, plus énigmatique. « *Nous ne voulons accuser personne, mais il y a des machines très puissantes qui peuvent influencer les engins spatiaux. La possibilité que de telles machines aient été utilisées ne peut pas être écartée* », a-t-il indiqué dans une interview accordée au quotidien russe *Izvestia*, cité par le *New York Times*.

Le quotidien américain relie cette insinuation à une information non confirmée d'origine russe selon laquelle une base secrète US, installée en Alaska, serait en mesure de perturber le fonctionnement des engins spatiaux en envoyant de puissants signaux dans l'espace. Élément troublant : des recherches de ce type ont effectivement été menées par les Américains sous les présidences de Ronald Reagan (1981-1989) dans le cadre du projet baptisé « *Guerre des Etoiles* ». Ces développements ont-ils permis de mettre au point des armes efficaces, capables de « *tuer* » des satellites ou des fusées ? Mystère. " (Liesi.htm 15.01)

Otan

De l'analyse géostratégique de la dernière décennie, les militaires américains ont compris que la gestion du terrain, occupé militairement, était bien difficile. Cela coûte cher, tant sur le plan humain que budgétairement. Quant aux résultats obtenus ? Ils sont bien maigres, très loin même des objectifs initiaux recherchés.

C'est ainsi que peut se comprendre le commentaire du patron de l'Otan à la suite de la guerre engagée contre la Libye : « *Mais de façon plus générale, je pense que ceci pourrait établir un modèle. Nous avons démontré notre capacité à agir en soutien des Nations-Unies et nous avons démontré notre capacité d'inclure des partenaires extérieurs à l'Otan dans de telles opérations* ». Par conséquent, on doit craindre que le complexe militaro-industriel à la tête de l'Otan ne finisse la sale besogne en s'en prenant à la Syrie. A quand le processus sans retour ? (Liesi.htm 13.01)

Social

1- France

1.1- Conditions de travail suffoquantes

Une salariée de l'enseigne à bas coûts Tati s'est suicidée lundi 9 janvier à son domicile après avoir adressé un courrier à sa famille et à la police dans lequel elle a expliqué son acte désespéré, a-t-on appris lundi de source syndicale.

La salariée qui a mis fin à ses jours était âgée de 53 ans et avait travaillé 24 ans chez Tati, en tant que vendeuse, puis en tant que cadre depuis un peu plus d'un an.

Dans un communiqué, la fédération CGT Commerce et Services a indiqué que l'employée, "poussée à bout par l'attitude de sa direction", avait "mis fin à ses jours après un entretien de plusieurs heures avec sa hiérarchie".

Selon une responsable de la CGT, elle était ressortie "abasourdie" de cet entretien de trois heures.

Dans son communiqué, le syndicat précise qu'elle a adressé une lettre à sa famille et à la police dans laquelle elle explique son geste, et ajoute qu'en 2009, une autre salariée de Tati avait tenté de mettre fin à ses jours.

Selon la fédération, qui précise que les salariés ont débrayé samedi à la suite de ce drame, le syndicat CGT de l'enseigne "interpelle depuis plusieurs années" en vain "la direction générale sur les dégradations des conditions de travail et la souffrance au travail des salariés".

Le syndicat CFTC a lui aussi dénoncé dans un communiqué le suicide d'une "collègue, responsable du rayon textile, qui a été poussée à bout par les conditions de travail qu'on lui imposait".

Tati, filiale du groupe Eram depuis 7 ans, possède 100 magasins en France et compte quelque 1.800 collaborateurs.(AFP 16.01)

1.2- Boycott du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche

La réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), où le ministère devait présenter lundi aux représentants de la communauté universitaire la répartition pour 2012 des moyens de fonctionnement des universités, a été annulée faute de quorum et renvoyée au 23 janvier, a-t-on appris auprès du ministère.

Les représentants de la communauté universitaire ont massivement boycotté lundi cette réunion et faute de quorum, la réunion n'a pu se tenir.

Dans une "*déclaration commune*", diffusée à l'AFP, la quasi-totalité des syndicats d'enseignants-chercheurs, l'organisation étudiante Unef et l'association de parents Peep-Sup ont annoncé leur boycott "*en signe de profonde réprobation et de colère*" contre ce qu'ils considèrent comme un manque de transparence et "*les opérations de camouflage*" du ministère.

"*Seuls 14 des 68 personnes devant siéger au Cneser plénier ont signé les feuilles d'émargement. Ce large boycott est un camouflet pour le gouvernement*", a commenté à l'AFP Stéphane Tassel, secrétaire général du Snesup-FSU, premier syndicat d'enseignants-chercheurs.

"*A ma connaissance, ce boycott du Cneser plénier budgétaire est même une première*", a-t-il ajouté.

Pour M. Tassel, les documents reçus "*dans la nuit de samedi à dimanche*" par la communauté universitaire pour préparer la réunion sont "*indigents*" et ne permettent pas d'analyser les chiffres donnés.

Selon un document budgétaire qui devait être débattu lundi, les moyens de fonctionnement des universités progresseront en 2012 de 25,2 millions d'euros, soit 1,2% en moyenne, contre 78,4 M en 2011 et 138 M en 2010.

Alors que le ministre Laurent Wauquiez avait affirmé à l'automne, en présentant son budget global 2012, que le supérieur et la recherche restaient "*une priorité*" du gouvernement, les syndicats avaient jugé ce budget "*en trompe l'oeil*" et "*en régression*", avant même de connaître la répartition par établissement. (AFP 16.01)

2- Chine

Shenzhen, le plus grand centre industriel du sud de la Chine, aux portes de Hongkong, a été une nouvelle fois le théâtre de troubles sociaux le week-end dernier. Entre 3000 et 4000 ouvriers, selon les médias chinois, ont manifesté dans une usine de Sanyo Electric qui fabrique des pièces pour haut-parleurs. Quatre arrestations ont eu lieu, à la suite de heurts avec la police, a indiqué le site Internet du Quotidien du peuple.

Selon le journal Sing Tao Daily, les ouvriers de la coentreprise sino-japonaise réclamaient des indemnités à l'approche de la fusion des activités de Sanyo avec Panasonic Corp. Lundi, le porte-parole de Panasonic, Akira Kadota, a affirmé à Tokyo que "*s'il y a bien eu une grève samedi dans l'usine de Shenzhen, la production est revenue à la normale dimanche*". Selon lui, "*l'exacte nature des revendications n'a pu être clairement définie alors que des négociations sont toujours en cours*".

En décembre, près de 1000 salariés d'une autre usine japonaise, Shenzhen Hailiang Storage Products, avaient également manifesté pour obtenir des dédommagements après un changement de direction.

Malgré l'absence de syndicats indépendants, plusieurs milliers d'ouvriers travaillant pour des sociétés étrangères ont ainsi fait grève à travers toute la Chine ces derniers mois, et plus particulièrement dans la région manufacturière du Guangdong -qui englobe Shenzhen-, réputée pour ses exportations à bas coût, et qui ont fait d'elle "*l'atelier du monde*". Des tensions provoquées souvent par des restructurations liées à la mauvaise conjoncture mondiale tandis que les ouvriers ne veulent plus être corvéables à merci.

Face à la multiplication des troubles sociaux à Shenzhen, le gouvernement local a promis une augmentation de 14% du salaire minimal à 1500 yuans (185 euros) à compter du mois de février. Une mesure qui, espèrent les gérants des usines, incitera leurs salariés -originares de toute la Chine- à continuer à travailler pour eux, à l'approche du Nouvel An. (lefigaro.fr 16.01)

Economie

1- Point de vue

Le problème des pays européens vient du fait, qu'ils ne sont pas maîtres de leur monnaie. Comme ils ne peuvent pas dévaluer, ils doivent offrir aux investisseurs des taux attractifs, qui vont alourdir la charge de la dette pour les mois à venir. Un cercle vicieux, qui implique que les pays s'endettent de plus en plus. Le problème pourrait être résolu à l'américaine si la BCE émettait des obligations européennes et prêtait aux Etats, mais l'Allemagne, le pays le plus solide de l'UE, ne veut pas assumer les dettes de tous les mauvais gestionnaires européens. Pour l'UE, ça passe ou ça casse... avec Angela Merkel.

Il est probable que le périmètre de l'Eurozone pourrait être modifié à très court terme.

Si la Grèce était éjectée de l'Eurozone, l'Euro pourrait reprendre un peu de vigueur, à l'inverse, si l'Allemagne reprenait sa

liberté, l'euro perdrait brutalement de sa superbe. John Embry, directeur de Sprott Asset Management, lors d'un interview dans Investors' Digest le 30 décembre, disait qu'une scission de l'Eurozone serait extrêmement "*bullshit*" pour les métaux précieux, mais plus particulièrement pour l'Argent, "*l'or du pauvre*", qui devrait monter beaucoup plus violemment, tout en restant accessible au grand public. L'or devant à terme n'être accessible qu'aux banques centrales, fonds souverains et aux plus fortunés.

La Crise bancaire vous est également connue. Les banques, après avoir été durement impactées par la crise des subprimes et de tous les produits dérivés y afférant, doivent subir des renégociations sur la dette des états. Aux Etats-Unis, tous leurs titres hypothécaires s'avérant illégaux, les actifs des banques américaines liés à ces hypothèques ne valent plus rien. Les bilans bancaires vont devoir être ajustés en conséquences. D'une manière générale, tous les bilans des banques vont devoir être corrigés à la baisse à la suite des accords de Bâle III. Les mois à venir devraient amener de profondes mutations dans cette branche d'activité. Ce qui est un euphémisme, évidemment.

La Grande Bretagne s'est engagée le mois dernier à séparer les activités des banques, entre banque de dépôts et banques d'affaires en 2019, (comprenez jamais), l'Allemagne pourrait violemment accélérer le processus en Europe du Nord, dans les 18 mois à venir. Cela sera un accouchement au forceps dans la sueur, le sang et les larmes pour les banquiers, notamment pour Deutsche Bank et Goldman Sachs.

La crise monétaire est due à l'intensification de la lutte entre les tenants d'un monde unipolaire et ceux qui veulent un monde multipolaire. D'un côté, l'Amérique, ses alliés ou ses valets, qui voudraient maintenir la suprématie du Dollar (et/ou des institutions mondialistes sous tutelle américaine), de l'autre une très vaste alliance menée par la Chine, la Russie, l'Allemagne et d'autres plus ou moins frileux à affirmer leurs positions.

Quand l'Iran, la Russie, la Chine, le Japon, le Brésil ... ne commercent plus entre eux avec la monnaie internationale le dollar, ils diminuent la demande en dollar et de ce fait affaiblissent les cours durablement. Actuellement, seul le Yuan chinois est en mesure de concurrencer le Dollar sur le marché international. L'Histoire est en train de s'écrire sous nos yeux, mais la fin n'est pas encore figée.

Il est probable que la Chine et ses alliés ont joué ce rôle modérateur, profitant de chaque poussée haussière du Dollar, pour se délester de leurs énormes réserves dans cette devise. On sait également que la Chine a investi dans la dette grecque, espagnole et portugaise, par des swaps sur la monnaie ou la dette américaine. Le sujet est évidemment éminemment complexe et je n'ai pas la prétention de le maîtriser. (liesi 13.01)

2- UE

2.1- FESF

Les dégradations par Standard and Poor's de plusieurs pays ont relancé le débat sur la nécessité d'un renflouement du Fonds de secours de la zone euro (FESF), avec toutefois de sérieux clivages entre capitales. "Il y a un débat, la question est encore ouverte et il n'y a pas de consensus à ce stade" entre les pays de l'Union monétaire, a indiqué dimanche 15 janvier une source de haut rang de l'Union européenne sous couvert d'anonymat. (lemonde.fr 15.01)

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé lundi qu'elle abaissait la note à long terme du Fonds européen de stabilité financière (FESF), celle-ci étant ramenée de AAA à AA+. (Reuters 16.01)

2.2- BCE

L'Europe se trouve dans une situation économique "*très grave*", a déclaré lundi le président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, s'exprimant en tant que président du Conseil européen du risque systémique (Cers).

"*Nous sommes dans une situation très grave, il ne faut pas se voiler la face*", a-t-il dit devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen. (Reuters 16.01)

2.3- Emploi.

L'emploi dans l'Union européenne est tiré par les petites et moyennes entreprises, qui y ont assuré 85% de la création nette d'emplois entre 2002 et 2010.

La Commission souligne que la part des PME dans la création d'emplois est nettement supérieure à leur part dans l'emploi total, qui est de 67%.

Au sein des PME, ce sont les entreprises de moins de 10 personnes qui créent le plus d'emplois nets. Ce sont aussi les entreprises les plus jeunes (moins de cinq ans) qui sont les plus dynamiques en matière de création d'emplois, en particulier dans le secteur des services aux entreprises.

L'étude de la Commission, qui a été menée dans 37 pays européens, dont les 27 membres de l'UE, reconnaît cependant qu'en moyenne, les postes dans les petites entreprises sont moins productifs et moins bien rémunérés et que les salariés de ces entreprises sont moins syndiqués que dans les grandes entreprises.

Elle souligne aussi que les PME ont été plus vulnérables à la crise économique: le nombre d'emplois dans ce secteur a chuté de 2,4% par an en moyenne à la suite de la crise de 2009-2010 contre 0,95% dans les grandes entreprises. (AFP 16.01)

3- Grèce

Un responsable de Standard & Poor's a déclaré lundi à la chaîne Bloomberg que la Grèce sera bientôt en situation de défaut.

"La Grèce sera en situation de défaut très bientôt. Je ne peux pas dire si une solution sera trouvée à l'issue des négociations houleuses actuellement en cours", a déclaré Moritz Kraemer, responsable de S&P pour les notes souveraines en Europe, Afrique et Moyen orient, en faisant référence aux discussions engagées par Athènes et ses créanciers en vue d'une contribution du secteur privé.

Les discussions entre la Grèce et ses banques butent sur des divergences de vues sur le coupon que servirait le pays sur de nouvelles obligations, a déclaré de son côté le directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi), qui représente les créanciers privés d'Athènes.

"Ils sont au bord du précipice et un défaut désordonné aurait des répercussions sur d'autres pays mais les dirigeants politiques feront tout éviter cela. (...) La partie n'est pas finie", a commenté Moritz Kraemer. (Reuters 16.01)

La dernière hypothèse retenue est celle d'une décote volontaire de 50% de la dette. Après avoir hésité, les banques ont fini par s'en contenter. Selon le dernier scénario en vogue dans les médias américains, les établissements recevraient 15% en numéraire et le reste en nouveaux titres de dette. Mais ce schéma ne convient pas à certains hedge funds.

Gourmands, ces derniers réclament d'être intégralement payés sur l'échéance de mars. Ils pointent du doigt le fait que la banque Centrale Européenne sera payée en entier. Si aucun accord n'est conclu avec ces fonds, ils pourront déclencher les CDS. Ces produits permettent au porteur de recevoir l'intégralité de la valeur d'une dette dans le cas d'un défaut, contre le paiement d'une prime d'assurance.

C'est là que le bas blesse. En 2008, ce sont les paiements de CDS liés à Lehman Brothers qui avaient provoqué une liquidation sur de nombreux marchés: actions, obligations, matières premières. La Réserve Fédérale avait été obligée d'intervenir en urgence.

Sur la Grèce, l'organisme centralisateur des opérations sur CDS chiffre l'exposition totale des CDS grecs à 70,5 milliards de dollars. Parmi les vendeurs figurent des banques hellènes. Des rumeurs courent sur des établissements français mais elles ne peuvent pas être vérifiées car les CDS sont des éléments hors bilan. De son côté, l'organisme professionnel des produits dérivés parle de 3,7 milliards de dollars car il prend en considération les garanties apportées par les vendeurs.

Le problème, c'est que si la Grèce fait défaut, la valeur de nombreux titres apportés en garanties risque de chuter. Pour les marchés, il faut à tout prix éviter cet effet domino. (lefigaro.fr 16.01)

4- Portugal

Le poids de l'économie parallèle a progressé en 2010 pour atteindre près d'un quart du Produit intérieur brut (PIB) au Portugal, et probablement davantage en 2011, année où l'imposition a été relevée, montre une étude publiée lundi.

L'estimation de croissance de l'économie souterraine, à 2,5% en 2010, bien que modeste, est une mauvaise nouvelle pour le gouvernement de centre-droit.

En plus de la fraude fiscale, l'économie souterraine fausse la compétitivité du pays, point faible du Portugal.

Le rapport, élaboré par l'Université de Porto et l'Observatoire de surveillance de la fraude, montre que l'économie parallèle a crû de 2,5% en 2010, pour peser 24,8% du PIB.

Cela se traduit par une perte de recettes publiques de plus de huit milliards d'euros.

Selon le Professeur Oscar Afonso, directeur adjoint de l'Observatoire, ces chiffres suggèrent que l'économie souterraine du Portugal est bien plus importante que la moyenne des 16 pays européens de l'OCDE, où elle représentait environ 17% du PIB en 2003, année où on a été publiées les dernières données disponibles.

En 2010, le Portugal a relevé son taux maximum de TVA d'un point de pourcentage à 21%, un taux qui devrait atteindre 23% en 2011. Une large gamme de produits qui jusqu'ici étaient soumis à un plus faible taux de TVA sont depuis début janvier soumis au taux maximum.

Les mesures d'austérité ont provoqué une chute sans précédent de la consommation, ce qui devrait provoquer une contraction de 3,1% de l'économie portugaise cette année, selon les chiffres de la banque centrale, après une contraction de 1,6% enregistrée en 2011. (Reuters 16.01)

5- Italie

L'inflation a fortement accéléré en 2011 en Italie à 2,8% en moyenne contre 1,5% en 2010, a annoncé lundi l'institut de statistiques Istat, confirmant ainsi sa première estimation.

Ce niveau est le plus haut depuis 2008, année durant laquelle la hausse des prix avait atteint 3,3%.

En 2011, les progressions les plus marquées ont concerné les prix des transports qui ont augmenté de 6,2% par rapport à 2010, ceux du logement, de l'eau, de l'électricité et des carburants (+5,1%) et ceux des boissons alcoolisées et du tabac (+3,5%).

Les prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées ont progressé de leur côté de 2,4% et ceux de l'habillement et des chaussures de 1,7%.

En décembre, les prix des transports ont bondi de 7,1% sur un an, ceux du secteur logement, eau, électricité et carburants de 6,2% et ceux des boissons alcoolisées et du tabac de 6%. (AFP 16.01)

6- Russie

Evoquant les risques politiques, Fitch Ratings a abaissé lundi la perspective de la note de crédit souverain BBB de la Russie, pour la ramener de "*positive*" à "*stable*".

L'agence de notation a en outre souligné la faiblesse de la croissance russe et une dépendance accrue de l'économie aux cours élevés du pétrole.

Fitch prévoit le retour de Vladimir Poutine dans le fauteuil de président en mars, mais elle juge que les manifestations régulières depuis les dernières élections législatives, dont l'opposition conteste la sincérité, créent de nouveaux risques politiques. (Reuters 16.01)

Manifestations dont les organisateurs sont des agents de Washington. (lire les articles en ligne dans le site)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 janvier

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps de commenter l'actualité parce que je continue de régler les conséquences du cyclone. On se contentera de quelques réflexions à la suite d'articles de presse. J'ai mis en ligne quatre articles se rapportant au sommet antisocial d'aujourd'hui, dans la rubrique appropriée.

Sommet antisocial. En famille. Le ton est donné : ils sont en compétition au chevet du capitalisme.

Nicolas Sarkozy convie les partenaires sociaux mercredi à l'Élysée pour trouver un terrain d'entente sur des remèdes d'urgence à la crise et des mesures susceptibles de doper la compétitivité.

La réunion, qui débutera à 09h00 et devrait durer trois heures, mettra en présence les organisations syndicales (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC) et patronales (Medef, CGPME, UPA).

"Ce sera un sommet pour prendre des décisions", a assuré mardi le ministre du Travail, **Xavier Bertrand**.

Un consensus se dessinerait, selon le ministre, sur l'activité partielle et la formation des chômeurs, mais l'incertitude demeure sur la "TVA sociale" et les accords compétitivité-emploi qui permettraient à une entreprise en difficulté de négocier une nouvelle durée du travail et/ou une baisse des salaires - deux mesures-clés avancées par le gouvernement et contestées par les syndicats.

Insistant sur les nécessaires gains de compétitivité, il a souligné : "Si vous voulez produire en France, il faut aussi que le travail coûte moins cher en France". Selon ses chiffres, lorsqu'un salarié français ou allemand touche chacun 1 700 euros nets par mois, "pour le patron allemand ça lui coûte 2 720 euros et pour le patron français 3 800". Il faut "moderniser notre système social" et "ne pas attendre le lendemain des élections pour le faire", a-t-il souligné.

M. Bertrand s'est dit une nouvelle fois opposé à un éventuel passage à 37 heures : "Je n'aime pas qu'on cherche à faire diminuer le pouvoir d'achat des salariés et des ouvriers". Sur le temps de travail, selon lui, "il y a une autre façon de faire", ainsi avec "les accords compétitivité-emploi dans l'entreprise, vous pouvez discuter plus largement et beaucoup plus librement de la durée du travail", a-t-il dit.

Selon lui, la durée hebdomadaire réelle du travail en France "est de 39,6" heures mais "il faut de la souplesse et des garanties".

"Est-ce que la société française fait le choix de l'emploi, donc de la croissance, donc de la compétitivité ? Ou est-ce que la société française fait le choix du court terme", a lancé mardi le président Nicolas Sarkozy, en visite dans l'Ariège.

La compétitivité est devenue le sésame pour sortir le pays de l'ornière en l'absence de marge de manoeuvre budgétaire. "Le problème de la France, c'est d'abord la compétitivité", souligne un haut responsable de la majorité.

"La **CFDT** demande ce sommet social pour parler en priorité des problèmes des salariés qui sont face à la crise, des chômeurs, des jeunes, des entreprises en difficulté pour faire du chômage partiel", a-t-il détaillé sur France Info.

François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, viendra mercredi à l'Élysée avec une proposition de substitution : une baisse de 10 points des cotisations sociales couplée à une augmentation des salaires de 7% et une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) de 7%.

Plébiscitée par le patronat, la mesure (hausse de la TVA - ndlr), impopulaire s'il en est - deux tiers des Français y sont opposés selon un sondage CSA - est rejetée par les syndicats: "si vous augmentez la TVA de 2 ou 3%, c'est un plan de rigueur", affirme le numéro un de la CFDT, François Chérèque, qui reste favorable à une hausse de la CSG.

Bernard Thibault, lui, fustige le calendrier: "il est scandaleux qu'on puisse penser légiférer sur une modification des règles du financement de la sécurité sociale en si peu de temps". Le gouvernement devrait entériner la mesure dans un collectif budgétaire en février.

La présidente du **Medef**, **Laurence Parisot**, prône pour sa part une hausse de la TVA épargnant les produits de première nécessité, compensée par une baisse des charges patronales et assortie d'une hausse de la CSG.

"Les sujets d'intérêt commun" devraient faire l'objet d'annonce chiffrées mercredi.

L'équipe de campagne de **François Hollande** approuvera les mesures du sommet social de mercredi qui "feront consensus avec les syndicats"

"Si des mesures sortent du sommet social et qu'elles sont assumées par le seul président de la République, par la seule majorité, par la seule droite, elles ne passeront pas socialement", a déclaré le directeur de campagne du candidat socialiste, **Pierre Moscovici** (PS) dans les couloirs de l'Assemblée nationale.

Interrogé sur des mesures concernant le chômage partiel, M. Moscovici a répondu: "tous les sujets qui feront consensus avec les syndicats feront aussi consensus avec nous (...) Si demain il y a des avancées concrètes et tangibles, pourquoi pas ?"

Mais "les sujets qui sont dans les grands choix démocratiques de l'élection, par exemple la structure fiscale ou la TVA sociale, ne devraient pas être traités à la va-vite et bâclés. Les Français ne doivent pas se voir confisquer leur débat et on ne doit pas mettre en place des mesures qui seraient irréversibles et qui fausseraient celui-là", a souligné M. Moscovici.

Marisol Touraine (PS), chargée des questions sociales dans l'équipe, a estimé que le contrat de compétitivité, une des mesures envisagées, consistait à *"permettre aux entreprises de ne plus demander leur avis aux salariés sur leur contrat de travail"*.

"Ca revient à dire à un salarié: vous devez travailler plus longtemps en étant payé la même chose ou vous allez travailler moins en étant payé moins, que ça vous plaise ou non, alors qu'aujourd'hui, dans le droit tel qu'il existe, un salarié peut s'y opposer puisqu'on considère que c'est une remise en cause de son contrat de travail", a-t-elle dit.

"On nous explique qu'en Allemagne cela se fait en oubliant de dire qu'en Allemagne, les syndicats sont co-partenaires des décisions stratégiques dans l'entreprise", a poursuivi Mme Touraine.

Le gouvernement entend ainsi aller *"encore plus loin"* sur le recours au chômage partiel, actualisé limité à six semaines, qui serait simplifié et *"plus attractif"* pour les entreprises.

Mais adopter le système allemand, qui permet de percevoir de 60 à 67% de leur salaire pendant une période allant jusqu'à deux ans risque de se révéler onéreux pour une France endettée : il a coûté 6 milliards d'euros en 2010.

Les Français, eux, sont dubitatifs: 73% pensent que le sommet ne servira pas à relancer l'emploi, selon un sondage CSA pour L'Humanité. (Reuters, AFP et liberation.fr 17.01)

Au-delà des discours dans lesquels on trouve évidemment des variantes, ils ont tous en commun comme priorité (ou fond commun) la compétitivité des entreprises, autrement dit, ils se placent tous sur le terrain du capital. Normal, non ?

Pour notre part, nous n'exigeons rien de Sarkozy et son gouvernement qui représentent les intérêts des banquiers et des capitalistes, nous ne nous adressons pas aux dirigeants syndicaux pourris qui défendent les mêmes intérêts.

Question : comment éduquer politiquement les masses exploitées en leur faisant croire que Sarkozy pourrait mener une autre politique, que les dirigeants syndicaux pourraient cesser d'être des lieutenants du capital au sein du mouvement ouvrier, finalement en colportant des illusions sur les uns et les autres... et sur le capital ? Précisons au passage, que c'est justement cette stratégie adoptée depuis plus de 60 ans qui a lamentablement échoué et qui nous a conduit à la situation actuelle caractérisée par l'absence d'un parti révolutionnaire dans ce pays (notamment).

Quand la "gauche" du PS reprend les arguments du Medef.

Libération porte-parole d'Henri Emmanuelli, Benoît Hamon et Liêm Hoang-Ngoc.

A la veille du sommet social, trois figures du PS dénoncent l'instauration d'un impôt indirect et proportionnel, *«défendu par les conservateurs et les libéraux»*. Et y opposent le retour à un *«impôt direct et progressif sur le revenu»*.

On peut lire dans cet appel :

"le transfert des cotisations vers l'impôt peut être l'occasion de mettre fin à un système de financement qui pèse sur le travail." (source : liberation.fr 17.01)

Et comment s'appelle ce *"système de financement qui pèse sur le travail"* et qu'il faudrait liquider selon ces philistins : La Sécurité sociale !

Actualité en titres

C'est tout ?

- L'ONU prévoit une croissance mondiale maximale de 2,6% en 2012 - AFP

Pas tout à fait :

- Le prix de l'électricité pourrait grimper de 30 % d'ici à 2016 - Liberation.fr

Au diable toute cette réglementation archaïque !

- Sarkozy dénonce les entraves à la chasse - Lexpress.fr

- Sarkozy critique des «*règlements tatillons*» sur l'environnement - Liberation.fr

- Bouygues s'apprête à constituer une coentreprise au Qatar - Reuters

Démagogie, embrouille autour d'une question pratique, délicate, sensible, importante ou l'art de prendre les travailleurs pour des cons :

- Un sommet social de "crise" avec comme maître mot la compétitivité - AFP

Vous voyez que c'est sérieux. Pensez-vous, que du vent :

- Marisol Touraine: «*Ce sommet est une gesticulation de campagne*» - 20minutes.fr

Pas tout à fait quand même :

- Sommet social: l'équipe de Hollande très critique mais pas fermée à tout - AFP

On s'en doutait ! Il y en a au moins un qui ne risque pas de s'y tromper :

- La CFDT prône une hausse de la CSG contre une baisse des charges - Reuters

Et puis c'est bien mérité, on ne peut pas tout avoir :

- A Matignon, Fillon estime "*avoir protégé les Français du mieux*" possible - L'Express.fr

Comment cela ?

- Pour Jean-Louis Debré, "*le régime a changé d'esprit*" - LeMonde.fr

- Hollande à Gandrange : "*Il ne faut pas laisser croire que tout sera possible*" - LePoint.fr

Non mais alors ! Mais encore ?

- Pourquoi il faut en finir avec la sacralisation de la Culture générale - Slate.fr

- Hollande, du "*rêve*" à la "*lucidité*" - L'Express.fr

Pas de bol :

- Christian Noyer presse à nouveau les banques de ne pas restreindre le crédit - La Tribune

Message entendu :

- Record battu ! Les banques placent plus de 501 milliards d'euros de liquidités auprès de la BCE - La Tribune

C'est à ne plus rien y comprendre

- Max Gallo : "*L'Europe est en crise parce qu'elle consomme mais ne fabrique plus*" - La Tribune

Politique

France

1- UMP. Surtout ne pas augmenter les bas salaires... Le smic est largement suffisant, trop encore...

A en croire le document réunissant ses propositions (de l'UMP -ndlr), dans la colonne bilan de la mandature on lit que "*Nicolas Sarkozy a réhabilité le travail pour développer l'emploi*". "*La durée moyenne hebdomadaire de travail est revenue à*

son niveau d'avant 1999 : 39,5 heures."

Pour garantir que les Français actifs restent, en termes de moyens financiers, à distance des populations les plus pauvres, l'UMP a sa solution. Il n'est pas question d'augmenter les salaires les plus bas mais de réduire le cumul des revenus sociaux. Les bénéficiaires du RSA socle ne pourraient additionner de droits connexes au delà de 75 % du smic.

En ce qui concerne les chômeurs, "*nous voulons rendre les allocations dégressives dans le temps*" souligne le parti. Ce qui est déjà le cas. Sur cette thématique qui lui est chère, Laurent Wauquiez glisse au public ce qu'il veut entendre : il faut rééquilibrer les dérives de l'assistanat, qui décourage les travailleurs qui se disent "*mon argent est utilisé pour n'importe quoi...*" (lemonde.fr 17.01)

2- UMP. Bâillonner toute forme d'opposition.

Nicolas Sarkozy s'est livré mardi à une attaque en règle contre les règles environnementales trop «tatillonnes» qu'il a promis de lever et contre certaines limitations imposées par la justice à la chasse, lors de ses vœux au monde rural, en Ariège.

«*J'ai conscience que l'aspect tatillon de certains règlements administratifs vous insupporte. Je prends l'exemple des règles environnementales, la question de l'eau, la protection de l'eau*», a lancé Nicolas Sarkozy dans son discours.

«*Naturellement il faut protéger l'environnement [...]. Mais, là encore, tout est une question de mesure. Nous allons prendre un certain nombre de décisions pour relâcher la pression*», a-t-il promis, ajoutant : «*La préservation de l'environnement, ça n'est pas empêcher quiconque de faire quoi que ce soit.*»

«*N'importe quelle association qui veut empêcher un maire, un élu, une initiative peut le faire [...], il faut absolument lever le pied de ce point de vue*», a insisté le chef de l'Etat. (liberation.fr 17.01)

3- PG. Leur priorité : La "récession", les besoins des capitalistes.

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) et Bernard Thibault (CGT) ont affiché mardi leurs convergences anti-austérité, à la veille du sommet de l'Elysée que tous deux jugent "*anti-social*".

Nous avons une "*perception commune du danger de récession que comporte la politique du gouvernement*". (AFP 17.01)

Ne pouvant pas rompre avec le capitalisme, refusant de le combattre, il faudrait qu'il se porte mieux pour le bien-être des travailleurs, logique non ?

4- PG. Il faut les "brûler" (Trotsky)

Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'Elysée, confirme son appartenance à la franc-maçonnerie dans une biographie à paraître jeudi, dans laquelle on apprend que le nom et le logo Front de gauche appartiennent à son Parti de gauche.

Dans "*Mélenchon le plébéien*", une biographie fouillée, écrite par les journalistes Lilian Alemagna (Libération) et Stéphane Alliès (Mediapart), M. Mélenchon parle pour la première fois de son appartenance au Grand Orient de France.

"*J'y suis entré en 1983*", affirme-t-il, après "*le tournant de la rigueur*" qui l'a mis "*K.O. debout*". "*Quand tout s'est cassé la figure, que reste-t-il? La République. Donc, in fine, la liberté et l'égalité*", souligne l'ex-trotskyiste, dont le père était également maçon.

"*Je comprends non pas la vision trotskyenne de la franc-maçonnerie, c'est-à-dire une machine à corrompre la classe ouvrière, mais je vois l'inverse: le lieu où se conserve le fil d'or. Où traverse notre histoire. Les temps profonds*", dit-il.

Par ailleurs, on apprend dans ce livre qu'"*en cas de divorce au sein de la famille Front de gauche (PCF-Parti de gauche-Gauche unitaire), c'est à lui que reviendrait le label*" Front de gauche.

Le nom ainsi que le logo rouge et jaune ont été déposés auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Inpi) après les européennes de 2009 par un proche, Gabriel Amard, secrétaire national du Parti de gauche. (AFP 17.01)

Parcours d'un épigone : incompréhension du léninisme, illusion dans le PS, ceci explique cela, aventurisme politique pour finir.

- De 1972 à 1975, il devient le dirigeant de l'OCI à Besançon (...). Pendant quatre années, il participe à toutes les luttes étudiantes et ouvrières du Jura — en particulier la grève des Lip, importante industrie horlogère bisontine démantelée quelques années plus tard.

Cette expérience l'amène progressivement à prendre ses distances avec la conception léniniste du parti (« *ma vraie divergence, c'est que je n'ai jamais cru à l'avant-gardisme* », a-t-il expliqué plus tard). Cela lui vaut, selon lui, d'être « radié » de l'organisation — Charles Berg, dirigeant lambertiste, affirme de son côté qu'il a « négocié son départ » avec lui. (...) Jean-Luc Mélenchon quitte Besançon pour entrer dans l'activité professionnelle à Lons-le-Saunier et adhère au PS en 1977. (...) Le PG est officiellement fondé le 1er février 2009. (source : Wikipedia)

A sa décharge, ni l'OCI ni la LCR et ni LO n'incarnaient vraiment le léninisme... Un terrible gâchis en vérité.

Social

1- Grèce

Plusieurs milliers de Grecs ont manifesté mardi en direction du parlement à Athènes pour protester contre la politique d'austérité mise en oeuvre sous la surveillance inquiète des créanciers internationaux de la Grèce, menacée de faillite.

Aucun métro ne circulait et les ferries étaient à quai mardi en Grèce dans le cadre de cette grève générale. Les journalistes ont cessé le travail et les bus ne circuleront qu'une partie de la journée.

Dans la manifestation athénienne, on pouvait lire sur une banderole: "*UE, FMI, dehors!*". (Reuters 17.01)

2- Niger

La crise alimentaire dans le Sahel frappe près de sept millions de personnes, dont 1,7 million d'enfants, a alerté mardi 17 janvier à Niamey l'Union européenne.

En proie à des crises alimentaires chroniques, le Niger accuse un déficit céréalier de 519 639 tonnes, soit 14 % des besoins de consommation de ses 15 millions d'habitants en 2012. Niamey a imputé les mauvaises récoltes de cette année à la sécheresse et aux attaques de criquets et de chenilles, et a averti fin décembre que la population de 58 % des villages agricoles du pays 'risque de connaître des difficultés alimentaires au cours des mois à venir'. (lemonde.fr 17.01)

Economie

1- UE

Un responsable de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) s'est montré inquiet mardi de la tendance des banques occidentales à réduire leur présence dans les pays émergents d'Europe, par exemple en mettant en vente des filiales.

"*Nous sommes très préoccupés par un grand nombre de signes de moindre exposition à l'endettement, par un grand nombre d'annonces d'une réduction des engagements dans la région, par la mise en vente d'un certain nombre de filiales*", a déclaré à Reuters Erik Berglof, chef économiste de la Berd.

Outre les Russes et les Chinois, des banques peu présentes dans cette partie de l'Europe sont intéressées, comme Standard Chartered, a-t-il précisé. (Reuters 17.01)

2- Grèce

La Grèce a levé mardi 1,625 milliard d'euros en bons du Trésor à trois mois, à un taux de 4,64%. (AFP 17.01)

Donc les banquiers qui ont acquis ces bons du Trésor avec l'argent reçu de la Fed ou de la BCE à 1% ou moins (Fed), vont réaliser une plus-value en trois mois de 14 787 500 euros, pas mal en si peu de temps et en dormant !

3- Corée du Sud

Samsung Corp, qui comprend Samsung Electronics, a fait état mardi de son intention de porter ses investissements à un montant de record de 41,4 milliards de dollars (32,4 milliards d'euros) en 2012 afin de consolider sa domination sur les marchés des microprocesseurs pour mobile et des écrans plats.

Défiant le ralentissement économie mondial, le conglomérat sud-coréen connu pour ses plans d'investissement massifs destinés à distancer ses concurrents, parie désormais sur les microprocesseurs intelligents et les écrans OLED pour réitérer les

succès rencontrés avec les microprocesseurs flash ou les écrans plats.

Samsung Electronics, société technologique asiatique la mieux valorisée avec une capitalisation boursière de quelque 150 milliards de dollars, fabrique notamment les puces qui équipent les iPhone et iPad d'Apple ainsi que sa propre gamme de téléphones mobiles, Galaxy.

Sa division écrans plats, Samsung Mobile Display, détient un quasi-monopole sur les écrans OLED, utilisés dans les applications mobiles haut de gamme et appelés à remplacer les écrans de télé LCD.

Les ventes d'écrans OLED devraient atteindre 20 milliards de dollars en 2018 et représenter 16% du marché des écrans à cet horizon contre 4% actuellement, selon les données de bureau de recherche spécialisé DisplaySearch.

Le montant record d'investissement de Samsung Group, en hausse de 12% sur les 42.800 milliards de wons de 2011, contraste avec la réduction de quelque trois milliards de dollars du budget d'investissement annoncée par son principal concurrent sud-coréen LG Group, qui contrôle LG Electronics et LG Displays.

Samsung, qui est le plus gros conglomérat sud-coréen, contrôle environ 80 entreprises et son chiffre d'affaires représente environ 20% du PIB du pays. (Reuters 17.01)

4- Chine

Au final, la Chine a donc vu son économie croître de 9,2% sur l'ensemble de l'année 2011.

Yao Jingyuan, l'ancien responsable du Bureau des statistiques chinoises, a ainsi déclaré au « China Daily » que les perspectives pour le secteur exportateur étaient « très inquiétantes ». De fait, les exportations connaissent, début 2011, une croissance de 37% sur un an. La même statistique est tombée à 13% fin décembre. (Les Echos 17.01)

Société

La France a confirmé en 2011 son dynamisme démographique, avec une population atteignant 65,4 millions d'habitants et une fécondité parmi les plus élevées d'Europe, selon les chiffres du recensement présenté mardi par l'Insee.

Soit 349.000 personnes de plus qu'un an auparavant, et 10 millions de plus qu'en 1982. A noter que ces données sont provisoires et pourront être corrigées par la suite. Il ne faut pas les confondre avec les chiffres portant sur l'année 2009 publiés le 31 décembre au « *Journal officiel* », qui sont définitifs et à valeur légale et qui servent de référence aux centaines de dispositions législatives ou réglementaires dans des domaines comme les finances, l'organisation des conseils municipaux ou encore les élections.

Depuis le milieu des années 1980, la France est devenue le deuxième pays de l'Union européenne par la taille de sa population derrière l'Allemagne (81,8 millions d'habitants). Comme le Royaume-Uni, la France doit l'essentiel de sa croissance à son « *solde naturel* », soit la différence entre le nombre de naissances (827.000 en 2011) et le nombre de décès (555.000). Le « *solde migratoire* » n'est que de 77.000 personnes en France.

Malgré la crise, les Français ont continué à faire beaucoup de bébés l'an dernier. Le taux de fécondité s'est maintenu au-dessus de la barre des 2 enfants par femme pour la quatrième année consécutive. A 2,01, il est toutefois en léger repli par rapport à 2010, où il avait atteint son plus haut niveau depuis la fin du baby-boom (à 2,03). La France n'atteint pas le seuil de renouvellement des générations, qui est de 2,1.

Dans l'Union européenne à 27, seule l'Irlande a un taux de fécondité plus élevé avec 2,07 enfants par femme. Hors Union, l'Islande reste en tête avec plus de 2,2 enfants.

L'âge moyen à l'accouchement a continué de reculer pour atteindre 30,1 ans en 2011, comme dans la plupart des pays européens. La part des mères qui accouchent entre 30 et 34 ans est passée de 26% en 1991 à 33%.

L'espérance de vie a continué d'augmenter l'an dernier, d'un mois pour les femmes, pour atteindre 84,8 ans, et de deux mois pour les hommes, à 78,2 ans. La France fait partie des pays d'Europe où les femmes vivent le plus longtemps, avec l'Espagne et l'Italie, mais elle ne se situe que dans la moyenne pour les hommes. Le nombre de décès augmente aussi, du fait du vieillissement de la population. La France comptait 17,1% de plus de 65 ans au 1er janvier 2012 contre 16% il y a dix ans. La mortalité infantile a atteint son plus bas niveau en 2011, à 3,5 pour 1.000, une baisse générale en Europe.

Autre tendance qui se confirme : le nombre de mariages continue de baisser (251.000 en 2011 après 241.000 en 2010) au profit du Pacs (195.000 en 2010). Enfin, l'Insee a noté que sept personnes sur dix vivent dans la région où elles sont nées. (Les

Echos 17.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 janvier

CAUSERIE

J'ai volontairement mis en ligne plusieurs articles du portail Atlantico ultra réactionnaires, plus pourris impossible. Car si on ne vit pas d'air pur et d'eau fraîche ou d'amour, il nous faut regarder la réalité en face aussi impoyable soit-elle, on n'a pas le droit de se contenter des apparences ou d'attendre qu'une tendance devienne un fait avéré pour se réveiller ou jouer les étonnés.

Chaque militant doit assumer ses responsabilités et doit savoir à quoi s'en tenir précisément quand aux intentions de notre ennemi de classe, jusqu'où il est capable d'aller dans le cynisme et la barbarie. Il n'y a pas de place ici pour les états d'âme ou les âmes sensibles, nous sommes en présence d'une guerre impitoyable, à mort, notre responsabilité est d'en avoir pleinement conscience en permanence ou de se graver une fois pour toute dans le cerveau, sinon on raconte des blagues aux travailleurs ou l'on se décourage à la première offensive d'envergure. Et nous ne sommes pas au bout de nos peines, vous vous en rendrez compte en lisant un de ces articles que j'ai reproduit exprès dans cette page.

Pas de place pour un compromis aussi minime soit-il avec l'ennemi, pour des assauts d'angélisme du genre libre pensée ou franc-maçonnerie, qui consiste à faire croire aux naïfs que notre ennemi pourrait nous épargner ou faire preuve d'un sursaut d'humanisme à l'égard de notre classe à laquelle il n'épargnera finalement aucune souffrance.

Pendant des décennies nos dirigeants se sont employés à ramolir le cerveau et la détermination des militants en oubliant ces quelques principes de base sur lesquels transiger était criminel ou signait notre arrêt de mort, sur le plan politique pour commencer, physiquement par la suite. Leur incapacité à analyser l'évolution du capitalisme mondiale, leurs manques de lucidité et de prévoyance, nous les avons déjà payés très cher, mais ce n'était qu'un hord d'oeuvre à côté de ce qui nous attend, c'est maintenant que le plat de résistance arrive et plus d'un va s'étouffer en l'avalant, car il va falloir se le goinfrer, quitte à en crever, ce n'est pas moi qui l'affirme mais notre bourreau.

On les a tellement entendu répéter que le régime était à l'agonie, que le capitalisme était foutu, etc. que lorsqu'il sort l'artillerie lourde pour nous pilonner, on n'y est pas du tout préparé, bien des travailleurs ne veulent pas y croire, et ils n'ont encore rien vu, chacun a cru qu'en faisant sa petite cuisine dans son coin pour préserver son misérable appareil il pourrait survivre à la tempête qui s'annonce, c'était une fois de plus se leurrer pour avoir ignoré les enseignements de la lutte des classes internationales depuis deux siècles, peut-être parce qu'on a volontairement occulté qu'on était dans cette situation au lendemain de la Seconde guerre mondiale, s'en remettant une fois de plus aux apparences en les parant d'illusions trompeuses au lieu de regarder la réalité en face.

Trop dur, vallait mieux maquiller la réalité, n'avait-on pas déjà suffisamment souffert, il fallait bien souffler un peu et se prendre à rêver que le plomb se transformerait un jour en or, sauf qu'en cas de tempête quand notre barque est lestée de plomb elle a toutes les chances de couler ! Ils n'ont pas cessé de lester notre barque de plomb au fil des décennies, au point que la ligne de flottaison coïncide aujourd'hui avec le pont de notre embarcation. Vont-ils en débarquer brutalement pour sauver ce qui vaut encore le coup ou vont-ils décider de couler avec ? A une autre époque, des dirigeants n'ont pas hésité à saborder leur parti pour sauver la mise au capital. Cela devrait faire réfléchir davantage les militants.

Dans la vie, il arrive qu'on paie comptant une mauvaise décision, et parfois cela prend un certain temps, quand cela se produit on ne fait pas forcément le lien entre cause et effet, cela remonte à si loin, et puis comment soupçonner une habitude si ancrée dans nos mentalités ou nos comportements. Après la Première guerre mondiale tout le monde ou presque pensait naïvement que c'était la "*der des der*", puis vint la seconde à peine 21ans plus tard. On entend cela aussi lors de la sortie de chaque crise du capitalisme, pour s'apercevoir presque aussitôt qu'une autre pointe son nez, qu'en réalité rien n'a été réglé, définitivement.

C'est là toute la question. Des crises et des guerres à répétition, l'histoire du capitalisme en est jalonnée depuis le premier jour, veut-on que cela cesse définitivement ou préférons-nous nous illusionner et vivre avec, tout en sachant que les prochaines seront encore plus terrifiantes que les précédentes ? Vaincre ou périr, socialisme ou barbarie capitaliste, telle est la seule alternative qui s'impose à nous.

Si au moins nous ne sommes pas capables de nous rassembler dans le même parti, dans un premier temps on pourrait envisager la constitution d'une convention socialiste révolutionnaire basée sur une plate-forme commune pour agir ensemble et organiser la classe... J'ai lu dans un article, sur le site Internet national du NPA, paru le 4 janvier je crois, que ses dirigeants allaient proposer une rencontre aux dirigeants des autres partis, depuis plus de nouvelles. Qu'en est-il ? Encore une manoeuvre

d'appareil, irresponsable ?

Je vis en Inde, la vie y est très dure, insupportable même, personnellement je suis relativement épargné à côté des Indiens bien que j'aie mon lot d'emmerdements quasi-quotidien puisqu'il est impossible de régler certains problèmes, j'en suis arrivé à regarder le ciel et la cime des arbres (il en reste encore après le cyclone !) parce par moment moi non plus je n'en peux plus et pourtant je suis blindé, je ne trouve aucun moyen de satisfaction à vivre dans ce pays, dans mes rapports avec les autres, qui sont épouvantables en vérité (les rapports), quelle misère je me dis, sociale, politique, intellectuelle, morale, culturelle, environnementale, bref, dans absolument tous les domaines, c'est effrayant... mais c'est la réalité. (A suivre)

Compte rendu et suite du sommet antisocial d'hier.

Déclaration.

- De l'Elysée, Nicolas Sarkozy promet des mesures «fortes», «rapides» et «radicales».

- Laurence Parisot (Medef) salue une réunion «excellente» et «riche». (Super, tous les espoirs sont permis, les dirigeants ont dû leur donner des gages de "responsabilité"! - ndlr)

- Pour la CFDT, «quelques mesures utiles pour accompagner les salariés», notamment sur le chômage partiel, mais «du flou» sur les financements, et une inquiétude sur la «TVA sociale qui n'a rien de social». M. Chérèque a répété son opposition à une augmentation de la TVA et indiqué que la CFDT était "prête" à se remettre autour d'une table pour en discuter. (Il est contre... mais on peut en discuter... pour qu'elle soit appliquée ! - ndlr)

- Jean-Claude Mailly (FO) assure que «l'Etat mettra 100 millions d'euros supplémentaires pour le chômage partiel». (Chouette, les charges salariales des entreprises vont baisser ! - ndlr)

- Bernard Thibault, (CGT) boude et parle «de mesures sans impact véritable sur la situation de l'emploi aujourd'hui». (libération. fr 18.01) (Quel dommage, que des cadeaux pour les patrons ! - ndlr)

En chiffres.

Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi des mesures d'urgence d'un montant total de 430 millions d'euros pour enrayer le chômage et améliorer la formation des chômeurs, et promis des réformes concernant la formation professionnelle et le logement.

L'effort financier annoncé par Nicolas Sarkozy sera financé par "réploiement" de crédits déjà existants afin de "ne pas accroître nos déficits" et pourra être "doublé" par le Fonds social européen (150 millions d'euros) et des fonds paritaires qui gèrent la formation des salariés.

La suppression pendant six mois des charges de l'embauche des jeunes de moins de 26 ans dans les TPE (très petites entreprises), qui figurait dans le rapport remis au président la semaine dernière par le député UMP Alain Joyandet, représente un coût de plus de 100 millions d'euros, selon l'Elysée.

Pour doper l'activité partielle, le gouvernement va mobiliser plus de 140 millions d'euros, notamment pour simplifier le dispositif actuel. Il faut "tout faire pour éviter de couper les liens entre le salarié et son entreprise, tout faire pour maintenir en activité les salariés (...), tout faire pour former les salariés dans l'entreprise plutôt que de les licencier", a dit M. Sarkozy. (Ce qui sert à camoufler, légitimer ce cadeau au patronat... - ndlr)

Le chef de l'Etat a également insisté sur la formation des chômeurs "très éloignés de l'emploi" en annonçant une enveloppe de 150 millions d'euros.

M. Sarkozy a également confirmé, ainsi que l'avait annoncé le numéro 1 de la CGT Jean-Claude Mailly, que l'Etat allait "renforcer les effectifs de Pôle emploi" en embauchant 1.000 CDD. Ces recrutements représentent un coût de 39 millions d'euros, selon l'Elysée. (AFP 18.01)

Annonces trompeuses.

Le Figaro s'en fait le relais en titrant *Sommet social : les quatre chantiers surprises*.

1- Réformer radicalement la formation professionnelle. Travail forcé. Précarité sociale aggravée et généralisée.

- «*Il souhaite une réforme systémique*», confirme un proche. «*L'objectif est que chaque chômeur ait une formation et l'obligation, à l'issue, d'accepter l'offre d'emploi qui lui est proposée*», a prévenu Nicolas Sarkozy.

2- Créer une banque de financement de l'industrie. Qui existe déjà !

- Il a annoncé la création d'«*une banque de financement de l'industrie*».

3- Rendre plus efficaces les règles sur l'apprentissage. De la main d'oeuvre gratuite ou à bon marché.

- L'Élysée rappelle les résultats encourageants obtenus sur l'alternance, avec une hausse de 7% des contrats signés en un an. Pourtant Nicolas Sarkozy constate que les grandes entreprises n'accueillent que 1,7% de jeunes en alternance dans leurs effectifs, alors que l'objectif est de 4%.

4- Construire beaucoup plus de logements. Un cadeau à ses amis bâtisseurs !

- Le gouvernement envisagerait notamment de rendre moins faciles les recours contre les permis de construire. Une façon d'accélérer la construction de logements. Les pouvoirs publics envisagent aussi d'inciter à ce qu'on construise plus sur le même territoire.

Moins de réglementation dans ce domaine là aussi histoire de satisfaire les bétonneux, de construire ce qu'ils veulent là où ils veulent. Pour le reste... la ghettoïsation. (source : lefigaro.fr 18.01)

Tartufferie.

Quelle drôle de coïncidence ! Cela tombe bien : Sarkozy non plus !

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, a prévenu mercredi qu'il était hors de question pour lui d'aborder les sujets de la TVA sociale et des 35 heures avec Nicolas Sarkozy, qui devait recevoir les partenaires sociaux dans la matinée lors d'un sommet social. (Sarkozy n'en a pas parlé -ndlr)

La TVA sociale est "*une erreur économique*", selon le responsable syndical, qui estime qu'"*on ne traite de la question du financement de la protection sociale en deux coups de cuiller à pot, comme ça, en trois semaines*", a-t-il dit sur i-Télé. La hausse de la TVA "*ne changera rien*" et fragilisera "*le système de protection sociale*", a-t-il déclaré. (Un euphémisme cynique ! Vous aurez noté qu'il ne dénie par le droit à Sarkozy de traiter "*de la question du financement de la protection sociale*", il lui reproche de vouloir aller trop vite. - ndlr)

Sur les 35 heures, "*c'est la négociation impossible*", a-t-il affirmé. Et selon le numéro un de FO, "*il n'y aurait jamais eu autant de flexibilité d'annualisation du temps de travail dans notre pays s'il n'y avait pas eu les 35 heures*".

(Plutôt si les dirigeants syndicaux avaient rompu leurs relations avec le gouvernement et s'étaient placé résolument au côté des travailleurs. Cela tombe bien, l'ex-président du Sénat, Gérard Larcher (UMP), a dit lui aussi qu'il ne fallait pas toucher aux 35 heures. - ndlr)

Le secrétaire général de Force Ouvrière a aussi expliqué qu'il demanderait au chef de l'Etat "*une simplification du dispositif*" sur le chômage partiel et que l'on "*puisse plus facilement y avoir recours, ce qui suppose de mettre de l'argent sur la table*".

(A croire décidément qu'il connaissait l'ordre du jour de ce sommet avant même son ouverture... Sarkozy vous a entendu monsieur Mailly ! Que l'on comprenne bien de quoi il s'agit.

Les patrons vont mettre au chômage partiel des milliers et milliers d'ouvriers dès que l'occasion se présentera à moins qu'ils l'aient fabriquée eux-mêmes. Le salaire que le patron verse aux ouvriers sera donc réduit, mais pas dans les mêmes proportions que les heures de travail d'autant. Une partie de la différence entre leur salaire mensuel et le salaire qui leur sera proposé par leur patron sera comblée par l'Etat, une partie seulement il faut préciser (si j'ai bien compris).

Donc le patron va faire des économies sur les salaires, il va les diminuer de fait. C'est donc un cadeau aux patrons. Ensuite, si c'est l'Etat qui verse une allocation aux ouvriers pour compenser une partie de leur perte de salaire, cela signifie que ce sont les contribuables qui vont payer cette allocation, donc l'ensemble des travailleurs à la place des patrons. C'est la double peine qui vaut déjà dans le cas des exonérations de cotisations sociales ! Voilà la mesure qu'approuvent les dirigeants syndicaux. -ndlr)

M. Mailly a par ailleurs estimé qu'il y avait "*urgence*" à "*augmenter les effectifs de Pôle Emploi*".

(Quel bol, Sarkozy annonce la création de 1.000 CDD au Pôle Emploi... après avoir réduit les effectifs de 1.800 rien qu'en 2011, j'ai lu cela quelque part. Peu importe, c'est l'effet d'annonce qui compte pour Sarkozy comme pour Mailly. - ndlr) (20minutes.fr 18.01)

PSPG soluble.

Le candidat Front de gauche à l'Élysée, Jean-Luc Mélenchon, a invité mercredi la gauche du PS à voter pour lui.

"Je leur ai dit: si vous voulez rester fidèle à votre idéal socialiste, surtout vous la gauche du parti, il faut voter pour moi, qui suis resté longtemps dans vos rangs. Si je suis parti, c'est qu'il y a bien une raison". (AFP 18.01)

Et si vous y êtes resté pendant 30 ans aussi ! Le Front de gauche, incapable de rompre avec l'euro, avec l'UE, avec l'ONU, avec les institutions de la Ve République, avec le capitalisme, dès lors qu'est-ce qui le distingue fondamentalement du PS ? Rien!

Le PG a repris à son compte le rôle que le PS a joué jusqu'en 1981, à savoir un parti réformiste qui espère par les urnes parvenir au socialisme, et au cas où cela ne serait pas possible, en réformant le capitalisme.

Actualité en titres

Chaque chose en son temps.

- Sommet «social» : le quitte ou double d'un président kamikaze - Liberation.fr
- «Trop tard», «trop libéral»: La presse doute du sommet social - 20minutes.fr
- Sarkozy vante le modèle allemand, mais peut-il imiter Schröder? - AFP
- Sarkozy, un sommet d'hésitation - Liberation.fr

Quand la vie est un roman...

- Mélenchon dans Gala : *"un jour, j'aimerais bien écrire un roman d'amour"* - AFP

INFOS EN BREF

Politique

France

"Ce que nos amis allemands ont fait avec leur industrie, c'est incontestablement un exemple pour nous", déclarait le président français, lors de sa dernière rencontre à Berlin lundi avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Et d'ajouter qu'il fallait trouver des moyens pour réduire le coût du travail en France afin qu'elle reste un grand pays de productivité et de production.

Parmi ces moyens, la TVA sociale, qui consisterait à alléger les charges salariales et patronales pesant sur les entreprises pour les transférer sur la TVA, augmentée de plusieurs points.

"Nos amis allemands ont utilisé il y a quelques années cette arme pour réduire le coût du travail et les déficits", a dit M. Sarkozy.

Sans parler de TVA sociale, le gouvernement allemand avait fait passer, le 1er janvier 2007, le taux de cette taxe de 16 à 19% -- la plus forte hausse d'impôt jamais décidée dans l'histoire de la République fédérale--, pour diminuer les charges patronales et assainir les finances publiques.

Mais, *"la marge du président Sarkozy est beaucoup plus réduite qu'en Allemagne alors"*, remarque Henrik Uterwedde, directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg.

Parmi les autres mesures allemandes citées en exemple par M. Sarkozy, "l'Agenda 2010", les réformes de l'Etat-providence adoptées entre 2003 et 2005 sous le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, alors que l'Allemagne affichait un chômage record et une croissance réduite.

Le 20 décembre, Nicolas Sarkozy avait reçu à l'Elysée M. Schröder, qui estimait deux jours plus tard dans le Figaro que les réformes du président français allaient "*dans la bonne direction*".

Alors que La France vient de voir abaissée la note de sa dette à long terme "*dire que l'on va faire comme les Allemands permet (cependant) de gagner en crédibilité auprès des marchés financiers et des électeurs français*", estime Arnaud Lechevalier, économiste du centre franco-allemand de recherche Marc Bloch à Berlin.

En comparaison avec l'Allemagne, le bilan de la France ces cinq dernières années est très mauvais en termes de croissance et d'emploi, même si sur cette même période, l'Allemagne est le pays où les inégalités ont le plus progressé au sein de l'OCDE, note-t-il.

Le remodelage du marché du travail allemand avait suscité une vague de mécontentements exprimés lors de manifestations quasi-hebdomadaires, majoritairement dans l'ex-RDA. "*Et cela avait valu à Schröder un revers électoral en 2005*", rappelle René Lasserre, directeur du centre d'information et de recherche sur l'Allemagne (CIRAC). (AFP 18.01)

Ceci explique sans doute en partie pourquoi Sarkozy n'a pas évoqué cette question hier.

La stratégie de Sarkozy.

Quel constat dressait hier soir l'agence Reuters, AFP et d'autres commentateurs:

- Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi des mesures d'urgence consensuelles contre la montée du chômage et évité un affrontement avec les syndicats en reportant à fin janvier des décisions sur des sujets controversés comme la "*TVA sociale*". (Reuters 18.01)

- Nicolas Sarkozy a avancé prudemment ses pions mercredi sur son projet controversé de TVA sociale. (AFP 18.01)

Dans un premier temps, il a préféré aborder les questions sur l'emploi qui font consensus avec ses partenaires sociaux, histoire de s'appuyer sur cet avantage pour s'attaquer aux questions plus importantes fin janvier ou début février, comptant sur les contradictions des dirigeants syndicaux pour semer la division dans leurs troupes.

Pas seulement, la manoeuvre va maintenant consister à alimenter la discussion (déclarations, activation de think-tanks, médias, etc.) sur la question de la modification fondamentale du financement des organismes sociaux dont la "*TVA sociale*" fait partie, histoire que chacun livre tranquillement ses propositions, donc se place sur le terrain que Sarkozy aura choisi, cette méthode présente l'avantage de faire croire que l'on serait en présence d'un processus démocratique, une fois ce mécanisme largement enclenché le Bonaparte de service sifflera la fin de la partie en rappelant que c'est à lui de prendre la décision finale, pour finir sur fond de brouhaha et de division, il ne lui restera plus qu'à livrer les mesures qu'il va appliquer en affirmant agir en prenant en compte les différents points de vue qui se sont exprimés, pour le bien de la France évidemment et face à la nécessité d'agir rapidement pour éviter que la situation n'empire, ses opposants seront neutralisés ou réduits à l'impuissance, déjà décrédibilisés pour s'être placés sur son terrain et la boucle sera bouclée.

On s'aperçoit ici que l'argument repris en coeur par les dirigeants syndicaux qui consiste à demander plus de temps à Sarkozy fait en réalité partie de sa stratégie pour parvenir à ses fins. Une fois que le poisson a mordu à l'hameçon, il n'y a plus qu'à le cueillir.

Il faut avoir à l'esprit pour apprécier à leur juste valeur les déclarations des dirigeants syndicaux et la stratégie adoptée par Sarkozy, qu'ils doivent tenir compte des syndiqués, notamment, faire en sorte qu'ils soient le plus divisé possible, etc.

Vous allez voir que les uns et les autres vont faire un compte rendu de ce "*sommet*" bâclé en trois heures, le commenter abondamment chacun à leur manière, insistant sur un aspect qui a leur faveur et minimisant les autres qui les dérangent, sans qu'aucun n'explique la méthode et la stratégie mise en oeuvre conjointement par Sarkozy et ses acolytes syndicaux, bref, en passant à côté d'un aspect essentiel de cette mascarade, ce qui aura pour conséquence que ni les militants ni les travailleurs n'en tireront un enseignement pour la suite, ainsi cette comédie pourra continuer...

Quel parti ouvrier expose de cette manière ou aussi précisément et de manière aussi simple aux militants et aux travailleurs comment Sarkozy et les dirigeants syndicaux s'y prennent pour les rouler ou faire passer des mesures antisociales ? Vous connaissez la réponse.

Ils négocient la liquidation de nos droits dans le dos des travailleurs :

- "*Nous avons (...) entendu les remarques de l'ensemble des organisations*", a dit le chef de l'Etat, selon qui le Premier

ministre, François Fillon, et le gouvernement poursuivront leurs contacts dans les dix prochains jours. (Reuters 18.01)

Les dirigeants syndicaux se partagent les rôles entre ceux qui sont contre la "TVA sociale" mais sont favorables au relèvement des cotisations sociales, ceux qui sont pour mais à condition qu'elle ait un contenu social, ne vous marrez pas, c'est ce qu'a sorti hier le jaune Chérèque (AFP). De la même manière tous sont contre les exonérations de cotisations sociales, sauf si elles sont accompagnées de mesures "favorables" à l'emploi, si elles permettent de "garantir" l'emploi, de "combattre" le chômage, bref ils sont tous contre pour être finalement tous pour !

En acceptant d'associer deux facteurs, de les mettre en concurrence, de favoriser l'un au détriment de l'autre, la "protection sociale et les accords compétitivité-emploi", de se placer sur ce terrain-là, les dirigeants syndicaux ont d'avance accepté que l'un ou l'autre ou les deux à fois face l'objet de mesures favorables au patronat.

Maintenant place à la propagande, à l'intox, avant de passer au gros morceau. L'AFP a donné le signal du départ en titrant un article *TVA sociale: sans doute pas un euro de plus sur les feuilles de paie*, mais assurément des euros en moins dans votre porte-monnaie et des milliards d'euros en plus dans les caisses des patrons !

L'idée est de faire croire que ce sera une mesure indolore pour les travailleurs ou insignifiante sur leur niveau de vie, histoire de ne pas dire qu'on vient de mettre le doigt dans un engrenage qui a terme signifiera la liquidation pure et simple de la Sécu. A force de nous répéter que c'est déjà fait, plus personne n'y croit et pourtant cette fois cela pourrait être la bonne !

Social

1- France

L'établissement de crédit à la consommation Cofinoga s'apprête à supprimer «plusieurs centaines d'emplois» sur son site de Mérignac en Gironde, rapporte le journal *Les Echos* dans son édition de mercredi.

La société «souffre d'une baisse d'utilisation des crédits et d'une hausse des risques» (impayés), écrit le quotidien.

Cofinoga est filiale de LaSer, lui-même contrôlé à parité par le groupe Galeries Lafayette et la banque BNP Paribas.

«Sans que cela soit forcément lié» aux suppressions de postes prévues, *Les Echos* indiquent également que deux des principaux adhérents du programme de fidélisation S'Miles, la SNCF et la banque Caisse d'Epargne, ont décidé d'en sortir. (liberation.fr 18.01)

2- Grande-Bretagne

Le taux de chômage a encore progressé en novembre au Royaume-Uni, où il n'y a jamais eu autant de personnes à la recherche d'un emploi depuis 17 ans, selon des chiffres officiels publiés mercredi, qui confirment la dégradation de l'économie britannique.

Le taux de chômage a atteint 8,4% de la population active fin novembre, contre 8,3% le mois précédent, a annoncé l'Office des statistiques nationales (ONS).

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a augmenté de 118.000 sur les trois mois achevés fin novembre, pour atteindre 2,68 millions de personnes, un niveau plus vu depuis 1994.

Le chômage continue de toucher particulièrement les jeunes de 16 à 24 ans, qui sont plus d'un million à chercher du travail.

Ces mauvais chiffres confirment que l'économie britannique, affectée par la crise dans la zone euro voisine et soumise à une cure d'austérité drastique par le gouvernement, tourne au ralenti. Elle basculerait même actuellement de nouveau dans la récession, selon certains économistes.

"Le chômage devrait continuer à augmenter encore bien plus. Le marché du travail n'a pas encore subi tous les effets négatifs du récent ralentissement de l'économie et des études montrent que les entreprises vont licencier à un rythme plus élevé ces prochains mois", a commenté Ben May, économiste chez Capital Economics.

Avec le ralentissement actuel de l'inflation, la Banque d'Angleterre (BoE) possède désormais tous les arguments pour donner un nouveau coup de fouet à l'économie britannique.

"Les mauvais chiffres de l'emploi et la faible hausse des revenus rendent un peu plus inévitable une nouvelle

tranche d'assouplissement quantitatif de la part de la Banque d'Angleterre (BoE) en février", a estimé Howard Archer, économiste chez IHS Global Insight.

La plupart des analystes s'attendent en effet à une nouvelle injection de liquidités d'au moins 50 milliards de livres (60 milliards d'euros), une mesure destinée à injecter des liquidités dans le système pour soutenir l'économie. (AFP 18.01)

Ils appellent l'économie les marchés financiers.

3- Espagne

Des milliers de fonctionnaires du gouvernement catalan, policiers, pompiers, gardiens de prison, personnel de santé ou enseignants, ont manifesté mercredi à Barcelone contre de nouvelles mesures d'austérité en discussion au Parlement régional.

"Non aux coupes budgétaires. Sauvons les services publics", proclamait une immense banderole menant le cortège, qui a défilé dans le centre de la capitale catalane avant de rejoindre le Parlement régional où étaient réunis les députés pour débattre du budget 2012.

Plus de 10.000 fonctionnaires ont participé à la manifestation, selon le gouvernement régional, 30.000 selon les syndicats.

Les pompiers, casqués et en uniforme, arrosaient les avenues de neige carbonique ou distribuaient des tracts portant les mots: *"Assez de coupes, ne touchez pas à nos droits"*, barrés d'une paire de ciseaux.

Les policiers régionaux, les Mossos d'Esquadra, ont déjà affiché leur mécontentement ces derniers jours en s'enfermant dans des commissariats tandis que des gardiens de prison bloquaient les accès à des centres pénitentiaires.

"Corps de sécurité en lutte", criaient les manifestants, portant des pancartes avec les mots: "On ne joue pas avec la sécurité".

Déjà en 2011, le gouvernement catalan mené par la coalition nationaliste CiU avait décidé des coupes d'un milliard d'euros, soit 10% de son budget, qui ont durement frappé le secteur de la santé, relevant en Espagne des compétences régionales, et provoqué de nombreuses manifestations.

Le gouvernement régional dirigé par Artur Mas avait ensuite annoncé en novembre un nouveau plan de rigueur pour 2012, prévoyant des baisses de salaires pour les fonctionnaires ainsi qu'une augmentation des taxes sur l'essence, les inscriptions universitaires, l'eau ou les transports. L'objectif est d'économiser 625 millions d'euros.

Le gouvernement espagnol, qui cherche à réduire le déficit des 17 régions autonomes du pays, leur avait fixé un objectif de déficit de 1,3% du PIB à la fin 2011. Faisant fi de ces consignes, la Catalogne a fixé son propre objectif, pour fin 2011, à 2,66% de son PIB.

Mardi, le ministre espagnol du Budget Cristobal Montoro a annoncé que des sanctions seraient appliquées aux régions qui ne rempliraient pas leurs objectifs.

En exigeant des régions une discipline budgétaire accrue, le nouveau gouvernement conservateur espère réduire son déficit public, qui pourrait finalement dépasser les 8% du PIB en 2011, alors que l'objectif était de 6%. Le gouvernement vise 4,4% en 2012. (AFP 18.01)

Economie

1- FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) veut disposer d'au moins 500 milliards de dollars supplémentaires pour faire face à la crise de la zone euro et à ses retombées sur l'économie mondiale, et devrait donc solliciter les pays émergents pour qu'ils participent à l'effort.

Selon une estimation de l'institution financière, les "besoins de financement potentiels mondiaux dans les années qui viennent" s'élèvent à 1.000 milliards de dollars.

Dès lors, *"le Fonds aimerait parvenir à lever jusqu'à 500 milliards de dollars de ressources prêtables supplémentaires"*, a-t-il annoncé mercredi dans un communiqué, confirmant des informations de presse.

Ces ressources supplémentaires seront demandées aux Etats membres du FMI, avait expliqué un peu plus tôt à l'AFP une

source proche du dossier, précisant que, pour des raisons comptables, ce sont en tout jusqu'à 600 milliards de dollars supplémentaires qui pourraient être requis. Cela permettrait de disposer d'un matelas de sécurité, a-t-on ajouté de même source.

Le Fonds dispose actuellement d'un tout petit peu moins de 385 milliards de dollars de ressources qu'il peut prêter aux Etats membres qui en ont besoin. Il s'agirait donc de porter ce montant à 885 milliards.

Les Etats de la zone euro se sont déjà engagés en décembre à fournir 150 milliards d'euros (192 milliards de dollars) au FMI "sous forme de prêts bilatéraux".

Resterait donc à l'institution financière de Washington à trouver au moins 308 milliards de dollars environ auprès d'autres Etats membres.

Les Etats-Unis ont déjà fermement manifesté leur refus de remettre au pot.

De leur côté, une poignée de pays de l'Union européenne non membres de la zone euro (République tchèque, Danemark, Pologne et Suède) devraient apporter leur contribution, encore non chiffrée. En revanche, le Royaume-Uni se fait désirer, promettant d'étudier la demande du FMI tout en exigeant que les fonds apportés servent à aider des Etats et non à sauver l'euro.

Les efforts du FMI devraient donc se concentrer sur les pays émergents, notamment la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. (AFP 18.01)

2- Monde. Assurance

Les pertes économiques consécutives à des catastrophes naturelles ont atteint un niveau record l'an passé, à hauteur de 366 milliards de dollars (286 milliards d'euros), estime l'ONU dans sa dernière étude annuelle sur le sujet publiée mercredi.

En 2011, l'ONU a enregistré quelque 302 catastrophes naturelles qui ont provoqué le décès de 29.782 personnes, affecté quelque 206 millions d'êtres humains et infligé des coûts économiques record.

Les statistiques publiées par l'ONU sont semblables à celles du réassureur Swiss Re, qui a estimé que les dommages enregistrés en 2011 dans le monde avaient atteint 350 milliards de dollars, soit la deuxième année la plus coûteuse pour la profession, après 2005.(AFP 18.01)

3- Japon

Takeda Pharmaceutical a annoncé mercredi qu'il supprimerait 10% de ses postes environ, par compression des effectifs en dehors du Japon.

Le premier groupe pharmaceutique japonais compte supprimer 2.100 emplois, surtout en Europe, et 700 emplois aux Etats-Unis d'ici mars 2016, conséquence d'une rationalisation des activités consécutive à l'acquisition du suisse Nycomed pour 9,6 milliards d'euros en mai dernier.

Takeda compte réaliser une économie de l'ordre de 2,6 milliards de dollars sur cette période. Il emploie 30.000 personnes environ dans le monde. (Reuters 18.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 20 janvier

CAUSERIE

Voilà à quoi elle tient ! Et encore...

Denis Muzet, président de l'Institut Médiascopie, la "*loterie, c'est peut être ce qui reste de la démocratie*". (AFP 19.01)

Vous noterez quand même qu'à chaque coup on gagne, je parle de ceux qui en profitent, de la démocratie, ceux qui colportent l'illusion qu'il faudrait la sauver, alors qu'elle sert à masquer la dictature du capital.

Les esprits étroits et sclérosés vont rejeter ces propos, car ils sont incapables de concevoir qu'on puisse à la fois utiliser le peu d'espace de liberté qu'elle nous octroie, cette démocratie (bourgeoise) étriquée, et combattre pour la renverser car elle incarne le régime en place. Ils sont tellement gangrenés par l'idéologie dominante, qu'ils ne sont plus en mesure de faire la part des choses qu'en prenant la défense de l'ordre établi, inconsciemment ou non.

Il y a ceux qui réclament plus de démocratie et qui collaborent au régime parce qu'ils ont abandonné la stratégie qui inclut la dictature du prolétariat, l'élévation de la classe ouvrière au rang de classe dominante, et il y a ceux qui combattent pour une véritable démocratie, qui ne se reconnaissent pas dans la démocratie telle qu'elle existe aujourd'hui et qui refuse tout compromis avec les représentants du régime, les institutions, les appareils des syndicats.

Quelques éditorialistes plus perspicaces que la moyenne (un euphémisme !) ont rendu compte du sommet antisocial du 18 janvier.

- Le Républicain Lorrain: "*Premier acte de la dramaturgie, le sommet social avait pour objet de brosser un portrait consensuel - a minima - du chef de l'Etat en lui faisant consulter les partenaires sociaux.*"

- Sud-Ouest : "*C'était donc un Nicolas Sarkozy tentant de sauver les meubles qui recevait hier les partenaires sociaux réduits au rôle de figurants.*"

- Le Courrier Picard : "*la mise en scène d'une parodie de dialogue social*", comédie. (AFP 19.01)

Perspicace, c'est un grand mot, car l'essentiel c'était d'y participer pour légitimer Sarkozy minoritaire et illégitime dans le pays.

Le président de la commission des Finances du Sénat, Philippe Marini (UMP) l'a confirmé à sa manière dans une interview à Libération dans laquelle il a affirmé que lors de ce sommet "*le président a indiqué le cap*" (liberation.fr 19.01) sur lequel il entendait se situer en convoquant les dirigeants syndicaux et sur lequel se situeraient les mesures qu'ils entendaient prendre, ce qui a le mérite d'être clair

D'ailleurs à ce propos on pourrait se demander quelle légitimité ont les dirigeants syndicaux dont chacun des syndicats ne dépasse pas 1% des travailleurs dans le secteur privé, pour discuter ou négocier avec Sarkozy ?

Comment faire comme si c'était déjà fait, démonstration par Thibault et l'AFP.

A la suite du sommet social tenu mercredi à l'Élysée, le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a dit jeudi s'attendre à une baisse rapide des charges des petites entreprises mais a pronostiqué une hausse de la TVA prenant effet après la présidentielle.

"*Je m'attends à ce qu'il (Nicolas Sarkozy, ndlr [AFP]) décrète une mesure immédiate en faveur des entreprises -- diminution des cotisations -- et puis s'agissant de la TVA une décision d'augmentation mais peut-être dont l'application sera reportée le mois X de l'année 2012, à savoir après l'élection, pour que les aspects négatifs n'apparaissent qu'après les échéances électorales*", a déclaré M. Thibault sur RTL.

D'autres mesures, dont celle de l'instauration d'une TVA sociale venant augmenter un ou plusieurs des taux de la TVA actuelle, doivent être annoncées à la fin janvier par Nicolas Sarkozy. (AFP 19.01)

Voilà c'est plié ! Sarkozy ne pouvait "*rêver*" mieux comme mise en condition pour faire passer cette mesure scélérate, non ?

Un aveu.

Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, écarte l'idée du Qatar d'envoyer des troupes arabes en Syrie, dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Ouest-France.

Alain Juppé n'explicite pas les raisons qui poussent la France à adopter cette position. Il se borne à ajouter: "*En revanche, nous dialoguons avec l'opposition syrienne afin qu'elle se structure et s'ouvre à toutes les sensibilités*". (AFP 19.01)

Pas vraiment une lumière ce journaliste de l'AFP, aux ordres sans doute, il a la raison sous le nez ou plutôt dans les oreilles mais les siennes sont bouchées.

Juppé dit que l'opposition syrienne qu'ils ont fabriquée de toute pièce avec Londres et leurs amis des pétro-monarchies du Golfe,

doit s'ouvrir "à toutes les sensibilités", ce qui signifie qu'elle est fermée, étrangère ou coupée des véritables opposants à Assad qui entendent se battre sur le terrain de la lutte des classes et qui sont indépendants des différents impérialistes qui ont entrepris de déstabiliser ou renverser le régime en place au profit d'un régime fantoche.

Sur la Syrie notre position est la suivante : soutien ni à Assad ni au CNS (le CNT syrien) mais à la lutte de classe indépendante des travailleurs syriens ; A bas toute ingérence étrangère en Syrie !

Juppé peut affirmer dans un entretien publié vendredi par le quotidien français Ouest-France : "*Nous sommes aujourd'hui dans une impasse. Le Conseil de sécurité est paralysé du fait d'une position rigide de la Russie, de la Chine mais aussi de quelques pays émergents*", si la lutte des classes a une influence sur l'ONU, elle se déroule ailleurs, sur le terrain, en Syrie.

Surenchère. Qui dit mieux ?

Dans une interview au Figaro Magazine Bayrou s'engage à éliminer le déficit un an avant l'échéance prévue par le gouvernement et deux ans avant celle visée par le PS, selon cette source. (Reuters 19.01)

Et comment parviendrait-il à se résultat, par un effort collectif qui sera facilité par le "*climat d'union nationale*" qu'il s'engage à instaurer en France s'il est élu. (source : Reuters 19.01)

Combien de divisions ?

Cécile Duflot a suggéré jeudi à Eva Joly de "*passer en mode blindé*". "*Nous avons le devoir de protéger notre candidate et de faire corps avec elle*", a-t-elle déclaré à Bègles (Gironde). (source : Reuters 19.01)

Henri Emmanuelli dans le rôle de l'enfumeur. L'espoir... nous fait vivre !

"*Si nous gagnons, ce ne sera pas facile, dit-il. Mais la campagne ne peut se réduire à une course à l'austérité entre droite et gauche. Même si on ne peut pas tout faire, on doit dire qu'on va essayer.*" Et encore : "*Pour gagner, il faut susciter un minimum d'espoir, estime pour sa part Henri Emmanuelli. Notre rôle est de redonner un peu d'espoir.*"

Pour Hollande, c'est encore trop, pas la peine, la majorité de la population en a tellement marre de Sarkozy qu'elle votera les yeux fermés pour lui.

En visite à Nantes, François Hollande qu'il ne tolérerait "*aucun écart de langage*" dans son camp, a-t-il dit devant la presse. (Reuters 18.01)

Comment faire campagne quand on affirme qu'on poursuivra la politique que Sarkozy ?

Selon Reuters : Les proches du candidat (Hollande - ndlr) ont déjà expliqué que les premiers mois de son quinquennat seraient consacrés à la réduction de l'endettement, la redistribution des fruits de cette politique étant réservée à la seconde partie du mandat.

Autant dire, de la sueur et des larmes et rien d'autres prétextant un retournement de la conjoncture, impossible elle est mauvaise, alors une aggravation de la crise, c'est l'argument fétiche de La Talonnette.

Sarkozy. Propagande. Arguments.

"*Vous avez peut-être entendu les débats où on dit, il ne faut pas augmenter la TVA, il ne faut pas augmenter la CSG, il ne faut rien augmenter (...) mais on oublie une chose, si on reste comme on est, les délocalisations continueront*", a-t-il ajouté devant les ouvriers de Seb dans une allusion aux solutions envisagées pour compenser la baisse annoncée des charges pesant sur les salaires.

"*Nous voulons (...) que votre salaire ne soit pas touché, que votre protection sociale ne soit pas touchée mais que ça revienne moins cher à l'entreprise pour qu'elle n'ait pas la tentation d'aller produire ailleurs pour fabriquer moins cher*", a-t-il encore dit. (Reuters 19.01)

Il faut vous faire à l'idée que vous allez vivre plus mal qu'avant, mais que cela pourrait être pire encore, estimez-vous heureux d'avoir un président comme moi pour vous éviter un tel destin... Terminons son argumentation en ajoutant le non-dit : pour le moment !

Commençons par le salaire.

Nous ne toucherons pas à votre salaire, sauf bien sûr si vous faites partie des heureux bénéficiaires du chômage partiel, non, cela il ne l'a pas évoqué, nous ne toucherons pas à votre salaire mais en augmentant la TVA nous ferons en sorte que votre niveau de vie diminue, vous aurez le même salaire mais vous pourrez consommer moins, donc satisfaire moins de besoins.

Passons à la protection sociale.

Nous ne toucherons pas à la protection sociale, c'est-à-dire que chacun pourra continuer à se faire soigner quand il est malade, etc. mais avec l'abandon du système actuel reposant sur la solidarité entre générations et le basculement vers un système de financiarisation, le droit à la santé ne sera plus égal pour tous, bien que déjà plus que théorique dans la réalité, il deviendra individuel en fonction de vos moyens financiers... Autrement dit, les riches auront le droit aux meilleurs cliniques et traitements, les plus pauvres d'entre les pauvres seront épargnés par ce système et pris en charge par l'Etat afin d'éviter que le pays ne se transforme en cour des miracles ou ne ressemble à un pays comme l'Inde, quant à l'immense majorité des travailleurs, ils devront choisir entre entamer un traitement coûteux ou partir en vacances, remplacer la machine à laver qui a lâché par exemple, ils devront consacrer une partie de plus en plus importante de leurs revenus pour se soigner.

En conclusion.

Peut-être que votre salaire ne baissera pas, mais il n'augmentera pas non plus contrairement aux prix de toutes les marchandises ou services ou encore les taxes et les impôts (locaux notamment), donc à l'arrivée vous êtes condamné à vivre plus mal qu'avant et ne vous étonnez pas si les inégalités dans le pays sont amenés à s'accroître encore.

Et l'injustice alors ? Oui bien sûr, mais elle, elle est le produit sur le plan juridique et institutionnel, donc politique, des inégalités (rapports [sociaux] de production) qui sont à l'origine de tout le système économique capitaliste. Donc chaque fois que les inégalités se renforcent, les injustices deviennent plus criantes et insupportables.

Deux conceptions de la lutte de classe. Réforme ou révolution.

On peut lutter de deux manières contre les inégalités et les injustices, mais une seule est efficace car elle s'inscrit sur le long terme et se trouve reliée à l'objectif de notre combat, l'émancipation du capital et de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui au passage le rend compréhensible aux yeux des masses et permet aux travailleurs ayant participé à une bataille de s'en saisir, renforce sa crédibilité, sa légitimité, au point de devenir une nécessité (historique) sans toutefois avoir besoin de sortir d'une grande école ou d'appréhender la totalité des lois de fonctionnement du système capitaliste.

L'autre méthode, conception ou théorie consiste à combattre uniquement les conséquences des inégalités telles qu'elles apparaissent aujourd'hui, de telle sorte qu'on en arrive à croire ou imaginer que les problèmes auxquels on fait face ne sont pas dus aux fondements et aux contradictions qui sont inhérents au capitalisme mais à son dysfonctionnement, son dérèglement, qui, pour peu qu'on y remédie, progressivement on pourrait espérer parvenir à satisfaire tous nos besoins et à vivre dans le bonheur et la paix.

Problème, sauf que l'expérience du XXe siècle prouve amplement que les choses ne se passent pas du tout de la sorte et que tous nos acquis ou droits acquis ou concédés à une autre époque peuvent petit à petit ou subitement disparaître, pour ne pas dire qu'ils sont sans cesse menacés ou remis en cause par la classe avare de revanche qui détient le pouvoir économique et politique.

C'est parce que c'est cette seconde conception de la lutte de classe, le réformisme, qui a complètement pourri le mouvement ouvrier, que plus personne ou presque ne parvient plus à comprendre la situation et n'ose remettre en cause l'existence du capitalisme, laissons de côté ici l'expérience désastreuse du stalinisme sous ses différentes versions dans le monde, car elle ne vient pas automatiquement à l'esprit du travailleur ou du militant engagé dans un combat pour empêcher la fermeture d'un hôpital ou d'une entreprise ou pour défendre tout autre revendication.

Du coup, depuis que la dernière crise a éclaté sous la forme d'une crise financière, en dehors du POI et de LO, de l'UMP au Front de gauche tous les partis expliquent que la crise qui a pris une tournure et affecte dorénavant l'ensemble des secteurs économiques, est due à une mauvaise gestion du capitalisme, et que par conséquent, pour que tout rentre dans l'ordre, car tous y tiennent absolument précisons au passage, la solution consisterait à prendre des mesures pour le réformer ou le remettre dans les clous, occultant du même coup toutes les crises qui se sont succédées depuis le début des années 70 et dont celle-ci est le point d'orgue et non un fait isolé dû à la voracité d'une poignée de capitalistes, faisant fi (notamment) de l'évolution du capitalisme mondial au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler, comme si par un coup de baguette magique il serait possible de retourner 60 ou 70 ans en arrière pour appliquer les mêmes solutions, et là nous en revenons à ce que nous avons précisé plus haut, solutions temporaires (durant les "Trente glorieuses"), qui ne pouvaient être que temporaires, car le capitalisme est ainsi conçu que ses contradictions conduisent infailliblement à de nouvelles crises, à son effondrement qui se traduit concrètement par toujours plus de misère sociale, et accessoirement trouve un prolongement sur le plan politique, si l'on peut dire, par la guerre.

Aujourd'hui nous en sommes là, la majorité des travailleurs et des militants sont convaincus que la crise serait purement

financière sans en comprendre les tenants et les aboutissants, témoignant ainsi de leur ignorance des fondements et du fonctionnement du capitalisme.

Quand les forces productives qu'a engendrées le développement historique du capitalisme ne peuvent plus être contenues dans le mode de production (et d'échange) qui les a vues naître, elles entrent en contradiction avec lui, se révoltent, soit sous la forme de crises et de guerres entraînant la destruction de gigantesques forces productives à l'échelle d'un pays, d'un continent ou de la planète toute entière, soit sous la forme de révolutions pour briser le carcan que constitue ce mode de production.

Ajoutons, afin de passer à un mode de production qui ne repose plus sur la propriété privée des moyens de production qui permet à une minorité de privilégiés d'accaparer l'essentiel des richesses produites dans le monde et de décider du sort de près de 7 milliards de travailleurs avec leurs familles. Une fois le mode de production capitaliste liquidé et les moyens de production des richesses déclarés bien collectif d'un pays, de l'humanité, une fois décrété que la production doit être organisée pour satisfaire les besoins de l'ensemble de la population, les forces productives pourront se développer librement, sans encore totalement disparaître parce que ce processus ne trouvera son achèvement qu'à l'échelle mondiale, les inégalités diminueront au point d'être supportables et supportées, avant de disparaître totalement une fois ce processus mené à son terme, lorsque le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la planète... La première étape qui correspond à la réduction des inégalités en s'attaquant aux fondements du capitalisme, on l'appelle le socialisme, la seconde qui correspond à la liquidation de ces inégalités, on l'appelle le communisme. Alors et alors seulement le règne de la nécessité aura cessé d'exister pour céder la place au règne de la liberté.

C'est en gros mon objectif et mon programme, j'estime qu'il est conforme au marxisme.

Ce qui est difficile à comprendre, encore plus à admettre, c'est qu'il n'existe aucune demi-mesure en la matière, qu'avec le capitalisme on est parvenu à la fin d'un cycle historique et que l'heure a sonné qu'il cède la place - depuis pas mal de temps déjà, celui basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. On ne peut pas transformer ou réformer un système économique, un mode de production qui a pour corollaire l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis au détriment d'une masse de plus en plus gigantesque de milliards d'hommes, femmes et enfants dont les besoins (insatisfaits) ne cessent d'augmenter, on le sait depuis le milieu du XIXe siècle, il arrive forcément un moment où cette contradiction a atteint un tel niveau d'exacerbation, une telle tension, qu'elle doit se résoudre dans un sens ou un autre, en s'attaquant violemment à l'un de ses deux pôles, au prolétariat ou à l'ensemble des masses exploitées quand c'est la classe des capitalistes qui en prend l'initiative, au détriment de cette classe quand c'est la classe ouvrière qui passe à l'offensive ou reprend la main.

La question est ensuite d'aller jusqu'au bout, de terminer le boulot : de prendre le pouvoir politique, tout le pouvoir. Et sachant que le capitalisme ne disparaîtra pas du jour au lendemain de la surface de la terre parce qu'on a pris le pouvoir dans un pays, la guerre de classe continuera à l'échelle mondiale, aussi bien pour avancer vers notre objectif que pour mettre en oeuvre une politique véritablement socialiste que pour réduire la capacité de nuisance des capitalistes dans notre propre pays, nous leur imposerons notre propre dictature, ce qu'on appelle la dictature du prolétariat, le pendant de la dictature du capital, expression qui signifie pratiquement que dorénavant la démocratie ne sera plus réduite à "la loterie" ou au pouvoir exercé par une infime minorité l'imposant si nécessaire par la force à l'immense majorité, mais coïncidera avec les organismes politique que la majorité aura créé pour exercer son pouvoir, la classe des capitalistes étant exclue du pouvoir ; de la même manière qu'aujourd'hui nous ne détenons aucun pouvoir, nous n'avons aucun moyen à notre disposition pour nous opposer au diktat des représentants du capitalisme, à la dictature du capital, hormis nous organiser pour mener le combat pour le socialisme.

Actualité en titres

Capitalisme. Pour le meilleur...

- La dette française aura été un bon placement en 2011 - LeFigaro.fr
- Emploi des jeunes : le dispositif «*zéro charge*» entre en vigueur immédiatement - Liberation.fr

... et pour le pire !

- La consommation d'électricité a chuté de 6,8% en 2011 - AFP

Franc sois... et rends-toi !

- François Bayrou appelle à la «*résistance*» - LeFigaro.fr -
- Stéphane Hessel invite François Hollande à "*résister*" - Reuters

Série B :

- Le chef du renseignement accusé de servir l'Elysée - Reuters
- Norvège: la chef du renseignement démissionne après une gaffe - AFP

Complexe anal et branlette espagnole.

- Poutine accuse une radio de le "*couvrir de merde*" - L'Express.fr
- François Hollande : la stratégie espagnole - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

1.1- Indépendant, tout de suite les grands mots.

A propos de l'édition annuelle du baromètre de confiance dans les médias réalisé par TNS Sofres et publié par La Croix aujourd'hui, 59% des Français répondent "*non*" à la question "*Croyez-vous que les journalistes sont indépendants, c'est-à-dire qu'ils résistent aux pressions des partis politiques et du pouvoir*"... ceci étant dit, vous n'êtes pas obligé de nous croire, Internet étant, toujours selon le sondage, la source la moins crédible, 37% seulement des Français pensant que les infos qu'on y trouve correspondent à la réalité (vs. TV : 48%, Journal : 51%, Radio: 58%) (atlantico.fr 19.01)

1.2- Complexé, rustre, teigneux et rancunier.

Le garde des sceaux a finalement décidé de renvoyer Isabelle Prévost-Desprez devant la formation disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). La présidente de la 15e chambre du tribunal de Nanterre était accusée d'avoir "*manqué à son devoir de réserve, à l'obligation de prudence et aux devoirs d'impartialité et de délicatesse*" après ses propos mettant en cause Nicolas Sarkozy dans l'affaire Bettencourt.

La magistrate avait indiqué, dans le livre Sarkozy m'a tuée (Stock), que deux témoins avaient évoqué, hors procès verbal, des remises d'espèces à Nicolas Sarkozy par l'entourage de Liliane Bettencourt. (lemonde.fr 19.01)

Il est vrai que côté "*délicatesse*" l'hystérique du Palais se pose là !

2- Roumanie

Quelque 7.000 personnes, selon la gendarmerie, ont défilé jeudi à Bucarest à l'appel de l'opposition pour demander la démission du président roumain Traian Basescu, a constaté une journaliste de l'AFP.

Par ailleurs, des rassemblements ont eu lieu jeudi soir pour le septième jour consécutif afin de dénoncer pêle-mêle les mesures d'austérité, la "*dictature du FMI*" et la "*corruption*" de la classe politique, majorité et opposition confondues.

Dans l'après-midi, des militants et des sympathisants de l'opposition venus de tous les départements du pays, ont défilé près du palais du gouvernement à Bucarest en scandant "*A Bas Basescu !*", "*Démission !*" ou encore "*N'ayez pas peur, Basescu chutera !*".

"*Les gens sont en colère car ils ont perdu leur emploi, on a réduit leur retraite, ils se sont sentis humiliés*", a lancé à la foule l'un des deux coprésidents de l'Union sociale-libérale (USL, opposition), Victor Ponta.

Outre les "*A bas Basescu !*", des manifestants ont scandé des slogans tels que : "*PDL (parti au pouvoir), USL (opposition), même misère !*", "*PDL-USL, corruption !*".

"*Nous sommes venues manifester car nous en avons marre de l'actuelle classe politique, je devrais même dire caste politique, que ce soit l'opposition ou le pouvoir*", a déclaré à l'AFP Maria Alexandru, 27 ans diplômée de la faculté de lettres. (AFP 19.01)

3- Libye

Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen a été pris à partie par des étudiants jeudi à Benghazi, dans l'est du pays, où était né l'an dernier le mouvement de révolte contre Mouammar Kadhafi.

Cet incident illustre le mécontentement d'une partie de la population qui exige des nouveaux dirigeants du pays qu'ils écartent les personnalités liées à l'ancien régime et encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi demandaient également au CNT une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la mort de Kadhafi.

Abdoul Hafiz Ghoga, le numéro deux du CNT, a été entouré et bousculé par une foule de manifestants en colère, avant d'être secouru et mis à l'abri.

Il assistait dans la capitale de la Cyrénaïque à une cérémonie organisée à l'université en mémoire des morts de la guerre civile.

Attia al Odjeli, un professeur de l'université, a précisé que le vice-président du CNT avait été accueilli à son arrivée par un groupe d'étudiants qui criaient "*Dégage, dégage !*". (Reuters 19.01)

Voilà un fait (notamment) qui légitime la position que j'ai adoptée dès le début du soulèvement pour chasser Kadhafi du pouvoir. Vive la lutte des classes en Libye ! C'est marrant, ceux qui hier encore n'avaient que cette expression à la bouche (la lutte des classes) sont muets sur ce thème aujourd'hui.

Social

France

1- Ils n'en peuvent plus !

Les agents d'accueil du siège de la CPAM de la Haute-Vienne à Limoges, se disant épuisés par l'affluence à laquelle ils sont confrontés depuis quelques mois, ont craqué jeudi et fermé les portes à 11h30, refusant d'accueillir de nouveaux assurés, a constaté une correspondante de l'AFP.

L'affluence à la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) a récemment augmenté, selon les agents, notamment en raison du non-remplacement de fonctionnaires partant en retraite et du contexte économique qui pousse les assurés à demander la CMU ou le remboursement au guichet de leurs prestations.

Jeudi matin, se retrouvant à trois pour orienter 70 assurés (un agent au pré-accueil et deux dans les boxes), ils se sont mis à pleurer de fatigue, puis à 11h30, avec l'aide du gardien, ils ont fermé les portes tout en restant à la disposition des personnes qui attendaient depuis l'ouverture. La direction n'a pu que prolonger cette fermeture toute la journée.

Lors d'une rencontre dans l'après-midi, le directeur, selon la déléguée CGT Monique Desnoyers, "*a demandé aux fonctionnaires des bureaux de venir soutenir leurs collègues de l'accueil*" à partir de vendredi. Mais "*en attendant, selon elle, le travail s'accumule ailleurs... C'est un pansement sur une jambe de bois*".

Le directeur, Paul Orliac, n'a pas souhaité faire de commentaire, estimant simplement que "*la réunion de jeudi après-midi a permis de trouver un terrain d'entente*".

"*Les gens arrivent ici désespérés, les situations que nous gérons sont de plus en plus complexes, de plus en plus graves, et ils ne comprennent pas pourquoi ils doivent revenir plusieurs fois pour compléter un dossier, ni pourquoi la moitié des boxes d'accueil sont vides*" alors qu'ils "*doivent patienter trois, parfois quatre, heures avant d'être reçus*", a déclaré Mme Desnoyers.

Annie, un des agents concernés, a relevé "*qu'heureusement, la grande majorité des assurés font le même constat que nous et nous soutenent*".

Ainsi Christelle, une mère de famille ayant attendu un mois pour obtenir la CMU dans le cadre d'une procédure d'urgence, s'est indignée "*du traitement inhumain que subissent ces dames dont on voit qu'elles se démènent pour nous aider*". (AFP 19.01)

2- 2,1% d'inflation en 2011 (officiellement)

Les prix à la consommation en France ont progressé en moyenne de 2,1% sur l'ensemble de l'année 2011 par rapport à l'année précédente, a indiqué l'Insee jeudi.

L'inflation moyenne était de 1,5% en 2010.

L'évolution d'une année sur l'autre se caractérise à nouveau par une forte hausse des prix de l'énergie. Ceux-ci ont, entre 2010 et 2011, augmenté de 12,3% (+10,0 % entre 2009 et 2010), précise l'Insee.

Cette augmentation traduit celle des prix des produits pétroliers (+15,8%), dans le sillage des cours du pétrole brut: +23,1% pour les fiouls domestiques et +14,3 % pour les carburants. Dans le même temps, les tarifs de l'électricité se sont accrus de 6,5% et ceux du gaz de ville de 8,5%.

"L'année 2011 a été marquée par un renchérissement des produits alimentaires hors produits frais (+2,4%)", indique aussi l'Insee.

Dans le détail, la hausse des cours des produits alimentaires a notamment entraîné une nette augmentation des prix du café (+10,3%), des huiles et margarines (+5,0%), des produits à base de sucre (+2,7%) et du pain (+2,4%). Ont également fortement augmenté en 2011, les prix des boissons gazeuses, jus et sirops (+3,6%), du lait et de la crème (+3,4%) et de la viande (+2,6%). (AFP 19.01)

3- L'espoir fait vivre... nos bourreaux !

Loto, casinos, chevaux, paris sportifs, poker en ligne: malgré ou en raison de la crise, les Français ont misé chaque jour en 2011 la somme record de 86,5 millions d'euros, l'équivalent du prix d'un Airbus A321 neo ou de deux lycées neufs en Ile-de-France, selon une enquête de l'AFP.

Ainsi, les dépenses quotidiennes des Français aux jeux d'argent et de hasard sont passées en neuf ans de 47,5 à 86,5 millions d'euros.

"Dans un contexte de souffrance due à la crise, le jeu a pour les Français une double fonction, celle du rêve et celle de la consolation", dit à l'AFP le sociologue Denis Muzet. "Le jeu est un exutoire qui entretient la flamme de l'espoir", relève le président de l'Institut Médiascopie.

Selon les chiffres communiqués ces dernières semaines par les trois grands opérateurs historiques (Française des Jeux, PMU, casinos) et jeudi par l'Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel), les Français ont misé en 2011 un total de 31,6 milliards d'euros (26,3 milliards en 2010).

Quant à l'Etat, confronté depuis des années à des déficits budgétaires abyssaux, il peut au moins se consoler avec les jeux d'argent qui lui auront rapporté en 2011 un peu plus de 5 milliards d'euros, dont trois pour la seule Française des Jeux. (AFP 19.01)

Economie

Etats-Unis

La fondation de la société Kodak remonte à 1880 quand George Eastman s'est lancé dans la fabrication de plaques photographiques après avoir abandonné ses études. Pour lancer son entreprise, il achète un moteur d'occasion pour 125 dollars.

En l'espace de huit ans, le marque Kodak était déposée et le groupe lançait un appareil photo portable, plus maniable, ainsi que le film qui s'enroule dont il devient le principal fabricant.

Eastman a aussi inventé le "*dividende sur salaire*" selon lequel les salariés recevaient une prime basée sur les résultats.

Près d'un siècle d'après la fondation de Kodak, l'astronaute Neil Armstrong utilisa un appareil de la marque, de la taille d'une boîte à chaussures, pour prendre les photos de la lune en juillet 1969.

Six ans plus tard, Kodak inventait l'appareil photo numérique, de la taille d'un grille-pain. Mais plutôt que de développer son invention, Kodak a laissé ses concurrents prendre des parts de marché qu'il n'a jamais pu récupérer.

En 1994, Kodak s'est séparé de son activité dans la chimie, Eastman Chemical, qui a plutôt bien tiré son épingle du jeu.

La capitalisation boursière du groupe, qui était de 31 milliards de dollars il y a 15 ans, est tombée à moins de 150 millions de dollars.

Fin septembre, le groupe affichait un actif total de 5,1 milliards de dollars et des dettes de 6,75 milliards.

Eastman Kodak, le pionnier de la pellicule photographique qui a apporté au monde les premières photos de la lune, a finalement déposé son bilan jeudi au terme de plusieurs années très difficiles.

Le géant américain déchu a annoncé dans le même temps avoir obtenu une ligne de crédit de 950 millions de dollars (740 millions d'euros) sur 18 mois de la part du groupe bancaire Citigroup.

Le groupe, qui a pourtant inventé l'appareil photo numérique, n'a plus enregistré de bénéfice depuis 2007.

Concrètement, Kodak et ses filiales américaines demandent à bénéficier de la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Les filiales étrangères ne sont pas concernées et continueront à honorer leurs engagements auprès de leurs fournisseurs.

La procédure de dépôt de bilan ainsi que la ligne de crédit visent à donner du temps au groupe pour trouver des acquéreurs pour ses quelque 1.100 brevets numériques, tout en lui permettant de continuer à payer ses 17.000 salariés.

Le groupe souligne que ses brevets en imagerie numérique sont utilisés dans pratiquement tous les appareils photo numériques, smartphones et tablettes. Kodak a aussi des brevets dans les techniques d'impression. (Reuters 19.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 janvier

CAUSERIE

Question qu'est en droit de se poser chaque militant et travailleur : Existe-t-il dans ce pays (la France) un dirigeant d'un parti dit ouvrier ou d'un syndicat qui exigera le paiement intégral des salaires des ouvriers mis arbitrairement en chômage partiel ? Nous attendons la réponse. En attendant, elle ne figure pas dans le dernier numéro (183 d'*Informations ouvrières*, hebdomadaire du POI).

Qu'est-ce qui est en cause dans la crise actuelle : le capitalisme et ses fondements à l'échelle mondiale ou uniquement un secteur du capitalisme devenu incontrôlable ?

Tous les partis sans exception, le plus souvent en recourant au double langage, ont adopté la seconde version. Chacun de la sorte témoigne de son incapacité ou de son manque de volonté à rompre avec le capitalisme. Démonstration.

Titre d'*Informations ouvrières* en couverture "*Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*". Sortez vos mouchoirs camarades, les malheureux, on devrait les plaindre aussi !

Page 9 : Communiqué du POI : "*Les "marchés" accentuent donc leur pression, menaçant la France (...) Plus généralement : cette crise, cette dette, ces déficits, ce sont ceux des capitalistes et des spéculateurs. C'est à eux de payer !*". Après la défense de la "*souveraineté nationale*" cher aux sociaux-libéraux et aux staliniens, voilà que c'est la France qui est menacée, on en a les bras qui tombent...

Page 14 : "*Cette crise n'est ni celle de la Grèce ni celle de la dette, mais celle d'un système capitaliste en perdition*".

Mais encore ? Rien, vous n'en saurez pas davantage. Le capitalisme est en "*perdition*", en "*faillite*", pauvre de moi, si tel est bien le cas, je ne me vois pas revendiquer quoi que ce soit, contentons-nous de ce que nous avons et estimons-nous encore heureux, CQFD.

Employons un langage populaire.

- Bordel, c'est à ne plus rien y comprendre, on nous dit que le "*système capitaliste (est) en perdition*", il serait au bord de la ruine, c'est terrible cela, cela ne présage rien de bon, on va encore morfler, et au même moment les capitalistes croulent sous le fric, ils n'ont jamais été aussi riches, c'est dingue cette histoire-là, et il n'y a personne pour m'expliquer ce qui se passe véritablement, qu'est-ce qu'il y a derrière tout cela, je sens qu'on cherche à nous embobiner ou qu'on nous cache la vérité, mais laquelle, merde, décidément je dois être trop con...

- Pas vraiment, vous n'avez tout simplement jamais croisé sur votre chemin un militant qui aille au bout de son analyse ou vous n'avez pas eu la patience de l'écouter jusqu'au bout. Ils sont rares j'en conviens, surtout ceux capables de vous expliquer les choses simplement, faudrait-ils qu'ils commencent par vous écouter, car finalement cette histoire est fort simple à comprendre,

et quand vous l'avez comprise, vous vous apercevez que tout, absolument tout en découle.

- Qu'est-ce que je dois faire alors ?

- Quotidiennement vous faites preuve de détermination et de courage pour vous en sortir ainsi que votre famille, et bien faites preuve de la même détermination pour arriver à comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société, écoutez ce qu'on a vous dire les militants qui se réclament de la révolution socialiste mondiale et peut-être que vous atteindrez cet objectif qui donnera un sens, une direction à votre vie, une véritable raison d'être, de lutter et de ne jamais désespérer...

- Il n'y a pas de faillite du capitalisme proprement dite, il est ainsi fait et vous l'ignorez, son existence est tout simplement incompatible avec la satisfaction des besoins croissants des sept milliards de producteurs et leurs familles dans le monde, de la même manière qu'il l'était déjà quand la population mondiale ne dépassait pas un milliard d'habitants ou moins encore quand il a vu le jour aux alentours du XVIIIe siècle. Il a vu le jour et il s'est développé sur cette base-là justement.

- Non, il n'a jamais changé, il est resté fidèle à lui-même, sinon il n'aurait jamais été ce qu'il est, vous comprenez. On veut vous faire croire que ce serait tel ou tel aspect du capitalisme qui serait en cause aujourd'hui, baliverne, alors que la première crise du capitalisme eut lieu à la Bourse de Londres il y a plus de deux siècles, une crise financière ! (A suivre)

Suite. La causerie que j'avais commencée de rédiger hier soir.

Hier j'aurais mieux de m'abstenir que d'écrire que le POI se distinguait (avec LO) des autres partis, voilà qu'Informations ouvrières (n°183) titre *Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*, mêlant ainsi sa voix à ceux qui pour ne pas avouer ouvertement qu'ils sont incapables de rompre avec le capitalisme et empêcher les travailleurs de saisir l'origine de cette crise, concentre leur attention sur son aspect financier pour ne pas avoir à remonter à son origine, les fondements du capitalisme.

Ce titre pose une autre question déterminante que nous aborderons plus loin.

Non, la politique du capitalisme financier n'est que le produit des fondements et du fonctionnement du capitalisme à un certain stade de l'évolution du capitalisme, conduisant à des crises à répétition et à l'effondrement de ce système économique, caractérisé par une accumulation de capital impossible à placer sur le marché pour engrenger de nouveaux profits à un niveau jugé satisfaisant par une poignée de capitalistes à un pôle, et la paupérisation croissante de la majorité des exploités, dont les revenus trop faibles ou leur niveau d'endettement ayant atteint (ou dépasser) sa limite ne permettent pas de consommer autant ou plus qu'auparavant ou de s'endetter davantage à l'autre pôle.

A lire ce titre on pourrait croire trompeusement, que le capitalisme financier est à l'origine de cette crise et de la situation sociale actuelle. C'est encore confondre cause et effet ou conséquence, ou manifester la volonté de ne traiter que la conséquence sans s'attaquer à son origine, le refrain de tout réformiste qui se respecte.

Si le prolétariat n'est pas homogène, le capitalisme non plus, le capitalisme financier pas davantage, dans la mesure où les membres de l'aristocratie financière se livrent à une guerre impitoyable entre eux à l'échelle mondiale. Chacun veut sa part du gâteau, chacun veut conserver ses parts de marché, chacun aspire à dominer les autres dans le ou plutôt les secteurs d'activité sur lesquels il a jeté son dévolu, si chacun contrôle une part déterminée du secteur financier, il contrôle par là même directement ou indirectement des pans entiers du secteur marchand ou dit productif d'où est extraite directement la plus-value.

Or c'est dans ce secteur productif, auquel on doit associer les services puisqu'ils en sont l'appendice naturel ou indispensable, où se trouvent mis en oeuvre les rapports d'exploitation, les rapports entre les classes et dont l'Etat est le garant pour le compte des capitalistes. D'où au passage la nécessité pour l'aristocratie financière et les capitalistes en général de s'attaquer à l'Etat s'il traîne les pieds à remettre en cause la législation du travail et sociale jugée toujours trop favorable aux travailleurs par rapport à celle qui existe dans d'autres pays.

La division du travail à l'échelle mondiale s'appliquant dorénavant à pratiquement tous les secteurs économiques, il va de soi qu'en fonction de la situation de chaque capitaliste, certains se retrouveront dans une situation plus favorable que les autres, et au final puisque les plus puissants capitalistes commercent à travers le monde, ils ne voient pas pourquoi ils ne bénéficieraient pas dans tous les pays des mêmes avantages que dans les pays où ils réalisent le maximum de profit, de manière à contrecarrer les ambitions de (nouveaux) concurrents qui osent leur damer le pion ou qui pourraient menacer à terme leur suprématie sur le marché mondial.

Il faut ajouter que pour se maintenir à un degré de compétitivité moyen et alimenter en permanence la machine capitaliste à produire des marchandises et des services, les capitalistes doivent sans cesse concevoir de nouveaux besoins, or la recherche et le développement, la mise au point de nouveaux produits, la mise en oeuvre de nouvelles technologies et finalement la construction de nouvelles usines représente un investissement faramineux, sans qu'ils puissent prédire si à terme il sera rentable ou non ou dans quelle proportion, au bout de combien d'années, alors qu'il arrive de plus en plus fréquemment qu'entre la conception

d'un produit et sa commercialisation il se passe quelques années et il se retrouve obsolète ou dépasser par un produit concurrent plus performant ou plus innovant.

Donc pour espérer garder son rang, chaque capitaliste doit être en mesure de tirer le maximum de profit des travailleurs qu'il exploite directement ou indirectement. Pour y parvenir il ne vise pas seulement la baisse de leur revenu et de leurs droits sociaux, c'est l'ensemble de leur mode de vie qu'il entend tirer vers le bas pour conserver la plus grosse part possible du gâteau, des richesses produites.

C'est à cette compétition sans fin que se livrent les capitalistes les plus puissants de la planète, compétition d'autant plus âpre qu'ils ne l'abordent pas tous avec le même handicap ou avantage selon la situation des uns et des autres, ce qui les conduit à faire feu de tout bois pour parvenir absolument à leurs fins.

Cela étant dit, les uns disposent d'une législation et d'outils financiers sur mesure, les autres bénéficient d'un coût du travail parmi les plus bas du monde, tandis que d'autres peinent à disposer de l'un ou l'autre ou les deux à la fois pour bien faire, directement ou indirectement par le biais d'investissements ou de délocalisations dans ces pays.

Les uns et les autres ne sont pas logés à la même enseigne sur le plan de la lutte des classes et des moyens dont la classe dominante dispose pour combattre la classe ouvrière, bref les rapports entre les classes ne sont pas identiques dans tous les pays, notamment du fait de leur histoire ou de leurs particularités.

En conclusion, l'ensemble des capitalistes qui dominent le marché ainsi que ceux qui aspirent à les rejoindre voudraient disposer des conditions les plus favorables pour engranger le maximum de profit, d'où l'offensive généralisée et tout azimut contre les droits et acquis sociaux et politique du prolétariat à l'échelle mondiale.

Ce qui est en cause finalement, c'est l'existence même du capitalisme et non un secteur du capitalisme, le secteur financier pour ne pas le nommer.

Marx avait taillé en pièce le mythe de "*l'accumulation primitive* du capital, pour ainsi dire naturelle, pour ne pas dire divine, qui consistait à légitimer ou justifier l'existence du capitalisme, alors qu'à l'origine la possession des moyens de production a été le produit de l'exploitation des esclaves puis des serfs, de la privatisation ou confiscation des terres de la paysannerie, du recyclage et de l'adaptation du pouvoir économique de la classe féodale (qui se reflète d'ailleurs sur le plan politique puisque les différentes Constitutions ont de fort relents monarchistes) dans le circuit marchand et industriel, de l'exploitation de générations et générations d'ouvriers, hommes, femmes et enfants au cours du XIXe siècle, du pillage des richesses et de la surexploitation des travailleurs dans leurs colonies, des opportunités fournies gracieusement par le législateur à des membres ou des pans de la petite-bourgeoisie d'accéder au rang de bourgeois, etc.

Bref, le capitalisme qu'on le prenne par n'importe quel bout à n'importe quelle époque, est le produit du vol (accumulé) de la force de travail. C'est ce privilège qui doit être aboli.

(il y a une tronçonneuse en action juste devant chez moi depuis déjà un moment, et j'ai toutes les peines du monde à achever ma démonstration !)

Maintenant comment voulez-vous que le niveau de compréhension du capitalisme progresse chez les travailleurs et les militants, si vous vous limitez à l'aspect superficiel de la crise, au passage, sur celui que le gouvernement et les médias (notamment) mettent également en avant afin d'éviter que ni les uns ni les autres ne se posent davantage de questions sur son origine véritable, si vous vous limitez à la dénonciation des méfaits de l'industrie financière, aux conséquences sans aller au bout de votre analyse, c'est impossible. Car le lien entre les besoins exprimés par le capital et son offensive contre le prolétariat, la contradiction ou le paradoxe qui se résume à trop de richesse d'un côté et trop de pauvreté de l'autre, n'est compréhensible que si on relie la cause à l'effet, que si on explique précisément en quoi consiste cette cause, cette formidable injustice, ce privilège illégitime qui est à la base de toutes les inégalités, d'ailleurs, c'est sous cet aspect cru, violent, cynique et dépouillé de scrupules que ce privilège inouï est mis en oeuvre pour frapper indistinctement toutes les couches de travailleurs. (A suivre)

Il y en a plus d'un parmi vous qui se demande où je vais chercher tout cela, où je trouve cette énergie, etc. car l'actualisation quotidienne du site représente un énorme boulot. L'expérience, l'habitude de se poser des questions, je la tiens de là ma légitimité, puis-je ajouter, le socialisme aussi....

Je n'ai plus le temps, demain on verra pourquoi et comment l'argument des agences de notation et l'histoire du triple A ne tient la route, pas étonnant que la confédération des opportunistes réunis s'engouffre dedans. A partir de faits précis intervenus les derniers jours, je vous mets sur la piste, observez le comportement de la Bourse, les taux des obligations françaises...

Recyclage. Le FdG en " sous-traitant du PS. Les flancs-gardes d'une manipulation des masses.

L'électorat du Front de gauche se reporte très massivement vers Hollande, dans les projections de second tour. Membre de la gauche du PS, le président du conseil général de l'Essonne Jérôme Guedj tempère: *«Je préférerais qu'il n'y ait pas de sous-traitance implicite et que cet électorat de gauche se retrouve sur François Hollande dès le premier tour.»*

Pour Hollande, il faudrait que cette situation ne change pas. Contenir Mélenchon, c'est la mission que se sont donnée les plus à gauche des socialistes. *«On lui assure un flanc gauche qui évite que certains électeurs se tournent vers Mélenchon»*, assure Benoît Hamon. (lefigaro.fr 20.01)

En 1981, la "gauche" du PS remplissait déjà le même rôle vis-à-vis du PC...

Le "miracle" allemand est en réalité un mirage, un cauchemar...

Le nombre de travailleurs intérimaires en Allemagne a augmenté de 13 % en un an, atteignant 910 000 personnes en juin 2011, selon les dernières statistiques révélées vendredi 20 janvier par l'agence fédérale pour l'emploi, qui indique par ailleurs que la moitié de ces contrats intérimaires durent moins de trois mois. (lemonde.fr 20.01)

Commentaire d'un internaute allemand.

- *"Tout va très bien en RFA, madame la marquise, l'espérance de vie diminue, les allocations-chômages sont réduites au minimum, un tiers des enfants est sous-alimenté, le reste est devenu obèse ; beaucoup de nos petits chômeurs travaillent désormais pour 1 euro de l'heure, et avec ça nous sommes enviés par toute l'Europe. Que demander de plus ?"*

Museler Internet, au-delà, toute opposition aux maîtres du monde qui le conduisent à l'abîme.

1- Le site de téléchargement de fichiers Megaupload.com a été rendu inaccessible jeudi par le gouvernement américain, conséquence de poursuites engagées par la justice contre plusieurs responsables du site accusés de violation du droit d'auteur.

Cette décision, qui frappe l'un des plus importants sites de téléchargement au monde, survient alors que deux projets de loi visant à renforcer la lutte contre le téléchargement illégal aux Etats-Unis met internet en ébullition. (Reuters 20.01)

2- Le 24 janvier, le Sénat va voter un projet, le SOPA, qui autorise le Secrétaire à la Justice à incriminer tout site Web dont le contenu serait considéré comme illégal ou dangereux pour le gouvernement des États-Unis. Selon le texte en débat, le simple fait de placer un article dans un réseau social peut justifier l'intervention de la Justice de Washington.

La loi, théoriquement motivée par la nécessité de combattre le piratage numérique, sera de portée mondiale. En d'autres termes, si un Web européen, asiatique ou africain publie quelque chose que les autorités nord-américaines considèrent comme « dangereux » il peut être bloqué aux États-Unis par décision de la justice d'Obama. (mondialisation.ca 16.01)

Une manipulation qui a fait long feu.

Gilles Jacquier, le journaliste français tué à Homs, en Syrie, le 11 janvier, aurait été victime d'une bavure des insurgés syriens, selon Le Figaro, qui précise tenir l'information d'un responsable de la Ligue arabe.

Le jour de sa mort, un dirigeant d'une organisation des droits de l'Homme de Homs a confié à un responsable de l'opposition syrienne en France -tous deux souhaitent garder l'anonymat pour des raisons de sécurité- qu'il s'agissait d'"une grosse bourde" commise par les adversaires de Bachar al Assad, rapporte vendredi Le Figaro sur son site internet.

Un responsable de la Ligue arabe a confirmé cette version vendredi au Figaro : *"Nous savons désormais qu'il y a eu une bavure commise par l'Armée syrienne libre. L'ASL a été poussée à la faute par les miliciens pro-Assad, qui défiaient ses hommes depuis plusieurs jours. Les déserteurs ont voulu leur donner une leçon et leur faire peur. Nous savons que les tirs sont venus de Bab Sbah"*, un bastion de l'opposition.

Gilles Jacquier a été tué dans une attaque au mortier qui a fait au total huit morts et 25 blessés alors qu'il effectuait un reportage avec l'accord du gouvernement syrien. (Reuters 20.01)

Comme quoi il n'est pas inutile de lire les articles du Réseau Voltaire et de Mondialisation.ca, notamment, avec un certain recul précisons, mais nous nous sommes déjà suffisamment expliqué sur ce sujet dans de précédentes causeries.

Actualité en titres

C'est encore un honneur !

- Deux mois de prison avec sursis pour avoir crié «*fil de pute*» à Sarkozy 20minutes.fr
- Borloo-Sarkozy : pacsés d'ici le 3 mars ? - LePoint.fr

Quand ils perdent la tête.

- Découverte de deux têtes de cochon sur le chantier d'une mosquée à Nanterre AFP

Une plainte pour "*injures publiques à caractère religieux*" a été déposée.

- Bernard Thibault ne briguera pas un nouveau mandat à la tête de la CGT - 20minutes.fr
- De l'Afghanistan à l'Iran, Sarkozy dresse un sombre inventaire du monde - AFP Arnaud Montebourg se drape du "soutien-gorge tricolore" chez les Lejaby AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le président de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer (UMP) a annoncé vendredi à Berlin que le fonds de secours financier permanent de la zone euro (MES) serait ratifié par les députés en février. (AFP 20.01)

C'était initialement prévu avant le 31 décembre 2011, mais il semble qu'ils aient rencontré quelques petites problèmes depuis...

2- Italie

2.1- Tout doit y passer...

A l'issue d'un conseil des ministres de plus de huit heures, M. Monti a annoncé à la presse à Rome l'adoption de ces "*réformes structurelles*" pour relancer la croissance qui "*a été freinée durant des décennies*" en Italie en particulier en raison de "*l'insuffisance de la concurrence*".

Le chef du gouvernement a jugé à la télévision, en s'appuyant sur des études de l'OCDE et de la Banque d'Italie, que si l'Italie parvenait au même "*degré de flexibilité*" dans les services que dans d'autres pays, "*il y aura une augmentation de 10% de la productivité et de 10% du PIB au cours des prochaines années*".

Taxis, pharmacies, transports publics locaux, distribution d'essence, gaz, professions libérales, assurance, banques... : les secteurs qui seront plus ouverts à la concurrence sont nombreux.

Ce plan prévoit notamment l'augmentation du nombre des pharmacies et des notaires, une probable hausse du nombre de licences de taxis, la liberté pour les propriétaires de stations-service de s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix ou encore l'abolition des tarifs minimums des avocats ou des notaires...

Afin de faire baisser les prix du gaz en renforçant la concurrence, le gouvernement va par ailleurs imposer au géant de l'énergie ENI de céder le réseau de transport Snam Rete Gas.

Outre les libéralisations, le plan adopté vendredi contient des mesures pour relancer les infrastructures.

Le troisième grand "*obstacle*" de l'économie italienne, les "*procédures administratives compliquées*", seront au centre d'un plan de "*simplifications*" qui sera adopté la "*semaine prochaine*", a encore dit M. Monti.

Mais les corporations les plus touchées sont sur le pied de guerre face à ces mesures.

Les chauffeurs de taxis ont multiplié ces derniers jours les grèves et une nouvelle journée de protestation est prévue lundi.

Les organisations de distributeurs d'essence et les avocats ont aussi annoncé des mouvements de grève tandis que l'organisation de pharmaciens Federfarma n'exclut pas des formes "*extrêmes de protestation*".

M. Monti devra maintenant faire entériner son plan par le Parlement sans qu'il soit dénaturé, alors que ces corporations comptent de nombreux relais dans la classe politique, surtout à droite. Silvio Berlusconi a d'ores et déjà indiqué que son parti se réservait la "*possibilité de modifier*" ces mesures.

Hormis les libéralisations, l'autre priorité de Mario Monti est la réforme du marché du travail, un autre sujet très sensible sur lequel le gouvernement a convoqué les partenaires sociaux pour une table ronde lundi. (AFP 20.01)

2.2- ... sauf :

Selon le dernier inventaire officiel des 4 214 bases militaires que les USA ont sur leur propre territoire et des 611 bases militaires qu'ils entretiennent dans d'autres pays (Base Structure Report 2011) En Italie, le Pentagone possède 1 395 immeubles et 1 062 autres en location ou en concession, pour une superficie totale de presque 2 millions de mètres carrés. Ceux-ci sont distribués en 40 sites principaux, auxquels s'en ajoutent d'autres mineurs, portant le total à 60.

Ce qui signifie qu'après le Vatican, le plus gros propriétaire immobilier en Italie est le Pentagone. (Réseau Voltaire 17.01)

3- Portugal

Le Premier ministre portugais a admis vendredi que son pays, sous assistance financière, traversait "*un moment réellement critique*" espérant toutefois qu'il pourrait enregistrer en 2012 un excédent commercial alors qu'il mise sur les exportations pour relancer son économie.

Le pays mise fortement sur ses exportations pour relancer une économie en berne qui devrait enregistrer une récession de 13,1% en 2012 avec un chômage record à 13,4%, selon les prévisions officielles.

Le chef du gouvernement s'est en outre félicité de l'accord obtenu cette semaine, qui réforme profondément le code du travail en assouplissant les horaires et en simplifiant les licenciements, dans le cadre des mesures d'austérité du plan de sauvetage du Portugal. (AFP 20.01)

4- Syrie

4.1- La conférence de presse du ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, sur le bilan de la diplomatie russe en 2011 a été l'occasion d'un rappel au droit international. Concernant la Syrie, le ministre a répété que Moscou ne laisserait pas le Conseil de sécurité légaliser une agression, ni même des sanctions, et qu'il continuerait à commercer avec Damas. De son côté, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a apporté son soutien aux observateurs de la Ligue arabe et a affirmé que leur présence est bénéfique.

Si la fermeté de la Russie est accueillie avec empathie par la presse allemande et vaticane, elle est incomprise par le reste de la presse européenne qui persiste à battre les tambours de la guerre en évoquant une « urgence humanitaire », et préfère traiter les nouvelles sanctions édictées unilatéralement par l'Union européenne.

- Dans Le Figaro, Georges Malbrunot assure que des officiers de la Garde républicaine syrienne sont en formation à Téhéran. Ce faisant, l'auteur dément ses imputations précédentes selon lesquelles les Gardiens de la Révolution iranienne seraient venus réprimer des manifestations en Syrie.

- Le Financial Times Deutschland estime que les événements en Syrie ont provoqué, en 2011, une récession de 2 %. Le Wall Street Journal a enquêté sur la manière dont la Russie et l'Iran permettent à la Syrie de contourner l'embargo unilatéral sur le pétrole et les armes décrété par l'Union européenne et les USA. Quoi qu'il en soit, selon le Daily Star de Beyrouth, la livre syrienne s'est considérablement dévaluée. Il en fallait 47 pour acheter un dollar avant les événements, il en faut maintenant 60 dans les banques syriennes, voire 71 dans les banques étrangères.

- L'Orient-Le Jour rapporte que les événements de Syrie ont cassé la croissance du Liban. Elle était de 8,3 % en moyenne durant les quatre ans, avant de chuter à 1,6 % en 2011.

- Le Temps (Suisse) publie un entretien avec Anouar Malek, un ex-observateur de la Ligue arabe, qui prétend être témoin oculaire de crimes commis par l'administration Assad. Cette publication surprend, dans la mesure où, après avoir bénéficié d'un effet de surprise, M. Malek est considéré par la presse atlantique elle-même comme un personnage douteux.

- Michael Young rappelle dans The National (Émirats) qu'il existe trois précédents d'intervention militaire arabe contre ou dans un autre État arabe : la fin de la guerre civile libanaise, Tempête du désert, et la récente guerre de Libye. Il en conclut qu'en l'absence de large consensus, ce type d'opération exacerbe les tensions régionales au lieu de les résoudre. (Réseau Voltaire 19.01)

4.2- La presse attend que la Ligue arabe publie le rapport de ses observateurs. Chaque puissance y va de son commentaire : le Qatar, la Turquie et la France espèrent que le document sera accablant et qu'il sera transmis au Conseil de sécurité afin que celui-ci autorise une intervention militaire. Au contraire, la Chine préconise une prolongation de la mission des observateurs, tandis que la Russie a déjà indiqué qu'elle s'opposerait à toute résolution du Conseil de sécurité édictant des sanctions, voire autorisant la guerre.

Sur le terrain militaire, l'armée nationale syrienne a abandonné la ville de Zabadani (proche du Liban) aux rebelles.

Pour la première fois depuis longtemps, aucun message particulier ne se dégage de cette revue de presse. Il est cependant beaucoup trop tôt pour conclure que le service de communication de la Maison-Blanche a abandonné ce dossier.

La presse française (hebdomadaires et télévision) revient largement sur la mort de Gilles Jacquier. Les journalistes qui faisaient partie de la même équipe que lui accusent le gouvernement syrien et s'en prennent à la religieuse qui avait facilité l'obtention de leurs visas, tandis que ses collègues de France-Télévision adoptent une position nuancée et éludent ses relations avec le renseignement militaire. Ce traitement laisse à penser que le ministère de la Défense a repris en main des initiatives qui lui échappaient.

- Dans Le Figaro, le professeur Mohammed Ayoob observe que la volonté turque de conserver son enracinement dans l'OTAN tout en étendant son influence dans le monde arabe l'a mise en concurrence avec l'Iran. C'est cette rivalité qui expliquerait le revirement politique d'Ankara contre Damas.

- Après Le Temps (Suisse), c'est au tour de Libération (France) de donner la parole à l'ex-observateur de la Ligue arabe Anouar Malek, malgré le discrédit qui le frappe dans le monde arabe.

- Dans Marianne (France) le chroniqueur et ancien ambassadeur d'Israël Elie Barnavi assure que les chrétiens d'Orient sont condamnés à disparaître : ils s'accrochent à la dictature syrienne qui les protège, mais ils seront emportés avec elle.

- Dans Gulf News, le professeur Marwan Kaban note que la Syrie est encore bien loin de la guerre civile car les zones sous contrôle rebelle se limitent à quelques poches et l'ensemble du système sécuritaire fait bloc derrière le gouvernement. Cependant, poursuit-il, la crise met à jour les faiblesses endémiques de la société, notamment la prévalence des liens familiaux et confessionnels sur ceux de la citoyenneté. (Réseau Voltaire 20.01)

Social

France

1- Cofinoga : 433 licenciements en perspective.

Le comité central d'entreprise de Cofinoga a annoncé vendredi matin que les postes supprimés au sein la société de crédit à la consommation s'élevaient à 433, net, a indiqué vendredi la direction dans un communiqué.

Jean-Louis Gayon, délégué CGT du personnel, a indiqué que la moyenne d'âge au sein de la société était de 41 ans et que peu de salariés se trouvaient en fin de carrière. *'Ils ne pourront pas jouer massivement sur un plan de départs en pré-retraite'*, a indiqué M. Gayon. *'Cette entreprise ne perd pas d'argent, elle gagne moins mais nous avons deux actionnaires, les Galeries Lafayette et la BNP, cette dernière fait 7 milliards de bénéfice, on ne peut pas lui laisser faire ça'*, a ajouté M. Gayon. (lemonde.fr 20.01)

2- Régime policier. Liberté surveillée.

Le député-maire UMP de Nice, Christian Estrosi, a annoncé jeudi soir le renforcement du dispositif de sécurité publique dans sa ville, l'une des plus vidéosurveillées de France, avec la future installation de "caméras nomades" et d'un système de "vidéosurveillance intelligente" (VSI).

L'écu a confirmé pour 2012 la mise en place de 125 nouvelles caméras, dont cinq nomades qui auront "pour objectif de répondre ponctuellement à des besoins conjoncturels" (dépôts sauvages d'ordures, dégradations dans un périmètre donné, etc.), a-t-on appris auprès de la mairie.

Le dispositif passera ainsi à 744 caméras à la fin 2012. Le procureur de la République de Nice, Eric de Montgolfier, s'est récemment interrogé sur l'utilité de ces caméras pour la justice, doutant de leurs vertus préventives.

Concernant la VSI, un "progiciel" permettra "de détecter automatiquement et en temps réel, à partir de flux vidéo issus des caméras de vidéosurveillance, tout comportement +anormal+", notamment la présence de colis suspects, d'un attroupement ou d'un mouvement de foule.

Une "Brigade d'intervention pour la tranquillité publique", constituée de policiers municipaux, va par ailleurs être créée - à effectif constant cependant -, consistant en une brigade spécialisée dédiée aux "atteintes à la tranquillité publique" (groupe bruyant au bas d'un immeuble par exemple). Elle sera opérationnelle courant février.

La police municipale de Nice, 5e ville de France, est la première du pays, avec 380 agents, soit un pour 610 habitants, contre 1 pour 1.400 à Lyon par exemple. (AFP 20.01)

Economie

BCE

Les médias parlent beaucoup des banques privées impliquées dans le problème des dettes souveraines grecques. On a tendance à oublier le fait que la Banque centrale européenne possède, elle aussi, une quantité non négligeable de ces obligations grecques. En réalité, depuis mai 2010, la BCE en a absorbé environ 50 à 55 milliards d'euros. Car quelque chose a bien changé depuis l'arrivée de Mario Draghi. Ce changement explique d'ailleurs la tenue des indices boursiers européens.

Sans le dire, la BCE fait tourner la planche à billets. L'arrivée de Mario Draghi et sa perestroïka au sein de la BCE ne sont, bien évidemment, absolument pas du goût des Allemands. La BCE distribue de l'argent aux banques privées qui achètent des obligations (qui deviendront pourries) sur des échéances courtes à des Etats en difficulté. Cela permet de freiner la tension sur les taux courts, mais la photographie des taux longs n'est pas aussi idyllique. Cela fait aussi plaisir à certains hommes politiques qui bénéficient de taux moins forts qu'avant une dégradation faite par une agence de notation... Mais tout cela n'est que montage court terme.

Les banquiers privés ne sont pas fous et savent pertinemment que nous sommes en sursis. On ne fait que décaler la catastrophe financière de quelques semaines. Ce changement s'est particulièrement opéré vers la période de Noël, ce que Trader Noé laissait à entendre en parlant des 3300 et 3400 pour le CAC40 et de la remontée probable du SP500. Depuis ? L'argent coule dans un trou sans fond.

Si les banquiers centraux européens ont décidé de passer outre (sans le dire) les propres règles qu'ils s'étaient imposées, ils refusent cependant de participer à la restructuration volontaire de la dette grecque, dans laquelle sont actuellement engagés les investisseurs privés et qui pourrait se traduire pour ces derniers par une perte de 50% voire 60% de leurs investissements. On appréciera...

Pourquoi ? Parce que personne n'a le désir d'échanger les titres grecs contre de nouvelles obligations d'une durée très supérieure (jusqu'à 30 ans) et avec des taux inférieurs, de 5% ou 6%. Cela signifie clairement une perte sèche ! Et, en général, les banquiers n'aiment pas ça. On est donc dans la gestion au jour le jour sans aucune perspective de stabilité fondamentale.

Il est intéressant tout de même de rappeler qu'au début de cette affaire, en octobre 2010, Jean-Claude Trichet (alors président de la BCE) s'y était opposé de façon catégorique. Lorsque, à Deauville, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont mis d'accord, il a parlé de « *bêtise* » et il a eu raison. Il est bien vrai que cet accord a eu pour conséquence de mettre à mal l'Italie et l'Espagne par la suite.

La BCE refuse donc de participer à la table des négociations entre le gouvernement grec et ses créanciers, alors qu'elle est pourtant en première ligne. Elle refuse d'entendre parler de restructuration. Ce qui se comprend d'une certaine façon : cela voudrait dire alors qu'elle "pénalise indirectement les autres pays de la zone euro dont elle a acheté des titres sur le marché secondaire... une broutille de 200 milliards d'euros au total, dont une part importante de l'Etat italien et de l'Espagne".

En refusant de reconnaître des pertes d'au moins 20 milliards d'euros sur ses obligations grecques, la BCE ne veut tout bonnement pas tendre la main et demander la quête aux Etats qui colmatent déjà (donc les contribuables) les pertes des banquiers quand ils jouent au casino de la bourse des produits made in USA et font des pertes abyssales. (liesi 20.01)

2- Etats-Unis

Les obligations du Trésor américain détenues par quelques Etats. (B = billion, pour un milliard)

Chine : 1175,3 B\$ en octobre 2010, 1132,6 B\$ en novembre 2011.

Japon : de 1038 B\$ à 875 B\$

GB : de 428 B\$ à 242 B\$
Russie : de 176 B\$ à 80 B\$.

La Fed est obligée de racheter les Obligations américaines en sous-main, qui viennent s'accumuler dans son bilan, qui gonfle dangereusement. (source : liesi 19.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 janvier

CAUSERIE

Manipulation. OpinionWay et le Figaro à la manoeuvre. Mode d'emploi

Selon le sondage OpinionWay Fiducial pour Le Figaro et LCI, les cinq annonces du chef de l'État sont bien, voire très bien accueillies. (source : lefigaro.fr 20.01)

Aux questions posées, les personnes interrogées pouvaient répondre de cinq manières différentes :

- 1- Une très bonne mesure ;
- 2- Une assez bonne mesure ;
- 3- Une assez mauvaise mesure ;
- 4- Une très mauvaise mesure ;
- 5- Ne se prononce pas.

A toutes les questions posées, c'est la deuxième réponse qui a choisi par 42 à 51% des personnes interrogées. Pourquoi, parce que naturellement ou spontanément quand vous êtes face à un problème vous ne pouvez pas imaginer qu'il n'existe pas au moins une façon de la régler de façon plus ou moins satisfaisante ou plus satisfaisante que les autres ou ne rien faire qui serait la pire solution.

Et puis, puisqu'il y aurait du bon et du mauvais en toute chose, pourquoi ne pas favoriser le bon ou voir ce que l'on estime être le bon côté des choses histoire de garder espoir que les choses s'arrangeront, comment on n'en sait rien, peu importe, la plupart des gens ne se posent pas davantage de questions, il ne faut pas se leurrer et nos manipulateurs professionnels le savent très bien.

Par nature nous sommes optimiste, sinon il ne nous reste plus qu'à se loger une balle dans la tête, c'est là-dessus que joue ou sur quoi repose ce sondage, afin de faire croire à une adhésion massive de la population aux mesures annoncées par Sarkozy. Si on ajoute la manière dont les questions sont formulées, on obtient forcément le résultat escompté.

Prenons une de ces questions : *Développer le plan de formation pour des jeunes très éloignés de l'emploi*. Tout le monde est favorable à la formation des jeunes leur permettant d'obtenir un emploi, théoriquement seulement, puisqu'il existe un chômage de masse dans le pays, mais cet élément passe au second plan, il ne figure pas dans la question et les personnes interrogées n'y pensent pas non plus, de la même manière qu'ils ignorent le contenu exact des mesures annoncées par Sarkozy, ainsi que ce qu'elles impliquent, leur véritablement signification une fois qu'on les relie à la perspective économique dans laquelle elles s'inscrivent.

Dans ce sondage et on aurait peut-être pu commencer par là, la manipulation commence dès la question qui encadre ce sondage : *Nicolas Sarkozy, lors du sommet social, a annoncé une série de mesures d'urgence pour l'emploi. Pour chacune des mesures suivantes, dites-nous si vous considérez que c'est une bonne mesure ou une mauvaise mesure ?*. Autrement dit, la personne interrogée peut confondre et se prononcer, non pas sur le contenu de la mesure annoncée par Sarkzoy mais sur l'énoncé de la mesure, l'intérêt porté à la formation des jeunes pour reprendre l'une de ces mesures citée plus haut, d'autant plus facilement que le mot mesure figure quatre fois dans cette question, alors que la personne interrogée n'aura pas à l'esprit le contenu précis des mesures annoncées par Sarkozy.

Ils auraient posé la question êtes-vous pour ou contre le chômage et les fermetures d'entreprises, qu'ils auraient obtenu le même résultat, en y mettant la manière, la manipulation est possible, pas sûr que cela servira à grand chose, les conditions objectives ayant toujours le dernier mot.

Mélenchonade.

Interview du journal *Le Monde* paru le 21 janvier. Extraits.

"Pour la première fois, vous avez une élection dans laquelle le candidat du PS n'a strictement rien à proposer au grand nombre. Rien.", la troisième fois après 2002 et 2007, peu importe, un peu de "grain à moudre" pour faire illusion serait le bienvenu on a compris.

Question : Y a-t-il des choses compatibles entre François Hollande et vous ?

Réponse : Par la force des choses, il devrait y en avoir. Mais rien de ce que nous disons ne leur convient. Pourtant, ils vont devoir faire des choix. Ils sont repartis sur le schéma de campagne de Jospin. Ils pensent que Sarkozy est battu d'avance et qu'il ne faut rien dire qui empêche des centristes, ou certains électeurs de droite, de voter pour eux. Voilà leur stratégie. Peut-être M. Sarkozy est-il battu d'avance, je ne sais pas. Mais ce qui est une erreur, pour un pouvoir de gauche, c'est d'affronter une crise du capitalisme sans rien construire d'idéologique. (...)

La référence à Jospin confirme ce que j'ai précisé plus haut, ensuite, il est faux d'affirmer que le PS ne se rallierait pas à une idéologie, il en a une, il marche dans les pas de l'UMP et il a adopté le marché, le capitalisme qu'est-ce qu'il lui faut de plus à Mélenchon ? Cela saute peut-être trop aux yeux et fait mauvais effet, c'est cela qui dérange Mélenchon et rien d'autres, quand on prétend que par "*la force des choses*" on est "*compatible*" avec un parti qui roule ouvertement pour le capital, c'est qu'on roule également pour lui, en y mettant la forme, Mélenchon reproche à monsieur Hollande de faire preuve de mauvaise volonté sur ce plan-là, c'est tout.

Mélenchon poursuivait ainsi "*Le flou actuel du PS nous pousse à redoubler d'efforts, non pas face au PS ou contre le PS, mais pour organiser le grand nombre qui est désorienté, désemparé.*". On a compris que vous n'étiez pas contre le PS et que vous étiez prêt à marcher et frapper les travailleurs main dans la main, quant au programme du PS il n'est pas "*flou*", il est calqué pour ce qui est des grandes lignes sur celui de l'UMP. Mélenchon joue le rôle de rabatteur pour le PS, il se plaint que le PS n'y mette pas vraiment du sien, voilà tout.

Mélenchon candidat du PS, c'est lui-même qui le dit !

Répondant à une autre chose, il a dit "*C'est quoi le socialisme pour eux ? Le contrat de génération ? Pour moi, c'est la planification écologique, la VIe République, les conquêtes sociales... En ce sens, je me trouve être aussi un candidat des socialistes.*", autrement dit Montebourg est un socialiste, donc en réalité aucun d'entre eux ne l'est, pas même Mélenchon, un socialiste bourgeois s'il y tient.

Il avoue ou admet à sa manière que le PS est étranger à la classe ouvrière.

"*La gauche que je veux entraîner n'a pas d'avenir si elle ne reprend pas le terrain dans le peuple.*", entendez par gauche le PS et ses électeurs potentiels de la première heure dans lesquels ne figurent aucun ouvrier. Il roule pour le PS, on le savait, il le confirme, merci de cette précision monsieur Mélenchon.

Et de continuer "*En milieu populaire, il y a le FN et nous.* ", admettons, on voit le résultat ! Heureusement qu'il y a les militants du POI, du NPA, de LO et dans une moindre mesure du PCF et d'autres formations politiques.

Suite de la causerie d'hier sur la crise du capitalisme

Vous disposez dans le site d'un nombre considérable d'articles, de données et d'analyses économiques de sources diverses, auxquels il est possible de se référer afin de vérifier la validité des arguments, des théories ou des analyses que les différents partis ouvriers vous proposent.

Les récapituler est facile puisqu'ils sont au nombre de deux seulement, entre ceux qui ne voient dans cette crise qu'une crise financière et ceux qui y voient une crise du système capitaliste tout en la réduisant à une crise financière. Vous me direz que cela revient au même, dans une certaine mesure c'est ce que l'on peut en conclure.

Le 14 janvier Philippe Poutou (NPA) déclarait "*Les agences de notation exigent de nouvelles mesures antisociales*", quant au POI, il titrait le 19 "*Le capital financier entend dicter sa loi aux candidats à la présidentielle*" et dans son éditorial, D. Gluckstein embrayait "*L'abaissement de la notation de la France par Standard and Poor's...*". Nous sommes bien dans le cas de figure évoqué plus haut.

Sauf que voilà, depuis la dégradation de la note de la France par une seule agence de notation, Standard and Poor's, la Bourse ne s'est pas effondrée et les marchés ne se sont pas attaqués à l'économie française. Au contraire. Pas de bol décidément pour nos dirigeants ! Vérifions-le immédiatement.

1- L'Agence France Trésor a émis des obligations à des taux en baisse, malgré la dégradation par Standard & Poor's.

L'Agence France Trésor (AFT), qui gère la dette de la France, a annoncé jeudi 19 janvier avoir levé, comme prévu, 9,463 milliards d'euros sur des échéances moyen et long terme avec des taux en net repli, malgré la perte du triple A de la France.

Le premier appel au marché de la matinée sur des échéances à moyen terme s'est réalisé avec succès, la demande des investisseurs ayant été en moyenne plus de deux fois supérieure à l'offre et les taux sont ressortis en nette baisse. Sur les échéances plus longues et indexées sur l'inflation (2016, 2022 et 2040), émises un peu plus tard, l'accueil du marché a été également largement satisfaisant avec une demande des investisseurs entre deux et trois fois supérieure à l'offre et des taux en nette baisse également.

Sur la ligne de BTANi (Bons du trésor à taux fixe et intérêts annuels indexés sur l'inflation) à 0,45% à échéance le 25 juillet 2016, le taux moyen pondéré est ressorti à 0,13% contre 1,78% lors de la dernière adjudication comparable le 17 novembre 2011.

Sur la ligne d'OATei (obligations assimilables du Trésor indexées sur l'inflation européenne hors tabac) à 1,10% à échéance le 25 juillet 2022 le taux moyen est ressorti à 1,07% contre 2,32% le 17 novembre.

Le marché continue d'être insensible à la dégradation vendredi dernier, par l'agence Standard & Poor's, de la note souveraine espagnole, de deux crans (à A). Sur l'échéance-phare des obligations à 10 ans, le Trésor avait dû, lors de la dernière émission similaire le 17 novembre, accorder un taux d'intérêt de 6,975%, très proche du seuil symbolique des 7%, dans un climat de tension extrême sur les marchés. Ce chiffre était un record depuis la création de la zone euro. Jeudi, le taux a chuté à 5,403%, un niveau similaire à celui que négociait l'Espagne en octobre dernier. (www.challenges.fr 19.01)

2- La perte du triple A de la France n'a pas eu d'effet immédiat sur le taux des obligations émises par l'Etat français (taux à 10 ans). Mais l'écart avec le taux allemand ne cesse de se resserrer.

La semaine dernière il était de 130 points, et aujourd'hui il n'est plus que de 120. Cet écart de taux entre la France et l'Allemagne est très surveillé par les investisseurs puisqu'il mesure la prime de risque entre les dettes. (Atlantico.fr 17.01)

3- Sans réaction à la perte du triple A français, la Bourse de Paris reprend doucement confiance dans la zone euro, une sérénité qui pourrait être entretenue la semaine prochaine en cas d'accord en Grèce avec les banques.

Sur la semaine écoulée, le CAC 40 a pris 3,91% pour terminer vendredi à 3.321,50 points. Depuis le 1er janvier, il s'affiche en hausse de 5,12%.

Le marché parisien est allé de l'avant, alors même que l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé vendredi 13 janvier la note de plusieurs pays en zone euro et privé la France de son AAA, reléguée à AA+.

Ce verdict n'a pas surpris les investisseurs, qui l'avait largement anticipé. Ils semblent même davantage optimistes sur la situation en zone euro. (Reuters 21.01)

On notera, que les marchés avaient anticipé cette baisse, à moins que ce ne soit la dégradation de la situation dans la zone euro, peu importe, il n'en demeure pas moins que depuis le 13 janvier ou le début de l'année on n'a pas assisté à une envolée des taux d'intérêt des obligations françaises ou à un effondrement de la Bourse, mais bien plutôt à un mouvement inverse. Provoisire peut-être, sans doute, assurément, leur offensive contre la classe ouvrière va se poursuivre, qui en douterait, à partir de là on peut se perdre en conjecture ou extrapoler dans le vide à l'infini, sans qu'on soit plus avancé pour autant, ce n'est ni notre propos ni notre objectif.

D'ailleurs, que ces agences de notation existent ou non n'y changerait rien. Quand le Parti radical siffla la fin de la partie du Front populaire, ce fut à la demande des barons de la finance et de l'industrie en faisant chuter brutalement la Bourse, ce sont donc ceux qui détiennent les cordons de la bourse qui mènent la danse et non leurs hommes de paille représentés ici par les agences de notation.

Nos anticapitalistes de service sont bien sympathiques au demeurant, mais on a comme l'impression que lorsque ce sont les fondements du capitalisme qui sont mis à nu par la crise, ils désertent subitement ou deviennent muets sur le sujet. La crise nous procure les moyens de délivrer aux masses une leçon de chose grandeur nature, sur le tas, sur le vif, et l'on devrait se passer de cette occasion extraordinaire de leur enseigner comment fonctionne le capitalisme pour ne finalement n'aborder que la superficie des choses, alors qu'on dispose des moyens de remonter à l'origine du problème auquel nous sommes confrontés au même titre que les capitalistes mais avec des motivations et des intérêts opposées. Laisser filer cette occasion serait un crime impardonnable !

La crise est le produit d'un processus dialectique conduisant à l'affrontement des pôles d'une contradiction. L'irruption violente de cette contradiction prend la forme d'une crise, la crise en est que la partie émergée, visible, qui à elle-seule ne permet pas de comprendre ni comment ni pourquoi elle est survenue, donc si on ne la traite qu'à ce niveau-là, c'est-à-dire déconnecté de sa véritable origine, les rapports sociaux de production, et du processus qui y a conduit, on n'aura pas avancé dans la compréhension du fonctionnement du capitalisme, autrement dit on en retirera aucun enseignement.

C'est cet aspect que je dénonce principalement, la manière dont elle est présentée qui s'évèrera contre-productive à l'arrivée pour n'avoir pas répondu aux questions que les travailleurs se posent, leur souhait légitime de comprendre ce qui se passe véritablement, au lieu de leur servir des lieux communs qui ne font qu'effleurer la réalité.

L'effondrement du capitalisme se manifeste sous la forme d'un effondrement social, et mes contradicteurs d'embrayer que c'est pour cette raison qu'ils l'abordent sous cet angle-là. Pour ceux qui savent lire, je ne prétends pas autre chose, de la même manière que j'ai toujours affirmé qu'on devait défendre chaque droit ou acquis social.

Je dis simplement qu'on ne peut pas se contenter de l'aborder sous cet angle-là, auquel cas cela revient à n'aborder que les conséquences de cette crise, la partie superficielle des choses sans jamais parvenir à son origine, donc à pouvoir la comprendre. On retrouve le même travers quand on livre un combat sur une revendication sans le situer dans la perspective du renversement du capitalisme, en se refusant de lui donner une direction et un contenu politique, précisons pour ceux qui l'ignoraient encore ou qui l'aurait oublié au fil du temps, partagé par les syndicats et les partis, car à ma connaissance l'objectif de l'émancipation du capital figure au programme du syndicalisme, peu importe que les autres militants ou partis ne s'y réfèrent pas, nous n'en faisons pas un préalable à l'unité d'action.

Par contre c'est le devoir de tout militant qui se dit anticapitaliste, révolutionnaire, marxiste ou léninisme d'intégrer cette perspective dans son combat (syndical ou politique) ou de la porter continuellement à la connaissance des travailleurs, parce que pour le militant combattant pour le socialisme et qui ose prétendre représenter l'avant-garde du prolétariat, l'essentiel n'est pas de gagner une bataille mais d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs et de recruter ceux qui au cours d'une bataille auront témoigné la plus ferme détermination ou manifesté des dispositions à rompre avec le capitalisme, notre priorité absolue demeurant la construction du parti, ainsi la tactique demeure bien subordonnée à la stratégie, et ne pas le faire sous n'importe quel prétexte revient à s'aligner sur le réformisme qui colporte les pires illusions qui soient sur le capitalisme, à se transformer en vulgaire trade-unioniste aurait dit Lénine.

Il faut bien se dire que si l'on se refuse ou qu'on est incapable de donner un contenu révolutionnaire au combat que nous menons, il aura un contenu réactionnaire ou qui s'inscrit dans le cadre et la perspective de la préservation du régime, donc contraire à l'objectif que nous nous sommes fixés, ensuite à chacun de choisir en connaissance de cause de quelle manière il entend se disposer.

On est là en présence de deux conceptions de la lutte de classe antinomiques et irréconciliables, réforme sociale ou révolution pour parodier Rosa Luxemburg.

A entendre nos dirigeants, ce serait les agences de notation qui seraient à l'origine de la situation actuelle ou de sa dégradation, c'est purement grotesque. C'est seulement en analysant la situation à l'échelle mondiale que l'on peut comprendre la situation politique et sociale en France notamment. Et c'est seulement en envisageant le socialisme à l'échelle mondiale qu'il prend tout son sens ou qu'il apparaît comme une alternative cohérente au capitalisme dans chaque pays et à l'échelle internationale pour construire le parti et l'Internationale.

Vous avez ici à la fois la méthode et le programme que j'ai adoptés, les deux étant liés et inséparables.

Un petit mot personnel et sur le site pour finir.

J'ai remarqué que j'avais commis pas mal d'erreurs dans le formatage des causeries les derniers jours, j'en ai corrigé quelques-unes ce matin, je passe sur les fautes d'orthographe que je ne vois pas à l'écran, au passage je repère plus facilement celles qui figurent dans les articles de presse, surcharge de travail due à l'actualité et au cyclone, je n'ai pas encore commencé à nettoyer le jardin qui est dans un état épouvantable, je suis aussi très préoccupé par l'état de santé de ma compagne qui sera une nouvelle fois hospitalisée à partir de lundi, cette fois à l'hôpital d'Aubagne, etc., je m'excuse pour ces erreurs.

Nous avons décidé de trouver le moyen d'attaquer en justice la clinique qui l'a opérée du cœur il y a bientôt six ans, puisque au moins une erreur médicale est avérée, incontestable devant les tribunaux. Depuis son opération et les deux hémorragies dont elle a été victime, elle est devenue asthmatique, elle a un taux de cholestérol alarmant, elle a un fort mal de tête permanent et je viens d'apprendre qu'elle est sujette à l'incontinence, elle pisse au lit, c'est nouveau, or jamais elle n'avait connu ce genre de problèmes avant son opération. Est-ce dû uniquement à ces deux hémorragies, au traitement qu'ils lui ont donné, aux transfusions sanguines, je n'en sais rien au juste.

Ce qui est sûr en revanche, c'est qu'elle avait été suivie pendant 20 ans à partir de 1986, date de sa première opération, en France et en Inde, par des cardiologues expérimentés, dont la clinique de la Cardiologie du Nord à Saint-Denis (93), et qu'à aucun moment il

a été question pendant 20 ans de la détérioration des deux valves, chaque fois une seule était en cause, il n'y a que la clinique Casamance qui l'a opérée à Aubagne qui a détecté une détérioration de la seconde valave, d'où la pose de deux prothèses mécaniques, entre nous, ils ont dû empocher le double de fric en se foutant bien de savoir comment elle s'en tirerait dans l'avenir. Ensuite qu'on ne vienne pas me reprocher de ne pas faire dans la "*dentelle*" (C. Eyschen) avec ces salopards...

Cela me fait penser à ce que j'ai écrit plus haut, j'ai oublié quelque chose, il est vrai qu'on ne peut pas toujours tout dire à chaque fois, on se bat sur une question ou une revendication précise, mais quand bien même on obtiendrait satisfaction, il demeure toutes celles qu'il est impossible de satisfaire sans renverser le régime en place et prendre le pouvoir pour changer la société, nous, les travailleurs et les militants, nous sommes tous logés à la même enseigne de ce point de vue là, à des degrés divers bien sûr, on doit avec notre famille, nos proches, nos collègues de travail, continuer à subir quotidiennement leur société infâme, voilà une bonne raison pour s'organiser et mener le combat jusqu'au bout.

Mon épouse a flirté avec la mort à plusieurs reprises depuis 1986, elle se bat pour survivre et au lieu que sa vie s'améliore elle ne cesse de se dégrader, je vous assure qu'elle fait preuve d'un courage extraordinaire, je la soutiens comme je peux, parfois elle est au bord de craquer, c'est terrible, on se sent impuissant, malgré tout il faut trouver les mots qui consolent, qui rassurent, sans avoir la faiblesse d'abonder dans son sens, ce serait le pire service à lui rendre.

Il faut réussir à lui insuffler la force ou l'énergie que je trouve en moi pour qu'elle conserve l'espoir de s'en sortir une fois de plus, je peux vous dire que cela occupe l'esprit, car il n'y a pas de place pour l'improvisation, dans ces moments-là je maudis l'opportunisme, pas seulement celui qui sévit dans le mouvement ouvrier. Je raccroche le téléphone et en un clin d'oeil je me retrouve face à l'écran de l'ordinateur pour me replonger dans la situation politique quelque part dans le monde, parfois j'ai du mal à reprendre le fil de mes idées et je fais des conneries, j'ai encore un peu la tête ailleurs.

Si elle lâche prise, elle est finie, si je lâche prise je suis fini politiquement, ni l'un ni l'autre n'a envie que cette histoire s'arrête là, donc on continue le combat...

Bon dimanche à tous et bon courage pour la suite. On vaincra !

Actualité en titres

Nationaliser les pertes.

- Fukushima: Tepco devrait être nationalisé pendant 10 ans - AFP

Ils veulent du pain, donnez-leur des croissants !.

- Yves Bertrand : à la DCRI «*on fait des écoutes comme on mange des croissants*» - Liberation.fr

Pas vraiment le point fort de l'AFP !

- Obsèques de Gilles Jacquier: dernier hommage à un homme "*en quête de vérité*" - AFP

INFOS EN BREF

Politique

1- France

L'ancien et controversé «*patron*» des Renseignements généraux (RG) Yves Bertrand affirme vendredi, dans un entretien à Mediapart, que Bernard Squarcini est «*devenu l'homme du président*» Sarkozy, son «*espion*» à la tête de la DCRI où on fait des écoutes «*comme on mange des croissants*».

M. Squarcini «*est devenu l'homme du président (Nicolas Sarkozy), l'espion du président*», déclare à Mediapart M. Bertrand, directeur des RG de 1992 à 2004, où il a notamment eu M. Squarcini comme adjoint.

M. Squarcini «*s'est entiché de M. Sarkozy comme n'importe quel fonctionnaire l'aurait fait dans un système autoritaire*», dit M. Bertrand, l'accusant d'avoir «*fait des coups tordus chaque fois qu'il y avait à le faire*», sans les citer et sans preuve. «*Il n'a pas su dire non à Sarkozy. Il a tout fait. Il n'y a pas que les fadettes*».

«Les écoutes, la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) en a fait comme vous pouvez manger des croissants»,

assure M. Bertrand, qui dénonce par ailleurs au passage l'existence d'un système d'«*écoutes sauvages, à la discrétion de Matignon et de l'Élysée*», lorsqu'Alain Juppé était Premier ministre de Jacques Chirac en 1995. (liberation.fr 21.01)

2- Egypte

Les islamistes égyptiens ont remporté plus de deux tiers des sièges de députés, dont près de la moitié pour les seuls Frères musulmans, selon les résultats officiels de la première élection depuis la chute du président Hosni Moubarak diffusés samedi.

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), issu des Frères musulmans, se taille la part du lion avec 235 sièges sur les 498 en lice, soit 47% environ, lors de ce scrutin qui s'est tenu en plusieurs phases depuis le 28 novembre.

Le parti fondamentaliste salafiste Al-Nour arrive en deuxième position, avec 121 sièges (environ 24%).

Le parti libéral Wafd a eu quelque 9% des sièges. Le Bloc égyptien, coalition de partis libéraux laïques, obtient 7% des députés dans cette élection considérée comme la plus ouverte depuis le renversement de la monarchie en 1952.

Dix sièges de députés supplémentaires, non-élus, ont été pourvus par le chef du Conseil militaire qui dirige le pays, le maréchal Hussein Tantaoui, qui a notamment désigné pour ces sièges cinq chrétiens et deux femmes.

L'élection des sénateurs doit pour sa part débiter le 29 janvier pour s'achever fin février.

Le futur Parlement sera chargé de désigner une commission qui rédigera une nouvelle Constitution. Une élection présidentielle est prévue avant la fin juin, avec l'ouverture du dépôt des candidatures le 15 avril.

Les Frères musulmans ont multiplié les déclarations ces dernières semaines pour se présenter comme une formation responsable, prête à participer au pouvoir.

Ils ont notamment tenu à se démarquer des fondamentalistes salafistes, dont la percée électorale constitue la grande surprise du scrutin, et fait des propositions d'alliance avec des partis laïques.

Les dirigeants des Frères et du PLJ ont notamment cherché à rassurer sur le terrain de l'économie, alors que le pays traverse une grave crise, et se sont employés à donner des gages à la communauté chrétienne copte, qui représente entre 6 et 10% de la population.

Sur le plan diplomatique, le PLJ a reçu la semaine dernière une visite inédite du "*numéro deux*" de la diplomatie américaine, le secrétaire d'Etat adjoint William Burns.

Fondée en 1928, très influente grâce à ses réseaux d'aide sociale, la confrérie était confinée dans une semi-clandestinité du temps de M. Moubarak.

Le guide de la confrérie, Mohamed Badie, s'est dissocié des appels à manifester contre le pouvoir militaire à l'occasion du premier anniversaire, mercredi, du début de la révolte contre Hosni Moubarak.

Il a notamment rejeté les appels à une "*deuxième révolution*", et a plaidé pour qu'il ne "*soit pas porté atteinte au prestige de l'armée*", dans des propos sur une chaîne privée, rapportés samedi sur le site internet de la confrérie.

Il a toutefois laissé entendre que la future assemblée dominée par le PLJ pourrait être ferme face à des demandes de l'armée de préserver certains privilèges de l'institution militaire.

Il a notamment estimé que le budget de l'armée, jusqu'à présent exempt d'examen par les députés, pourrait être soumis à une commission parlementaire. Il a aussi souligné que les membres des forces armées n'étaient pas au dessus des lois ordinaires. (AFP 21.01)

Chacun aura compris que leur incartade en direction l'armée était de pure forme. Quant à la visite du secrétaire d'Etat adjoint William Burns au parti islamiste, leur rejet d'une "*deuxième révolution*" et leur allégeance ou leur plaidoirie en faveur de l'armée, cela n'étonnera pas les militants qui lisent régulièrement les articles que je mets en ligne dans le site, tout ou presque y était déjà sur cette question précise.

Le parti des Frères musulmans étaient pratiquement inexistant au début de la révolution tunisienne, il obtint d'importantes subsides des monarchies du Golfe liées aux différents impérialistes, et pour finir il remporta les élections législatives. On peut

donc affirmer que le parti des Frères musulmans est une création de l'impérialisme. Que dire d'Al-Qaïda et des mouvements qui s'en réclament sinon exactement la même chose. Les bulles financières finissent toujours par éclater, les bulles politiques aussi, tout est une question de temps.

Economie

1- FMI

Les membres du G20 se sont mis d'accord sur la nécessité d'augmenter les ressources du Fonds monétaire international (FMI) lors d'une réunion vendredi entre responsables des ministères des Finances et des banques centrales à Mexico, capitale du pays qui préside actuellement le groupe.

En matière de ressources, *"il y a un accord pour renforcer les différentes méthodes qui favorisent le financement souverain, cela inclut la partie européenne et la partie du FMI"*, a expliqué lors d'une conférence de presse Gerardo Rodriguez, le directeur général adjoint du Trésor public du Mexique.

Il a également précisé qu'il s'agissait uniquement d'un débat *"conceptuel"* dans lequel *"il n'y a pour le moment aucune discussion au niveau des chiffres ni des besoins précis"*.

Ils ont discuté de l'appel lancé par le FMI mercredi concernant l'augmentation de ses ressources de 500 milliards de dollars afin d'octroyer des prêts aux pays-membres qui leur permettront d'affronter la crise économique de la zone euro et la menace qu'elle représente pour l'économie mondiale.

Gerardo Rodriguez a souligné qu'il est nécessaire de renforcer les organisations internationales comme le FMI pour créer des *"barrières de feu et ainsi éviter une possible contagion (de la crise européenne) vers les autres pays, les autres économies"*. (AFP 21.01)

Excellent, les pyromanes qui veulent dresser une *"barrière de feu"* pour éteindre l'incendie qu'ils ont eux-mêmes déclenché. Elle ne fera que l'attiser... sur le plan social.

Grèce

Charles Dallara et Jean Lemierre, négociateurs de l'Institut de la finance internationale (Ifi) qui regroupe les créanciers privés de la Grèce, ont quitté samedi matin Athènes pour Paris mais les discussions se poursuivront par téléphone durant le week-end, a-t-on appris de source proche des pourparlers.

Il est peu probable qu'un accord permettant à Athènes d'éviter la banqueroute soit conclu avant la semaine prochaine, a-t-on précisé de même source. *"Les choses sont compliquées(...), il y a encore du travail devant nous."*

Vendredi soir, après deux jours de discussions, on déclarait que les éléments d'un accord entre la Grèce et ses créanciers privés étaient en train de prendre forme.

Dans un communiqué, l'Ifi a exhorté toutes les parties à agir de manière décisive pour parvenir à un accord.

"Il est temps d'agir de manière décisive et de saisir l'opportunité de finaliser cet accord historique et de contribuer à la stabilité économique de la Grèce, de la zone euro et de l'économie mondiale."

La Grèce négocie depuis des mois avec ses créanciers privés les modalités d'un échange de dette, condition essentielle à la mise en place d'un deuxième plan d'aide de 130 milliards d'euros, sans lequel le pays risque de faire défaut dès la fin du mois de mars. (Reuters 21.01)

Aucun des acteurs de cette partie de poker menteur n'entend y laisser des plumes, mieux, il y a fort à parier que certains pourraient en profiter pour tenter d'en tirer un avantage substantiel sur ses concurrents ou les affaiblir... Par exemple à la manière d'une multinationale qui pour faire monter la sauce ou évincer un de ses concurrents déclarés ou potentiels va vendre à perte un produit.

[Haut de page ↗](#)

Le 23 janvier

CAUSERIE

Extrait du courriel adressé ce jour au Groupe Bolchevik.

Je ne sais pas si votre initiative va soulever l'enthousiasme de nombreux militants puisqu'un bon nombre sont complètement sclérosés, il n'en demeure pas moins qu'un certain nombre aussi ne se satisfont pas, ne peuvent pas se satisfaire de la politique droitière ou opportuniste de leurs dirigeants. Les médias, les commentateurs politiques, les dirigeants des partis et des syndicats évoquent à loisirs le scepticisme qui a gagné les travailleurs et les militants, pour justifier leur collaboration de classes en ce qui concernent ces derniers, cela va de pair avec leur intention d'interdire à la classe de trouver une issue à la crise du capitalisme ou cela en est l'expression, ce scepticisme a gagné tous les partis ouvriers d'après ce que me rapportent des militants, donc la tâche ne va pas être facile pour les convaincre de vous rejoindre.

Donc il va falloir s'employer à trouver la bonne méthode et les mots appropriés, plus pour les convaincre que cette fois ils ne feront pas fausse route en vous rejoignant que pour leur redonner espoir dans le socialisme, dans les masses. Ils sont sceptiques ou pessimistes, on les comprend, mais il n'y a pas que cela, ils sont susceptibles aussi, au moindre mot qui ne leur convient pas ils démarrent, ils ne veulent plus rien entendre, ils vous tournent le dos, au point qu'une erreur de ponctuation peut devenir fatale !

J'en fais l'expérience depuis quelques années déjà. C'est difficile ou plutôt impossible à gérer, du coup je poursuis ma route sans m'en préoccuper, j'estime avoir mis au point une méthode qui permet de contrebalancer cette fâcheuse tendance, ensuite c'est à chacun de se prendre en charge. Les militants sont devenus d'une méfiance quasi malade envers tout ce qui est extérieur à leur parti, leurs dirigeants entretiennent ce sectarisme. La plupart pour ne pas dire pratiquement tous, refusent de discuter sur un autre terrain que le leur, qu'ils vous imposent. Vous leur proposez une démonstration étayée par de nombreux arguments, faits ou déclarations, éventuellement quelques citations bien que je n'en sois pas friand, ils vous répondent en reprenant leurs propres arguments comme si vous n'existiez pas en somme, vous pouvez tenter d'engager une discussion à partir de leurs arguments, il suffit que vous les critiquez, en fait que vous les mettiez en pièces parce qu'ils ne tiennent pas debout, ils disparaissent, vous n'avez plus jamais de nouvelles d'eux !

Du coup, je réserve de préférence mes analyses et mes causeries aux jeunes militants, qui avec un peu de chance sont encore vierges comme aurait dit Lénine ou pas trop abîmés, quant aux autres, les militants plus âgés ou les "vieux bolcheviks" (je ne peux pas employer cette expression sans me marrer et penser à Lénine, vous savez pourquoi évidemment), c'est à désespérer, mais souvenons-nous quand même comment Lénine avait réussi à les retourner à la veille d'Octobre, sans les avoir épargnés, il avait été à leur égard d'une violence terrible, ne leur passant absolument rien, les traitant publiquement de capitulards, de traîtres, comme quoi il ne sert à rien de les ménager, et ce serait une erreur de les ignorer pour autant.

Comme disait Illitch Oulianov, il faut expliquer notre politique aux travailleurs et aux militants, encore et encore, on en récoltera un jour les fruits, il faut être patient, très patient, c'est difficile parfois, il faut se mettre au diapason de chacun sans jamais dévier de notre objectif, brader nos principes. Je pense qu'on a un gros effort à faire de ce côté-là comme je ne cesse de le marteler.

Les travailleurs et les militants ont besoin de se trouver en confiance pour ensuite pouvoir penser tranquillement, librement, si cette condition n'est pas remplie, ils se renferment sur eux-mêmes et il n'y a plus rien à en tirer ou à en espérer. Chacun aspire à penser par lui-même, quelque part à détenir la vérité, c'est légitime, c'est l'un des objectifs primordiaux de l'existence après tout. Au départ, chacun prétend détenir la vérité, même le plus crétin que l'on croise sur sa route, parce qu'on a besoin de certitudes pour vivre ou continuer à vivre. Le problème, c'est qu'il ne peut pas exister cinquante manières d'interpréter la réalité, qui seraient toutes correctes, s'agissant de la lutte des classes, il n'existe que deux classes indépendantes, la bourgeoisie et la classe ouvrière, donc sera réduit d'emblée quel contenu politique aura la vérité que l'on représente.

De manière générale, très peu de militants, encore moins de travailleurs ne sont en mesure d'expliquer comment ils en sont arrivés à adhérer à cette vérité qu'ils ont fait leur. Nous de notre côté, armés de la méthode du matérialisme dialectique, nous en sommes parfaitement capables pour peu qu'on accepte de se livrer à l'exercice qui consiste à leur expliquer le processus qui nous a conduit à l'interprétation du monde que nous défendons. Au départ, il ne s'agit pas uniquement que de politique, voyez le temps que Marx et Engels ont consacré à la philosophie en général, à comprendre comment fonctionne l'être humain sous tous ses aspects, y compris psychologiques, caractère qui se manifeste sous la forme d'émotions, la plupart des gens abordent leurs rapports au monde extérieur de manière spontanée, épidermique, superficielle avant même de commencer à penser, bien que leur comportement ait intégré leurs expériences passées, mais là encore, le plus souvent inconsciemment, de toutes manières ils n'en ont pas conscience quand ils sont face à une situation, c'est par la suite qu'ils y réfléchissent, s'ils en sont capables évidemment.

Donc si de but en blanc on espère en tirer quelque chose ou on les aborde en commençant par justement ce qui pose problème chez eux, on va droit dans le mur. Quand je militais à l'OCI, je me souviens de la réflexion qui revenait souvent dans la bouche des travailleurs que j'abordais lors de diffusions ou de porte à porte : pourquoi je vous croirais vous plus qu'un autre, j'étais alors jeune militant, c'était la question qui tue, j'étais totalement désarmé face à cette question parce que je ne savais pas comment abordé autrement ces travailleurs, j'aurais pu avoir la politique la plus correcte du monde que cela n'aurait rien changé.

J'étais incapable d'expliquer aux travailleurs comment je m'étais forgé les convictions que je défendais, à tel point que je cesserai de militer quelques temps plus tard sans avoir de réponse à cette question. Bon, c'est l'expérience de la vie qui m'a permis d'y répondre depuis.

Quand vous examinez de près la littérature que nous ont laissée les marxistes, vous remarquez qu'ils se sont employés à reprendre à leur compte la méthode de Marx et Engels qui consistait à mettre leurs travaux à la portée de leurs lecteurs, en leur expliquant pas à pas le cheminement de leurs pensées, de leurs recherches, de telle sorte que chacun puisse s'approprier cette méthode pour vérifier le bien-fondé de leurs conclusions ou de leurs enseignements, d'où l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les contradicteurs du marxisme de le mettre en pièces ou de le réfuter, la force prodigieuse et inégalée du marxisme à ce jour vient de là et non de leurs conclusions que l'on peut rejeter sans même s'être donné la peine de les examiner.

Je pourrais encore poursuivre longtemps sur ce sujet, arrêtons-nous là pour aujourd'hui.

Cette question des rapports à la classe ouvrière et aux masses me semble d'une importance cruciale (notamment) pour construire le parti.

PS : vous pouvez évidemment transmettre ce courriel au CCI-T et à Révolte, tout comme faire référence à mon soutien.

Intox. Manipulation des masses. Scénario en trois actes. (source : Reuters 22.01)

1- "Les Croates ont massivement approuvé dimanche l'entrée de leur pays dans l'Union européenne à compter du 1er juillet 2013 malgré l'inquiétude soulevée par les difficultés actuelles de la zone euro."

On retiendra l'adverbe massivement, donc il n'y a pas photo.

2- "Selon les résultats quasi-complets du référendum, le "oui" l'emporte avec 66% des voix, a annoncé la commission électorale nationale plus de deux décennies après la rupture de ce petit pays de l'Adriatique avec l'ancienne Yougoslavie socialiste."

Victoire incontestable du "oui", donc un plébiscite en faveur de l'UE.

3- "Le taux de participation de 44% a déçu par sa faiblesse, reflétant probablement pas mal d'incompréhension de la part de citoyens sur les enjeux et les atouts de l'appartenance au bloc européen."

Tiens donc, 56% des électeurs ont refusé de participer à ce référendum parce qu'ils jugent sans doute illégitimes ceux qui l'ont organisé. La véritable victoire appartient donc "*massivement*" à ceux qui ont exprimé leur rejet du pouvoir en place, auxquels on peut ajouter ceux qui ont voté "non".

On pourrait ajouter un mot sur la propagande en faveur du "oui" qui a précédé ce référendum.

1- Dramatisant l'enjeu dans l'espoir de mobiliser les électeurs, la ministre des Affaires étrangères, Vesna Pusic, avait quant à lui parlé cette semaine d'une "*question de vie ou de mort*".

2- L'influente Église catholique croate et Ante Gotovina, ancien général jugé pour crimes de guerre à La Haye et considéré comme un véritable héros dans le pays, avaient appelé séparément cette semaine les Croates à voter en faveur du "oui". (reuters 22.01)

Collectivisation des pertes et privatisation des profits. Mode d'emploi par un spécialiste.

Francesco Garzarelli, cadre de la banque d'affaires Goldman Sachs, dans un entretien paru dimanche dans un journal grec, explique que "*d'ici 2014, une partie importante de la dette grecque sera passée du secteur financier privé aux institutions de la zone euro tandis que parallèlement +un accord (européen) sur les finances publiques+ sera appliqué à tous les pays membres, ce qui va entraîner à l'imposition des règles communes sur la dette*".

"*Cet accord sur les finances publiques va contribuer à la transformation de vieux titres des Etats --grecs, italiens ou espagnols-- en une dette de l'ensemble de la zone euro. Ainsi le pouvoir de l'ensemble (de la zone euro) ne sera pas menacé par la maillon faible (...), la zone euro sera stabilisée*", a souligné M. Garzarelli.

Des divergences persistent sur le taux d'intérêt de nouvelles obligations qui seront émises après l'effacement de 100 milliards d'euros de la dette privée, soit 50% de la valeur des obligations détenues par les créanciers privés, un sujet épineux qui avait provoqué l'interruption des négociations le 13 janvier.

"Le FMI insiste sur un coupon aux alentours de 3%, ce que Berlin veut également" mais "l'IIF a proposé un taux moyen de 4,35%", relève Kathimérini. (AFP 22.01)

La Fed a mis à la disposition des banques et institutions financières américaines depuis 2008 plus de 1 000 milliards de dollars à un taux d'intérêt proche de zéro, qu'ils ont prêté ensuite aux Etats ou aux entreprises à des taux pouvant monter à 25% (à la Grèce justement), elles vont certes y laisser des plumes dans cette opération, mais à l'arrivée, sachant que ces prêts s'étendent sur de longues années, 5, 7 ou 10 ans, et que ceux sur le court terme sont sans cesse renouvelés dans des conditions identiques ou proches, c'est le jackpot pour elles, sauf qu'il leur faut toujours gratter pour tenter d'empocher plus de profit encore, sans rien faire, par le biais d'un jeu comptable.

Tour de passe-passe. Avis de recherche.

Hollande : «*Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne.*». (lefigaro.fr 22.01)

2012 sera placée sous le signe du dragon en Chine, non ce n'est pas cela, ce ne serait pas le diable par hasard, non c'est plus subtil que cela, diantre, une force surnaturelle et inconnue nous domine, impossible de lutter contre elle !

Puisqu'il s'agit d'un adversaire invisible, c'est pratique, il est impossible de le saisir, de le réduire au silence pour qu'il cesse de nuire, donc il conserve le pouvoir et rien ne change, on peut ajouter que ce ne sera pas faute d'avoir essayé, en vain évidemment, du coup on y est pour rien, comment saisir un ectoplasme ou un mirage franchement, donnons-lui un nom puisque Hollande en est incapable : le capitalisme.

Son "*véritable adversaire*" peut dormir tranquille et n'a pas besoin de présenter sa candidature, les prétendants au trône se bousculent au portillon pour défendre ses intérêts, dont monsieur Hollande.

Eva Joly qui a le mérite de faire une bourde à la fois a lâché le morceau si on peut dire : "*Ce qu'il ne dit peut-être pas assez clairement, c'est que la sphère financière ne vit pas en dehors des politiques*". (lefigaro.fr 22.01), Ah ben ça alors, ils seraient complices, l'un bosserait pour le compte de l'autre, main dans la main, l'autre sur le portefeuille dans les deux cas, non, pas possible ?

On aurait citer le titre d'un article du journal Le Monde : "*Dans la zone euro, c'est le marché qui gouverne*" (lemonde.fr 22.01). Mais il est trompeur, il exonère les partis qui détiennent le pouvoir politique pour le compte du capital, ainsi que ceux qui aspirent au pouvoir pour poursuivre la même politique réactionnaire à travers leur allégeance à la BCE, à l'UE ou à l'ONU ou tout simplement aux institutions de la Ve République...

Et puis, la bonne conscience non plus n'a pas "*de nom, de visage, de parti*", elle a seulement un prix.

François Mitterrand, qui, lors du Congrès d'unification des socialistes à Epinay en juin 1971, avait prôné la rupture avec "toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes". (Reuters 22.01)

Assurément, question pourriture, ils ont acquis une solide expérience en la matière les sociaux-libéraux ! Au moins celui qui le revendique fait preuve d'un minimum d'honnêteté, ce qui n'est pas le cas des dirigeants et cadres du PS ainsi que ses satellites.

Dans le rôle de l'enfonceur de porte ouverte.

En matière de laïcité, il a ainsi annoncé qu'il inscrirait dans la Constitution la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, relate *Le Point*, quelle audace ! un internaute de signaler qu'elle est déjà inscrite dans la Constitution, du coup j'ai voulu vérifier dans quel terme :

- Article I. La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances.

Autre bouffonnerie.

Il a confirmé qu'il mettrait fin à la RGPP, soit le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux, "*une mesure aveugle*" selon lui. Mais il a également expliqué que cela se ferait sans augmenter le nombre de fonctionnaires. Il a, plus loin dans son discours, renouvelé son engagement constant de recruter 60 000 postes supplémentaires à l'Éducation nationale... (Lepoint.fr 22.01)

S'il remplace tous les fonctionnaires qui partent à la retraite et qu'il s'engage à ne pas augmenter le nombre de fonctionnaires, c'est incompatible avec la création de 60 000 postes supplémentaires à l'Éducation nationale.

Actualité en titres

Gare à vous !

- La SNCF part à la chasse aux lapins et aux blaireaux - AFP
- François Hollande sera intraitable avec les "*petits caïds*" - Reuters

Changement. Le pouvoir confisqué.

- Hollande promet de mettre le pouvoir au service des Français - Reuters
- Afghanistan: les ennemis de l'intérieur - Slate.fr
- Yémen: des manifestants réclament l'exécution du président - L'Express.fr
- Human Rights Watch prône le dialogue avec les islamistes - Reuters

Dans les premiers jours de la guerre en Irak, Attac s'était rangé au côté de G. Bush. Une décennie plus tard, c'est l'ensemble des ONG et autres altermondialistes qui montent au créneau pour défendre la stratégie de l'impérialisme américain. Les choses deviennent plus claires. Il faut continuer de les pilonner !

Parole d'internaute

(réaction au discours d'Hollande au Bourget)

- "Je fais partie des invisibles : couple, la quarantaine, 2 enfants scolarisés, nous travaillons tout les 2 employés en PME : pas de CE, tout juste les tickets restos, aucun avantage social, jamais aucune aide, des impôts et taxes de tous les cotés, locataires plein pot (pas les moyens d'acheter), bref les fins de mois ne sont pas reluisantes et les vacances de plus en plus rares malgré près de 400 heures de présence mensuelle au travail à 2, avec ce que cela génère comme stress et logistique pour les enfants : nous travaillons, courons sans arrêt, et payons, payons, payons toujours plus alors que nos salaires n'évoluent jamais, à la fin nous pensons que nous ne sommes bons qu'à ça : payer toujours plus pour une société qui de toute façon va de plus en plus mal... Je me dis souvent «à quoi bon»." (lepoint.fr 22.01)

Alors imaginez un instant quel état d'esprit peuvent avoir ceux qui n'ont pas deux revenus, qui sont encore plus mal payée, qui ne travaillent pas à plein temps, pire, dont l'un est au chômage, en mauvaise santé, dépressif...

INFOS EN BREF

Politique

1- Roumanie

Pour la dixième journée consécutive, les Roumains ont manifesté dimanche à Bucarest ainsi que dans plusieurs villes de province pour réclamer la démission du gouvernement en raison de sa politique d'austérité.

Ces manifestations, qui ont donné lieu pour certaines à des violences, ont été provoquées par la démission du populaire ministre de la Santé, hostile à un projet de privatisation de ce secteur. Les manifestants exigent désormais la tête du chef de l'Etat, le président Traian Basescu, et du Premier ministre, Emil Boc.

Ce dernier a amputé les traitements des fonctionnaires de 25% en 2010 et augmenté de cinq points la TVA conformément à un accord passé avec le FMI.

Quelque 600 personnes se sont rassemblées dimanche sur la place de l'Université, la plus grande de la capitale et qui fut l'épicentre de la révolution de 1989 qui précipita la chute de Nicolae Ceausescu. Par une température glaciale et sous des flocons de neige, la foule scandait "*A bas Basescu*" et "*Démission*".

Les manifestations ont débuté la semaine dernière pour s'opposer à un projet de loi, retiré depuis par le gouvernement, visant à libéraliser le système de santé.

Le mécontentement a dégénéré en une contestation générale des mesures d'austérité, qui incluent des baisses de salaires et une hausse de la TVA.

Il s'agit des manifestations les plus violentes en Roumanie depuis plus de dix ans. Mais relativement peu suivies, elles ne devraient pas compromettre les réformes prévues, qui ont le soutien de l'opposition de gauche. (Reuters 22.01)

L'opposition dite de gauche, c'est mieux et conforme à la réalité.

2- Libye

2.1- Le vice-président du Conseil national de transition (CNT) libyen, Abdoul Hafiz Ghoga, a présenté dimanche sa démission, trois jours après avoir été pris à partie par de jeunes manifestants à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et berceau de l'insurrection anti-Kadhafi l'an dernier.

Ces incidents illustrent le mécontentement d'une partie de la population qui exige la révocation des personnalités liées à l'ancien régime encore à des postes de responsabilités.

Les manifestants de Benghazi exigent également une totale transparence sur les dépenses publiques, notamment sur la destination des fonds libyens gelés à l'étranger pendant la guerre civile et dont une partie a été débloquée après la chute de Mouammar Kadhafi.

Moustapha Abdeljalil a précisé qu'il avait rencontré des dirigeants religieux et des manifestants pour discuter de leurs revendications.

Il a ajouté avoir accepté la démission du maire de Benghazi, Saleh el Ghazal, dont le successeur, a-t-il dit, ne sera plus désigné par les autorités mais sera élu.

Le président du CNT doit présenter dans la journée la loi électorale qui permettra d'installer d'ici six mois une assemblée nationale. (Reuters 22.01)

2.2- Le Conseil national de transition libyen (CNT) se réunit dimanche dans un lieu tenu secret pour adopter la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin, après le saccage de son siège à Benghazi (est), a-t-on appris auprès du CNT. (AFP 22.01)

3- Yémen

Des milliers de manifestants ont protesté dimanche à Sanaa contre l'immunité accordée au président sortant Ali Abdallah Saleh, exigeant que l'homme fort du pays depuis 33 ans soit traduit en jugement pour les atteintes aux droits de l'homme commises pendant son règne sans partage.

Le parlement yéménite a adopté samedi un projet de loi qui garantit l'immunité judiciaire au président Saleh. Ce texte s'inscrit dans le cadre du plan de transfert du pouvoir mis en oeuvre sous l'égide du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour faire cesser la contestation qui dure depuis un an.

Il couvre toute la présidence de Saleh et devait s'appliquer à ses collaborateurs, mais des amendements en ont limité la portée. Seuls les crimes "*motivés politiquement*" qui ne sont pas considérés comme des "*actes terroristes*" seront finalement couverts dans leur cas.

L'immunité du chef de l'Etat est en revanche immuable et aucun recours n'est possible. Les élus ont également autorisé le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi à briguer la succession de Saleh lors du scrutin prévu le mois prochain.

Mani al Matari, dirigeant d'un comité d'opposition qui ne s'est pas associé aux discussions de sortie de crise, a affirmé dimanche ne pas se sentir tenu par cet accord.

"Cela ne nous concerne pas (...) Nous continuerons à protester jusqu'à ce que tous les objectifs de la révolution soient atteints. Le parlement n'a aucune légitimité et c'est nous qui sommes en conformité avec le droit international", a-t-il ajouté. (Reuters 22.01)

Chine

Les villes chinoises, qui accueillent désormais plus de la moitié des 1,35 milliard d'habitants du pays, sont construites par les ouvriers migrants venus des campagnes, objets d'une discrimination institutionnalisée qui les empêche de devenir citoyens à part entière.

Arrivé il y a trois mois à Pékin depuis l'île tropicale de Hainan, Xie Feng a froid et se sent seul.

"Regardez-moi. Chez moi, il fait 26 degrés et ici, je n'ai pas suffisamment d'habits pour me tenir chaud", déclare à l'AFP cet homme âgé de 26 ans sur un chantier de la capitale chinoise, où souffle un vent glacial en cette fin janvier.

"Pékin n'est pas mon amie. Je ne connais personne ici, mais je n'ai pas le choix, je dois gagner de l'argent", explique M. Xie, qui fait partie des quelque 230 millions de migrants ayant quitté leur région natale avec l'espoir d'une vie meilleure dans les métropoles chinoises en plein boom.

Après trois décennies de construction urbaine effrénée, le gouvernement a annoncé officiellement la semaine dernière que les citoyens représentaient 51,27% de la population, contre environ 20% vers 1980.

"Aucun pays ne s'est jamais urbanisé plus vite que la Chine", selon Paul James, directeur du Global Cities Research Institute à l'université RMIT de Melbourne en Australie.

Des infrastructures *"fondamentales comme des routes ou des voies de chemin de fer ont ouvert l'accès à des régions autrefois considérées comme reculées, tandis que l'Etat construit des villes dans des endroits aussi isolés que la Mongolie intérieure"*, relève cet expert.

"Mais ces villes nouvelles sont inconfortables. Leur vitesse de développement est peut-être viable sur le plan économique, mais elle ne l'est pas sur les plans culturel et environnemental".

A cause de leur permis de résidence (hukou) rural, les migrants ne sont pas considérés comme des citoyens, bien qu'ils vivent la plupart du temps en ville. Beaucoup ont désormais des *"permis temporaires"* pour séjourner en milieu urbain, mais leur statut reste précaire.

Lorsqu'ils tombent malades, les soins restent entièrement à leur charge s'ils ne rentrent pas dans leur région d'origine pour se faire soigner. Envoyer ses enfants dans une école en ville relève pour eux du parcours du combattant, et les meilleurs établissements les refusent systématiquement, de peur de nuire à leur réputation.

Kam Wing Chan, professeur de géographie politique et économique à l'Université de Washington, souligne l'urgence de réformer le système du hukou.

"Ces gens aspirent à vivre en ville mais ils se rendent compte une fois sur place qu'ils ne peuvent pas se le permettre" parce que la vie y est trop chère, a-t-il expliqué à l'AFP.

"Ils n'ont pas accès aux systèmes de retraites des grandes villes, aux bons emplois ou aux écoles locales pour les enfants."

A 34 ans, Pei Yanlu vit à Pékin depuis dix ans, loin de sa femme et de ses enfants, habitant sur le chantier où il travaille, dans un conteneur aménagé en dortoir, mal éclairé et poussiéreux.

"La vie serait meilleure si elle pouvait me rejoindre ici", déclare M. Pei, qui gagne pourtant plutôt bien sa vie: 6.000 yuans (732 euros) par mois, plus les heures supplémentaires. Il envoie régulièrement de l'argent à sa famille dans la province orientale du Shandong.

Sans envisager pour l'instant de supprimer le système du hukou, le gouvernement veut poursuivre le processus d'urbanisation du pays, avec 100 millions de nouveaux citoyens prévus à l'horizon 2020.

La construction des villes soutient la croissance, notamment à travers le secteur du bâtiment et des travaux publics, pilier de l'économie. (AFP 22.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 janvier

CAUSERIE

Grille de lecture pour comprendre la situation en Tunisie et les pays comparables.

1- Ce pays n'a d'indépendant que le nom, c'est un régime semi-colonial passé de la tutelle de l'impérialisme français à celle de l'impérialisme américain.

2- Ce pays n'est pas suffisamment développé sur le plan économique pour qu'un semblant de démocratie puisse exister. La bourgeoisie n'est pas développée au point d'assumer le pouvoir par la voie démocratique, ce sont donc les islamistes qui s'en chargent à sa place pour le compte d'une couche de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Rappelons que le niveau juridique d'un pays (sa Constitution et ses institutions) dépend essentiellement de son niveau économique.

3- En conséquence, le prolétariat non plus n'est pas suffisamment développé, s'ajoute à cela que la paysannerie est toujours livrée à des rapports semi-féodaux. Compte tenu de la situation, de la faiblesse de la bourgeoisie, ce devrait être au prolétariat de prendre le pouvoir en entraînant derrière lui la paysannerie pauvre, mais sans parti révolutionnaire il en est incapable, du coup le pouvoir ne peut revenir qu'à un ou des pans de la bourgeoisie liée à l'impérialisme et que représentent les islamistes.

Correcte, non ? Bon, je sais c'est tiré des enseignements de la révolution russe de 1917, c'est ringard, vieux, obsolète, dépassé, qui a mieux à proposer, nous sommes à l'écoute ?

Enseignement du marxisme. A propos d'une "expression creuse" : le "partage équitable"

Puisque certains d'entre vous n'ont pas le temps de lire, allons à l'essentiel. Extrait de la *Critique du programme de Gotha* de Marx (1875). Cela va ravir nos petits camarades du NPA adeptes d'un "meilleur partage des richesses".

- "Qu'est-ce que c'est que le « produit du travail » ? L'objet créé par le travail ou sa valeur ? Et, dans ce dernier cas, la valeur totale du produit ou seulement la fraction de valeur que le travail est venu ajouter à la valeur des moyens de production consommés ?

Le « produit du travail » est une notion vague qui tenait lieu, chez Lassalle, de conceptions économiques positives. (...)

Qu'est-ce que le « partage équitable » ?

Les bourgeois ne soutiennent-ils pas que le partage actuel est « équitable » ? Et, en fait, sur la base du mode actuel de production, n'est-ce pas le seul partage « équitable » ? Les rapports économiques sont-ils réglés par des idées juridiques ou n'est-ce pas, à l'inverse, les rapports juridiques qui naissent des rapports économiques ? Les socialistes des sectes n'ont-ils pas, eux aussi, les conceptions les plus diverses de ce partage « équitable » ?

Pour savoir ce qu'il faut entendre en l'occurrence par cette expression creuse de « partage équitable » (...)

A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elles-mêmes. Mais cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. Le mode de production capitaliste, par exemple, consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail. Si les éléments de la production sont distribués de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement.

Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme une chose indépendante du mode de production et de représenter pour cette raison le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. Les rapports réels ayant été depuis longtemps élucidés, à quoi bon revenir en arrière ?"

Mon cher professeur, vous avez mis le doigt sur l'origine du "socialisme vulgaire" toujours prisé par certains 137 ans plus tard. S'ils traitent les questions économiques et sociales sous la forme d'abstractions "comme une chose indépendante du mode de production", c'est parce qu'ils n'entendent pas liquider ou renverser le mode de production capitaliste, ils veulent juste le réformer pour le rendre plus "humain", plus supportable pour le prolétariat.

On trouve parmi eux les adeptes de l'autogestion, des Scops, c'est à la mode, sur le plan politique cela donne la démocratie participative, l'unité avec des formations politiques sans principes ou défendant des principes opposés au socialisme.

Une dernière citation pour enfoncer le clou.

- "Je me suis particulièrement étendu sur le « produit intégral du travail », ainsi que sur le « droit égal », le « partage équitable », afin de montrer combien criminelle est l'entreprise de ceux qui, d'une part, veulent imposer derechef à notre Parti, comme des dogmes, des conceptions qui ont signifié quelque chose à une certaine époque, mais ne sont plus aujourd'hui qu'une phraséologie désuète, et d'autre part, faussent la conception réaliste inculquée à grand-peine au Parti, mais aujourd'hui bien enracinée en lui, et cela à l'aide des fariboles d'une idéologie juridique ou autre, si familières aux démocrates et aux socialistes français.

Abstraction faite de ce qui vient d'être dit, c'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent."

Mon cher professeur, il y en a qui se repaissent de cadavres et en redemandent, mieux encore ou pire, ils cherchent à tout prix à les ramener à la vie parce qu'ils n'ont pas appris grand chose de vos enseignements, parce qu'ils n'y ont rien compris ou parce qu'ils les ignorent, sans l'avouer de préférence, allez savoir où va se nicher l'amour-propre chez l'homme, bien bas très souvent, à ses dépens convenons-en, car le comble de l'absurde c'est qu'il l'ignore lui-même, Molière s'en serait amusé.

Nous, nous avons la modestie de penser que nous sommes incultes en la matière, que nous ne savons rien et avons tout à apprendre, après trente ans d'études, parfaitement je confirme, nous prenons le temps de vous lire et relire, de réfléchir, d'étudier, de voir dans quelle mesure on peut utiliser vos enseignements en fonction de la situation et des rapports qui existent de nos jours dans la société et le monde, nous vérifions chaque fois leur validité avant de les employer, deux précautions valant mieux qu'une, personne n'est à l'abri d'une erreur, c'est vous-même qui nous l'avait enseigné aussi.

Il est apparemment plus facile d'apprendre en prétendant ne rien savoir, que de se dépouiller d'une idée fausse qui s'est incrustée dans notre cerveau pendant de longues années, ça c'est votre compagnon Engels qui me l'a soufflé et j'ai retenu la leçon...

Cela prend du temps, beaucoup de temps. Cela nécessite beaucoup de courage et d'énergie, une certaine force de caractère aussi, mais à l'arrivée la récompense dépasse toutes les espérances, quel soulagement, quel bonheur !

Un de vos plus brillants élèves, tombé sous le piolet du bourreau du mouvement ouvrier au XXe siècle, a consacré une partie de la fin de sa vie malheureusement trop courte à analyser sa propre expérience, sans hésiter à admettre chez lui de "*grandes lacunes*" quand il était plus jeune, avoir commis des "*fautes beaucoup plus graves et plus importantes*" que celles qu'on lui prêtait, parce qu'il était animé par la même soif de vérité que vous monsieur le professeur, pour à son tour transmettre son enseignement aux générations de militants à venir...

Le plus dramatique dans cette histoire mon cher professeur, c'est que la plupart de ces militants ne veulent rien entendre, ils sont fermés comme des huîtres à toute discussion sérieuse, il faut dire que bien souvent et on ne peut pas leur reprocher, ils n'ont pas les moyens d'y entendre quelque chose, on assiste à un dialogue de sourds ou à des monologues sans substance, presque irréelles.

Que faire d'autre alors que persévérer, continuer encore et encore, revenir inlassablement sur chaque question en espérant qu'un délice se produira un jour, que quelque chose se débloquent dans leurs têtes, on ne les juge pas, on part d'un constat et on essaie d'aller de l'avant, c'est modeste comme objectif, on ne le choisit pas en vérité, c'est le seul endroit où pour le coup on s'adapte à la réalité au lieu de la confondre avec nos désirs. Même cela on nous le reproche, à croire qu'il faut tout reprendre à la base, acquérir les outils, la méthode qui permet de faire preuve de davantage de discernement, de faire la part des choses, de faire preuve de mesure en toute chose, etc.

C'est ingrat, fastidieux, épuisant, lassant par moment, pas vraiment décourageant parce qu'on a l'entraînement et qu'on s'applique le même traitement pour ne jamais lâcher le fil, ne jamais nous écarter de notre objectif... Encourageons chaque militant à progresser tout au long de sa vie, tout en sachant qu'on ne naît pas socialiste ou communiste, que ce n'est pas un état inné chez l'homme, mais qu'on le devient à force d'expériences et d'étude du marxisme (du socialisme dira Engels) pendant souvent de longues années. On peut s'improviser révolutionnaire ou anticapitaliste sans que cela veuille dire grand chose en vérité, il en va de même en général de ce que l'on pense de soi-même, en tant que militant ou dans la vie en général, quand on a admis qu'on passe le plus clair de son temps à se leurrer (et les autres par la même occasion !) sur nous-même et la société, on a déjà réalisé un progrès considérable, on est sur la bonne voie.

Cela va peut-être vous étonner, mais c'est ce que je me dis quotidiennement pour l'avoir en permanence à l'esprit quand j'actualise le site. En fait, à force cela ne me quitte plus, c'est devenu une obsession, quelque part le dénommé Coquema avait raison, je suis complètement névrosé, dommage que ce ne soit pas une maladie contagieuse ! Entre nous, c'est peut-être aussi pour cela

que ce n'est pas vraiment une partie de plaisir, on se triture les neurones, c'est presque une torture, quel boulot ! Allez, bon courage à tous, il en faut !

Au fait, vous aurez reconnu Trotsky dans le rôle du brillant élève de Marx et Engels, le meilleur bolchevik d'entre nous, ça c'est du Lénine tout craché. Gloire à nos plus grands penseurs, humanistes, militants... C'est mon côté provocateur destiné à mes contradicteurs les plus malhonnêtes qui démarrent au quart de tour en lisant cela, cela marche à tous les coups, ils se plantent, se dévoilent et je me marre, *rira bien qui rira le dernier*, n'est-ce pas ? Un dernier mot qui me vient spontanément à l'esprit : Ni Dieu ni maître, ajoutons à l'adresse des renégats, ni esclaves ! D'un secrétaire général, d'un secrétaire national, bref, de l'ordre établi puisque finalement cela revient au même.

Sauna en famille.

Pour *L'Humanité*, Hollande a tenu au Bourget un « discours de gauche, bien loin des eaux tièdes sociales-libérales d'il y a cinq ans (...) » (Reuters 23.01)

La "gauche" caviar sponsorisée par le FMI et l'OMC a son champion, quelques miettes de ce festin seront réservées à la petite-bourgeoisie, quant aux prolos ils sont appelés à débarrasser la table et à se contenter des rogatons, et qu'ils s'estiment heureux encore, on leur fait une fleur ! Vous aurez noté queles médias et agences de presse se sont empressés de saluer unanimement la prestation de cet illusionniste.

Ce sera sans nous au premier comme au second tour ! Pas question de cautionner cette mascarade qui a pour seul objectif de légitimer les institutions, le capitalisme.

Racket, vol légal en bandes organisées.

Selon UFC-Que choisir, les crédits à la consommation dits amortissables sont proposés à un taux d'intérêt de 6-7% contre 15% pour les renouvelables. (liberation.fr 23.01)

Pour l'UFC-Que choisir c'est une aubaine pour les travailleurs, alors que les parasites de la finance obtiennent des prêts auprès de la BCE à 1% d'intérêt.

Chercher l'erreur. 81% du PIB en 2012, c'est insupportable, 230% en 1947 c'est supportable.

(en Grande-Bretagne) Pendant la deuxième Guerre Mondiale et dans l'après-guerre, la dette publique s'élevait à 180% du PIB en 1943 et était montée à 230% du PIB en 1947. (Atlantico.fr 23.01)

Levée du secret bancaire et commerciale, une revendication ouvrière.

Un nouveau délit dans le code pénal: les députés ont voté lundi soir une proposition de loi UMP qui sanctionne la violation du "secret des affaires" d'une peine de trois ans de prison et de 375.000 euros d'amende afin de combattre l'espionnage économique.

Le député UMP du Tarn, Bernard Carayon est ainsi devenu l'infatigable défenseur de la mise en place d'une sorte de tampon "confidentiel défense", s'inspirant notamment de la législation américaine adoptée sous l'ère Clinton en 1996.

Généralement, les affaires ressemblant de près ou de loin à de l'espionnage industriel tombent sous le coup de l'"abus de confiance", du "vol" ou du "rece" lorsqu'elles sont portées devant les tribunaux.

Pour le promoteur du texte, il s'agit de "protéger des emplois, des technologies sensibles, des investissements, parfois considérables". "C'est garantir notre puissance et notre indépendance dans certains cas, et lutter contre la désindustrialisation, qui n'a pas toujours été la pensée première des pouvoirs publics", a de nouveau déclaré le député à la tribune.

La protection accrue des informations économiques semble faire consensus puisque la commission des Lois a adopté le texte à l'unanimité.

Les informations protégées concerneront les "procédés, objets, documents, données ou fichiers" de nature "commerciale, industrielle, financière, scientifique, technique ou stratégique" qui ne présentent pas un caractère public et dont "la divulgation non autorisée serait de nature à compromettre gravement les intérêts de l'entreprise".

Le secret des affaires ne sera pas opposable à la justice, aux autorités administratives, à la police, à la douane ou aux autorités de renseignement.

De même, un journaliste pourra produire des documents couverts par le secret des affaires sans être poursuivi pour recel. Plusieurs syndicats avaient fait part de leurs inquiétudes, craignant pour la liberté de la presse. (AFP 23.01)

Ouf, alors pourquoi cette loi ? Surtout que pendant ce temps-là ils délocalisent à tour de bras leurs technologies aux quatre coins du monde ! Pour simplement calquer la dictature américaine ?

Quand j'étais technicien chez U-Bix (Konica), un jour on m'a envoyé faire l'entretien d'un gros copieur dans une place-forte de l'OTAN, à Neuilly-sur-Seine. J'y suis resté tout un après-midi. J'étais équipé d'une grosse malette plus un carton comportant un kit de pièces détachés. Je suis resté seul dans la pièce où se trouvait le copieur, en jetant un oeil aux énormes piles de copies qui figuraient sur une table, il y en a une qui attira mon attention, elle comportait au moins 2 000 pages, pour autant que je me souvienne, j'avais sous les yeux l'emplacement de tous les sous-marins de l'OTAN en mer du Nord ainsi que la stratégie qui allait avec expliquée dans les moindres détails. J'aurais facilement pu glisser dans ma malette et mon carton un exemplaire de ce document et ressortir comme j'étais entré, il n'y avait pas de fouille à l'entrée et à la sortie. Je n'y ai pas pensé.

Le député UMP Bernard Carayon est un grand malade, quand la société se délite, n'importe qui est prêt à vendre n'importe quoi au plus offrant, techniciens, ingénieurs, chercheurs et scientifiques compris. Sarkozy n'a-t-il pas donné lui-même l'exemple ?

Actualité en titres

Lâcher les chiens :

- Le «*charisme du pitbull*» Gingrich séduit la Caroline du Sud - Liberation.fr
- Jean-Marie Le Pen voit le FN comme "*le noyau de regroupement des anti-marxistes*" - L'Express.fr

Le terrorisme d'Etat, ce n'est pas vous mais nous et nos amis, non mais sans blague !

- Guéant dissout un groupuscule islamiste accusé de préparer '*à la lutte armée*' - LeMonde.fr
- L'imam d'une mosquée parisienne sous la menace d'une expulsion - 20minutes.fr
- Guéant salue le fonds d'investissement qatarien pour la banlieue - Liberation.fr

Le second satellite du capital est en orbite...

- Hollande au Bourget: «*Décollage réussi*» estime la presse - 20minutes.fr

... après avoir répandu un épais nuage derrière lui...

- La guerre à la finance de François Hollande relance le débat - Reuters
- François Hollande à l'offensive contre la finance, érigé en "*adversaire*" - AFP
- Hollande contre la finance: dans les pas de Mitterrand, ... - AFP

... qui brouille les pistes.

- Grand oral réussi pour Hollande, champion de l'égalité - AFP

Après le décollage, il y a le passage en pilotage automatique, puis vient le temps de l'atterrissage...

Entre le banquier et l'ouvrier...

- "*Pas de virage à gauche*" de Hollande au Bourget, selon Hamon - L'Express.fr
- Présidentielle 2012: Hollande a-t-il une diplomatie de gauche? - Slate.fr

Mais, mais, qu'insinuez-vous là, Hollande, il a toujours été de gauche, on est tous de gauche au PS, attention, votre insinuation

est proche de la diffamation, on pourrait porter plainte contre vous, fermez-là !

Une question de méthode. Commençons par là !

- La France va pénaliser plus lourdement la fraude fiscale - Reuters
- Des faux policiers cambriolent la maison du Caviar: 100.000 euros de butin - AFP

A consommer avec modération, avec de la vodka bien frappée de préférence. Bon appétit !

INFOS EN BREF

Social

1- Monde. Emploi

Les perspectives de l'emploi dans le monde sont plutôt sombres et quelque 600 millions d'emplois devraient être créés sur 10 ans afin d'assurer une croissance durable et maintenir la cohésion sociale, selon le rapport 2012 sur les tendances mondiales de l'emploi de l'OIT (organisation internationale du travail) publié lundi à Genève.

"Malgré les efforts acharnés des gouvernements, la crise de l'emploi ne connaît pas de répit, un travailleur sur trois dans le monde, soit environ 1,1 milliard de personnes, est chômeur ou vit sous le seuil de pauvreté", a déploré le directeur général du BIT (Bureau international du Travail), M. Juan Somavia. (Ah les braves gouvernements au service des travailleurs ! Pour qui roule OIT, la question est posée à ceux qui y participent ou soutiennent la participation des syndicats à cette agence de l'ONU. - ndlr)

Ces emplois doivent provenir principalement du secteur privé, selon l'OIT, qui demande aux responsables politiques "d'agir de manière déterminée et coordonnée pour réduire les craintes et les doutes qui freinent les investissements privés, afin que le secteur privé puisse relancer le principal moteur de la création mondiale d'emplois". (Surtout pas développer les services publics, quelle horreur ! L'OIT, la marque de fabrique du capital... - ndlr)

En 2011, quelque 200 millions de personnes étaient au chômage dans le monde, soit un nombre "record", selon Juan Manuel Salazar, directeur à l'OIT en charge de l'emploi. (En réalité il y en a énormément plus. La preuve, en Inde où j'habite, il n'existe pas l'équivalent de Pôle emploi, les chômeurs ne sont pas enregistrés, il n'existe même pas une agence d'intérim ou un bureau d'embauche quelconque, c'est le désert administratif et social, donc le chiffre de l'OIT est fantaisiste. On peut ajouter qu'il n'est même pas possible de recenser combien de travailleurs ont un emploi dans le pays, puisque la plupart n'ont même pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, ils n'ont pas réellement d'existence pour les patrons et l'Etat, ils sont tout juste bon à être exploités et jetés si nécessaire, point barre. - ndlr)

Ce nombre est encore être plus important si l'on inclut les 27 millions de "travailleurs découragés", soit ceux qui ont quitté volontairement le monde du travail, par lassitude de ne pas avoir trouvé un emploi. Il s'agit notamment des jeunes, qui ont repris des études, après avoir déjà bouclé un cycle de formation.

L'OIT relève encore que 900 millions de travailleurs dans le monde vivent en-dessous du seuil de pauvreté fixé par la Banque Mondiale, soit avec moins de 2 dollars par jour. Ce sont 55 millions de plus qu'avant la crise de 2008. (Chiffre encore fantaisiste qui ne tient pas compte du nombre de personnes percevant un salaire dans un foyer ni du nombre de bouches à nourrir. Et c'est cela que les syndicats légitiment en participant à l'OIT. - ndlr)

La moitié de ces 900 millions de personnes vivent sous le seuil de l'extrême-pauvreté, soit avec moins de 1,25 dollar par jour. (AFP 23.01)

2- France

Les ouvrières de l'usine Lejaby, en Haute-Loire, fermée à la suite de la reprise du fabricant de lingerie par un consortium associant son sous-traitant tunisien, ont exprimé leur "indignation" lundi dans une lettre ouverte au président Nicolas Sarkozy, refusant les licenciements.

"Nous sommes victimes des délocalisations des productions et de la recherche permanente de la baisse de la rémunération du travail", dénoncent les signataires de cette lettre, dont l'AFP a eu copie.

"Nous refusons les licenciements et voulons continuer à gagner notre vie en travaillant", poursuivent les ex-salariés, en grande majorité des femmes, qui réclament le redémarrage de leur atelier et la "réindustrialisation du site".

"Beaucoup d'entre nous ont plus de 35 ans d'ancienneté. Nous préférons être préretraités plutôt que chômeurs ou percevoir le RSA", ajoutent les signataires, demandant "la mise en place d'une préretraite à 55 ans".

Dénonçant les "primes de licenciement dérisoires", les ouvrières réclament en outre "une prime de licenciement à la hauteur de la prime précarité, soit 10 % de nos salaires travaillés".

"Nous resterons mobilisés jusqu'à la réponse à ces exigences", concluent les signataires, qui veulent des "réponses concrètes", assurant que leur "détermination est à la hauteur de (leur) colère contre l'injustice qui (leur) est faite". (AFP 23.01)

3- Tunisie

Un an après le départ de l'ancien dictateur, les Tunisiens réclament toujours le droit au travail et à la dignité. Et l'impatience monte. Outre Makthar, durant cette semaine du 16 janvier, Jendouba a aussi été secouée par une importante vague de protestations. À Gafsa, une grève générale a été observée dans les écoles, les administrations, les banques... À Redeyef, foyer de la contestation de 2008, une trentaine de travailleurs journaliers ont fait une grève de la faim. Depuis près d'un an, ils tiennent un sit-in dans les locaux de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), réclamant une régularisation de leur situation ainsi qu'une couverture sociale. Revendications satisfaites le 22 janvier. À Sfax, des employés de British Gaz ont été pris en otages. Le sit-in a été levé le 19 janvier après un déploiement important des forces de l'ordre. Mais à peine le gouvernement éteint-il un foyer de contestation qu'un autre s'allume ailleurs.

Les 19 et 20 janvier, des employés de la Banque centrale, à Tunis, ont également protesté. Même la Marsa, banlieue huppée de la capitale, n'a pas échappé à cette vague. Depuis deux semaines, les éboueurs ont cessé de travailler : des ordures jonchent le sol jusque dans les cimetières. Le palais présidentiel à Carthage est le rendez-vous des Tunisiens en colère. "C'est pratiquement tous les jours en ce moment", assure un gardien posté à l'entrée.

Face à la multiplication des manifestations, Samir Dilou, porte-parole du gouvernement et ministre des droits de l'Homme, s'est adressé aux citoyens la semaine dernière à la radio : "On comprend vos revendications, mais vous devez également faire preuve de patience et de compréhension... Le pays est en crise." (lepoint.fr 23..01)

Economie

1- Banques centrales.

Les achats d'or réalisés par des banques centrales devraient avoir atteint un nouveau record en 2011, selon un rapport du Conseil mondial de l'or (CMO) publié lundi, tandis que la demande pour les fonds indiciaires basés sur le métal jaune a chuté à près de la moitié de son niveau de 2010.

Le CMO a déclaré en novembre s'attendre à ce que les banques centrales dans le monde aient accru de 450 tonnes leurs réserves en 2011, notamment en raison des achats de pays émergents désireux de diversifier leurs actifs pour réduire leur exposition au dollar américain.

Le cours de l'or, qui a atteint un record à 1.920,30 dollars l'once en septembre, a fini l'année sur un gain en dollars de 10%, selon le CMO.

"Les achats nets des banques centrales devraient signer une année record (en 2011) et beaucoup de ces transactions ont eu lieu pendant les troisième et quatrième trimestres", peut-on lire dans le rapport.

"Les fonds indiciaires basés sur l'or dans leur ensemble ont augmenté de 75 tonnes d'or sur la seule période septembre-décembre (sur un total de 153 tonnes sur la totalité de l'année)", précise le CMO.

En 2010, années marquée par les renflouements de la Grèce et de l'Irlande, les premiers épisodes de la crise de la dette, la demande de fonds indiciaires avait atteint 367,7 tonnes, selon des données du Conseil. (Reuters 23.01)

2- BCE

Les banques françaises ont augmenté de 43,6 milliards d'euros leurs emprunts auprès de l'Eurosystème entre le 13 décembre 2011 et le 17 janvier 2012 dans le cadre de leurs opérations de refinancement à plus long terme, indique lundi la Banque de France dans ses publications statistiques.

D'après ces données, les établissements bancaires français ont emprunté sur la période 107 milliards d'euros contre 63,4 milliards

lors de la précédente opération de refinancement à plus long terme.

Pour les analystes de la Deutsche Bank, les statistiques de la Banque de France suggèrent que les banques françaises ont emprunté près de 44 milliards d'euros auprès de la Banque centrale européenne lors de son opération inédite de prêts à trois ans. (Reuters 23.01)

3- UE

Les ministres des Finances de la zone euro ont rejeté lundi l'offre faite ce week-end par le secteur privé sur sa participation au deuxième plan d'aide à la Grèce, ont indiqué plusieurs sources au sein de la zone euro.

"Les ministres ont renvoyé l'offre sur la table des négociations", a déclaré l'une des sources, avant de préciser qu'ils avaient spécifiquement demandé aux négociateurs de s'entendre sur un taux d'intérêt inférieur à 4% pour les nouvelles obligations grecques.

"Notre proposition (...) est la proposition maximale qui peut se faire dans le cadre d'un plan d'échange de dette dit +volontaire+", a mis en garde dimanche soir le représentant des banques et créanciers privés de la Grèce, l'Américain Charles Dallara, interviewé sur la chaîne grecque Antenna.

Il négocie depuis dix jours avec le gouvernement grec au nom de quelque 450 banques ou institutions privées qui détiennent des obligations souveraines grecques, en vue d'effacer 100 milliards d'euros de dette. (AFP et Reuters 23.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 janvier

CAUSERIE

Démontage d'une manipulation politique.

1- François Hollande a réitéré mardi ses attaques contre le "*monde de la finance*" dont la démocratie doit selon lui triompher, reprenant ce qui est devenu son principal slogan de campagne.

(Si tel était vraiment le cas, les médias ne le porteraient pas au pinacle après son discours du Bourget. La finance ne s'y est pas trompée, elle sait pertinemment qu'Hollande n'est pas le candidat de la démocratie, pas plus que Mitterrand ou Blum, parce qu'il revendique son attachement au marché, au capital, il ne peut pas à la fois incarner la démocratie ou seulement la démocratie étriquée qui sied si bien à la finance à défaut de pouvoir s'en passer totalement. - ndlr)

A Toulon François Hollande a fustigé un "*monde de la finance qui s'est octroyé toutes les possibilités de déstabiliser les Etats*".

(Rectifions : ce sont les Etats qui détiennent le pouvoir politique qui font les lois et qui ont ainsi fourni à la finance la possibilité d'imposer sa loi aux Etats. - ndlr)

"Comment peut-on admettre que des banques en France puissent avoir des opérations dans les paradis fiscaux ?", a-t-il demandé. "Et bien, ce ne sera plus autorisé à partir du mois de mai. Les produits spéculatifs, qui n'ont aucun lien avec l'économie, seront aussi mis hors la loi."

(Rappelons que l'UE est un repère de paradis fiscaux, Luxembourg, Liechtenstein, Monaco ou encore la City de Londres. Sans parler de la Suisse avec laquelle l'UE commerce. Hollande envisagerait-il de rompre avec ces Etats ou principautés ? D'un coup de baguette magique, instantanément, c'est du délire, Hollande va mettre au pas le G20, plus fort encore, se substituer à lui, farfelu, grotesque ! - ndlr)

François Hollande a réaffirmé que seule une "*Europe solidaire*" permettra de trouver une solution à la crise "*face à la spéculation et face aux marchés*", prônant une nouvelle fois la mise en place d'une "*agence publique de notation*" pour remplacer des "*agences dont nul ne connaît la fiabilité*".

(Faux : la fiabilité des agences de notation est bien connue, elle n'avait vu venir aucune des crises qui se sont produites au cours des décennies précédentes et pas seulement la dernière en date, Lehman Brothers était noté AAA avant son effondrement.

Discussion parfaitement inutile, puisque cette crise a été en grande partie orchestrée en sous-main par ceux qui étaient censés la détecter afin de l'éviter, les principaux bénéficiaires évidemment.

Plus grave encore, c'est aussi un aveu, quand il prône la création d'une "agence publique de notation", cela signifie que le peuple n'a pas les moyens (démocratiques) d'exercer son contrôle sur l'Etat et l'économie du pays en général, et au lieu de préconiser de remédier à cette fâcheuse lacune, il préfère entériner ce hold up sur la démocratie par le biais d'un organisme aux mains de technocrates sur lequel les travailleurs n'auront aucun moyen de contrôle, ce qui confirme que dans ce pays les travailleurs ne dispose d'aucun pouvoir. - ndlr)

"La démocratie doit être plus forte que les marchés, la politique plus ferme que les spéculateurs", a-t-il déclaré. (Reuters 24.01)

(Foutaise, les marchés sont l'anti-thèse de la démocratie, il suffit d'observer ce qui se passe aux Etats-Unis pour en être convaincu. - ndlr)

2 Il n'y aura pas de croissance "si on ne s'attaque pas à la finance", a affirmé mardi sur BFMTV-RMC la première secrétaire du PS, Martine Aubry.

(croissance signifie davantage de profit pour les patrons, la suite va le confirmer. - ndlr)

"Cela fait au moins dix ans que la droite est au pouvoir et on ne fait rien pour que la croissance revienne. Regardez l'Allemagne où elle en est et regardez où nous en sommes!... Elle (l'Allemagne) a réussi à maintenir la croissance malgré la crise", a poursuivi la responsable du PS.

(Nous y sommes, l'Allemagne avec ses contre-réformes successives favorables au patronat, qui se sont finalement traduites par la précarité généralisée, quelle référence, tout un programme ! - ndlr)

"Contrairement à ce que veut nous faire croire la droite et M. Sarkozy, a-t-elle dit, il n'y a pas de fatalité à la politique qui est menée aujourd'hui".

(Alors qu'elle vient d'annoncer ou de prouver que le PS poursuivra ou amplifiera encore la politique antisociale de Sarkozy. - ndlr)

Mme Aubry a assuré d'autre part que le PS dans son ensemble faisait corps derrière M. Hollande, un "homme de gauche".

(Tout comme Attali le banquier, DSK ex-directeur général du FMI, P. Lamy à la tête de l'OMC, la milliardaire E. Badinter (Publicis), etc. tu parles, lisons la suite qui le dément. - ndlr)

"Beaucoup d'hommes et de femmes qui ne sont pas marqués à gauche dans leurs engagements peuvent s'y retrouver facilement", car François Hollande n'a pas fait de "promesses aberrantes", a-t-elle dit. (AFP 24.01)

(Même quand vous êtes de droite vous êtes de gauche, merci pour cette précision qui a le mérite d'être claire, Hollande ne pouvait pas faire de "promesses aberrantes" pour la bonne raison qu'il est entièrement soumis au capital et que ce dernier ne le supporterait pas, dans le sens qu'il y est farouchement opposé, crise oblige évidemment. - ndlr)

Cette vermine, qui se fait passer pour socialiste, ne pourrait pas tenir ce discours si les travailleurs en France savaient exactement quel sort le patronat allemand a réservé à leurs homologues. En voici un bref aperçu, d'autant plus crédible qu'il provient d'une personne qui n'est pas vraiment connu pour son engagement au côté des travailleurs, Hervé Gattegno, rédacteur en chef au "Point", qui intervient sur les ondes de RMC pour sa chronique politique. Voici ce qu'il en dit du "mythe" allemand cher aux dirigeants de l'UMP et du PS notamment.

Par exemple ? Qu'est-ce qui vous paraît critiquable dans le modèle allemand ?

Il faut se méfier de la présentation qu'en font les politiques français. Le grand mythe de la réussite allemande, c'est sa croissance économique et la rigueur de ses finances publiques. La vérité, c'est que sa croissance est presque au niveau de la nôtre (proche de zéro) et que la dette allemande est la plus élevée d'Europe - ce qui nuance la légende de la rigueur teutonne. Ce qui est souvent mis en avant, c'est la fiscalité. Il est exact que le taux d'imposition des entreprises a été réduit et qu'il est légèrement inférieur à celui pratiqué en France - mais pas pour les PME, qui sont moins taxées en France. Et pour les particuliers, il y a bien un bouclier fiscal en Allemagne (à 42 %), mais vu l'impopularité de cette mesure en France, on a peine à croire que ce soit un objet d'admiration.

Là où la politique allemande produit des résultats, c'est dans la lutte contre le chômage...

C'est vrai, mais les chiffres sont trompeurs. Il faut savoir que les chômeurs de plus de 58 ans sont écartés des statistiques. Ensuite, les réformes du gouvernement Schröder en 2010 ont effectivement fait reculer le chômage, mais il faut voir à quel prix. En Allemagne, il n'y a plus d'allocation chômage au bout d'un an et le demandeur d'emploi est obligé d'accepter la place qu'on lui propose, y compris des emplois sous-payés. C'est vrai aussi que le chômage partiel a permis d'éviter beaucoup de licenciements, mais le résultat, c'est qu'il y a 6,5 millions de salariés pauvres en Allemagne - et pas de salaire minimum dans les services. Sans compter une politique familiale inexistante, qui fait que les femmes doivent choisir entre travailler ou élever des enfants ; ce qui explique que la natalité soit en berne.

Quelle conclusion en tirez-vous ? Que la convergence franco-allemande, que préconise Nicolas Sarkozy, est une illusion ?

C'est au moins un trompe-l'oeil. Les différences entre nos deux pays sont économiques et sociales, mais aussi politiques et culturelles. Paradoxalement, les syndicats ont un poids bien plus grand en Allemagne, mais la condition des salariés est mieux préservée en France. C'est là où les clichés peuvent avoir une réalité : peut-être que les Allemands acceptent plus facilement ce contre quoi nous, Français, avons tendance à résister. Et sans doute que ce que nous envions le plus, dans le modèle allemand, ce sont les résultats qu'il produit - et non les efforts qu'il nécessite. (Lepoint.fr 24.01)

Démontage d'une manipulation économique.

(Dans ce genre d'articles, l'auteur commence par énoncer une affirmation qu'il va ensuite s'employer d'étayer, mais comme il n'a pas vraiment conscience de l'idéologie à laquelle il adhère, il ne va pas s'apercevoir, en tout cas pas toujours, que certains faits ou arguments qu'il avance sont en contradiction avec l'affirmation qu'il soutenait au départ.

Dans le cas où il s'agira pour lui de justifier une position ou une mesure à laquelle il adhère ou qu'il soutient, il développera sa démonstration sans même s'apercevoir des contradictions qu'elle contient, mais qu'un lecteur attentif ou avisé détectera facilement.

Dans le cas présent, il est convaincu mordicus à la fois qu'il est possible de réguler les produits dérivés et que les dirigeants de l'UE ont véritablement la volonté d'y parvenir. Voyons ce qu'il en est réellement, ajoutons que parfois, assez souvent tout de même, il suffit d'un seul mot pour que la totalité de sa démonstration tombe à l'eau et révèle sa véritable intention, dans quelle direction erronée il avait voulu entraîner ses lecteurs.)

Les ministres des Finances des 27 pays de l'Union européenne se sont mis d'accord mardi pour réguler les produits dérivés, accusés d'avoir contribué à la crise sur les marchés financiers, suite à un compromis avec la Grande-Bretagne qui traînait des pieds.

(Le cadre est posé. - ndlr)

"Une étape très importante a été franchie avec cet accord unanime des ministres des Finances sur la régulation", a déclaré à la presse le commissaire européen chargé du secteur des services financiers, Michel Barnier, à l'issue de la réunion ministérielle à Bruxelles.

(Le superlatif absolu employé en tout début de phrase renforcé par l'idée d'unanimité, contribue à donner aux lecteurs la conviction qu'un fait important vient de se produire, qu'une question vient d'être réglée une fois pour toute. Nous verrons par la suite qu'il n'en est rien. - ndlr)

"Nous sommes dans les temps pour respecter nos engagements au sein du G20" sur ce sujet, s'est-il réjoui, ajoutant qu'il espérait parvenir "dans quelques jours" à un accord sur la question avec le Parlement européen, appelé aussi à co-décider.

(Nous sommes là en présence d'un grossier mensonge implicite camouflé par une vérité sans importance. Le grossier mensonge consiste à faire croire implicitement que tous les pays du G20 accepteraient que les produits dérivés soient sévèrement réglementés ou contrôlés, alors que les Etats-Unis y sont farouchement opposés. C'est la raison pour laquelle Barnier a commencé par une vérité sans intérêt, ils sont "dans les temps", ce dont tout le monde se fout, les Américains en premier. L'accord probable des pantins du Parlement européen étant acquis d'avance. - ndlr)

Bruxelles veut obliger tous les produits dérivés, y compris ceux échangés de gré à gré, à passer par des chambres de compensation, des organismes qui assurent le bon déroulement des opérations et jouent le rôle de fonds de garantie.

(On verra ci-dessous que Bruxelles n'est pas en mesure d'"obliger" quoi que ce soit à qui que ce soit en la matière. -ndlr)

"Le tout dernier point sur lequel nous devons réunir un accord était celui du rôle de la supervision de ces chambres de compensation" en Europe, a expliqué M. Barnier.

(Et c'est là que le dérapage se produit. Deux éléments de sources diverses pour le prouver.

- Improprement qualifiée de "*chambre de compensation*", Clearstream est l'un des deux organismes européens de règlement-livraison -sa principale activité- par lequel plus de 2.000 banques, institutions financières ou encore banques centrales du monde entier s'échangent leurs actions et leurs obligations. (AFP 28.01.2010 ; source : www.paradisfj.info)

Je rectifie l'imprécision de l'AFP, Clearstream est bien une chambre de compensation (source : Wikipedia)

- Mais une chambre de compensation ne constitue pas une panacée, et même si cela ne saute pas aux yeux, la protection qu'elle offre à ses participants s'accompagne d'inconvénients non négligeables pour ceux qui sont en dehors. (...)

La chambre de compensation accroît également la transparence, parce qu'elle peut faire état de son exposition agrégée au régulateur pour qui il est plus facile de réguler une chambre de compensation centrale que toute une série de banques au fonctionnement opaque – ce qui devrait renforcer le système financier.

Mais les risques, dont beaucoup sont systémiques et souvent importants, demeurent. Malheureusement, la structure même des chambres de compensation les camoufle.

Autre facteur préoccupant : en équilibrant pertes et gains la chambre de compensation peut réduire les risques encourus par ses participants, mais elle ne fait souvent que les transférer aux créanciers extérieurs ; et elle ne supprime pas le risque fondamental auquel est confronté l'ensemble du système financier. (l'auteur de cet article en fait ensuite la démonstration -ndlr)

Les régulateurs veulent faire davantage appel aux chambres de compensation ou même exiger que l'on passe par elles pour ce type d'accords financiers. Elles offrent beaucoup d'avantages, notamment une plus grande transparence, une meilleure fixation des prix et tendent à une meilleure régulation. Mais les régulateurs surestiment globalement leurs avantages. Trop de réduction du risque systémique se réduit à un transfert de risque. (source : <http://lecercle.lesechos.fr>)

Pour conclure, si tel n'était pas le cas ou qu'il n'était pas possible de déroger d'une manière ou d'une autre à cette

L'accord a été obtenu grâce à un compromis avec Londres qui contestait le pouvoir de l'autorité de régulation financière européenne (ESMA), étant donné que la City contrôle 75% du marché européen des dérivés et 50% du marché mondial. La chambre de compensation LCH.Clearnet, parmi les premières d'Europe, est basée à Londres.

(Je ne suis pas un expert de la finance, mais compte tenu de ce qu'on a lu plus haut, on peut penser que la City liée à la Fed a accepté ce "*compromis*" en accord avec les financiers américains, et qu'elle procèdera au "*transfert du risque*" de l'autre côté de l'Atlantique, et le tour est joué ! - ndlr)

Les droits de vote sur les procédures d'autorisation des chambres de compensation sont plus favorables aux Britanniques que précédemment, tout en maintenant le rôle de l'ESMA, auquel le Parlement européen est attaché.

(En économie plus encore qu'en politique, c'est le plus puissant ou celui qui détient le pouvoir qui dicte sa loi et les autres s'plient, donc nous sommes là en présence d'un euphémisme qui sert à camoufler la capitulation de l'UE devant l'impérialisme américain. - ndlr)

Dans un communiqué, un responsable de l'ONG Oxfam, Marc Olivier Herman, a qualifié l'accord entre Etats européens de "*bonne nouvelle*", soulignant notamment que "*les dérivés sur les marchés de matières premières alimentaires devraient être beaucoup plus transparents*", et a appelé à un accord rapide avec le Parlement européen sur la question. (AFP 24.01)

(Cet épilogue misérable est conforme à la nature et la mission des ONG, ainsi tout est dans l'ordre des choses. - ndlr)

Démontage d'une manipulation syndicale.

A la tête de la CGT depuis 13 ans, Bernard Thibault, artisan d'une évolution du premier syndicat français vers plus d'ouverture et d'indépendance à l'égard du politique, a annoncé mardi qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat en 2013.

En 13 ans, M. Thibault a réussi à modifier l'image de la centrale qu'on appelait autrefois la "*courroie de transmission du PCF*", une oeuvre qu'il a poursuivie dans le sillage de son prédécesseur, Louis Viannet.

Plusieurs chantiers de réforme ont été lancés dont certains plutôt couronnés de succès comme la réforme des cotisations ou le rapprochement depuis 2006 avec l'autre grand syndicat, la CFDT. (AFP 24.01)

Avez-vous remarqué que chaque fois qu'on entend parler "*d'indépendance à l'égard du politique*" cela se traduit par une dépendance plus grande envers le capitalisme ou le régime (l'Etat), leur idéologie, cela vaut pour les syndicats, les partis comme pour la Banque de France par exemple.

Que cache l'affirmation selon laquelle M. Thibault la CGT ne serait plus la "*courroie de transmission du PCF*" ? La CGT n'est plus la "*courroie de transmission du PCF*" dans sa version purement stalinienne, elle est devenue la "*courroie de transmission du PCF*" stalinisé reconverti sans effort au social-libéralisme, ce que confirme son rapprochement avec la CFDT, CQFD.

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

Le Conseil national syrien (pro-occidental) poursuit son lobbying pour que la Ligue arabe transfère le dossier syrien au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cependant, le rapport des observateurs de la Ligue est susceptible d'infirmer la version atlantique des événements et de confirmer la version de l'administration el-Assad. C'est pourquoi le Conseil national syrien a annoncé qu'il préparait un contre-rapport que la Ligue pourrait substituer au document officiel pour saisir le Conseil de sécurité en faveur d'une intervention militaire internationale.

Le Figaro a donné le signal d'un retournement complet de la presse française. Celle-ci n'accuse plus l'administration el-Assad d'avoir tendu un guet-apens au journaliste Gilles Jacquier pour l'assassiner, mais affirme qu'il a été victime d'une « *bavure des insurgés* ». Cette interprétation n'est pas plus étayée que la précédente et reflète uniquement la volte-face de l'administration Sarkozy. Très préoccupée par les révélations sur l'appartenance de M. Jacquier aux services de renseignement militaires et sur l'implication de la France dans l'enlèvement des ingénieurs iraniens, Paris a décidé de clore le dossier pour étouffer ces affaires.

- L'armée syrienne a repris la localité de Zabadani durant la nuit. Selon la Deutsche Press Agentur, qui suit l'affaire de près, elle aurait été aidée par des combattants du Hezbollah libanais venus en renfort. Pas du tout, affirme As Safir, l'armée a expérimenté une nouvelle technique : elle a abandonné la localité le jour pour y encercler les rebelles. Elle a attendu la nuit pour que la population soit à l'abri, avant de lancer une attaque et de reprendre le contrôle du bourg. Cette méthode est efficace car les bandes armées n'ont pas de soutien dans la population.

Étrangement, sur les photos des rebelles posant à Zabadani, on remarque qu'ils sont équipés de fusils d'assaut allemands.

- Le Los Angeles Times n'admet pas le soutien russe à la Syrie. Son reporter à Moscou interprète cette politique comme un pur réflexe anti-occidental de Vladimir Poutine.

- Alors que plusieurs attentats kamikazes ont endeuillé Damas, l'ambassade des États-Unis a souhaité, pour se protéger, que la municipalité barre la rue passante où elle se trouve. Cependant, les autorités syriennes, qui estiment que les attentats d'Al-Qaida sont commandités par les Occidentaux, ont refusé pensant que les États-Uniens étaient les seuls à ne rien avoir à craindre. Le Washington Post déplore que le personnel US soit en danger et qu'il faille donc fermer la représentation diplomatique.

- Kamal al-Labwani, un opposant ayant bénéficié d'une amnistie en novembre, a participé à une manifestation anti-Assad à Amman. Il a accordé un entretien à Associated Press et au Moustaqbal. Il appelle les minorités religieuses à ne pas craindre une révolution sunnite et garantit que le prochain régime sera séculier et reconnaîtra leurs droits.

- Al-Watan (Qatar) révèle que l'émir Hamad a saisi l'Organisation de la Conférence islamique pour que son secrétaire général, le Turc Ekmeleddin Ihsanoglu, invite la Ligue arabe à transmettre le dossier syrien au Conseil de sécurité de l'ONU si la répression se poursuit. L'OCI –comme le Conseil de coopération du Golfe et la Ligue arabe– avait déjà soutenu la guerre contre la Libye. (Réseau Voltaire 22.01)

Social

1- Forum social mondial

Le Forum social mondial, principal événement anti-capitaliste de la planète, s'ouvre mardi à Porto Alegre (sud du Brésil) avec une marche devant réunir des milliers de manifestants.

Ce Forum social "*thématique*" doit préparer le Sommet des peuples que les mouvements sociaux organiseront en marge de la Conférence de l'ONU sur le développement durable en juin à Rio de Janeiro (Rio+20) qui réunira des chefs d'Etat du monde entier.

Il se tient à la veille du Forum économique de Davos qui réunira les dirigeants politiques et industriels des pays riches.

Cette année, la grande nouveauté du forum sera la participation des nouveaux mouvements de protestation comme le Printemps arabe, Occupy Wall Street, les Indignés et les étudiants du Chili. (AFP 24.01)

Que dit-on de deux forums financés par les mêmes sources (les multinationales (Ford, Coca Cola notamment), donc les banquiers américains) ? Qu'ils sont complémentaires, qu'ils font partie de la même famille, qu'ils appartiennent au même monde, le vieux monde pourri qu'il nous faut liquider. Le Forum social mondial et le Forum de Davos sont les deux faces de la même pièce : la contre-révolution.

2- Espagne

Le groupe sidérurgique ArcelorMittal a annoncé mardi la fermeture de son aciérie de Madrid (325 personnes) au cours d'un comité d'entreprise européen extraordinaire, a indiqué à l'AFP le représentant du syndicat français CFDT à ArcelorMittal.

Quelque 630 salariés sur un total de 6.000 quitteront la filiale tchèque du sidérurgiste à Ostrava (nord-est) d'ici à la fin du mois dans le cadre d'un plan de départs volontaires, lancé afin d'augmenter la compétitivité du site, a-t-on ainsi appris mardi auprès du groupe.

Selon les informations communiquées mardi par le groupe sidérurgique, le marché européen aurait une capacité de production de 90 millions de tonnes alors qu'il n'en consommerait que 60 millions.

En Belgique, ArcelorMittal a annoncé l'an dernier la fermeture de deux haut-fourneaux à Liège (sud-est) pour les mêmes raisons. (AFP 24.01)

Economie

1- FMI

Le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 3,3% en 2012, contre 4% lors de ses précédentes prévisions. Pour 2013, le Fonds prévoit toutefois une accélération à 3,9%.

Il estime toutefois qu'en cas d'aggravation de la crise européenne, son estimation pour cette année sera amputée d'environ deux points de pourcentage.

Le produit intérieur brut (PIB) des pays de la zone euro devrait reculer de 0,5% cette année avant de recommencer à croître en 2013 (+0,8%).

Pour la France, le FMI table sur une croissance de 0,2% cette année (révisé de +1,4%) et de 1,0% en 2013. Quant à l'Allemagne, elle devrait croître respectivement de 0,3% (révisé de +1,3%) et 1,5%.

Les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, qui entretiennent des liens importants avec les économies de la zone euro, seront particulièrement affectés par un ralentissement de la croissance. Les prévisions du FMI s'élèvent pour cette région à 1,1% en 2012 contre une précédente estimation à +2,7%.

Le FMI précise que l'activité économique ralentit mais ne s'effondre pas. Il maintient sa prévision de croissance de 1,8% pour les Etats-Unis cette année, mais réduit sa projection pour le Japon à 1,7% au lieu de 2,3%.

L'activité économique des pays avancés devrait croître de 1,5% en moyenne en 2012 et 2013, une hausse insuffisante pour permettre un reflux marqué du chômage.

En ce qui concerne les économies émergentes, le Fonds prévoit un ralentissement brutal du rythme de croissance, à 5,4% en 2012 contre 6,1% prévu en septembre. Il appelle les Etats concernés à concentrer leurs efforts sur des politiques de stimulation de leurs économies. (endettement. - ndlr)

L'ensemble des pays émergents asiatiques devrait connaître une progression de 7,3% en 2012 contre 8% prévu auparavant.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la croissance devrait s'accélérer, notamment en Libye. (guerre=destruction=reconstruction. - ndlr) (Reuters 24.01)

2- France

Incapable de faire face à des engagements financiers de 1,75 milliard de dollars (1,3 milliard d'euros) faute d'accord avec ses banques, le raffineur suisse Petroplus a annoncé mardi le déclenchement d'une procédure d'insolvabilité qui menace plus de 2.000 emplois en Europe.

Les négociations menées ces dernières semaines avec les banques ont échoué, a expliqué dans un communiqué le principal raffineur indépendant en Europe, qui avait déjà mis à l'arrêt trois de ses raffineries en Suisse, en Belgique et en France, à Petit-Couronne (Seine-Maritime). (Reuters 24.01)

- 1- Saisie des banques décrétée par un gouvernement ouvrier révolutionnaire ;
- 2- Expropriation des patrons ou actionnaires de Petroplus ;
- 3- Continuité ou reprise de l'activité chez Petroplus sous le contrôle ou par les salariés eux-mêmes avec leurs organisations syndicales.

Première objection : ce n'est pas possible.

Réponse : c'est la seule réponse possible conforme aux intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Deuxième objection : argument insuffisant ou ne réglant pas la question à l'ordre du jour.

Réponse : on ne prétend rien régler dans l'immédiat, par contre si l'on ne s'en donne pas les moyens maintenant, ce n'est pas seulement maintenant qu'on ne règlera rien mais toujours. Il faut donc réunir les conditions pour régler ce problème et tous les autres, autrement dit se rassembler pour construire le parti qui dirigera ce gouvernement ouvrier révolutionnaire et imposera les mesures citées plus haut...

Troisième objection : on fait quoi en attendant ?

Réponse : on se déclare en grève illimitée jusqu'à la reprise d'activité garantie par l'Etat puisque en dernière analyse c'est l'Etat qui détient le pouvoir, on élit nos délégués et on se constitue en comité de grève, on occupe l'usine, on en appelle aux syndicats et aux travailleurs des autres raffineries en France et en Europe pour qu'ils nous imitent, on en appelle aux syndicats au niveau national pour qu'ils appellent à la grève illimitée dans tout le pays pour nous soutenir...

Quatrième objection : vous en faites quoi du mot d'ordre *Interdiction des licenciements* ?

Réponse: devinez ? Plus sérieusement, vous ne pensez pas que la bonne question serait plutôt : Quel gouvernement interdira les licenciements, expropriera les banquiers, prendra le contrôle de l'économie du pays ?

3- Grande-Bretagne

La dette nette britannique a dépassé pour la première fois à la fin 2011 le seuil symbolique des 1.000 milliards de livres (1.200 milliards d'euros), selon des statistiques officielles publiées mardi.

En outre, conformément aux règles budgétaires britanniques, cette somme est calculée en excluant les "effets temporaires" du sauvetage par l'Etat des banques lors de la crise financière de 2008/2009, qui se chiffre en centaines de milliards de livres.

Hors ces interventions, la dette publique britannique représentait fin 2011 64,2% du produit intérieur brut (PIB) contre 59,4% un an plus tôt.

Mais, selon les projections de la Commission européenne, dont les calculs tiennent compte d'une partie de l'argent public engagé dans le secteur financier, cette dette équivaut en fait à 84% du PIB, un pourcentage équivalent à celui de la dette de la France. (AFP 24.01)

4- Etats-Unis

4.1- Mercredi, Obama a annoncé qu'il s'opposait à la création de l'oléoduc transcanadien, Keystone XL, qui devait transporter le pétrole de l'Alberta jusqu'au Texas. Le ministre canadien du pétrole, Joe Oliver, s'est donc immédiatement tourné vers la Chine, tout en déclarant: "*moins compter sur les Etats-Unis, nous aidera à renforcer la sécurité des finances canadiennes.*" "*Les Etats-*

Unis deviennent une source d'incertitude".

Si le Canada ne fait plus confiance à Washington et se tourne vers Pékin, l'Empire vacille.

Jeudi, la Turquie et l'Iran ont annoncé, qu'ils allaient augmenter leurs échanges financiers et améliorer les relations de leurs Banques Centrales.

Vendredi, l'Inde a annoncé qu'elle continuerait à acheter Pétrole et Gaz à l'Iran en remplaçant le Dollar par la roupie. C'est une énorme claque pour la crédibilité d'Obama, qui avait promis des sanctions sévères à ceux qui feraient des échanges avec l'Iran.

La Chine, la Russie, le Japon, l'Inde, la Turquie, la Corée du Sud et l'Iran représentent un bloc financier très important, qui vient d'ouvrir une brèche énorme dans l'autorité de l'Empire américain, qui impose depuis 1973 que les produits pétroliers soient négociés en Dollar.

Les accords bilatéraux Sino-brésiliens, russo-allemands, sino-japonais, turco-iraniens, russo-iraniens, etc., entre les plus gros producteurs et les plus gros consommateurs d'énergie de la Planète, mettent à mal le Dollar américain. Le perte de son statut de monnaie internationale dans les transactions financières et commerciales entre les B.R.I.C. est désormais un fait établi. Le Dollar ne peut que faiblir fortement devant cet état de fait, quelle que soit la crise obligataire actuelle à l'intérieur de l'Europe, qui est montée en épingle mais est relativement secondaire face à l'effondrement de la confiance dans le Billet Vert.

Les banques américaines vont fortement ressentir les effets de cette désaffection pour la monnaie US.

La politique de la canonnière

On peut craindre que les Etats-Unis réagissent violemment au fait que personne n'ait suivi leurs menaces de sanctions contre les partenaires commerciaux de l'Iran. Ils pourraient lâcher la bride à Israël, les laissant attaquer les cibles iraniennes. On se souvient que le porte-avions USS STENNIS avait traversé le Détroit d'Ormuz vers la Mer d'Oman pendant une manoeuvre de la Marine iranienne simulant la fermeture du Détroit. Un général iranien avait alors interdit à ce porte-avions américain de franchir le détroit en sens inverse, pour revenir dans le Golfe Persique.

Officiellement, le STENNIS a été désaffecté de la Ve Flotte et devrait être sur la route du retour vers les USA, pour être remplacé par le USS LINCOLN. Pratiquement, sur son site Face-book, vendredi dernier, le STENNIS montrait une photo où les deux porte-avions naviguent bord à bord, dans la même direction. Les Américains vont ils avoir 3 porte-avions cette semaine face à l'Iran ?

Quoiqu'ils fassent, le Dollar aura perdu de sa superbe et de sa puissance financière. (liesi 22.01)

4.2- Washington (awp/afp) – La Chambre des représentants américaine a adopté mercredi une résolution symbolique désapprouvant le relèvement du plafond de la dette des Etats-Unis demandé par le président Barack Obama pour éviter un défaut de paiement après la date butoir du 27 janvier. Les élus ont approuvé par 239 voix contre 176 cette "*résolution de désapprobation*" du relèvement du plafond de la dette, jusqu'ici fixé à 15'194 milliards de dollars. Le président avait formellement demandé au Congrès jeudi dernier de relever le plafond de la dette car il ne restait plus que 100 milliards de dollars de marge de manoeuvre avant d'atteindre la limite autorisée.

En août, après des semaines de bagarre entre les républicains du Congrès et la Maison Blanche, la "*loi de contrôle du budget*" (Budget Control Act) avait relevé une première fois ce plafond de 400 milliards de dollars. Une deuxième augmentation de 500 milliards avait eu lieu en septembre. Un troisième relèvement de 1200 milliards de dollars est prévu pour permettre au gouvernement fédéral de financer son fonctionnement jusqu'à la fin de l'année 2012, soit après les élections. Mercredi, la Chambre a désapprouvé cette action. Mais M. Obama opposera son veto à une telle résolution, qui ne devrait de toute façon pas passer le cap de l'adoption au Sénat, à majorité démocrate. En outre, la loi budgétaire votée en août prévoit que le troisième relèvement du plafond de la dette de 1200 milliards de dollars soit effectué de façon automatique pour éviter un défaut de paiement de Washington.

Le représentant Ron Paul, candidat à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, a brièvement interrompu sa campagne en Caroline du Sud pour voter contre le relèvement du plafond de la dette mercredi à Washington. Le vote de mercredi, même s'il est symbolique, marque une reprise des tensions entre les républicains et les démocrates du Congrès après plus de trois semaines de congés de fin d'année, le tout en pleine campagne pour les élections de novembre 2012.

Commentaire : l'agence de notation S&P avait dégradé la note des Etats-Unis pour un problème similaire, il y a quelques mois, en arguant que la mésentente entre républicains et démocrates sur le plafond de la dette était à l'origine de cette décision... (liesi 23.01)

5- Inde

La Banque de Réserve d'Inde (RBI) a ramené le taux des RO (Réserves obligatoires -ndlr) à 5,50% et maintenu à nouveau son taux d'intervention à 8,50%, un statu quo qui était attendu. La banque centrale avait augmenté les taux à 13 reprises de mars 2010 à octobre 2011.

La réduction des RO libérera autour de 320 milliards de roupies (6,4 milliards de dollars) dans le système bancaire.

"L'équilibre croissance-inflation de la politique monétaire penche désormais du côté de la croissance, tout en s'assurant que les tensions inflationnistes restent contenues", a déclaré Duvvuri Subbarao, gouverneur de la RBI.

Le taux d'inflation annuel, mesuré par l'indice des prix de gros, a ralenti à un plus bas de deux ans de 7,47% en décembre, grâce à une forte dégrue des prix alimentaires.

Les répercussions du taux de change sur l'inflation sont également une préoccupation de la RBI. La baisse de 16% de la roupie en 2011 crée de l'inflation importée.

La RBI a par ailleurs abaissé, comme prévu, sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire clos fin mars, à 7% contre 7,6%, et 8,5% constatés durant le précédent exercice budgétaire. Elle n'a pas modifié son objectif d'inflation qui est de 7%. (Reuters 24.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 janvier

CAUSERIE

Un courriel du Cermtri. « Lénine à Longjumeau », une exposition à voir

- "Près de 100 personnes ont assisté le samedi 21 janvier au CERMTRI au débat autour du livre de Jean-Jacques Mari « *Lénine, la révolution permanente* ». La discussion a été introduite par François de Massot qui a expliqué ce titre : Lénine n'a jamais été partisan de la révolution par étapes contrairement à ce qu'ont affirmé les staliniens – même si c'est Trotsky qui a développé la théorie de la révolution permanente.

Ainsi, en septembre 1905, Lénine déclarait : « *De la révolution démocratique nous passerons aussitôt, selon le degré de notre force et la force du prolétariat conscient et organisé, à la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêterons pas en chemin.* » (p.97-98) Lénine a consacré toute sa vie à la construction d'un parti révolutionnaire, c'est ce qui explique la place qu'il a donnée à la formation des militants et le rôle qu'a eu « *l'école de Longjumeau* » en 1911.

Vous pouvez venir voir au CERMTRI (aux heures d'ouverture du centre) jusqu'au mercredi 8 février 2012 l'exposition « *Lénine à Longjumeau* » qui a été réalisée par des militants de cette ville."

Ce n'est pas beaucoup 100 participants à cette conférence/débat, c'est mieux que rien certes. Je n'ai pas lu ce livre. Je ne sais pas si l'auteur a fait le lien avec Marx (et Engels) qui le premier avait fait référence à la révolution permanente, Lénine et Trotsky reprenant cette stratégie à leur compte dès le début du XXe siècle. Je ne sais pas non plus s'il a fait des parallèles avec *La révolution permanente* de Trotsky.

A propos de la "*révolution par étapes*", à la page 33 (version Internet en pdf), Trotsky écrivait :

- "Grâce à son ampleur, l'expérience bolchevique de 1905-1917 a fermé définitivement la porte à la "dictature démocratique". De sa propre main Lénine a inscrit sur cette porte "Condamnée". Il a exprimé cette idée en quelques mots: le paysan ne suit que le bourgeois ou l'ouvrier.", ce qui signifie en la transposant à notre époque, en remplaçant la paysannerie qui a pratiquement disparu par la petite-bourgeoisie, qu'entre la dictature du capital et la dictature du prolétariat, il n'y a pas de place pour une étape intermédiaire "démocratique", aucune autre classe que la classe ouvrière n'est capable de mener à son terme le renversement du régime en place, ce qui ne veut pas dire que la révolution ne connaîtra pas des périodes plus ou moins longues de flux et de reflux avant de finalement triompher, comme ce fut le cas en 1917. Aucune autre classe que la classe ouvrière ne peut revendiquer la direction de la révolution socialiste (mondiale), car c'est la seule classe indépendante de la bourgeoisie par la position qu'elle occupe dans les rapports sociaux de production.

D'autant plus qu'à notre époque de décomposition avancée du capitalisme, il est impossible de satisfaire la moindre revendication sociale collective sans remettre en cause simultanément les fondements du capitalisme. Imaginez que demain

vous passiez le smic et la retraite minimum à 1700 euros nets par mois, que vous annuliez toutes les lois anti-ouvrières votées depuis 1958, que vous rendiez gratuit l'accès aux soins, à l'école et à l'université, que vous diminuiez les loyers de 40 ou 50%, etc. ce qui n'a rien d'exceptionnel ou de farfelu, et c'est l'ensemble de l'économie fonctionnant selon les lois du capitalisme qui s'écroule, les entreprises ne seraient plus compétitives, etc. d'où la nécessité de mettre fin aux rapports de production capitalistes immédiatement pour éviter le chaos qui profiterait à la réaction.

L'expropriation des banquiers et des grands capitalistes (sans indemnités), la fermeture de la Bourse et le monopole du commerce extérieur réalisé par l'Etat ouvrier (notamment), sont des mesures indispensables pour à la fois satisfaire nos revendications sociales, commencer à réorganiser la production et la distribution des richesses produites sur la base des besoins réels de la population, sachant qu'il sera possible de réduire les inégalités pour les rendre supportables à tous, le chômage, la précarité et la pauvreté auront disparu, par contre il sera impossible de les faire disparaître totalement, de même que le capitalisme n'aura pas totalement disparu, ces objectifs ne pouvant être atteints qu'au niveau mondial, une fois le capitalisme totalement éradiqué de la surface de la terre, c'est aussi cela la révolution permanente : à la première étape le socialisme, à la seconde le communisme qui coïncidera avec l'extinction des classes, des Etats et des frontières, la fin du règne de la nécessité caractérisée par l'exploitation de l'homme par l'homme, enfin l'homme commencera à écrire consciemment sa propre histoire, libéré des chaînes de la servitude humaine.

Tirez le rideau !

1- Etat d'âme de La Talonnette.

L'évocation par Nicolas Sarkozy auprès de journalistes de sa possible défaite à la présidentielle relève davantage d'une "opération d'intox" destinée à "rebondir" que d'un véritable "abattement", estiment mercredi de nombreux éditorialistes. (AFP 25.01)

Il est battu d'avance et il le sait, sauf coup de théâtre de dernière minute, encore faut-il qu'il se représente. Car au point où il en est, à l'UMP ils pourraient envisager de présenter un autre candidat, Juppé par exemple, resterait-il encore à justifier ce forfait de dernière minute qui ne plomberait pas la candidature de Juppé. Cela ne s'est jamais vu mais pourquoi pas. A moins que leurs amis du Fouquet's jugent préférable qu'il se sacrifie au profit de Hollande, qui malgré ses incartades en direction de la finance, rentrera dans le rang comme Blum et Mitterrand une fois élu, ils se chargeront de lui faire comprendre si nécessaire, en réalité, ce ne sera même pas nécessaire, Hollande est un agent du capital. On s'en fout vous me direz, bien sûr.

2- Un extrait de ce qu'il aurait dit en "off" en Guyane.

« Oui, j'en ai la certitude. J'ai 56 ans, je fais de la politique depuis trente-cinq ans, j'ai un métier, je changerai complètement de vie, vous n'entendrez plus parler de moi si je suis battu. » Cette phrase est bien de Nicolas Sarkozy, évoquant pour la première fois son possible échec à la présidentielle. C'était samedi à Cayenne, lors du déplacement du chef de l'Etat en Guyane où il présentait ses vœux à l'Outre-mer. Le président français s'est entretenu à bâtons rompus pendant trois heures avec une dizaine de journalistes. Une conversation qui devait rester « off » - cela signifie que les journalistes peuvent utiliser les propos d'une source sans en révéler l'identité - mais qui a finalement été dévoilée par l'AFP puis par *Libération* hier après-midi.

L'après-Elysée, le président l'avait d'ailleurs déjà évoqué en 2008 : « Je fais ça pendant cinq ans et, ensuite, je pars faire du fric, comme Clinton. 150 000 euros la conférence ! » (elle.fr 25.01)

T. Blair en a fait autant, ils le font tous.

3- C'est "cuit" !

Le *Canard enchaîné* de mercredi rapporte le désarroi de nombreux ministres après le meeting socialiste du Bourget. Et notamment celui du Premier d'entre eux. « Si Nicolas ne déclare pas tout de suite sa candidature, c'est cuit. Sa stratégie de président au-dessus de la mêlée a échoué. Il n'a que 15 jours pour renverser la tendance. Après... », aurait déclaré François Fillon. Tout est dans les points de suspension. (20minutes.fr 25.01)

Pas crédible et c'est encore rien de le dire !

Sondage CSA pour 20 Minutes, BFMTV et RMC. Sur les thématiques économiques, la défiance des Français est très importante : 28 % des sondés ne font confiance à aucun des candidats ou des probables candidats dans la lutte contre le chômage (une méfiance qui atteint 30 % sur la dette ou encore 29 % sur la défense du pouvoir d'achat...). (20minutes.fr 25.01)

En réalité, personne n'y croit !

Comment peut-on croire que des questions non résolues depuis bientôt 30 ans pourraient l'être par les mêmes partis ou ceux-là mêmes qui ont déjà gouverné le pays ? Si CSA avait commencé par poser cette questions aux personnes qu'ils ont interrogées,

ce ne serait pas 28, 29 ou 30% qui se diraient désabusées mais 90% ou plus.

Leur sondage est conçu de telle sorte que chacun ait l'illusion que la réponse à leurs problèmes existe dans le cadre de l'ordre établi que ces partis ou ces philistins représentent. C'est le but de la manoeuvre.

Un véritable cauchemar ! Et "maintenant le capitalisme lui-même".

Extrait d'un article de Slate.fr titré : *Comment sauver une nouvelle fois le capitalisme?*

Au moment où s'ouvre la grand-messe annuelle du capitalisme à Davos, le magazine Time dresse un tableau très sombre du système économique mondial et affirme que sans profonde réforme le capitalisme est en danger car il s'aliène les peuples partout sur la planète.

« Tandis que la crise économique mondiale entre dans sa quatrième année, tout ceux qui pouvaient être blâmés l'ont été. Les banquiers irresponsables. Les dirigeants d'entreprises avides. Les régulateurs incompetents. Les politiques incapables d'agir. Les travailleurs chinois sous-payés. Les travailleurs grecs sur-payés. George W. Bush. Ben Bernanke. Angela Merkel. Les agences de notation... » Et maintenant le capitalisme lui-même.

Time souligne que c'est logique. Le capitalisme est incapable aujourd'hui d'apporter ce qu'il est sensé offrir: récompenser le mérite, donner des opportunités et rémunérer le travail et le talent. Au contraire, depuis 2008, le capitalisme a tourné le dos à la méritocratie et bénéficie seulement aux privilégiés. (le balayeur du Bronx a le salaire et les conditions de vie qu'il mérite en temps normal, de même que le parasite milliardaire qui se vautre dans la luxure. Ce qui est "logique" aussi pour le Time, c'est que le capitalisme soit déclaré indépassable et donc éternel ! - ndlr)

« L'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi partout. Dans un rapport de 2011, l'OCDE souligne que les inégalités de revenus dans les 22 pays étudiés ont augmenté de 10% en moyenne depuis le milieu des années 1980 et que la situation s'est dégradée dans 17 pays. Le libre-échange a conduit à une mondialisation qui a forgé un marché du travail international qui met en concurrence directe les étudiants américains et indiens et met sur la touche ceux qui ne peuvent pas lutter. »

(le capitalisme repose sur des contradictions explosives à terme, incompatibles avec sa survie. - ndlr)

Alors bien sûr, le capitalisme n'en est pas à sa première crise. L'immoralité et la brutalité du système sont dénoncées depuis le XIXe siècle. Pour autant, le capitalisme a vaincu le communisme et inclut dans son orbite à peu près toute la planète. Son secret, c'est un système dynamique. Comme la vie, il s'adapte, encore et toujours. Et la question aujourd'hui n'est pas «s'il doit être réformé, mais comment... Les souffrances de la grande dépression ont donné naissance au mouvement pour rendre le capitalisme plus juste et plus stable avec une plus grande protection et régulation des gouvernements. Le New Deal aux Etats-Unis et l'Etat providence en Europe. La stagflation des années 1970 a conduit le capitalisme vers plus d'innovation et de productivité».

(le capitalisme n'a jamais "vaincu" le communisme, puisque le communisme n'a jamais existé à l'échelle de la planète, auquel cas les frontières, les Etats et les classes, les riches et les pauvres auraient disparu, on s'en serait porté si bien qu'il ne serait jamais venu à l'idée de personne de les faire renaître.

Quant aux "souffrances de la grande dépression", excusez du peu, elle s'est traduite par plus de 45 millions de morts dans le monde, davantage de blessés, plus encore de vie et de famille brisée pour toujours, le Time le minimise car finalement elle a été profitable aux capitalistes américains à qui il doit encore son existence, on pourrait ajouter toutes les autres guerres (Corée, Vietnam, etc.) qui ont marqué la période entre 1945 et le début des années 70.

Mais au fait, n'était-ce pas les impérialistes français, britannique et américain qui avaient saigné à blanc l'économie allemande au lendemain de la Première guerre mondiale au titre des "réparations de guerre" imposées au vaincu ? Par la suite, pour lui éviter de sombrer totalement et d'emboîter le pas à la Russie passée sous le pouvoir du parti bolchevik, n'était-ce pas l'impérialisme américain qui avait investi des milliards de dollars dans l'économie allemande... jusqu'en 1929, date à laquelle Hitler n'était pas encore parvenu au pouvoir, avant de rapatrier ces capitaux aux Etats-Unis et de plonger l'économie allemande dans un marasme épouvantable favorisant l'arrivée de Hitler au pouvoir, on connaît la suite ?

Au passage, le Time ne peut nier l'existence de la lutte des classes (Etat providence) en réaction et d'une certaine manière comme frein à la dérive totalitariste du capitalisme. L'amalgame auquel il se livre entre "le New Deal aux Etats-Unis et l'Etat providence en Europe" n'est pas anodin ou une erreur d'appréciation ou encore le produit d'une confusion dans la tête du rédacteur du Time, non, il s'agit de mettre au compte du capitalisme pour l'embellir ou lui donner un visage plus présentable, plus humain, les avancées sociales qui étaient uniquement le produit de la lutte de classe du prolétariat en Europe, et dans une certaine mesure la condition de la reconstruction des Etats et du capitalisme sur le versant occidental de ce continent.

Pour finir, la situation que nous connaissons aujourd'hui est le produit de la politique mise en avant par l'impérialisme dès le début

ou le milieu des années 70, relayée par la suite à des degrés divers dans chacun des Etats en Europe. Ce sont les conséquences de ce processus entamé il y a 40 ans que nous observons et que nous subissons, conclusion à laquelle le Time ne peut adhérer, qu'il ne peut pas reconnaître et livrer à ses lecteurs, car il s'agit d'un réquisitoire à charge et sans appel possible contre le capitalisme. -ndlr)

Comme au lendemain de la crise des années 1930, Time suggère que le balancier revienne vers un plus grand contrôle des excès. Il faut rétablir ce que la mondialisation a effacé, retrouver un équilibre des pouvoirs économiques et politiques et rendre les dirigeants des banques et des entreprises responsables. Les risques pris jamais sanctionnés et les rémunérations pharaoniques injustifiées «détruisent la justification morale de l'existence d'un système capitaliste construit sur le mérite».

(Puisque rien ni personne ne peut justifier l'existence d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur le vol de la force de travail des producteurs (manuels et intellectuels), sur des conditions objectives, matérielles, palpables et vérifiables, ils inventent une valeur subjective sur laquelle chacun devrait se pencher désormais, le mérite, valeur laissée à l'appréciation de chacun, sur laquelle les opposants au capitalisme devraient discourir à l'infini tel des métaphysiciens, pendant que les capitalistes continueraient tranquillement de vaquer à leurs affaires, le monde continuant sa marche vers l'abîme, ce dont se fout le Time évidemment. L'un mériterait d'être pauvre ou miséreux bien qu'il travaille, sans exploiter personne, et l'autre mériterait d'être riche en dormant, en exploitant la planète entière. Cette "*justification morale*" est conforme à la doctrine de l'Eglise. - ndlr)

Des idées qui sont proches de celles mises en avant par l'éditorialiste pourtant conservateur du New York Times David Brooks, qui appelle à la naissance d'un concept qui nous rappelle quelque chose en France : le «*free market socialism*» (le socialisme de marché). (slate.fr 25.01)

(Cela pourrait très bien être aussi le "*socialisme de marché*" à la chinoise, la négation du socialisme ! - ndlr)

Actualité en titres

Cause et effet.

- Nouveau record pour le chômage en France depuis 12 ans - Reuters
- Les ventes de l'anti-douleurs Tramadol en hausse de 30% sur un an - Liberation.fr

Frénésie !

- 377 900 par jour : le nombre d'iphones vendus au cours du dernier trimestre 2011 (plus que le nombre de naissances dans le monde) - Atlantico.fr

Tout fout le camp !

- La dernière fabrique française de bérets basques en redressement judiciaire - AFP
- La France a perdu un cinquième de ses vergers en dix ans AFP

D'une maison close à l'autre...

- Une gendarmerie de l'Essonne squattée par des Roms évacuée - Liberation.fr
- Prostitution : un célèbre club libertin contraint de fermer - LeFigaro.fr

Dictature américaine.

- Des commandos américains libèrent deux otages en Somalie - Reuters
- Le responsable de la tuerie d'Hadita, en Irak, n'ira pas en prison - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

Bahreïn

Des affrontements ont opposé la police et des manifestants dans plusieurs localités chiites de Bahreïn où 41 policiers et plusieurs manifestants ont été blessés, ont indiqué mercredi les deux bords.

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur a affirmé que la police anti-émeutes avait été attaquée mardi soir par "*des hommes et des femmes masqués*" et armés de pierres et de cocktails Molotov, notamment à Duraz, Sanabis, Dair et Al-Ekr.

Ces attaques "*reflètent une grave escalade dans les tactiques violentes de groupes et individus qui soutiennent l'opposition*", a ajouté le ministère, faisant état d'au moins 41 policiers blessés. (AFP 25.01)

Social

1- France

Le chômage a poursuivi sur sa lancée, en décembre, avec une augmentation de 1% du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A par rapport au mois précédent. Soit 29 700 personnes supplémentaires n'exerçant aucune activité professionnelle. Sur un an, ce chiffre a augmenté de 5,6%.

En incluant les personnes ayant une activité partielle (catégories B et C), le chômage a crû de 0,6% entre novembre et décembre 2011. Plus de 4,2 millions de demandeurs d'emplois sont inscrits dans les trois premières catégories.

Les catégories D et E, concernant les chômeurs bénéficiant d'une formation, d'un stage ou d'un emploi aidé, augmentent respectivement de 2,3% ou de 2,1%. Ce qui peut indiquer une augmentation du recours à ces de la part des pouvoirs publics, ou une conséquence de l'augmentation du nombre de plans sociaux, accompagnés de dispositifs publiques de reconversion.

La hausse a particulièrement touché les plus de 50 ans, qui sont 2% de plus en catégorie A (16% sur un an). Ils représentent plus de 20% des inscrits à Pôle Emploi. Les moins de 25 ans sont aussi plus concernés que la moyenne : +1,3% sur le mois.

La hausse concerne de manière égale les chômeurs de courte et de longue durée (+0,6%).

Les fins de contrats précaires (CDD ou intérim) représentent toujours le premier motif d'inscription à Pôle Emploi, avec près d'un tiers des cas. Bien moins importants en nombre, les licenciements économiques bondissent néanmoins de 5,7%, de mauvais augure après les +11% du mois précédent. (liberation.fr 25.01)

2- UE. En famille.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé mercredi à Bruxelles à "*une journée d'action européenne*" le 29 février, à la veille d'un sommet des dirigeants européens consacré au nouveau traité visant à renforcer la discipline budgétaire au sein de l'UE.

"*Le mot d'ordre de la journée d'action sera +Trop, c'est trop ! Les mesures d'austérité ne sont pas la seule réponse à la crise+*", a déclaré Bernadette Ségol, la secrétaire générale de la CES, après une réunion extraordinaire de son comité de direction.

Le "*seul objectif de ce traité est de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. On ne peut pas continuer à imposer des mesures qui ne marchent pas, qui enfoncent les pays dans la crise et appauvrissent de plus en plus de monde*", a dénoncé Mme Ségol.

"*C'est au contraire une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée*", a-t-elle précisé.

Les principaux délégués de la CES -Brendan Barber (patron du syndicat britannique TUC), Bernard Thibault (CGT française) et Annelie Buntenbach (DGB allemande)- sont montés mercredi midi sur une tribune dressée devant le bâtiment du Conseil européen pour "*démontrer l'unité des syndicats européens*" sur ce dossier. Ils avaient été auparavant reçus par le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

"*Le diagnostic que font tous les syndicats est unanime quant à la dégradation sociale dans l'ensemble de l'Europe*", a déclaré M. Thibault, qui représentait les syndicats français membres du CES (notamment la CFDT et FO).

Le choix de la forme (manifestations, grèves...) que prendra la Journée d'action du 29 février a été laissé aux différentes confédérations nationales. (Reuters 25.01)

La CES est un syndicat formidable, non ? Pas vraiment.

Pour vérifier que l'agence Reuters n'avait rien oublié au passage, je me suis connecté au portail de la CES. Et effectivement de la déclaration de la secrétaire générale de la CES, ils ont occulté le passage suivant qui indique clairement quel contenu politique la CES compte donné à cette journée d'action contre laquelle nous sommes évidemment :

"Pour les syndicats européens, ce traité doit comporter un volet social fort. Même si l'équilibre budgétaire est nécessaire, la rigueur seule accroît les déséquilibres. C'est une politique de relance par l'investissement qui doit être privilégiée" (www.etuc.org), comme si l'UE avait eu un jour un caractère social, antisocial assurément ! Autrement dit, compte tenu du fait que *"l'équilibre budgétaire est nécessaire"* est incompatible avec la satisfaction des revendications collectives des travailleurs, cette journée d'action aura pour seul objectif de légitimer ce traité et la politique ultra réactionnaire adoptée par tous les gouvernement de l'UE.

Comment fonctionne la colloration de classes de la CES. En associant en permanence dans ses préoccupations les intérêts des capitalistes et ceux des travailleurs, comme si la satisfaction des uns ne se faisaient pas obligatoirement au détriment des autres. Un autre exemple pour l'illustrer, il est daté du 12 janvier 2012 : Bernadette Ségol, Secrétaire générale de la CES, a déclaré : *" Nous doutons sérieusement que la proposition de Traité international du Sommet de décembre dernier soit suivi d'effets positifs pour l'économie et pour les travailleurs"*, vous retrouvez bien les intérêts du capital sous le vocable de *"l'économie"* au côté des travailleurs, comme si leurs intérêts étaient complémentaires au lieu d'être antinomiques et inconciliables, tout le reste n'est que du baratin pour mieux embrouiller militants et travailleurs.

Question : que foutent les syndicats dans la CES créée de toutes pièces par l'UE, sinon collaborer avec l'UE. A bas la CES et l'UE !

Economie

1- Grande-Bretagne

L'économie britannique s'est contractée de 0,2% au dernier trimestre de 2011, une performance pire que celle anticipée par les analystes et qui conforte les craintes d'un retour du pays dans la récession, selon une estimation officielle publiée mercredi.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établit à +0,8% par rapport à la même période de l'année dernière et à +0,9% sur l'ensemble de 2011, a indiqué l'Office des statistiques nationales.

Cette mauvaise performance devrait relancer les interrogations sur le bien-fondé de la politique d'austérité menée sans relâche par le Premier ministre conservateur David Cameron, accusée par ses détracteurs d'avoir *"tué"* la reprise. Elle intervient en outre au moment où le chômage est déjà au plus haut depuis 17 ans.

Pour Vicky Redwood, du cabinet Capital Economist, *"le Royaume-Uni est en fait déjà de retour dans la récession et l'économie va continuer de se contracter durant la majeure partie de cette année"*.

De son côté, la Banque d'Angleterre a signalé mercredi qu'elle était disposée à effectuer rapidement de nouvelles injections massives de liquidités pour soutenir l'économie, une politique qui a jusque-là aidé le Royaume-Uni à emprunter sur les marchés dans de bonnes conditions pour financer sa dette. (AFP 25.01)

Et faites chauffer la planche à billets !

2- Grèce

Le Fonds monétaire international (FMI) fait pression sur la Banque centrale européenne (BCE) pour qu'elle accepte de prendre des pertes sur les 40 milliards d'euros de dette grecque qu'elle détient, rapporte, mercredi 25 janvier, le *Financial Times*. La BCE est très fortement opposée à l'idée qu'elle subisse des pertes sur ses obligations grecques, sur le modèle des créanciers privés, selon le quotidien économique, qui cite des responsables européens qui participent aux difficiles négociations sur la restructuration de la dette hellénique.

Le journal rappelle toutefois que le FMI a démenti exercer une telle pression. L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les créanciers privés dans la négociation, a réaffirmé, mardi, qu'il refusait d'aller au-delà de 50 % de décote pour les titres de dette de la Grèce détenus par le secteur privé. *"Nous appelons maintenant toutes les parties à honorer cet accord"*, a déclaré à Zurich le directeur général de l'IIF, Charles Dallara, ce qui inclut la BCE.

Démentant les espoirs d'une conclusion imminente d'un accord avec les banques et fonds d'investissement sur l'opération

d'échange d'obligations censée assurer le désendettement grec, la réunion de l'Eurogroupe lundi à Bruxelles n'a accouché que d'une date-butoir, celle du 13 février, avant laquelle Athènes doit trouver une issue pour lancer, à temps, l'offre publique d'effacement. (lemonde.fr 25.01)

3- Etats-Unis.

3.1- La Fed ou la spirale infernale du rachat d'actifs pourris et de l'endettement.

La président de la Réserve fédérale Ben Bernanke a déclaré mercredi que la banque centrale américaine était prête à prendre d'autres mesures de soutien à l'économie après que la Fed a annoncé plus tôt que ses taux d'intérêt resteraient proches de zéro jusqu'à au moins la fin 2014.

La Fed a également décidé, pour la première fois de son histoire, de fixer un objectif d'inflation officiel - de 2% -, même si Ben Bernanke a précisé que la banque centrale devait faire preuve de flexibilité pour contenir la hausse des prix à la consommation quand le chômage est élevé.

En réponse à la plus grave crise économique depuis la Grande dépression des années 1930, la Fed a ramené ses taux d'intérêt à un niveau proche de zéro en décembre 2008 - dont ils n'ont pas bougé depuis.

Dans le même temps, la Fed a également plus que triplé la taille de son bilan à environ 2.900 milliards de dollars après deux programmes d'assouplissement quantitatif, consistant à racheter des obligations d'Etat, opérations qui reviennent de fait à faire tourner la planche à billets.

Avec ces actions, les économistes jugent que la Fed a réussi à éviter une récession encore plus sévère, mais elle n'est pas parvenue à ramener le taux de chômage à un niveau considéré comme normal quand l'économie fonctionne bien.

Beaucoup de connaisseurs de la Fed s'attendent à une nouvelle série de rachats d'obligations, avec un accent mis sur de la dette immobilière.

La Fed, dans sa toute première déclaration d'"*objectifs à plus long terme et de stratégie de politique*", a précisé qu'il n'était pas opportun de fixer un objectif pour le taux d'emploi, parce que le marché du travail n'est que partiellement déterminé par des facteurs monétaires. (Reuters 25.01)

J'ai relevé trois éléments intéressants dans cet article :

1- La Fed fixe le taux officiel de l'inflation aux Etats-Unis, c'est elle qui dirige le pays, donc les banquiers, dès lors comment le président des Etats-Unis ne serait pas le président des banquiers et comment pourrait-il mettre en oeuvre une politique qui ne serait pas favorable à ses commanditaires ou mentors, impossible ;

2- le refus de la Fed de se prononcer sur l'objectif de la réduction du chômage, parce que ce n'est pas sa priorité ;

3- si "*le marché du travail n'est que partiellement déterminé par des facteurs monétaires*", c'est qu'il est déterminé par un autre facteur, en dernier ressort, par le coût du travail, compétitif ou non sur le marché mondial, qui reflète le niveau de vie moyen de la population, ses besoins, la totalité de ses besoins qui dépassent de très loin les besoins élémentaires d'un travailleur pour renouveler sa force de travail dans une société basée sur la consommation ou plutôt la surconsommation et l'endettement. C'est le modèle de société américaine qui est en cause, l'existence même de l'impérialisme américain.

Pourquoi ? Parce que paradoxalement tous les peuples de la planète aspirent à vivre mieux, à accéder au progrès social, à satisfaire des besoins qui ne coïncident plus avec le strict minimum qui était nécessaire hier pour survivre.

Ces besoins sont devenus planétaires à la fin du XXe siècle. Ils échappent au contrôle de toute autorité ou tyran, et c'est la jeunesse qui aspire naturellement à les satisfaire qui est à la pointe du combat révolutionnaire contre le capitalisme et les régimes qui s'y opposent, de façon désordonnée certes, mais personne ne peut stopper ce processus légitime en marche qui fait partie intégrante de la révolution socialiste mondiale, reste au prolétariat mondial et à sa jeunesse à trouver la voie du socialisme qui lui permettra de prendre le pouvoir.

3.2- Ah les petites mains chinoises !

Portée par des résultats flamboyants publiés mardi soir, l'action Apple s'envole mercredi à Wall Street, permettant à la marque à la pomme de devenir la première capitalisation boursière du monde, avec une capitalisation boursière de 416,46 milliards de dollars, selon des données Reuters, reléguant le groupe pétrolier Exxon Mobil au deuxième rang (412,6 milliards de dollar).

Reuters 25.01)

4- Japon

Le Japon a subi en 2011 son premier déficit commercial annuel depuis 1980, à cause des perturbations liées au séisme du 11 mars, d'une facture énergétique renchérie par l'accident de Fukushima et de la vigueur du yen.

Le déficit commercial de la troisième puissance économique mondiale a atteint 2.492,7 milliards de yens (près de 25 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année, a annoncé mercredi le ministère des Finances.

Les importations ont bondi de 12,0%, à cause d'une facture énergétique renchérie par l'envolée des achats en valeur de pétrole (+21,3%) et de gaz naturel liquéfié (+37,5%).

Outre la hausse des tarifs, le Japon a dû importer du gaz comme jamais pour approvisionner ses centrales thermiques, afin de compenser l'effondrement de la production nucléaire d'électricité du pays après l'accident de Fukushima.

Depuis cette catastrophe, la pire du secteur depuis celle de Tchernobyl (Ukraine) en 1986, les réacteurs arrêtés pour maintenance régulière n'ont pas pu redémarrer en raison de l'obligation préalable d'effectuer des tests de résistance et d'obtenir l'approbation des autorités locales. Au 31 décembre, l'archipel ne disposait que de 6 unités en service sur un total de 54.

Le Japon a aussi élevé ses acquisitions de produits alimentaires, de 12,4% en valeur.

En 2011, les exportations se sont effritées pour leur part de 2,7% par rapport à celles de 2010, plombées par un recul des livraisons à l'étranger de semi-conducteurs (-14,2%) et de voitures (-12,1%).

La production des fabricants d'électronique et des constructeurs d'automobiles a été très perturbée par le séisme et le tsunami qui ont dévasté la région du Tohoku (nord-est) le 11 mars.

Usines endommagées, approvisionnement interrompu ou réduit pendant des semaines, ces puissants secteurs de l'économie nipponne ont connu un printemps désastreux qui les a contraints à diminuer leurs ventes hors du Japon.

A l'automne, des inondations historiques en Thaïlande ont en outre perturbé les circuits habituels d'échanges de pièces détachées et produits finis, alors que la situation venait à peine de revenir à la normale au Japon.

Ces difficultés ont été aggravées par la vigueur historique du yen qui a renchéri leur production "*made in Japan*" et amoindri la valeur de leurs revenus encaissés à l'étranger. Considérée comme une devise refuge par temps économique incertain, la monnaie nipponne a fait l'objet d'achats massifs d'investisseurs effrayés par les turbulences financières internationales.

En deuxième partie d'année, la dégradation de la conjoncture mondiale en lien avec la crise européenne d'endettement a de surcroît réduit les débouchés des firmes nipponnes.

Au sein de la région asiatique en croissance, le déficit commercial nippon vis-à-vis de la Chine, son premier partenaire commercial, a quintuplé et son excédent s'est notablement réduit envers la Corée du Sud et Taïwan.

Le bénéfice tiré de ses échanges de biens a diminué de 8,2% face aux Etats-Unis et de 31,3% vis-à-vis de l'Union européenne à l'économie chancelante.

"*Le commerce japonais a été cette fois frappé des deux côtés*", a résumé Satoshi Osanai, économiste à l'Institut de recherche Daiwa, rappelant que la chute des exportations observée en 2008, année du pic de la crise financière, n'avait pas été accompagnée d'une hausse des importations, à l'inverse de 2011.

Les économistes soulignent que les circonstances de l'année passée furent exceptionnellement négatives pour l'archipel, mais plusieurs facteurs pesant sur son commerce pourraient néanmoins perdurer.

Même si elle redémarre quelque peu, la production nucléaire du pays ne retrouvera sans doute pas ses niveaux d'antan, lorsqu'elle assurait quelque 30% de la production d'électricité locale, ce qui maintiendra la facture énergétique à des niveaux coûteux.

Le yen risque pour sa part de rester élevé en 2012 et de peser encore sur la compétitivité des produits fabriqués au Japon pour l'exportation, à moins d'une brusque éclaircie sur l'économie mondiale. (AFP 25.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 janvier

CAUSERIE

Un courriel reçu du groupe CCI (T)

Le CCI(T) organise sur Lyon une réunion politique (situation internationale, française et économique) ce mercredi 1er Février 2012 à 20h30 à la Maison des Passages. Venez nombreux et n'hésitez pas à confirmer par retour de e-mail.

La Maison des Passages - 44, rue Saint Georges - 69005 Lyon - (Métro St Jean, Ligne D)

Subtilité sémantique.

«*L'idée de progrès, c'est ça le rêve, ce n'est pas l'idée de faire rêver les Français*», corrige subtilement Manuel Valls, le dircom de Hollande. (20minutes.fr 26.01)

Ne rêvez pas, circulez il n'y a rien à voir !

Pour les abrutis qui ne l'auraient pas compris, parce que c'est ainsi qu'ils traitent les travailleurs (lire plus loin), ce n'est pas le progrès social qui est à l'ordre du jour, mais seulement l'idée du progrès, l'idée sans le progrès, l'idée qui se suffit à elle-même, qui se nourrit d'elle-même quoi ! A défaut d'être marxistes, ils renouent sans le vouloir avec la philosophie hégélienne, toutefois vidée de sa substance.

Quand Valls dit que le rêve "*ce n'est pas l'idée de faire rêver*", mais "*l'idée de progrès*", évidemment ce n'est pas l'idée en soi, auquel cas cela ne voudrait rien dire, mais le contenu qu'on lui donne, l'astuce consistant à lui donner précisément le contenu qu'on veut une fois élevé au rang de rêve, pour que chacun ait l'impression qu'elle figure ainsi dans le programme du PS, alors que la seule idée qui y figure réellement s'apparente au changement dans la continuité...

C'est l'idée qui nourrit son homme après une dure journée de labeur et non ce qu'il a dans son assiette, c'est bien connu. Surtout, qu'on ne nous sorte pas qu'il faudrait voter pour cette racaille au second tour de la présidentielle de 2012. Jamais, même sous la torture !

Les absents ont toujours tort.

«*On n'a jamais aussi peu parlé des classes populaires dans une campagne*, note le politologue Luc Rouban du Centre de recherche Cevipof. *Parler plutôt des classes moyennes, une notion très élastique, est une stratégie électorale qui permet aux candidats de se départir des élites sans trop parler des chômeurs.*» Et de cibler un grand nombre de personnes.

En effet, «*70% des Français se sentent membres des classes moyennes*», explique le sociologue Louis Chauvel, auteur de *Les classes moyennes à la dérive* (Seuil). Un panel qui va des ouvriers qualifiés aux cadres d'entreprises. Et qui permet à chaque candidat de cibler un électorat différent sous couvert d'un nom générique. (20minutes.fr 26.01)

Les "*classes populaires*", de la chair fraîche tout juste bonne à consommer les bas morceaux et éventuellement à envoyer à la boucherie ! Quant aux classes moyennes, elles vont rapidement déchantées. Ce qui n'est pas dit ici, c'est d'une part qu'elles paient très cher ce statut, un prix ou un sacrifice de plus en plus insupportable, d'autre part que parmi elles, des pans entiers peuvent basculer du jour au lendemain dans la précarité, la pauvreté, la prolétarianisation.

Leurs conditions objectives d'existence ne les incitent pas encore à remettre radicalement en cause le régime, elles y viendront tôt ou tard, dans un sens ou dans l'autre, en venant grossir les rangs de l'extrême droite ou en ralliant la révolution socialiste.

La gauche de la droite

Albert Zennou, journaliste politique au Figaro, juge le programme du candidat Hollande «*en retrait*» par rapport à son discours plus à gauche du Bourget, dimanche. (lefigaro.fr 26.01)

Il a raison en admettant qu'il ait pu être à gauche, et d'ici le mois d'avril il le sera encore davantage, puis, si Hollande était élu, il

ne resterait plus qu'à faire un trait dessus ! Je n'invente rien c'est écrit noir sur blanc :

- Son quinquennat, a-t-il expliqué, sera «*organisé en deux temps*»: d'abord les «*réformes structurelles*», notamment fiscales, qui permettront de dégager des marges de manœuvres, et «*dans un deuxième temps*», celui de la «*redistribution*», promet-il vaguement, laissant entendre que le Smic pourrait être revu à la hausse. (20minutes.fr 26.01)

Une fois les marchés et les patrons servis, on verra s'il reste des miettes pour les affamés, voilà ce qu'ils appellent un "*discours de gauche*".

Populisme. Douche froide et main tendue.

Pour Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche pour 2012, les propositions avancées par M. Hollande sont comme un "*filet d'eau tiède*". Le candidat PS "*m'aide en ce sens qu'il désenclave le propos du Front de gauche. Aujourd'hui, quand vous dites 'on va lutter contre la finance', plus personne ne vient dire : M. Mélenchon, 'vous êtes un exagéré'*", a-t-il toutefois dit sur iTélé.

"*S'il [le candidat socialiste] veut me tendre la main, qu'il le dise, et qu'il dise de quelle manière ça va se passer*", a déclaré aussi M. Mélenchon. (lemonde.fr 26.01)

Parce que Hollande a annoncé qu'il allait s'attaquer à la finance, si, si, c'est sérieux, nous en concluons que le premier est un escroc et le second un charlatan ! Vous aurez compris qu'il a suffi qu'il l'affirme pour que des esprits simples ou intéressés en concluent que tel était bien le cas, comme si cette affirmation constituait déjà en soi un acte, un acte de guerre contre la finance, or il n'en est rien évidemment.

Pour mieux comprendre comment fonctionne la démagogie teintée d'hypocrisie qui vire au mensonge grotesque et que l'on nomme de nos jours populisme, je vous propose un exercice de linguistique autour du substantif ou qualificatif performatif, qu'est-ce que cela signifie ? Voici la définition du Grand Robert de la langue française :

- "Ling. Qui constitue un acte, en parlant d'un énoncé. - Phrases performatives. - N. m. Énoncé qui constitue simultanément l'acte auquel il se réfère (ex. : Je vous autorise à partir, qui est une autorisation)." On pourrait ajouter un autre exemple pris dans le langage courant quand on dit "je jure", l'acte auquel on se réfère, jurer, on le commet au moment même où on le prononce, sans décalage dans le temps, de la même manière que lorsque l'on dit "je vous fais confiance" ou encore "je vous aime", le mot et l'action coïncide, quelque part il se suffit à lui même, pour ainsi dire l'identification (espace temps) est parfaite.

Son recours en politique est pratique à plus d'un titre, parce qu'il fait l'impasse ou sert à faire oublier son contenu réel, ce qui ouvre la voie à toutes les interprétations possibles. On peut parler de recours abusif ou détourné de cette formule à seule fin de tromper son auditoire ou ses lecteurs. Comment cela fonction dans le cas présent ? Il a suffi d'imputer une valeur objective et positive à ce qui n'était qu'une vague intention à valeur subjective à défaut de reposer sur des éléments concrets, matériels. L'adhésion à l'énoncé se substitue à toute réflexion, dès lors toutes les manipulations sont possibles.

Dans le langage populaire, on appelle cela prendre inconsidérément ou sans faire preuve d'un minimum de discernement pour argent comptant, tout ce qu'on peut vous raconter, pas forcément sous un angle avantageux. Le pendant du paranoïaque adepte de la théorie du complot à chaque coin de rue, on le trouve dans le névrosé faisant preuve d'une crédulité qui confine à un optimisme béat. D'autant plus qu'aujourd'hui pour renouer avec l'espoir que les choses vont s'arranger, on est tenté de se raccrocher à un mot ou une expression sans réfléchir davantage à sa portée réelle, bref, on est prêt à se leurrer soi-même pour se rassurer, quitte à confondre pendant un moment illusion et réalité, à défaut de comprendre en quoi la réalité consiste vraiment. Témoignant ou faisant inconsciemment ainsi l'étalage de notre propre ignorance, il s'avère qu'elle nous domine et qu'on est impuissant à la combattre, on en fait ici la démonstration.

Un vœux, un souhait, une promesse, une intention devient ainsi réalité par le miracle du langage qui lui donne la valeur de fait accompli et le tour est joué, les esprits faibles ou les parasites y croient dur comme fer comme s'il s'était réalisé ou allaient se réaliser. Mieux encore, ils y trouvent ce qui en réalité n'existe pas, aveuglés qu'ils sont par leurs propres souhaits ou attentes ou encore intérêts mercantiles, carriéristes (du régime) dans le cas d'un Mélenchon. Pourrait-on mieux définir l'ignorance des masses sur laquelle repose la survie du régime ?

Actualité en titres

Tensions. Quand ça coince !

- Bras de fer continu sur la dette de la Grèce, les marchés ... - AFP

- La Pologne menace de ne pas signer le nouveau pacte budgétaire européen - AFP

- Cameron critique l'Europe non compétitive et son projet de taxe financière - AFP

A tout problème, un remède.

- La consommation française de carburants patine face à une série d'obstacles - AFP

Que cela ne tienne...

- Thierry Mariani annonce des mesures en faveur du vélo - AFP

- Le vélo, un nouveau remède anticrise - LeMonde.fr

...inconvenient :

- Pour les voitures et les piétons, '*cohabiter avec le vélo est stressant*' - LeMonde.fr

Ah ben alors, quel monde ! Pitoyable !

Illusionnisme. Du marchand de sable au moulin à vent

- Après le «*rêve français*», Hollande vend sa rigueur - 20minutes.fr

C'est ce que le marché appelle :

- Le rêve «*lucide*» de François Hollande - Public Sénat

Ou la dure réalité.

- La Banque publique d'investissement de François Hollande : ou comment réinventer ce qui existe déjà - Atlantico.fr

Négociations fructueuses de Washington avec les talibans

- Les barbus enfin bienvenus chez Disney! - Slate.fr

Fin d'une horrible et regrettable méprise.

- Non, les agences de notation ne sont pas le diable - L'Express.fr

C'est le paradis à la Fed et à la BCE !

La palme de la désinformation.

- Etats-Unis: les inscriptions au chômage en hausse, mais la tendance reste bonne - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Sénégal

A un mois du premier tour de la présidentielle du 26 février, la tension monte au Sénégal où le Conseil constitutionnel doit dire vendredi si la candidature contestée du chef de l'Etat sortant Abdoulaye Wade est retenue, jour choisi par l'opposition pour braver une interdiction de manifester.

Signe des craintes de violences suscitées par la décision des cinq "sages" (membres) du Conseil constitutionnel, le gouvernement a interdit les manifestations politiques de jeudi, dernier jour de dépôt des candidatures, jusqu'à lundi.

Mais le Mouvement du 23 juin (M23), regroupant les partis d'opposition et la société civile qui jugent la nouvelle candidature de Wade anticonstitutionnelle, a décidé de braver cette interdiction "illégal" en appelant à manifester vendredi à Dakar.

"La Constitution nous autorise à manifester et ne peut pas être abrogée par un arrêté ministériel", celui du ministre de l'Intérieur Ousmane Ngom qui interdit les manifestations, a déclaré Alioune Tine, porte-parole du M23 qui entend par ailleurs "attaquer" cet arrêté "devant la Cour suprême".

Des déclarations du président Wade publiées jeudi par le site sénégalais d'information en ligne DakarActu risquent d'exacerber les tensions, puisqu'il y affirme qu'il peut "légalement" se présenter non seulement en 2012, mais également "une autre fois en 2019". (AFP 26.01)

Social

Espagne

"Ce sont des menteurs! Ils ferment sans le dire!", lance Oscar Tierno, ouvrier de l'aciérie ArcelorMittal de Madrid, venu manifester jeudi comme des dizaines d'autres pour dire "non" à la fermeture de l'usine, un nouveau coup dur pour l'économie espagnole sinistrée.

"Non à la fermeture d'Arcelor", crient les manifestants, à grand renfort de sifflets et de cornes de brume, devant les grilles du site de Villaverde, qui s'étend sur 150 hectares dans la banlieue sud de la capitale.

L'aciérie qui emploie 324 personnes, spécialisée dans la production de poutres pour la construction, était à l'arrêt depuis fin octobre et son personnel au chômage partiel.

L'activité devait repartir en janvier mais la direction d'ArcelorMittal a annoncé mardi l'arrêt, pour une durée indéterminée, du four électrique et de la production d'acier associée, lors d'un comité d'entreprise européen extraordinaire à Luxembourg.

En cause, selon le groupe qui emploie 11.000 personnes en Espagne, "la faiblesse persistante du marché de la construction espagnole et l'absence de tout signe de redressement à court terme".

"Ils nous mentent quand ils disent qu'ils vont redémarrer dans six ans. Sans maintenance, tout sera abîmé en moins d'un an et elle ne redémarrera jamais", dénonce aussi Patxi Herzog, 53 ans et père de deux enfants.

Dans un pays au bord d'une nouvelle récession, où le chômage bat tous les records avec plus d'un actif sur cinq sans travail, les salariés d'ArcelorMittal ne voient aucune possibilité de reconversion.

Si la direction s'est engagée à reclasser tout le personnel, "ils ne nous ont rien proposé et l'usine la plus proche est à 330 kilomètres, à Saragosse", regrette Patxi Herzog.

"Moi, j'ai une maison ici et un crédit à payer pour encore 30 ans. Si je dois la vendre, je vais perdre beaucoup d'argent car rien ne se vend avec la crise", renchérit Oscar Tierno, père d'un bébé de cinq mois.

Les syndicats ne croient pas non plus à l'engagement de la direction de conserver une centaine de salariés à Villaverde pour des activités de logistique et de distribution.

Pour eux, la fermeture est "une décision uniquement financière" d'une multinationale qui "fait passer en premier les intérêts de ses actionnaires sans penser aux répercussions sur les emplois directs et indirects", dit Casimiro Ramirez, délégué du syndicat Comisiones obreras (CCOO).

"Nous devons lutter contre la politique d'Arcelor. Ils ferment les usines les unes après les autres", après nous avoir assuré il y a quelques mois qu'il n'y avait "aucun problème" avec celle de Madrid, lance José Ramon Laso Castano, secrétaire général de la fédération de la sidérurgie de CCOO. (AFP 26.01)

Economie

France

«Le nombre de crédits accordés devrait enregistrer une "forte chute" aux environs de 130 milliards d'euros», estime d'ailleurs Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris-Ouest. Ce qui représenterait un plongeon de près de 20%, par rapport à 2011! Si cela se confirmait, le total des crédits accordés se situerait en dessous du niveau de 2008 (140 milliards), année du

début de la crise et il se situerait niveau de 2004! Ce renversement de tendance surviendrait après une explosion de ces crédits depuis le début des années 2000 qui avait contribué à la bonne tenue du marché immobilier en France: 70,8 milliards en 2001 et le record absolu de 170,2 milliards en 2007.

L'an dernier, les banques ont accordé pour 160 milliards de prêts immobiliers, selon l'Observatoire Crédit Logement/CSA. Un montant en baisse de «*seulement*» 5% par rapport à 2010.

Mais, comme en 2010, de nombreux Français ont acheté un logement par «*anticipation*» de la fin de certaines aides immobilières le 1er janvier: fin du PTZ+ pour l'achat de logements anciens et forte baisse de l'avantage fiscal Scellier pour les investisseurs.

L'important décrochage prévu cette année serait dû notamment à la fin (programmée fin 2012 pour le Scellier) de ces deux dispositifs et «*à une moindre demande des -emprunteurs*», selon Michel Mouillart. Un dernier point que confirme une étude récente de l'Observatoire des crédits aux ménages, selon laquelle «*la demande de crédits immobiliers, qui a reculé d'environ 30% depuis 2007, est au plus bas depuis la fin des années 1980*».

Cette frilosité est aussi renforcée par la hausse des taux des crédits immobiliers et le durcissement des conditions d'octroi par les banques. En décembre, les taux des prêts atteignaient en moyenne 3,94% (3,86% en novembre), contre 3,25% en novembre 2010! Seuls 43,2% de prêts accordés se situaient au-dessous de la «*barrière psychologique*» des 4%, selon l'observatoire. En ce début d'année, les taux ont déjà augmenté de 0,4% en moyenne et ils pourraient atteindre 4,25% en moyenne d'ici l'été.

Une tendance que l'on constate aussi en matière de crédits à la consommation. La production a ainsi reculé de 0,5% en 2011 (par rapport à 2010) et de 14% par rapport au pic historique de 2007, selon l'Association française des sociétés financières (ASF). Là aussi, les anticipations ne sont pas très optimistes. Seuls 3,6% des ménages envisageraient de souscrire ce type de prêt cette année (4,1% en 2010 et 5,1% en 2007), selon l'Observatoire des ménages. (lefigaro.fr 26.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 janvier

CAUSERIE

J'ai rectifié l'adresse suivante, avec mes excuses :

- Lettre du Groupe Bolchevik (21.01)

Vous êtes trop bon monseigneur.

- François Hollande n'exclut pas un "*coup de pouce*" pour le smic - Reuters

Cela ne figurait pas dans le programme du PS adopté par tous les candidats des primaires de ce parti, cela ne figurait pas dans son discours au Bourget, cela ne figurait pas dans sa prestation télé face à Juppé, il vient de le sortir vendredi sur BFM-TV. Qu'a-t-il dit au juste :

François Hollande a déclaré vendredi qu'il n'excluait pas un "*coup de pouce*" en faveur du smic l'été prochain, s'il entre à l'Élysée en mai.

Son projet présidentiel présenté jeudi ne prévoit pas de revalorisation du salaire minimum.

"*Lorsqu'il s'agira de revaloriser le smic, et cela viendra nécessairement, sans doute au moment de l'été, il y aura eu cette conférence sociale qui permettra d'avoir une discussion sur cette question*", a déclaré le candidat socialiste à l'élection présidentielle à BFM-TV.

"*Il y aura de toute façon une revalorisation par rapport à l'inflation et nous aurons la question de savoir s'il faut un coup de pouce et j'en discuterai avec les partenaires sociaux dans le cadre de cette conférence*", a-t-il ajouté. (Reuters 27.01)

Ca pue le mépris à plein nez ! On ne veut pas de votre charité qui semble vous déchirer le coeur, on veut simplement vivre de notre travail, nous au moins nous avons de la dignité !

Pourquoi lier les syndicats à cette mesure de misère ? Sans doute en contrepartie de leur soumission aux institutions, elle est déjà acquise dans les faits depuis des lustres, mais encore, pour les associer à une mesure populaire, histoire de faire oublier qu'il ne remettra pas en cause les lois antisociales ou liberticides adoptées au cours des 15 dernières années (notamment) avec l'aval des dirigeants syndicaux. La situation impose d'aller plus loin, de cadenasser le mouvement ouvrier et le prolétariat

C'est le sens de la "règle d'or" à destination des syndicats qui figure dans les "engagements de Hollande : l'institutionnalisation de la collaboration de classes inscrite dans la Constitution. Elle porte le numéro 55 :

"Tout texte de loi concernant les partenaires sociaux devra être précédé d'une concertation avec eux. Je ferai modifier la Constitution pour qu'elle reconnaisse et garantisse cette nouvelle forme de démocratie sociale. Dès l'été 2012, je réunirai une grande conférence économique et sociale qui sera saisie des priorités du quinquennat. Je permettrai la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration et dans les comités de rémunération des grandes entreprises."

Ainsi les syndicats seront à la fois plus étroitement associés aux institutions et à la politique réactionnaire poursuivie par le nouveau pouvoir en place. Et comme si cela ne suffisait pas, pour rassurer ses mentors du CAC 40, ils seront amenés à siéger aux conseils d'administration des entreprises afin de légitimer leur politique antisociale, la régression sociale, le système d'exploitation capitaliste. Son exemple étant l'Allemagne, n'a-t-il pas déjà annoncé s'il était élu, que sa première visite à l'étranger serait pour Merkel, sa référence en terme de progrès social !

Pour commencer, les syndicats seront associés à la mise en oeuvre des mesures adoptées par Sarkozy contre le droit à la retraite, cela figure dans son 18e engagement, tandis qu'au 35e ils seront appelés à collaborer à l'application d'une revendication conjointe du Medef, de la CGT et de la CFDT que Sarkozy s'est engagé à satisfaire lors du sommet antisocial du 18 janvier dernier, à savoir "la sécurisation des parcours professionnels, pour que chaque salarié puisse se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi et accéder à la formation professionnelle", vous aurez noté au passage l'alternative "se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi", autrement dit, la "la sécurisation des parcours professionnels" ne signifiera pas forcément la fin des licenciements, mais leur encadrement, leur accompagnement par les syndicats, parce qu'à défaut de nationaliser une entreprise en faillite, elle fermera ses portes, et dans le meilleur des cas si je puis dire, "la sécurisation des parcours professionnels" consistera à légitimer la baisse des salaires, la précarité et la paupérisation d'une plus grande masse encore de travailleurs... comme en Allemagne.

Après tout, pourquoi certains travailleurs passeraient-ils au travers des mailles du filet de la crise et ne devraient-ils pas subir une plus grande flexibilité de leurs conditions de travail, en passant alternativement de périodes de chômage forcé à des périodes de surexploitation forcenée selon le bon vouloir de leur patron et avec l'accord des syndicats ?

Un constat. Puisque les syndicats ont décrété qu'ils étaient indépendants du socialisme et des partis qui combattent pour la renverser le capitalisme, ils sont (forcément) dépendants de l'Etat, des institutions et des capitalistes, on en a la démonstration ici, si nécessaire pour s'en convaincre. C'est l'un ou c'est l'autre, c'est quand même simple à comprendre. Maintenant, ceux qui prétendent le contraire sont des escrocs, des falsificateurs, des manipulateurs.

Pour rappel :

IV. Neutralisme et autonomie

11. L'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat se reflète dans la théorie de la neutralité, sur laquelle les syndicats devraient se proposer exclusivement des buts corporatifs, étroitement économiques et non point des visées de classe. Le neutralisme a toujours été une doctrine purement bourgeoise contre laquelle le marxisme révolutionnaire mène une lutte à mort. Les syndicats qui ne se posent aucun but de classe, c'est-à-dire ne visent pas au renversement du système capitaliste, sont, en dépit de leur composition prolétarienne, les meilleurs défenseurs de l'ordre et du régime bourgeois.

12. Cette période du neutralisme a toujours été favorisée par cet argument que les syndicats ouvriers doivent s'intéresser aux seules questions économiques sans se mêler de politique. La bourgeoisie a toujours tendance à séparer la politique de l'économie, comprenant parfaitement que, si elle réussit à insérer la classe ouvrière dans le cadre corporatif, aucun danger sérieux ne menace son hégémonie.

13. Cette même démarcation entre économie et politique est tracée aussi par les éléments anarchistes du mouvement syndical, pour détourner le mouvement ouvrier de la voie politique, sous prétexte que toute politique est dirigée contre les travailleurs. Cette théorie, purement bourgeoise au fond, est présentée aux ouvriers comme celle de l'autonomie syndicale, et l'on comprend cette dernière comme une opposition des syndicats au Parti Communiste et une déclaration de guerre au mouvement ouvrier communiste.

14. Cette lutte contre « la politique et le parti politique de la classe ouvrière », provoque un rétrécissement du mouvement ouvrier et des organisations ouvrières, de même qu'une campagne contre le communisme, conscience concentrée de la classe

ouvrière. L'autonomie sous toutes ses formes, qu'elle soit anarchiste ou anarcho-syndicaliste, est une doctrine anticommuniste et la résistance la plus décidée doit lui être opposée ; le mieux qu'il puisse en résulter, c'est une autonomie par rapport au communisme et un antagonisme entre syndicats et partis communistes ; sinon c'est une lutte acharnée des syndicats contre le parti communiste, le communisme et la révolution sociale.

La théorie de l'autonomie, telle qu'elle est exposée par les anarcho-syndicalistes français, italiens et espagnols, est en somme le cri de guerre de l'anarchisme contre le communisme. Les communistes doivent mener à l'intérieur des syndicats une campagne décisive contre cette manoeuvre de faire passer en contrebande, sous le pavillon de l'autonomie, la camelote anarchiste et pour diviser le mouvement ouvrier en segments hostiles les uns aux autres, pour ralentir ou entraver le triomphe de la classe ouvrière. (Résolution adoptée par le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste -1922)

Nous confirmons 90 ans plus tard. Tous les syndicats sont contrôlés par des sociaux-libéraux (FO, FSU, CFDT), des staliniens, néo staliniens ou crypto-staliniens (CGT, SUD), des anarcho-syndicalistes et des renégats du trotskysme (FO), tous soutiennent l'ordre établi et mènent une "*lutte acharnée contre le communisme et la révolution sociale*".

Trotsky affirmera qu'évoquer l'indépendance des syndicats était de la foutaise ou tendait à induire en erreur les militants, et que seuls leurs rapports envers l'Etat permettait de mesurer leur degré d'indépendance vis-à-vis de l'Etat, que c'était la seule question qui valait la peine d'être posée.

Alors quand on constate que tous les dirigeants syndicaux sans exception accourent à l'Elysée ou à Matignon, on a compris que l'indépendance des syndicats était un leurre, une vaste escroquerie qui servait à couvrir leur subordination totale au régime en place. Cela vaut en premier lieu pour ceux qui soutiennent cette théorie de l'indépendance des syndicats. Leur engagement à soi-disant combattre les appareils sera pour ainsi dire neutralisé par leur incapacité à rompre finalement avec eux, comme hier leur soumission à la social-démocratie dans sa version anticommuniste primaire ou débridée réduisit à néant l'efficacité de leur lutte contre le stalinisme, qui finalement ne servit qu'à couvrir leur loyauté envers le capitalisme, rejoignant ainsi les anarcho-syndicalistes devenus leurs maîtres à penser.

Par manque de temps je ne m'étendrai pas sur les "*60 engagements de Hollande*", si des militants ont le temps de s'y coller, qu'ils nous envoient leur copie, nous la publieront volontiers.

Arguments pour faire comprendre la nécessité d'en finir avec le capitalisme et ses institutions politiques

Cela pourrait s'adresser de préférence à la classe moyenne, à la petite-bourgeoisie, aux intellectuels qui réfléchissent mais passent à côté des choses les plus simples.

Chacun aspire au bien-être, à se réaliser, à vivre en harmonie et en paix avec tous les membres de la société, avec tous les peuples. Personne ne souhaite le malheur des autres, de connaître les pires souffrances, la guerre... Dès lors chacun ne peut qu'admettre que nous partageons tous cet objectif, cet idéal, il est pas nature un et indivisible, universel.

Questions :

Comment peut-on tendre vers le bien-être quand des centaines de millions ou des milliards d'hommes, femmes et enfants à travers le monde en sont privés ?

Comment peut-on souhaiter vivre en harmonie avec les autres dans la société, quand les rapports entre les hommes sont basés exclusivement sur la concurrence et la compétition qu'ils se livrent entre eux et qui profite à une minorité, tandis que l'immense majorité de la population en est la victime ou est laissée pour compte ?

Comment peut-on espérer vivre en paix quand la guerre sévit au quatre coins du monde ?

Les conditions qui viennent d'être énumérées et qui s'opposent à la réalisation de notre objectif, à notre idéal, correspondent à la définition du capitalisme depuis qu'il a vu le jour, lui-même issu d'une société (féodale) où ces inégalités et ces injustices existaient déjà. Et c'est bien là que se situe le noeud du problème que nous avons à résoudre pour avancer vers notre objectif et commencer à réaliser notre idéal.

Pourquoi faut-il toujours opposer les individus entre eux, les mettre en concurrence les uns contre les autres ? Parce que c'est dans la nature du capitalisme, c'est inscrit dans ses gènes, dans ses fondements, c'est parce que tout le système économique repose sur ce facteur, l'inégalité entre les hommes (terme générique), pas seulement au niveau du mode de production, c'est partant de là l'ensemble des rapports sociaux de la société qui reposent sur cette inégalité, entre ceux qui possèdent les moyens de produire les richesses et qui les accaparent, et ceux qui n'ont que leur force de travail manuelle ou intellectuelle à vendre pour survivre, et qui lorsqu'ils sont privés de travail sont voués au désespoir, à la déchéance, à la violence aveugle, à la mort aussi.

Le système capitaliste se nourrit et entretient ces inégalités au point de les pousser à l'extrême pour assurer sa survie, tandis que l'immense majorité de l'humanité est vouée à subir les pires humiliations et souffrances.

De par sa nature, les inégalités existent entre tous les hommes, ce ne sont pas des tares mais le produit de la diversité génétique appliquée à une espèce parmi d'autres, l'espèce humaine. Ce ne sont pas ces inégalités qui sont des facteurs de barbarie et de chaos, de guerres, mais les inégalités sociales qui se sont développées depuis que l'exploitation de l'homme par l'homme et dont le capitalisme est l'aboutissement suprême. A ceci près avec le passé, qu'il est possible aujourd'hui de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité grâce au formidable développement des forces productives au cours du XXe siècle, donc d'atteindre notre objectif et de réaliser notre idéal, qui du domaine de l'utopie pour les sceptiques est désormais à la portée de main.

Hier aux infos du soir sur TV5Monde Asie, j'ai entendu un journaliste poser une question qui m'a inspirée cette causerie : "*question : quelle place la France peut-elle encore prétendre occuper dans la compétition mondiale ?*". Question suicidaire puisqu'il est impossible de rivaliser avec les pays dits émergents, à moins de ramener en France le niveau de vie et les conditions de travail à ceux qui existent dans ces pays-là, autrement dit, procéder à une formidable régression sociale.

Mettre ainsi en concurrence ces pays conduit à élever les inégalités dont il a été question plus haut à un niveau tel qu'on va être en guerre avec la terre entière, sa propre famille (je dis cela en connaissance de cause en Inde), son collègue de travail, son voisin, etc. et pas seulement avec les privilégiés, on va finir s'entretuer, on va à notre perte, on s'éloigne de notre objectif au lieu de s'en rapprocher.

Donc pour que chacun puisse accéder au bien-être et puisse s'épanouir, vivre en harmonie et en paix avec les autres, au lieu de combattre contre ces inégalités, il faudrait cesser de les opposer en entre elles au nom de la concurrence, on devrait combattre pour qu'elles soient reconnues afin que chacun trouve librement sa place dans la société et s'y trouve bien, pour y parvenir il est impératif d'abattre l'obstacle qui sur le plan social et juridique se dresse contre cet objectif, le capitalisme et ses institutions politiques.

Inutile de chercher deux hommes égaux à la surface de la terre, cela n'existe pas. Cependant, aussi sûrement que l'homme et la femme forme une unité permettant à l'espèce humaine de se reproduire et d'assurer ainsi sa survie, une fois débarrassée des obstacles à l'unité de la civilisation humaine, la totalité des hommes et des femmes de la planète devraient bénéficier des mêmes droits ou du même traitement en accord avec leur niveau de développement, car il ne s'agit pas d'imposer à qui que ce soit un modèle de société ou un nouveau système économique, ainsi seulement nous pourrions atteindre notre idéal ou s'en rapprocher.

C'est la mise en concurrence des hommes entre eux, au départ sur le plan social ou économique, puis sur tous les plans qui ronge la société et menace l'existence de la civilisation humaine. Liquidez cette concurrence et l'origine de l'affrontement entre les hommes disparaîtra. Elle est nécessaire sous un régime capitaliste, ce qui nous fait dire que nous vivons sous le règne de la nécessité, supprimez-là et vous vous libérez, la liberté ne sera plus un rêve ou une utopie.

Hier dans un article de presse on pouvait lire que les piétons et les automobilistes étaient en concurrence avec les cyclistes, dans un autre les fumeurs et les non-fumeurs, ailleurs à propos d'Apple, les travailleurs américains et les travailleurs chinois... Stop, la société a atteint un tel degré de décomposition qu'on en arrive à s'attaquer à tout ce qui ne nous ressemble pas, inutile de parler de discernement, nous démontrons que nous en sommes incapables, le monde devrait être à notre image ou à celle qu'on s'en fait de manière déformée sans se poser davantage de questions, comme je le disais plus haut, c'est littéralement suicidaire, puisque si tout le monde finit par penser de la sorte, il ne reste plus qu'à s'entretuer ou attendre le moment où cela viendra, parce que en persistant dans cette voie c'est inévitable que cela arrive un jour.

Il reste un écueil à éviter, ce que certains appellent la culture de la différence ou des différences. Cet obstacle consiste à encenser les différences qui existent entre les hommes qui conduit infailliblement à renforcer les inégalités entre eux, dans la mesure où ils ne comptent pas s'y attaquer dans la perspective d'une société débarrassée de toutes formes de discrimination, ils ne concourent pas ainsi à en atténuer les conséquences de manière à ce que chacun puisse s'épanouir librement, au contraire, ils s'emploient à les banaliser et à les renforcer du même coup, à les figer au même titre que les rapports sociaux de production auxquels leurs partisans ne comptent pas s'attaquer évidemment.

Qu'il s'agisse de perpétuer les inégalités ou de cultiver nos différences que je place dans le même sac, dans tous les cas on s'aperçoit que leurs partisans répondent ainsi à des besoins individuels sur un plan individuel, alors que cette question ne peut être réglée définitivement que sur un plan collectif, l'ensemble de la collectivité humaine poursuivant ou aspirant au même idéal, y ayant droit légitimement.

S'attaquer au sort des hommes en partant de leurs inégalités ou différences sans s'attaquer au préalable ou sans régler la question des inégalités sociales qui en sont à l'origine, ne peut aboutir qu'à un affrontement général entre eux, d'où la nécessité de commencer par éradiquer le capitalisme de la surface de la planète, et le plus tôt sera le mieux.

La culture des différences chère aux défenseurs des particularismes, outre qu'elle conduit à différentes formes de

communautarisme, de sectarisme, elle participe à l'entretien de ces différences, dont l'inégalité sociale à la base du capitalisme, d'où l'intérêt que lui portera volontiers les représentants de l'ordre établi ou la confrérie des opportunistes réunie, de l'UMP au NPA en passant par le PS et EE-Verts. Leur objectif n'étant que chacun puisse vivre tranquillement tel qu'il est, mais d'opposer entre elles les couches sociales appartenant aux masses exploitées, tandis que le régime compte les points et perdure.

Ce que j'ai voulu démontrer ici très rapidement, c'est que le bien-être, s'épanouir, vivre en harmonie et en paix avec le reste du monde est incompatible avec un système économique basé essentiellement sur les inégalités sociales, la concurrence que les hommes se livrent entre eux, sur l'affrontement permanent, latent ou déclaré et violent entre les hommes.

Le socialisme et le communisme constitue l'antithèse de cette société basée sur des inégalités, l'injustice et l'individualisme, dans la mesure où il propose à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels de prendre en mains collectivement leur destin.

Actualité en titres

Illusionnisme tout azimut.

- L'Europe se dit proche de la sortie de crise - Liberation.fr
- Wauquiez aux Lejaby : «*Je ne veux pas qu'on vende des illusions*» - Liberation.fr
- Economie sociale et solidaire, une illusion ? - Liberation.fr
- Changer l'économique par l'écologique - Liberation.fr
- Paris envisage de taxer les actions et produits dérivés - LeFigaro.fr
- Les hedge funds : des '*fonds vautours*' devenus boucs émissaires - LeMonde.fr

On a vraiment envie de les plaindre !

A *Libération* la médaille du travail sera frappée à l'effigie de Rothschild, au journal *Le Monde*, il mérite bien la légion d'honneur, quant au *Figaro* travail, famille patrie ou la francisque fera parfaitement l'affaire !

Le capitalisme à visage "humain".

- Les usines carcérales déshumanisent le prisonnier et le personnel pénitentiaire - Liberation.fr
- La prostitution en pleine expansion, femmes et mineurs en première ligne - LeMonde.fr

Un aveu.

- A Davos, Geithner conditionne une croissance de 2 à 3% aux USA si l'UE résorbe sa crise - AFP

Un mystère !

- Qu'y a-t-il donc derrière ce qu'on appelle depuis si longtemps «*la crise du logement*» ? - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Olivier Besancenot, ex-candidat à la présidentielle, a écrit vendredi une lettre ouverte aux partis et à leurs élus, pour leur demander de faciliter la récolte des 500 parrainages nécessaires à la candidature de Philippe Poutou pour le NPA.

S'adressant notamment à l'UMP, au PS, au Front de gauche, à Europe Ecologie-Les Verts et à leurs élus, il explique: "*le NPA approche les 400 parrainages, mais nous ne sommes toujours pas assurés que Philippe Poutou puisse être candidat*" alors que des "*centaines de militants ont dû faire des milliers de kilomètres pour aller à la rencontre de plusieurs milliers d'élus*".

La date limite pour déposer son dossier au Conseil constitutionnel est fixée au 16 mars. (AFP 27.01)

Vous avez quelque chose à réclamer à l'UMP ou au PS ? Pas nous !

2- Sénégal

Le Conseil constitutionnel a validé vendredi la candidature du président Abdoulaye Wade, mais jugé irrecevable celle de la star internationale de la chanson Youssou Ndour, pour la présidentielle de février au Sénégal, ce qui a provoqué des violences entre jeunes et policiers à Dakar.

Outre celle de M. Wade, le Conseil a validé treize autres candidatures sur dix-sept présentées, dont celles de trois de ses ex-Premier ministres devenus opposants : Idrissa Seck, Macky Sall et Moustapha Niasse.

Egalement validée la candidature du dirigeant du Parti socialiste (PS, opposition), Ousmane Tanor Dieng.

Le Conseil a motivé son refus de valider la candidature de Youssou Ndour en constatant qu'il "a produit une liste de 12.936 électeurs appuyant sa candidature, dont seulement 8.911 ont pu être identifiés et leurs signatures validées", alors qu'il en faut 10.000 au minimum.

Dès l'annonce de la validation de la candidature du président Wade et du rejet de celle Youssou Ndour, des jeunes rassemblés depuis des heures sur une place de Dakar à l'appel de l'opposition ont jeté des pierres sur les policiers qui ont riposté à coups de gaz lacrymogène et de matraque.

Auparavant, le rassemblement à partir de la mi-journée de milliers d'opposants sur la Place de l'Obélisque, à l'appel du Mouvement du 23 juin (M23) regroupant partis politiques et organisations de la société civile, s'était déroulé sans incidents.

Initialement interdit par le gouvernement, puis finalement autorisé, il avait pour objectif d'"organiser la résistance contre le coup d'Etat constitutionnel" que constitue, selon le M23, la validation de la candidature de M. Wade qui se présente à un nouveau et troisième mandat. (AFP 27.01)

3- Syrie

3.1- La mission d'observation a remis son rapport à la Ligue arabe. A l'issue de cinq heures de débats, le Conseil des ministres ad hoc a prolongé d'un mois la mission des observateurs dans le cadre du premier plan de la Ligue arabe, tout en adoptant un second plan.

Ces événements donnent lieu à des interprétations très différentes.

- Le contenu du rapport des observateurs est généralement passé sous silence, c'est qu'il confirme la version du gouvernement syrien et infirme celle de l'opposition. Notamment, il atteste qu'il n'y a jamais eu de répression létale de manifestations pacifiques et que les engagements pris par Damas ont été scrupuleusement respectés (libération de plus de 7 000 prisonniers, retrait des troupes des grandes agglomérations, etc.). Il valide le fait que le pays est déstabilisé par des groupes armés.

- Le Comité ministériel ad hoc est souvent présenté comme l'instance exécutive de la Ligue alors qu'il s'agit d'un comité de suivi du Plan arabe composé de 5 Etats sur 22 (Algérie, Egypte, Oman, Qatar, Soudan). Il est passé sous silence que le Comité ministériel ad hoc a accepté le rapport des observateurs par 4 voix contre 1 (celle du Qatar) et a décidé de prolonger d'un mois la mission des observateurs en application du Plan arabe. Il est par contre souvent rapporté que l'Arabie saoudite a décidé de se retirer de ce dispositif (et tente de convaincre d'autres Etats de faire de même pour délégitimer les observateurs).

- Surtout, les médias atlantistes entretiennent une certaine confusion autour des propositions du Qatar, qui ont été en partie adoptées (transition sur le modèle yéménite), en partie rejetées (envoi de troupes arabes), par le Comité ad hoc. Ces décisions ont été validées par 3 voix pour (Egypte, Oman, Qatar) 1 contre (Soudan) et 1 abstention (Algérie).

- En outre, les médias atlantistes ne s'étonnent pas que le Qatar ait exigé de nouvelles élections en Syrie alors qu'il n'en a jamais tenu chez lui. Ils ne relèvent pas que la demande faite au président el-Assad de renoncer au pouvoir au profit de son vice-président n'a pas d'autre sens politique que d'affirmer que la présidence ne peut échoir qu'à un sunnite.

- En totale contradiction avec la tendance dominante des médias européens, l'envoyé spécial du Dagblad De Pers (Pays-Bas), Arnold Karskens, témoigne qu'il n'y a pas de révolution et de répression en Syrie, mais une déstabilisation du pays par des groupes armés instrumentés de l'étranger. Seul le Guardian (Royaume-Uni) défendait jusqu'à présent cette vision des événements).

- Dans le Washington Times, Roman Scarborough espère que la chute imminente du président el-Assad permettra de retrouver enfin les armes de destruction massives de Saddam Hussein que le dictateur irakien avait eu le temps de transférer en Syrie avant l'invasion US de son pays. Ainsi, les néo-cons n'auraient pas jamais menti pour envahir l'Irak et une action contre la Syrie permettrait de terminer la mission définie en son temps par les présidents Clinton et Bush Jr. (Réseau Voltaire 23.01)

3.2- La presse atlantiste présente la Feuille de route adoptée par le Comité des ministres ad hoc de la Ligue arabe comme la solution consensuelle à la crise syrienne. Ce faisant, elle oublie tout ce qu'elle disait durant les dix mois précédents : il ne s'agit plus de remplacer une dictature par une démocratie, mais uniquement d'obtenir le départ d'un président alaouite et de le remplacer par une personnalité sunnite. Faut-il comprendre que les adversaires de la Syrie se contenteraient d'une victoire symbolique ou qu'ils poursuivent leur plan de destruction du pays en tentant par une nouvelle manoeuvre de provoquer un conflit confessionnel ?

Au-delà de ce revirement rhétorique, la question stratégique principale est la position de la Russie. Une partie de la presse relaie des propos attribués à un représentant du président Medvedev selon lesquels Moscou ne soutiendra pas plus loin le président el-Assad. Toutefois, cette dépêche de Reuters a été démentie après parution des journaux. Une autre partie de la presse insiste au contraire sur la vente de 36 avions Yakolev 130, pour 550 millions de dollars. Ces aéronefs peuvent être utilisés pour la formation de pilotes de chasse et, en situation réelle, comme appui-feu lors de combats au sol. L'importance de ce contrat témoigne à la fois du soutien apporté par Moscou à Damas, et de sa certitude que l'administration Assad durera assez longtemps pour l'honorer complètement.

- The National rapporte le témoignage d'un Emirati qui fut observateur de la Ligue arabe. Il déclare avoir été bien accueilli par les deux camps, mais déplore que les rebelles n'aient pas souhaité continuer à collaborer avec les observateurs. L'article, qui présente la mission en termes positifs a été publié avant que les Emirats n'annoncent leur retrait du dispositif en même temps que les autres Etats du Conseil de coopération du Golfe.

- Al-Asharq Al-Awsat (Arabie saoudite) donne la parole au leader des Frères musulmans syriens, Mohammed Riad al-Sakfa. Il se montre confiant dans la victoire prochaine. Il revendique le caractère salafiste de la « révolution syrienne », affirme que les rebelles n'ont besoin que d'armes défensives, et assure que le régime el-Assad tombera dès qu'il sera complètement isolé (d'où la nécessité de fermer les ambassades comme viennent de le faire les Etats-Unis sous un prétexte sécuritaire). (Réseau Voltaire 24.01)

3.3- Les médias internationaux voient dans la conférence de presse du ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al-Mouallem, la confirmation de leurs commentaires d'hier à propos des décisions du Comité ministériel ad hoc de la Ligue arabe (reconduction de la mission d'observation et proposition d'une feuille de route) et de leur rejet partiel par Damas.

Aucun n'informe ses lecteurs du contenu du rapport de la Mission d'observation de la Ligue, lequel stipule explicitement qu'il n'y a jamais eu de répression sanglante de manifestations pacifiques. Tous, dans le sillage de la Haut-commissaire des Droits de l'homme de l'ONU, continuent à relayer les affabulations de l'Observatoire syrien des Droits de l'homme sans jamais s'interroger sur sa légitimité, sa méthodologie et sa crédibilité. Par conséquent, les médias interprètent les propos de M. Mouallem –selon lequel l'État syrien s'acquittera de ses responsabilités en matière de protection de la population face aux groupes armés– comme l'annonce d'une amplification de la répression politique.

- L'ex-observateur Anouar Malek poursuit sa tournée internationale. Il s'exprime cette fois dans le Süddeutsche Zeitung. Aucun des médias qui l'a interrogé ne semble être informé de son passé, ni avoir lu le passage qui le concerne dans le rapport de la Mission de la Ligue arabe. La seule chose qui intéresse les Occidentaux, c'est qu'il leur dise ce qu'ils veulent entendre. Il s'est notamment exprimé dans USA Today (USA), National Post (Canada), Libération et Le Monde (France), Le Temps (Suisse).

- L'Orient-Le Jour annonce que les banques libanaises appliqueront les sanctions internationales prises contre la Syrie. Il semble que le gouverneur de la Banque centrale libanaise faisait référence aux sanctions unilatérales européennes, lesquelles violent pourtant le droit international. (Réseau Voltaire 25.01)

3.4- Lors de sa conférence de presse, le ministre des Affaires étrangères syrien, Walid al-Mouallem, avait relevé que le rapport des observateurs de la Ligue arabe reconnaissait que le gouvernement syrien a obligation d'assurer la sécurité de son peuple. Sans attendre, l'armée régulière a libéré les villes de Douma et de Hama, partiellement occupées par la Légion wahhabite. Il reste encore des quartiers dans deux villes et une vaste zone rurale aux mains des forces armées étrangères.

Au contraire, pour la presse internationale –qui feint d'ignorer le contenu du rapport des observateurs–, les forces de sécurité syriennes ont poursuivi leur répression sanglante de manifestations pacifiques dans ces deux villes. Partant de cette analyse, le Conseil de coopération du Golfe –qui rassemble non seulement les États arabes du Golfe, mais toutes les monarchies arabes– a décidé de saisir le Conseil de sécurité pour pallier à la carence de la Ligue et légaliser une intervention militaire.

- Abdel Halim Khaddam a accordé un entretien au Figaro depuis son exil parisien. Il y accuse le président el-Assad de vouloir démanteler la Syrie afin de se replier sur un État alaouite. L'intervieweuse, Isabelle Lasserre ne s'est pas interrogée sur ce

qui conduirait le président el-Assad à se rallier ainsi au plan de remodelage du Moyen-Orient élargi des néo-conservateurs.

- Sous la signature de Lorenzo Cremonesi, le Corriere della Sera insinue que les autorités syriennes pourraient être responsables de l'assassinat du père Basilius Nassar. Leur plan machiavélique consisterait à s'attacher la minorité chrétienne en lui faisant croire à un péril islamiste.

- Le Daily Telegraph (Royaume-Uni) rapporte une rencontre avec Omar Bakri Mohammed dans son exil libanais. Celui que l'opinion publique britannique considère comme l'inspirateur des attentats de Londres en juillet 2007 déclare sur un ton péremptoire que les « frères d'Al-Qaida » sont prêts à multiplier les attentats suicides en Syrie dès que l'opposition leur en fera la demande.

- De retour d'un voyage de 11 jours au Moyen-Orient, le sénateur John Kerry a répondu aux questions de Foreign Policy. Selon lui, la Syrie est au bord de la guerre civile. Il n'a pas évoqué d'action directe des Etats-Unis, mais a indiqué que Washington suivait de près les efforts de la Ligue arabe et du Conseil de coopération du Golfe.

- L'Orient-Le Jour applaudit à la publication d'une lettre ouverte du Conseil national syrien relative aux relations du futur gouvernement (si le CNS arrivait au pouvoir) avec le Liban. Le texte –qui entérine la partition Sykes-Picot de la région, l'Accord saoudien de Taëf, et les revendications israéliennes de Chebaa– donne pleine satisfaction aux politiciens de la Coalition du 14-Mars. Cependant, déplore le quotidien, ce document historique –dont le contenu est reproduit intégralement– n'est qu'un projet qui n'a toujours pas été validé par le CNS.

- L'Orient-Le Jour révèle également que [la présidence de] la Ligue arabe, c'est-à-dire le Qatar, aurait pris contact avec l'Egyptien Mohammed el-Baradei pour en faire l'envoyé spécial de la Ligue en Syrie. L'information a été officiellement démentie depuis. (Réseau Voltaire 26.01)

Social

Italie

Les employés des transports publics italiens se sont mis en grève vendredi pour dénoncer les mesures de libéralisation annoncées par le gouvernement de Mario Monti.

La circulation des bus, des trains et des tramways a été perturbée à travers le pays et une manifestation a rassemblé des milliers de personnes à Rome.

Lundi dernier, les routiers et les chauffeurs de taxi ont reconduit leur mouvement de grève pour protester contre la hausse des taxes pétrolières et l'ouverture à la concurrence de secteurs protégés comme les transports.

Ces manifestations traduisent l'opposition croissante que rencontre le plan du président du Conseil qui prévoit une dérégulation dans plusieurs secteurs protégés de l'économie afin de favoriser concurrence et création d'emplois.

Ces mesures s'ajoutent à une réduction des dépenses et une hausse des prélèvements publics adoptées par le parlement au mois de décembre.

La hausse des taxes sur les carburants a entraîné une augmentation de 8,2% du prix du litre d'essence qui atteint 1,76 euro et de 11,2% pour le diesel qui s'établit à 1,71 euro. (Reuters 27.01)

Economie

1- UE

L'agence de notation Fitch a annoncé vendredi l'abaissement des notes de la Belgique, de Chypre, de l'Italie, de l'Espagne et de la Slovaquie, et a précisé que de nouvelles dégradations étaient envisageables au cours des deux prochaines années. (Reuters 27.01)

2- Espagne

La compagnie aérienne espagnole Spanair, en grande difficulté financière, a annoncé vendredi avoir cessé son activité et suspendre ses vols, le ministère de l'Équipement exigeant pour sa part qu'elle remplisse "ses obligations envers les passagers".

Cette décision a été prise alors que la région de Catalogne, actionnaire de la compagnie, a annoncé qu'en raison "de la crise

actuelle" et des limites fixées par l'Union européenne, le gouvernement de la région se trouvait "*dans l'impossibilité de fournir un nouvel apport en capital*" à la compagnie.

En janvier 2011, les autorités catalanes avait octroyé à la compagnie espagnole un crédit d'urgence de 10,5 millions d'euros. Il venait s'ajoutait aux quelque 90 millions d'euros d'aide publique reçus auparavant, selon la presse économique.

Fondée en 1986, Spanair opérait essentiellement sur des vols intérieurs en Espagne.

Ancienne filiale de la scandinave SAS, elle avait été prise en main début 2009 par des actionnaires espagnols, parmi lesquels des organismes publics régionaux de Catalogne.

La compagnie avait été frappée en août 2008 par l'accident d'un de ses avions, à l'aéroport de Madrid, qui s'était écrasé au décollage, faisant 154 morts.

Elle avait engagé cette année là un plan de restructuration qui s'était traduit par le licenciement de 1.100 de ses 4.000 employés.

Cette annonce intervient alors que les compagnies régulières subissent de plein fouet la concurrence des compagnies low cost. Les pilotes de la première compagnie espagnole Iberia ont décidé d'observer plusieurs jours de grève pour s'opposer à la création de la filiale à bas coûts Iberia Express dont le premier vol doit décoller le 25 mars.

La compagnie espagnole Air Europa a annoncé le 10 janvier la suppression de 260 postes, soit 8,5% de ses effectifs, dont 46 pilotes, après avoir enregistré 13,1 millions d'euros de pertes en 2011. (AFP 27.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 janvier

CAUSERIE

Où cela s'est-il passé ?

Des assaillants fortement armés "*ont mitraillé le bureau de vote, tuant trois assesseurs, un membre des forces paramilitaires et un civil*", dans le village de Thangpi, au sud de la capitale de l'Etat du Manipur, Imphal, a déclaré à l'AFP le chef de la police Priya Singh. (AFP 28.01)

Vous aurez reconnu la "*plus grande démocratie du monde*", le pays tranquille où j'habite depuis 1996. Ailleurs, ils ciblent leurs victimes, ici on ne fait pas dans le détail, le raffinement, ils tirent dans le tas, ils mitraillent ! J'ai reconnu là ce que je vis au quotidien sans pouvoir toujours l'exprimer avec les mots qu'il faudrait de crainte d'être incompris ou d'être accusé de manquer d'impartialité. Je vous rassure quand même, cet Etat est à plus de 2 000 kms de chez moi, ici à Pondichéry c'est tranquille...

J'ai lu un commentaire très juste sur la Libye. Il y en a qui reproche au CNT, le bras armé des multinationales occidentales du pétrole, de négliger les femmes en ne leur réservant pas des sièges à la futur Assemblée constituante, alors que "*la France a mis 200 Ans pour avoir 10% de femmes parlementaires*", très juste.

J'ajouterai, que lorsque les femmes obtinrent en France enfin le droit de vote à l'issue de la Seconde guerre mondiale, 300 millions de femmes en bénéficiaient déjà dans le monde. Idem dans bien des domaines, par ignorance ou parce qu'on nous l'a inculqué dans notre jeunesse, on s'imagine que la France serait un modèle ou la pionnière en terme de démocratie pour le reste du monde, or c'est faux dans bien des domaines.

Depuis, elle aurait plutôt fait des progrès en sens inverse, par exemple en foulant aux pieds le résultat du référendum de 2005 sur l'UE. Elle n'est pas la seule à piétiner le peu de démocratie qui a le droit de citer. L'Irlande n'est pas mal dans son genre, c'est même devenu une tendance mondiale. Deux exemples. L'UE refuse aux peuples de se prononcer par référendum sur la modification des traités européens ou l'adoption de nouveaux traités par crainte qu'ils ne les rejettent massivement ; l'ONU qui cautionnent les guerres, les génocides, les coups d'Etat, les guerres civiles fomentées en sous-main par l'impérialisme américain et les puissances impérialistes européennes, ainsi que l'Etat sioniste et les monarchies du Golfe.

Du coup, au Sénégal, Wade se sent autorisé à les imiter, que dis-je, légitimer à agir en dictateur. En 2001, il avait organisé un référendum qui s'était soldé par la limitation du mandat présidentiel à deux, Wade est en train de terminer son deuxième mandat, que cela ne tienne il a décidé de se présenter une troisième fois, violant ainsi la loi en vigueur depuis 2001, avec l'accord

du Conseil constitutionnel faut-il préciser. Et c'est au Conseil constitutionnel que Juppé vient de demander de "*statuer de manière claire et impartiale sur les réclamations*" des opposants à la candidature de Wade, Conseil constitutionnel tellement "*impartia*" qu'il vient de valider la candidature de Wade en violation flagrante de la loi.

Un précédent. Cela ne vous rappelle pas la Côte-d'Ivoire ? Sauf qu'en Côte-d'Ivoire, puisque le Conseil d'Etat avait validé l'élection de Gbagbo, Sarkozy ne s'était pas adressé à cette instance, il avait préféré se tourner vers la commission électorale qui avait validé l'élection de Ouattara, le candidat de l'Elysée contournant l'avis du Conseil d'Etat qui était la plus haute instance de l'Etat de Côte-d'Ivoire, donc violant délibérément ou passant outre la Constitution ivoirienne.

En Haïti, avec l'accord de l'ONU, Préval avait été déclaré élu bien qu'il n'avait pas franchi la barre des 50% des suffrages exprimés, il n'avait obtenu que 48%, il avait suffi de modifier la loi électorale après la fin du scrutin et l'annonce des résultats, ce qui représenta un coup de force, illégale, de retirer les bulletins blancs du décompte des voix exprimés pour que Préval franchisse la barre des 50% et soit déclaré élu président d'Haïti. Un dictateur genre Franco ou Pinochet n'aurait pas imaginé mieux, mais cela est passé comme une lettre à la poste, il y a même des groupes de militants en France, de soi-disant trotskystes, qui soutinrent R. Préval !

Un autre exemple, d'actualité, en France cette fois encore, de la violation de la "*démocratie*" ou de son détournement.

Une dépêche de l'agence Reuters datée d'hier : Nicolas Sarkozy annoncera dimanche une hausse de 1,6 point de la TVA pour alléger les charges sociales et maintiendra le taux actuel de la CSG, écrit Le Monde samedi sur son site internet.

Sans être bonapartiste, mais pour montrer à quoi en est rendue leur "*démocratie*", on constate qu'une importante mesure sociale (sic !) adoptée par le gouvernement et concernant la totalité de la population est annoncée non pas par Sarkozy, son Premier ministre ou un membre de son gouvernement issus des élections, mais par une entreprise privée soutenue par les banquiers, un média national, le journal Le Monde élevé au rang de porte-parole du gouvernement ! Il ne manque plus qu'un ex-cadre de Goldman Sachs à la tête de l'Etat et la boucle sera bouclée, vous me direz qu'on a déjà l'équivalent avec le représentant du CAC 40.

A la collusion des banquiers avec l'Etat, il faut ajouter celle des médias qui leur servent gracieusement la soupe et se font les courroies de transmission de leur propagande, soupe pas vraiment populaire mais façon Fouquet's, homard, caviar et fois gras truffé, histoire de garder de bonnes relations, cela peut être utile en temps de crise pour les uns comme pour les autres.

Une agence de l'ONU au chevet des affamés

"*Au Sahel, nous faisons face à une crise alimentaire d'une plus grande importance que d'habitude, avec plus d'un million d'enfants risquant une grave malnutrition*", a déclaré vendredi Rima Salah, directrice adjointe de l'Unicef.

"*Si nous ne répondons pas aux besoins des pays du Sahel, ils risquent de se trouver dans une situation semblable à celle que l'on rencontre en Somalie (...)*", a-t-elle ajouté.

L'agence a lancé un appel au financement à hauteur de 1,28 milliard de dollars pour 98 millions de femmes et d'enfants dans 25 pays.

Les trois pays de la corne de l'Afrique (Djibouti, Somalie, et Ethiopie) représentent environ un tiers de l'appel aux fonds. L'agence demande 67 millions de dollars pour huit pays du sahel, à savoir le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger et les régions septentrionales du Cameroun, du Nigeria et du Sénégal.

"*Il y a une instabilité grandissante dans la région du Sahel, avivée par le Printemps arabe et les activités grandissantes d'Aqmi et de Boko Haram, aggravant les besoins humanitaires des enfants et des femmes dans la région*", peut-on lire dans un rapport de l'Unicef. (Reuters 28.01)

Qui déstabilisent tous ces pays, qui arment de soi-disant opposant aux différents régimes en place et dont les masses les plus pauvres d'Afrique sont les victimes, sinon les différentes puissances impérialistes occidentales qui se livrent entre elles à une guerre économique sans merci ou avec les impérialistes des pays dits émergents, avec la bénédiction de l'ONU évidemment.

Prosélytisme religieux. Comment ils exploitent la misère à des fins politiques.

Extrait d'un article du monde.fr du 28 janvier 2012.

- "Cette habitante d'un immeuble autrefois coquet du quartier de Grigny-2 (Essonne) est l'une des "amies" de Maïté, Bernadette et Marie-Armelle, trois religieuses de la congrégation Notre-Dame, installées dans un appartement du dixième étage de la même barre.

"Ce sont les premières voisines avec qui je parle, depuis vingt ans que j'habite là", témoigne la propriétaire du logement. Allure sportive et sourire avenant, Maïté Barrès, la plus jeune des sœurs, confirme. "*Le soir de Noël, Solange était toute seule. Je l'ai emmenée au restaurant du bout de la rue.*" Les deux femmes ont "*bien papoté*". Il arrive que Maïté lui change une ampoule ou aide pour ses papiers cette célibataire sous tutelle. C'est aussi par les papiers que les "*sœurs du 10e*" ont rencontré Awa (le prénom a été modifié) et ses quatre enfants. Originaire du Mali, la jeune femme vit dans un appartement bien tenu au rez-de-chaussée de cette copropriété en voie de dégradation. En riant, Marie-Armelle Girardon, l'ancienne supérieure générale de la congrégation, religieuse depuis cinquante-deux ans, serre dans ses bras le petit dernier et rappelle à Awa qu'elle l'attend toujours pour son cours de français. Maïté en profite pour lui donner les horaires de la bibliothèque de rue, où les enfants d'Awa se rendent les mercredis après-midi.

"*Vivre l'Evangile*". Ainsi va la vie de la communauté Notre-Dame, trois femmes de 74, 73 et 46 ans, réunies par leur foi au cœur de cette banlieue populaire. Alors que près de 600 jeunes religieuses et religieux sont rassemblés jusqu'à dimanche 29 janvier en région parisienne pour réfléchir à une meilleure visibilité de la vie consacrée, les sœurs de Grigny vivent leur apostolat, discrètement: de rencontres en coups de main, elles s'efforcent de créer du "*lien*", là où les solitudes et les communautarismes se croisent rarement. Leur manière à elles "*de vivre l'Evangile*", sans visée directement prosélyte et à contre-courant des évolutions plus clairement identitaires."

Le prosélytisme ce n'est pas leur truc affirme ce journaliste, plutôt crédule à en juger par la suite :

- "L'aînée, Bernadette Vallez, ancienne infirmière, accompagne aussi un groupe d'adultes, africains, antillais et laotiens, qui souhaitent se convertir au catholicisme."

On peut déplorer qu'elles remplissent un rôle social dévolu à l'Etat puisque celui-ci a déserté les quartiers parmi les plus pauvres. Ajoutons que toute emprise de la religion sur les opprimés est une atteinte à l'intégrité humaine qui aspire à la connaissance et à sortir de l'obscurantisme ou de l'ignorance du monde extérieur (notamment) qui l'habite depuis sa naissance. C'est une atteinte à l'intelligence humaine ravalée au rang d'illusion qu'il faut combattre, parce qu'elle participe au maintien du régime en place qui se nourrit de l'ignorance des masses.

Intox. Manipulation des masses.

Titre de l'AFP : Un Français sur deux souhaite que Sarkozy déclare rapidement sa candidature

A la question "*En pensant à Nicolas Sarkozy, souhaitez-vous qu'il annonce sa candidature à l'élection présidentielle...*", ils sont 49% à répondre "*le plus tôt possible*", contre 17% à préférer la "*fin du mois de février*" et 20% la mi-mars.

Enfin, interrogés sur leur état d'esprit, les sondés se montrent un peu plus critiques qu'il y a un an: 33% affirment qu'ils ne se font "*plus aucune illusion sur la politique*" (30% en février 2011). (AFP 28.01)

Une fois qu'ils ont forcé les personnes sondées à "*penser*" à Sarkozy, de là à ce que le citoyen lambda imagine que la majorité de la population pense à lui, qu'il serait soudain devenu indispensable à tout un chacun, c'est ce que suggère sournoisement la question qui leur était soumise, il n'y a qu'un pas à franchir, c'est l'objectif de cette manipulation pour le faire remonter dans les sondages, et qui sait parvenir à le faire réélire.

Allons plus loin. Une fois ce constat établi, rectifions le titre de l'AFP, un Français sur deux, ce n'est pas forcément suffisant pour remporter une élection présidentielle, pour y parvenir il existe un autre moyen, il suffit d'établir que $49 + 17 + 20 = 86\%$ des électeurs potentiels montrent de l'intérêt pour la candidature de Sarkozy contrairement à tous les sondages des derniers mois qui montrent qu'il est rejeté (avec sa politique) par environ 70% des électeurs, de là à suggérer que ces 86% pourraient éventuellement voter pour lui, qui sait, rien n'est joué à l'avance bien des choses peuvent encore se passer en trois mois, c'est ce qu'il s'agit de faire entrer dans la tête des électeurs, ainsi par le biais d'une grotesque manipulation Sarkozy dispose d'un coup de baguette magique d'une marge de manoeuvre suffisante pour se relancer dans la course à la présidentielle, alors que tout le monde le donne battu d'avance et la boucle est bouclée.

La réponse à la seconde question de ce sondage évoquée plus haut n'est pas forcément contradictoire avec ce qui vient d'être dit, quand on a à l'esprit que le législateur n'a rien fait pour encourager les personnes non inscrites sur les listes électorales à le faire, l'UMP pensant tirer profit d'un fort taux d'abstention.

Détourner les travailleurs de la politique, c'est l'objectif de tous les partis institutionnels qui estiment que cela leur donne une marge de manoeuvre plus grande pour garantir la survie du régime et se partager les rôles et les places, et les prébendes sonnantes et trébuchantes qui vont avec bien entendu.

Actualité en titres

Dictature du capital via les bankers

- Le monde somme la zone euro d'agir, la Grèce menacée de tutelle - AFP
- Grèce : accord en vue sur la dette, rudes tractations avec l'Europe et le FMI - AFP

La femme est l'avenir de l'homme, pas les marchés !

- A Davos, les responsables européens veulent redonner confiance aux marchés - LeMonde.fr -
- Les militantes aux seins nus de Femen dénoncent les "" de Davos - AFP

En péril.

- Un temps menacée d'extinction, la loutre reconquiert la Bretagne - AFP

Vite, son nom :

- Sarkozy va tenter de reprendre la main dimanche, avec une hausse de la TVA - AFP

Et comme cela ne suffira manifestement pas :

- Merkel participera à des meetings électoraux avec Sarkozy - Liberation.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- Sénégal

L'opposition a lancé samedi *"la résistance"* contre le président sénégalais Abdoulaye Wade, 85 ans, malgré la validation de sa candidature à la présidentielle de février par le Conseil constitutionnel qui a provoqué de graves violences dans plusieurs villes.

Les tenants de cette *"résistance"*, dont les modalités restent à préciser, s'opposent d'ores et déjà à une vague d'arrestations de responsables et partisans du Mouvement du 23 juin (M23), qui regroupe partis d'opposition et organisations de la société civile à la pointe du combat contre la candidature de Wade.

"Nous nous organisons pour faire face par une résistance contre l'oppression, et nous avons lancé un mot d'ordre à l'ensemble des Sénégalais de se tenir prêts à (y) faire face", a déclaré à la presse Macky Sall, un des dirigeants du M23, candidat à la présidentielle, aux côtés des autres leaders du mouvement.

Il faut *"tout mettre en oeuvre pour que Wade retire sa candidature, parce qu'il n'est pas question qu'il prenne part aux prochaines élections"*, le scrutin présidentiel du 26 février, a-t-il ajouté. *"C'est tout à la fois les marches, les sit-in, la résistance", mais "pas la violence"*

Selon le M23, des *"dizaines"* de ses militants et responsables ont été arrêtés samedi dans tout le pays, dont son porte-parole, Alioune Tine, célèbre défenseur des droits de l'Homme en Afrique, qui se trouvait samedi soir dans les locaux de la Division des investigations criminelles (DIC) à Dakar.

Youssou Ndour, dont la candidature a été rejetée par le Conseil constitutionnel, a été *"malmené"* par des policiers alors qu'il se rendait à la DIC pour soutenir Alioune Tine, selon un de ses porte-paroles, Doudou Sarra.

La France *"attend que le Conseil constitutionnel statue de manière claire et impartiale sur les réclamations"* émises par les candidats exclus de la présidentielle, a déclaré le ministère français des Affaires étrangères.

Elu en 2000, réélu en 2007 pour cinq ans après une révision constitutionnelle de 2001 instituant un quinquennat renouvelable une fois, M. Wade se représente pour sept ans après le rétablissement du septennat en 2008, à la suite d'une nouvelle révision constitutionnelle. Ses opposants jugent sa candidature anti-constitutionnelle. (AFP 28.01)

2- Libye

Le Conseil national de transition (CNT) a annoncé samedi soir l'adoption de la loi électorale qui régira l'élection d'une assemblée constituante en juin en Libye. Selon le texte, dont la version finale de la loi devrait être publiée dans deux ou trois jours.

Selon le texte de la loi, qui devrait être "révisé" selon le CNT, deux tiers des 200 sièges de l'assemblée ont été réservés aux listes des partis politiques et le reste, soit 64 sièges, aux indépendants.

Contacté par l'AFP samedi soir, Fathi Baaja, un membre du CNT, a dénoncé la marginalisation de plusieurs membres du CNT qui n'ont pas été informés de la réunion de samedi.

Il a ajouté que l'amendement de la loi et l'adoption du système de liste dans les prochaines élections, a été opéré sous "la pression des Frères musulmans", seul groupe politique capable selon lui d'obtenir une "écrasante majorité" dans l'assemblée qui devrait rédiger une constitution pour le pays.

Prévue initialement la semaine dernière, l'adoption de la loi avait été reportée sous la pression de groupes politiques et de la société civile qui voulaient imposer de nouveaux amendements. (AFP 28.01)

Social

Italie

Après une nouvelle cure de rigueur en décembre et un vaste plan de libéralisation de l'économie la semaine dernière, Mario Monti a adopté vendredi des mesures de simplification des procédures administratives, considérées comme un frein à la croissance.

Persuadé que l'Italie aurait chuté comme la Grèce sans un nouveau tour de vis budgétaire qui va toutefois accentuer la récession, et que les libéralisations mettront fin aux "rentes de certaines catégories" qui sclérosent le pays, le chef du gouvernement garde le cap en dépit de la grogne sociale qui s'amplifie.

Taxis, camionneurs, pêcheurs, transports : les grèves, pour protester contre les libéralisations ou pousser un cri d'alarme contre la dégradation de la situation sociale, ont marqué la semaine.

D'autres mouvements, des gérants de stations-service ou des avocats, suivront ces prochaines semaines.

Inspiré par un mouvement qui a paralysé la Sicile la semaine dernière, la grève des camionneurs contre les prix record du carburant, qui a démarré lundi et s'achève vendredi, a eu d'importantes répercussions.

Des entreprises comme Fiat ou Barilla ont dû mettre des usines à l'arrêt tandis que le sud du pays en particulier a fait face à de graves problèmes d'approvisionnement en carburant ou en produits alimentaires.

Vendredi, c'était au tour de l'Union syndicale de base (USB), très marquée à gauche, de protester, ce qui entraînait des perturbations limitées dans les transports publics.

"Dehors le gouvernement des banquiers. Non aux dictats de l'Union européenne et non aux attaques contre l'emploi et les retraites", clamait une banderole dans leur manifestation romaine.

Sur le plan politique, "Super Mario" continue de naviguer sereinement, fidèle à sa stratégie de mécontenter tout le monde pour désamorcer les oppositions, et bénéficie toujours d'une majorité écrasante au Parlement, comme l'a prouvé l'adoption cette semaine d'une motion de soutien à sa politique européenne.

Alors que les libéralisations mécontentent une bonne part de l'électorat de droite, Silvio Berlusconi a d'ailleurs rejeté jeudi l'appel de son ex-allié Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord, à faire chuter le gouvernement.

"La situation est difficile, le gouvernement agit avec grande prudence et il est difficile d'avancer des critiques fondées", a jugé le Cavaliere.

"Tout le pays veut étrangler Monti et lui il a peur de le chasser", a protesté M. Bossi en menaçant le Cavaliere de faire chuter l'exécutif de droite au pouvoir dans la région de Milan, la plus riche du pays.

Selon Stefano Folli, éditorialiste du quotidien Il Sole 24 Ore, "Silvio Berlusconi n'a pas aujourd'hui envie ou intérêt à +débrancher+

le gouvernement Monti."

"Ce n'est pas de la générosité mais un calcul: si les +technocrates+ doivent chuter il faut que cela soit en raison des contradictions de la gauche (en particulier sur la réforme du marché du travail à venir, NDLR) et non des convulsions de la droite", estime le politologue. (AFP 28.01)

Economie

1- Banquiers.

Bankiers-kamikazes ?

Interconnection des banques

La différence entre la deuxième moitié du XIXe décrit par Zola et aujourd'hui, c'est que le monde bancaire est mondialisé. Par le shadow banking, toutes les banques sont interconnectées, toutes les obligations ont été mises en garantie de la banque A à la banque B, puis de B à C... etc. ...

Au XIXe, il pouvait y avoir des faillites massives, aujourd'hui NON. Une grosse faillite entraîne l'ensemble des banques dans le trou.

Il semble évident, que les banquiers vont devoir se couper un bras, avant de subir l'ablation d'une jambe, voire de se faire énucléer. S'ils ne s'accordent pas sur un processus réducteur, ils pourraient être également émasculés. C'est le voeu et le plan d'Angela Merkel, qui n'est pas femme pour rien.

L'autre possibilité est de monétiser la totalité des dettes en imprimant de la monnaie. S'il y a 53 trillions de dettes aux Etats Unis, la Fed rachète les 53 T\$ en imprimant de la monnaie et en mettant ces obligations pourries dans son bilan, comme dans une poubelle géante. Le processus est déjà largement entamé avec la nationalisation de Fannie Mae et Freddy Mac, et l'achat des Bons du Trésor US.

Si on n'interdit pas d'abord aux banques de continuer à créer de la dette, des produits financiers, des hypothèques sur ces produits, etc ... multipliant sans fin le processus, il n'y a aucune raison d'arrêter cette monétisation, demain, après-demain ou en 2014. Or les banquiers ayant réussi à revendre à la Banque Centrale des obligations pourries, même décotées, osent afficher des bénéfiques records, qu'ils distribuent sous forme de bonus ou de dividendes ... faisant entrer cet argent virtuel dans la "vraie vie". Pire encore, ils profitent de cette manne pour jouer cet argent frais sur les marchés, faisant monter toutes les matières premières. Quand Paribas achètent toutes les fèves de cacao disponibles dans le monde pour faire un coup, c'est la ménagère qui va devoir payer son chocolat plus cher. Or les banquiers spéculent sur le blé, le maïs, la viande, etc. De toute évidence, leurs spéculations amènent une accélération de l'inflation réelle, même si les statistiques gouvernementales cherchent à le cacher.

Entre le Chaos d'un Krach bancaire mondial et l'hyperinflation, il y avait une troisième voie moyenne, qui impliquait de la rigueur, de la volonté, un pouvoir puissant faisant respecter la loi. Les banquiers aujourd'hui sont trop puissants et les Etats sont totalement à leurs ordres. Il n'y a qu'à voir l'impuissance totale du CFTC, incapable de mettre en application la loi Dodd-Franck aux Etats Unis, pour comprendre l'ensemble du problème.

Par défaut, c'est donc l'hyperinflation qui a été choisie par les voyous de W.S.. Nous avons été prévenus, puisque le I.A.S. B., l'organisme international chargé des normes comptables, a créé des aménagements dès 2010 pour aider les entreprises à tenir une comptabilité dans un environnement d'hyperinflation sévère. (le contenu de cet amendement daté du 30 septembre 2010 figure dans cet article. - ndlr)

L'élite souffrira moins que le peuple, car les initiés ont déjà investi leurs capitaux dans les métaux précieux, les terres et les denrées alimentaires. Les masses mourront de faim, ce qui simplifiera (pour l'establishment) les problèmes de l'avenir de la Planète.

Une victoire à la Pyrrhus

Certains banquiers, plus puissants que la plupart des nations, ne se satisfont pas de la situation actuelle. Même si cela semble impossible à certains analystes avec qui j'ai échangé sur le sujet, je considère qu'une des factions de l'oligarchie peut opter pour un effondrement généralisé, en jouant justement de l'interconnexion généralisée due au "*Shadow Banking*". Après tout, les banquiers de W.S. ont bien créé des produits financiers destructeurs et les ont disséminés dans toutes les banques du Monde, dans un seul but, mettre les nations à genoux. Ils y ont pleinement réussi et ces banques sont aujourd'hui aux commandes en Europe, dictant leur loi aux gouvernements. Il devrait être assez aisé de les faire exploser par une flamme en retour, en faisant tomber une carte du système, qui par l'effet de contagion des CDS, viendrait mettre le feu au coeur du système qu'ils ont mis en place. Pour cela, il faut auparavant avoir installé un minimum de pare-feu.

La Russie a très certainement réussi à préserver en grande partie son système bancaire. La Chine est peut être plus vulnérable, mais elle a annoncé en août 2009, qu'elle autorisait ses sociétés à faire défaut sur les produits dérivés. Elle a certainement pris des mesures depuis pour se protéger des manigances de WS et de la City. Quant à Angela Merkel et ses alliés, ils auraient mis en place une police financière, qui aurait pour but de mettre les Banksters au trou, aussi puissants soient ils et notamment Deutsche Bank et Goldman Sachs.

Nos informateurs nous disent que la tension est telle dans l'oligarchie, que toutes tentatives de résoudre la crise par la diplomatie se sont terminées par des échecs et que désormais, ils seraient en train de préparer la guerre. Cette guerre se jouera sur tous les fronts. Le premier d'entre eux sera bancaire. Certains vont donc faire en sorte que la Banque saute, quitte à perdre un bras et un oeil. Cela ne sera pas un hasard, mais une volonté délibérée. Puis tous les dominos tomberont.

Vous avez la chance de regarder l'Histoire en train de s'écrire sous vos yeux... alors surveillez l'attentat de Sarajevo en regardant du côté des banques.

Tout cela va commencer en 2012, avec probablement, une très nette accélération au deuxième trimestre.

Ceci n'est qu'une analyse personnelle, qui n'engage que son auteur. (liesidotorg.wordpress.com 27.01)

2- Allemagne

2.1- L'Allemagne et ses banques ne sont pas à l'abri d'une faillite de quelques pays du sud de l'Europe.

Comme nous le verrons dans le numéro 248 de LIESI (15 février 2012), il existe une fenêtre de tir importante pour un éventuel retrait de l'Allemagne: entre la fin du printemps et la fin de l'été 2012. Il y a bien sûr des aléas qui ne sont, pour le moment, pas déterminés, mais assez probables. Sur ce genre de sujet, il convient toujours d'être prudent, mais réaliste à la lumière des mines posées par nos chers banquiers américains dans le système financier européen.

Ce qui nous amène à une question importante. L'Allemagne, si protégée par Standard and Poor's (qui refuse de la dégrader pour 2012) est-elle exposée aux dettes des pays du sud, si méprisés par les agences de notation américaines?

Généralement, les experts disent avoir bien de la peine à estimer les conséquences économiques d'une telle option, même pour l'Allemagne dont les banques très exposées aux dettes souveraines de l'Europe du Sud et de l'Irlande (à hauteur de 460 milliards d'euros) n'échapperont sans doute pas à la faillite. Si les experts d'UBS prédisent qu'une telle catastrophe touchera plus sévèrement la périphérie de l'Europe que les pays forts, ils résumant un tel scénario en citant Shakespeare : " Cry "havoc", and let slip the dogs of war. " (" Carnage !" et alors seront lâchés les chiens de la guerre ").

On peut raisonnablement penser que cela devrait intervenir avant l'attaque de l'Iran. La logique est d'abattre financièrement l'Occident avant d'accélérer le processus de délitement géopolitique du Moyen-Orient. (liesidotorg.wordpress.com 27.01)

2-2- Un veto de la Commission européenne à la fusion entre NYSE Euronext et Deutsche Börse est de plus en plus probable, un revers dont l'opérateur boursier allemand devrait pouvoir s'accommoder grâce à un modèle d'activité solide, selon les spécialistes du secteur.

Pour la presse comme pour les analystes, le NON! de Bruxelles, gendarme de la concurrence en Europe, ne fait pratiquement plus de doute, en raison de ses craintes sur une situation de monopole du nouvel ensemble, notamment dans le marché des dérivés en Europe.

Paradoxalement les investisseurs n'ont pas l'air mécontents de cet échec annoncé. L'action Deutsche Börse a même nettement progressé ces derniers jours.

"Les actionnaires de NYSE Euronext auraient davantage profité de la fusion" selon l'analyste Martin Peter de la banque régionale allemande LBBW, "car le groupe Deutsche Börse est beaucoup mieux positionné que les Américains".

Le groupe allemand repose en effet sur trois piliers couvrant tout le cycle des échanges financiers: le marché d'actions avec sa plateforme d'échanges électroniques Xetra, le marché des dérivés avec sa plateforme Eurex, et les activités post-marché de règlement et de compensation assurées par sa filiale luxembourgeoise Clearstream.

Grâce à Clearstream et à Eurex Clearing, Deutsche Börse est aussi bien placé pour profiter de la croissance des activités post-marché. Celles-ci assurent une fonction centrale pour les marchés réglementés mais aussi pour les marchés de gré à gré (OTC), plus opaques, car elles offrent la sécurité des opérations entre vendeurs et acheteurs.

Deutsche Börse peut ainsi profiter indirectement de la masse des échanges non réglementés qui lui échappent sur d'autres segments. Par exemple, sur le marché global des dérivés "80 à 85% des transactions ont lieu hors Bourse", rappelle Martin Peter.

L'opérateur de la Bourse de Londres, le LSE, cherche d'ailleurs à imiter la stratégie de Deutsche Börse en s'efforçant actuellement de s'emparer de l'autre grande chambre de compensation en Europe, LCH.Clearnet.

Certes, "avec NYSE Euronext, Deutsche Börse aurait formé la première Bourse du monde et aurait ainsi pu dégager d'importantes synergies de coûts, elle serait devenue plus rentable et plus importante dans le futur paysage boursier", estime Philipp Hässler d'Equinet.

Mais la consolidation globale du secteur ne s'est pas encore vérifiée dans les faits: l'an dernier l'alliance des Bourses de Londres et de Toronto a échoué, et l'Australie a rejeté le projet de fusion entre les Bourses de Sydney et de Singapour.

Pour Christian Muschick de Silvia Quandt, les réserves de la Commission européenne sur la fusion entre Deutsche Börse et NYSE Euronext seraient d'ailleurs plutôt d'ordre politique, liées à "la peur de perdre le contrôle, la peur d'une domination des actionnaires américains". (AFP 28.01)

Clearstream, mais c'est un nom qui nous dit quelque chose... Ah oui j'y suis, ils veulent faire jouer un rôle plus grand aux chambres de compensation dont Clearstream pour garantir la transparence des marchés, sans rire, réguler les produits dérivés, tout un poème !

[Haut de page ↗](#)

Le 30 janvier

CAUSERIE

Si vous connaissez d'autres portails d'information du genre Mondialisation.ca ou Réseau Voltaire, communiquez-moi leurs adresses pour en faire profiter tous les militants qui se connectent sur le site. Difficile ensuite de dire qu'on n'était pas informé, qu'on ne savait pas ce qui se tramait dans les plus hautes sphères du pouvoir...

A propos des mesures antisociales annoncées par Sarkozy. Tout, tout, tout pour les patrons !

1- Commençons par le plus évident, le logement, en reproduisant la réflexion d'un internaute :

- "Augmenter la possibilité de construire 30% de plus, ça veut dire que tout le monde va dès demain se lâcher et agrandir son pavillon ou son bout de logement ? Ou bien ça veut dire que les gros promoteurs-financiers-banquiers vont pouvoir sans délai augmenter la taille de leurs opérations immobilières sans respect des lois et des règlements précédents qui contrôlaient jusqu'à présent la qualité, la densité, l'harmonie de de notre cadre de vie ? A quoi donc servent les règles d'urbanisme si quelques-uns peuvent les accommoder à leur profit ?"

Enfin, mais à satisfaire les besoins exprimés par ceux que vous représentez... Ses amis promoteurs-bétonneurs vont en profiter pour faire de juteuses affaires inespérées hier encore, ainsi le quinquennat de La Talonnette va se terminer comme il a commencé : le gang du Fouquet's ne pourra pas dire qu'il aura été ingrat avec eux !

S'agissant des propriétaires de leur habitation, pour un peu, cela va inciter ceux qui peuvent se le permettre de s'endetter pour réaliser des travaux, c'est excellent pour les banquiers qui ont encaissé des milliards d'euro à 1% via la BCE !

2- La liquidation des 35 heures dénommée «accords compétitivité-emploi».

Rappelons que cette mesure avait été accompagnée de l'annualisation du temps de travail qui permettait de liquider la durée légale journalière de travail. Une fois cet objectif largement atteint, il ne restait plus qu'à trouver le moyen et le moment pour la généraliser. Comment ? Pardi, avec la complicité des dirigeants syndicaux !

- "Si une majorité de salariés se met d'accord dans une entreprise (...) pour décider de leur durée de travail, pour décider de privilégier l'emploi sur le salaire ou le salaire sur l'emploi, ils pourront le faire", a-t-il dit.

"Grâce aux accords compétitivité-emploi qui existent en Allemagne, l'économie allemande a fait le choix de privilégier l'emploi. Le premier ministre demandera dès demain matin aux partenaires sociaux de négocier ces accords par entreprise", a dit

Nicolas Sarkozy. (lemonde.fr 29.01)

Accepter de discuter sur ce terrain-là, opposer et sacrifier le salaire à l'emploi, revient à admettre que le patron ou l'actionnaire est le maître et qu'on est son esclave, pire encore si c'est possible, qu'on est encore trop payé et que les actionnaires ont raison de se goinfrer, de délocaliser, d'imposer leur dictature. Tout militant qui acceptera de se placer sur ce terrain sera considéré comme un jaune, un traître, un ennemi du mouvement ouvrier.

3- Mesure contre le chômage des jeunes

L'objectif est de mettre à la disposition du patronat de la main d'oeuvre gratuite et de soustraire un million de jeunes des statistiques du chômage :

- Le gouvernement vise les 800 000 alternants d'ici 2015 et même un million à terme, contre 600 000 aujourd'hui. (lemonde.fr 29.01)

Ce qui est étrange, c'est qu'ils n'ont pas encore conçu comment obliger les jeunes à accepter un contrat d'apprentissage ou ils n'ont pas osé, il faut dire qu'ils n'ont aucun moyen pour les y contraindre. Mais ils pourraient très bien imaginer de supprimer les allocations familiales à leurs parents en cas de refus ou leur interdire de compter une demi-part par enfant à charge lors de leur déclaration d'impôt, qui sait ce qu'ils sont capables d'inventer !

4- Taxe sur les transactions financières

C'est l'arlésienne pour distraire la galerie et détourner l'attention des travailleurs des origines de la crise.

A ce stade ce n'est pas précisé, mais il y a fort à parier que le tout petit milliard d'euros que l'Etat compte ainsi récupérer dans ses caisses proviendra de la taxation des petits actionnaires, les travailleurs de la classe et des couches moyennes qui aujourd'hui encore peuvent économiser quelques milliers d'euros par an.

5- Terminons par la hausse de la TVA et l'exonération des cotisations abusivement dénommées patronales.

En préambule, rappelons que les cotisations sociales à la charge des travailleurs et celles à la charge des employeurs sont une partie de notre salaire dit différé qui servent à alimenter les caisses des organismes sociaux pour satisfaire ou couvrir les besoins sociaux de l'ensemble de la population.

La rémunération d'un salarié se compose de son salaire, des cotisations à sa charge, des cotisations à la charge de son employeur, auquel il faut ajouter la part des bénéfices qui lui est (éventuellement) attribuée au titre de la participation, puisque les bénéfices de l'entreprise ainsi distribués aux employés ne sont pas tombés du ciel mais constituent une partie de la plus-value extorquée aux travailleurs au cours du processus de production, ce n'est pas un "cadeau" du patronat, ces bénéfices appartiennent de plein droit aux travailleurs puisqu'ils sont exclusivement le produit de leur travail, et non celui des actionnaires qui ne produisent rien.

- *"La décision que le gouvernement proposera au parlement sera d'exonérer la cotisation totale ou partielle des cotisations familiales ou patronales"*, sur les salaires entre 1,6 et 2,1 smics.

"Nous monterons en sifflet (...) jusqu'à smic 2,4." Cette mesure concernera 97 % des effectifs de l'agriculture, 82 % des effectifs de l'automobile et les deux tiers des effectifs de l'industrie, a dit Nicolas Sarkozy.

En contrepartie, il a annoncé une hausse de 1,6 point de la TVA, qui passerait donc de 19,6 % à 21,2 %. Le montant de ce transfert : *"13 milliards d'euros"*, a-t-il affirmé. Les taux réduits de TVA resteront inchangés.

De plus, il y aura aussi *"une hausse de 2 points de la CSG sur les revenus financiers"* pour baisser les charges patronales. (lemonde.fr 29.01)

Je me suis déjà exprimé sur ce sujet dans une précédente causerie, mais on peut y revenir rapidement.

S'agissant de l'exonération des patrons.

Cette mesure consiste à augmenter la part qui revient au capital au détriment du travail, à abaisser le coût de la force de travail, donc à faire baisser le niveau de vie des travailleurs. Ce qui ne saute pas aux yeux au premier abord, dans la mesure où le coût de la force de travail correspond à ce qui est nécessaire pour la reproduire, au coût de l'entretien d'un travailleur qui comprend tout ce qui figure dans son mode de vie, pas seulement l'alimentation, l'habillement et le logement avec ce qui vient se greffer dessus, mais aussi ses besoins en matière de santé, d'éducation, de culture, de loisirs ou distraction, de vacances, etc.

Après tout, les travailleurs chinois s'en passent très bien et n'en meurent pas pour autant, n'est-ce pas ? Sinon comment les privilégiés vont-ils pouvoir continuer de jouer au casino, d'acheter des jets privés, des yachts, des résidences de prestige, des voitures de luxe, remplir les palaces cinq étoiles, etc. franchement, au nom de l'équité les travailleurs peuvent bien faire de petits sacrifices supplémentaires...

S'agissant de la hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste de tous.

Si cette mesure est adossée à la précédente ce n'est pas pour des prunes ou le fruit du hasard.

Jusqu'à présent lorsque l'Etat accordait généreusement aux patrons des exonérations de cotisations sociales, l'Etat tapait dans sa caisse pour verser l'équivalent aux organismes sociaux, bon, pas toujours au centime près et rarement dans un délai respectable mais laissons cela de côté ici. Mais voilà, les caisses de l'Etat étant vides et croulant sous un endettement abyssal voulu par les banquiers pour mieux le (nous) racketter, il lui est devenu impossible aujourd'hui de compenser ce cadeau de dizaines de milliards d'euros offerts aux capitalistes ou plutôt l'Etat n'a pas l'intention de s'endetter davantage, attention les marchés veillent ! il vaut mieux que ce soit l'ensemble de la population qui règle l'addition à sa place, frappant indistinctement pauvres et nantis, auparavant aussi par le biais des impôts et taxes que l'Etat nous imposait, c'était déjà nous qui réglions la note, disons qu'à partir de maintenant elle sera encore plus salée.

Question : est-il exagéré d'affirmer que la liquidation du capitalisme est une nécessité impérieuse, urgente ?

Concurrence mondiale et division internationale du travail.

Ce qui caractérise la situation actuelle, c'est la mise en concurrence des économies de tous les pays, qui se traduit par une course effrénée à la compétitivité à l'échelle mondiale, conduisant les Etats et les entreprises à s'aligner sur le moins social d'une part, et plus de précarité, plus d'exploitation d'autre part, le tout combiné constituant une formidable régression sociale généralisée dont profite une poignée de privilégiés à travers le monde.

Quand dans pratiquement tous les secteurs économiques vous mettez en concurrence des entreprises dont le coût du travail varie de 100 à 1500 euros par mois, il est évident que les premières vont évincer les secondes du marché. Et quel levier reste-t-il à ces dernières pour inverser cette tendance ? Baisser leur coût du travail pour le ramener au niveau de leurs concurrents. C'est imparable en régime capitaliste, c'est le produit de la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale.

Mais ce n'est pas la division internationale du travail qui est en cause, car elle participe du développement des forces productives à l'échelle mondiale déjà constaté au XIXe siècle, par ailleurs, il est parfaitement légitime que tous les peuples développent leurs forces productives, car dans le cas contraire cela signifierait que l'on considère que le progrès social qui accompagne leur développement à travers la lutte de classe devrait être réservé à certains peuples plutôt qu'à d'autres, thème cher aux sociaux-patriotes, aux nationalistes de tous poils et à l'extrême droite, j'allais oublier les théoriciens de la décroissance, de la démondialisation comme ils disent, qui dénoncent le productivisme, cela en fait une masse de réactionnaires !

C'est la division du travail qui a permis (au capitalisme) de rompre avec le mode de production féodal et de développer dans des proportions gigantesques les forces productives, au point d'être en mesure pour la première fois dans l'histoire de l'humanité depuis l'avènement du néolithique de satisfaire l'ensemble des besoins de la population de la planète. Pour rappel, le passage du paléolithique au néolithique se caractérise (notamment) par l'abandon de la cueillette et la chasse au profit de l'agriculture et l'élevage, par la sédentarisation croissante des peuples autrefois nomade...

Donc le problème ne vient pas de la division internationale du travail, il vient du fait qu'elle conduit comme autrefois, mais dans des proportions encore plus gigantesque compte tenu des formidables progrès réalisés par les sciences et les technologies au cours de la seconde moitié du XXe siècle, à un accroissement des forces productives alors que le mode de production capitaliste n'est déjà plus en mesure de les contenir et procède déjà à leur destruction massive depuis un siècle.

Or, l'impérialisme stade suprême du capitalisme est incompatible avec la libération des forces productives à l'échelle mondiale qui étouffent dans le carcan du mode de production basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange. Cela se traduit par la mise en concurrence et la destruction des forces productives déjà existantes avec celles qui se développent de nos jours moyennant un niveau d'exploitation supérieure, du fait de conditions politiques qui lui sont favorables et donc au détriment des producteurs eux-mêmes dans tous les cas de figure, le prolétariat.

En conclusion, à un stade supérieur de la division du travail à l'échelle mondiale, le système économique et social basé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange entre violemment en collision avec les forces productives qu'il tend à libérer, et comme ce mode de production n'a pas pour objectif la satisfaction des besoins de l'humanité mais l'accumulation du capital au profit d'une poignée de nantis, il se transforme en un formidable moyen de destruction n'épargnant aucun pays, aucun continent, mettant en péril la civilisation humaine, frappant tous les peuples, pourrissant la planète entière.

Sous une République sociale universelle, la division du travail serait refondée de manière à satisfaire les besoins de tous les peuples, mettant fin à l'anarchie qui règne dans la production et à la concurrence à laquelle les travailleurs du monde entier sont livrés malgré eux. Les marchandises que nous consommons seraient produites dans des conditions permettant d'économiser la force de travail et les ressources de la planète. Non seulement le travail serait réparti entre tous les producteurs mettant fin ainsi au chômage, et cette économie de la force de travail permettrait aussi de réduire la durée du travail de moitié ou davantage encore. Les marchandises seraient produites au plus près des consommateurs, dans la mesure du possible, de la même manière que les travailleurs vivraient proche de leur lieu de travail, cela engendrerait d'énormes économies en terme de transport, donc d'énergie, et libérerait du temps libre pour s'épanouir ou satisfaire ses aspirations.

Ce qui pose problème dans chaque pays et l'échelle mondiale, nous avons vu plus haut que c'était la survie du capitalisme qui conduit au chaos et à la guerre. Ensuite, nous avons précisé que cet obstacle était à son tour le produit de conditions politiques particulières auxquelles il nous faut s'attaquer pour faire sauter cet obstacle.

Ces conditions politiques se résument à l'incapacité du prolétariat mondial de se doter d'une nouvelle direction depuis la dégénérescence de l'Internationale communiste dans les années 20 et de la IV^e Internationale pour ainsi dire liquidé avant même avoir eu le temps de se développer.

Avec la crise, nous disposons d'un nombre innombrables de faits et d'arguments dans tous les domaines de la société comme jamais par le passé pour convaincre les travailleurs de la nécessité d'en finir avec le capitalisme et de s'organiser, de construire le parti indispensable pour prendre le pouvoir.

Si nous n'y parvenons pas malgré cela, on serait tenté d'affirmer qu'on n'y parviendra jamais.

Chaque militant à le droit légitime de s'interroger non pas sur la validité du socialisme qui est indiscutable à plus d'un titre dès lors qu'on fait preuve d'honnêteté intellectuelle, pour peu qu'on l'ait étudié sérieusement ou qu'on admette que rien ne peut justifier l'exploitation de l'homme par l'homme ou encore, qu'il serait possible à notre époque de satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale et que seule l'existence du capitalisme constitue un obstacle à la réalisation de cet objectif.

Le problème que nous avons à résoudre se situe manifestement ailleurs. Il n'y a pas un travailleur pour ne pas être scandalisé par les dernières mesures annoncées par Sarkozy en faveur exclusivement des patrons et actionnaires en tous genres pendant que les travailleurs devront subir de nouveaux sacrifices. Donc le problème n'est pas là non plus.

Certes ils ont toujours des illusions dans le capitalisme dans lequel il baigne depuis leur naissance, certes ils ont toujours des illusions dans les institutions, beaucoup moins ou pas du tout dans les partis qui participent aux institutions, en tout cas s'agissant de leur volonté ou leur capacité à changer la société, là ils n'en ont aucune, c'est une certitude. Le veulent-ils vraiment ?

Renversons cette question : qui ne le voudrait pas compte tenu du cauchemar qu'ils vivent au quotidien ? Ils n'y croient pas ou plus si on se réfère aux générations de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Et cela ne date pas d'hier ou des années 80 comme on voudrait nous le faire croire.

A la terrible épreuve de la guerre, succéda des décennies de misère sociale que les nantis appelèrent les Trente glorieuses, certes le chômage était quasi inexistant jusqu'au début des années 80, mais les salaires et les conditions de vie de millions et millions d'ouvriers étaient misérables, l'exploitation était pire à bien des égards par rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui, le problème du logement atteignait des sommets au milieu des années 50, dans Paris (où j'habitais, à deux pas de l'Opéra, dans une ex-chambre de bonne) à chaque coin de rue, dans tous les jardins publics, on croisait des clochards, la pauvreté était omniprésente, au milieu des années 70, je me souviens encore avoir dîné avec un copain dans une soupe populaire située à deux pas de la Bourse, au coin de la rue Richelieu qui donne sur les Grands boulevards, au premier étage...

Avant comme après l'effondrement du stalinisme, les problèmes rencontrés par les travailleurs étaient les mêmes, donc l'argument selon lequel ce serait le stalinisme qui serait la cause de l'impossibilité de construire le parti ne tient pas, il faut chercher ailleurs. Et puis, il faut admettre que le stalinisme n'a jamais eu une emprise sur la totalité ni même sur la majorité de la classe ouvrière, cette emprise s'est toujours exercée sur la minorité du prolétariat qui était organisée dans les syndicats tandis que des dizaines de millions de travailleurs s'en détournèrent, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'ils étaient plus conscients pour autant, dans bien des cas il faut bien admettre qu'ils étaient encore plus arriérés, cependant, cela ne signifiait nullement qu'il était impossible de détacher des travailleurs du stalinisme et de convaincre des travailleurs apparemment sans conscience politique d'en acquiescer une, d'ailleurs des dizaines et dizaines de milliers de travailleurs et jeunes sont passés par l'OCI (POI), la LCR (NPA) et LO au cours de ces décennies.

La question est de savoir pourquoi ils en sont partis, pourquoi il a été impossible de les retenir, pourquoi cette dynamique n'a pas permis d'attirer des centaines de milliers de travailleurs vers ces organisations, pourquoi elles ont été incapables de construire le parti 70 ans plus tard. Qu'est-ce qui est en cause selon nous, sinon les dirigeants de ces partis et la politique qu'ils ont impulsée au cours de ces longues années, leur analyse de la situation nationale et internationale, leur conception de la lutte de classe,

leurs rapports au capitalisme, à l'Etat, aux autres partis, aux appareils du syndicat, à la classe elle-même ?

Existe-t-il une autre réponse sérieuse et cohérente à la question que nous posons plus haut ?

Voyez où ils en sont arrivés, l'un appelle à défendre la "*souveraineté nationale*", pour un peu on se croirait revenu au 4 août 1914 ! l'autre appelle au "*partage des richesses*", ce que les capitalistes savent très bien faire, à leur manière bien sûr, quant à LO, elle assume sa fonction d'appendice du PCF (N. Arthaud à l'émission *On n'est pas couché*, au moins le front unique lui sert à quelque chose !

Comme disait Engels en substance, on ne fera jamais du neuf avec du vieux, on a besoin d'un nouveau parti communiste, avec de nouveaux dirigeants, une autre orientation politique, tournée résolument vers toutes les couches de la classe ouvrière, mais aussi vers la classe moyenne ou la petite-bourgeoisie.

Ce qui est frappant dans le cas de ces partis, c'est que leurs dirigeants ont appris autrefois que c'était la classe ouvrière, ses couches les plus exploitées qui devaient servir de guide à l'ensemble de la classe dans la lutte de classe, alors qu'elles sont quasiment absentes de leurs partis, à aucun moment depuis 1945 ils ne se sont vraiment tournés vers elles, et quand bien même auraient-ils mené campagne en leur direction, ils n'ont jamais été foutus de les convaincre, de les former ou de les retenir, pour finalement former des partis démocratiques petits-bourgeois où les déshérités du système capitaliste sont absents.

Partant de là, il n'est pas étonnant que leurs politiques ne prennent pas en compte ces millions et millions de travailleurs et qu'ils ne reconnaissent pas dedans, et que par conséquent ils ne recrutent que parmi les couches qui bénéficient d'un statut avantageux par rapport au reste du prolétariat, avantages acquis sous un régime capitaliste - pas forcément suite à leur mobilisation ou la grève selon une légende, mais par le biais de la politique dite contractuelle " *négociée*" dans les cabinets feutrés des ministères, les méfaits du "*dialogue social*" remontent des années 40 à nos jours - qu'ils défendent finalement au même titre que ce régime, consciemment ou non. (A suivre)

Actualité en titres

Doute, crispation, tension... rejet !

- Qui croit encore en Sarkozy ? - LeMonde.fr
- Donnedieu de Vabres dénonce une "*droitisation suicidaire de l'UMP*" - AFP
- François Bayrou dénonce "*l'affolement*" de Nicolas Sarkozy - Reuters
- Hervé Morin: pas le moment de réformes structurelles majeures - AFP

L'article L. 122.12 du Code du travail appliqué à Sarkozy :

- Entretien de licenciement ou détermination à agir ? - 20minutes.fr
- «*Pour Nicolas Sarkozy, c'est quitte ou double*» - LeFigaro.fr

C'est bien le seul article du Code du travail que je me souviens encore pour l'avoir pratiqué si souvent en tant que futur chômeur et délégué syndical, selon lequel avant tout licenciement vous devez être convoqué à un entretien assisté de la personne de votre choix travaillant dans l'entreprise. Lors de cet entretien on doit vous notifier les griefs retenus contre vous, vous êtes en droit de répondre ou de vous expliquer, par contre l'employeur n'a pas le droit (en principe, sauf en cas de bonne nouvelle, mais c'est si rare !) de vous notifier sa décision finale, vous l'apprendrez par la poste 24h plus tard au minimum. J'imagine que depuis il a dû être modifié ?

Pour la petite histoire, pour bien montrer que les patrons sont vraiment des pourris. Dans une boîte qui m'en avait envoyées six - j'ai été viré au bout de la septième, ouf enfin ! - j'ai dû me battre avec mon chef pour trouver le temps d'aller les retirer pendant les heures d'ouverture du bureau de poste sur mon temps de travail, le matin quand je partais au boulot et le soir quand j'en rentrais la poste était fermée, il s'agit toujours d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Cela ne pouvait pas se passer ailleurs :

- Rencontre entre talibans et Américains au Qatar - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Le PS se place exactement sur le même terrain que l'UMP.

Nicolas Sarkozy a loué à plusieurs reprises l'ancien chancelier socialiste allemand Gerhard Schröder, "*un homme d'une grande qualité*", dont il a pris les réformes pour modèle. (Reuters 29.01)

Bernard Cazeneuve, porte-parole de François Hollande a accusé Sarkozy "*du déficit de compétitivité*" de la France par rapport à l'Allemagne

"*Tout ceci est une politique à l'allemande: on a eu le sentiment à un moment donné que Nicolas Sarkozy était candidat à être chancelier socialiste de la République fédérale allemande*", a déclaré M. depuis son siège de campagne aux Lilas près de Paris. (lemonde.fr 29.01)

Chancelier "*socialiste*" en référence sans doute à Schröder et à destination de Hollande.

Mélenchon l'a constaté aussi, mais à sa manière, oubliant de préciser que lorsque Schröder pris des mesures drastiques pour défendre la compétitivité des entreprises allemandes sur le marché mondial au détriment des intérêts fondamentaux des travailleurs, le PS dont il était un des dirigeants soutenait Schröder sans que cela gêne davantage monsieur Mélenchon. (lexpress.fr 29.01)

On sait déjà que Mélenchon va appeler à voter Hollande s'il figure au second tour. Question : si Hollande n'annonce pas d'ici le premier tour de la présidentielle qu'il remettra en cause immédiatement les dernières mesures annoncées par Sarkozy, appellera-t-il toujours à voter pour lui, autrement dit soutiendra-t-il l'application de ces mesures scélérates ?

2- Syrie

L'unanimité de la presse occidentale et du Golfe qui a prévalu durant les dix derniers mois est en train de se fissurer. Si de grands journaux présentent l'opération de l'armée syrienne visant à libérer les villes occupées par la Légion wahhabite comme une forme de répression politique à l'encontre de civils désarmés, d'autres médias multiplient les signaux d'alerte : les photos de civils manifestant contre le président el-Assad ont laissé la place à des images d'hommes en armes cagoulés, tandis que des reportages font état d'exactions multiples à caractère confessionnel ou mafieux, et non de contestation politique.

Les médias occidentaux et du Golfe reflètent toujours la position de leurs gouvernements, mais sans chaleur : l'image romantique de la « *révolution syrienne* » a disparu. Le seul argument qui reste pour convaincre les lecteurs est de présenter les « rebelles » comme des « *insurgés* », de faire croire qu'ils sont tous des soldats syriens déserteurs et non majoritairement des mercenaires étrangers de la Légion wahhabite, souvent recrutés dans la mouvance Al-Qaïda.

Tous les commentateurs attendent la prochaine séance du Conseil de sécurité au cours de laquelle devraient être présentées les propositions de la Ligue arabe et de la Russie. (Réseau Voltaire 27.01)

Social

Belgique

Une grève générale contre l'austérité, la première depuis près de sept ans, devrait paralyser le royaume et poser de sérieux problèmes d'organisation pour le sommet des dirigeants de l'Union européenne, attendus dans l'après-midi lundi 30 janvier à Bruxelles.

Trains à l'arrêt, y compris les Thalys et Eurostar, barrages à l'entrée des grandes villes et des zones industrielles, grandes surfaces fermées et service minimum dans les hôpitaux : l'appel à se "*croiser les bras*" devrait être largement suivi dans le privé et le public. Les organisations syndicales protestent contre les mesures d'austérité du gouvernement de coalition du socialiste Elio Di Rupo, qui a prévu des économies de plus de 11 milliards d'euros en 2012. (lemonde.fr 29.01)

Economie

Portugal

Le chef du patronat portugais a estimé, dans une interview publié dimanche par un quotidien portugais, que le Portugal, déjà sous assistance financière, pourrait être contraint de demander une aide supplémentaire afin de financer son économie.

"Le problème majeur que nous affrontons est le financement de l'économie", a dit Antonio Saraiva au journal Diario de Noticias en ajoutant : "Ou le gouvernement parvient à réduire les dépenses pour générer cette aide ou il devra la solliciter à l'extérieur".

"Au moment où nous avons demandé une aide (...) la valeur que nous (le patronat) calculions alors était de 105, 106 milliards d'euros. Il y a une différence de 30 milliards", a dit M. Saraiva.

En échange du prêt de 78 milliards d'euros, le gouvernement portugais a mis en oeuvre de sévères mesures d'austerité qui auront pour impact cette année une contraction de 3,1% du PIB, selon une estimation récente de la Banque du Portugal.

D'autre part, le crédit accordé par les banques aux entreprises s'est réduit alors que les créanciers du Portugal exigent qu'elles renforcent leur capitaux.

"La banque n'aide pas les entreprises, il y a une réduction des lignes de crédit, les demandes qui sont faites à la banque ne sont pas accordées", a souligné M. Saraiva.

Le patron des patrons portugais a toutefois estimé que le pays devait, pour restaurer sa crédibilité, poursuivre la politique de rigueur, marquée notamment par des baisses des salaires et des hausses des impôts, que réclament ses bailleurs de fonds. (AFP 29.01)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 janvier

CAUSERIE

Récidive. Flagrant délit de mensonge

Sans rire, Sarkozy est opposé à une hausse généralisée de la TVA. Hein, quoi, la TVA sociale, jamais dit cela moi. Vérifions-le.

Partons de cette vérité prononcée le 29 janvier 2012 : "Je n'ai jamais prononcé le mot de 'TVA sociale. Ce mot n'a aucun sens" .

- octobre 2011 : Dans l'émission "Face à la crise", Nicolas Sarkozy s'était opposé à une hausse "généralisée" de la TVA. "Pour une raison assez simple : c'est que ça pèserait sur le pouvoir d'achat des Français, sur la consommation des Français", ce qui serait "injuste", avait-il dit.

- 20 juin 2007 : lors d'un discours de politique générale aux parlementaires de la majorité, juste après son accession à l'Elysée : "Si la TVA sociale contribue à freiner les délocalisations, si elle est bonne pour l'emploi, si elle est bonne pour la croissance, si elle ne pénalise pas le pouvoir d'achat, alors nous ferons la TVA sociale".

- 22 juin 2006 : lors d'un meeting à Agen : "Je propose que l'option de la TVA sociale soit étudiée, débattue, sans à priori idéologique". (lemonde.fr 29.01)

Il n'est pas à une contradiction près, apparemment il s'en fout complètement : il avait signé pour un bail de 5 ans seulement !

Le monopole du pouvoir et des médias

L'intervention de Nicolas Sarkozy à la télévision dimanche soir a attiré 16,568 millions de téléspectateurs cumulés sur les six chaînes qui la retransmettaient, soit près 2,5 millions de moins que son record, a indiqué lundi l'institut Médiamétrie.

Sur la durée de cette intervention, le président de la République a rassemblé "16.568.000 téléspectateurs sur les six chaînes: TF1, France 2, BFMTV, iTélé, LCI et La Chaîne parlementaire", a indiqué un porte-parole de l'institut à l'AFP. (AFP 30.01)

Rétropédalage

Le député UMP de Charente-Maritime Jean-Louis Léonard s'est engagé à retirer une disposition de sa proposition de loi relative aux hébergements légers, qui visait à interdire la résidence en camping à l'année. Jean-Louis Léonard a expliqué qu'il ne s'était pas agi pour lui d'interdire le camping à l'année « *puisque'il est déjà interdit* », mais bien d'« *établir un contrôle de cet habitat permanent* ». « *Il faut que les maires puissent éventuellement saisir les préfets pour reloger les gens* », a-t-il dit. (libération.fr 30.01)

Que font-ils pour ceux qui dorment dans la rue ou dans leur bagnole en plein hiver ? Rien, alors qu'ils foutent la paix à ceux qui se démerdent pour survivre comme ils peuvent. C'est terrible, non seulement ils leur réservent une vie de merde, et il faut qu'en plus ils les harcèlent et leur pourrissent un peu plus. Cela me met hors de moi après la chasse aux mendiants dans les grandes villes.

Note économique.

Rectification. L'origine de l'article *Perspectives de l'économie mondiale 2012*. n'était pas la Banque mondiale mais le FMI.

Dans l'article (rubrique économie) mis en ligne aujourd'hui *Mettre à profit les atouts du modèle de croissance de l'Europe tout en poursuivant des réformes, préconise un rapport de la Banque mondiale*, vous retrouverez la ligne politique suivie par Sarkozy et l'ensemble des dirigeants de l'UE. Deux extraits pour l'illustrer.

1- Comment rester compétitif face à la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. :

« *Pour pouvoir rester compétitive sur les marchés mondiaux, l'Europe devra devenir plus productive et plus innovante,* » a estimé Martin Raiser, Directeur des opérations de la Banque mondiale pour la Turquie et un des principaux auteurs du rapport. « *Bon nombre de pays en Europe y parviennent — des pays comme l'Allemagne, l'Estonie, la Finlande, la République slovaque et la Suisse. Mais les travailleurs dans plusieurs autres pays sont devenus moins productifs. Cette situation doit changer. On trouve en Europe des pays qui ont montré comment venir à bout de telles difficultés. Lorsqu'on donne plus de liberté économique aux entreprises, elles créent des emplois, rendent les travailleurs plus productifs et produisent pour l'exportation.* »

2- La protection sociale est une anomalie, il faut l'abroger :

« *Les superpuissances dépensent énormément pour projeter leur influence et protéger leur genre de vie,* » estime Indermit Gill. « *L'Europe dépense plus pour la protection sociale—retraites, assurance chômage et prévoyance sociale—que le reste du monde pris ensemble. Les gouvernements européens dépensent environ 10 % du PIB de plus que leurs homologues d'autres régions du monde, et presque toute la différence est représentée par la protection sociale. Bon nombre de pays en Europe n'ont plus les moyens de cette politique. Conjuguée aux pressions démographiques et à l'affaiblissement des mesures d'incitation au travail, cette charge budgétaire pèse désormais lourdement sur la croissance.* »

Vous comprendrez qu'on ne peut pas se permettre le luxe de se situer sur un autre terrain que celui de notre classe, exclusivement il faut ajouter, passez le mot à ceux qui l'ignorent encore...

Actualité en titres

Au secours les caisses sont vides !

- La France commande 34 hélicoptères de transport militaire NH90 - AFP

L'espoir fait vivre....

- Les dirigeants européens vont-ils montrer « *le chemin de l'espoir* » ? - 20minutes.fr

- « *Les Français ont besoin de voir le chemin de l'espoir* » - LeFigaro.fr

Et comment !

...ou mourir !

- Le président de la République a-t-il tué le candidat Sarkozy ? - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Les dirigeants européens ont adopté lundi soir un nouveau pacte pour renforcer leur discipline budgétaire et appelé à finaliser dans les prochains jours un accord pour sauver la Grèce de la faillite, dans l'espoir de commencer à tourner la page de la crise de la dette.

Leur sommet à Bruxelles a toutefois été assombri par une controverse autour d'une proposition allemande visant à placer la Grèce sous une stricte tutelle budgétaire européenne. Elle a été sèchement rejetée par plusieurs pays, dont la France.

Au final, vingt-cinq des vingt-sept pays de l'Union européenne ont accepté un nouveau traité de discipline budgétaire. La République tchèque est venue au dernier moment rejoindre la Grande-Bretagne dans le front du refus, en invoquant des problèmes "*constitutionnels*". En clair des difficultés à faire ratifier le texte du fait du risque de devoir convoquer un référendum.

Les autres Etats ont accepté d'inscrire dans leurs législations une règle d'or sur le retour à l'équilibre budgétaire et des sanctions quasi-automatiques en cas de dérapages des déficits publics, comme le voulait à tout prix l'Allemagne en échange de sa solidarité financière.

Le traité doit désormais être signé lors du prochain sommet de mars avant les longues phases de ratification. Ce pacte budgétaire butait encore notamment sur le format des sommets de la zone euro. Le traité doit entrer en vigueur le 1er janvier 2013, à la condition que 12 pays l'aient ratifié d'ici là.

En attendant, ils ont dû se pencher sur la situation de la Grèce, après que Berlin a jeté un pavé dans la mare en proposant de placer Athènes sous stricte tutelle d'un commissaire européen qui disposerait d'un droit de veto sur les décisions budgétaires du gouvernement.

Cette idée a été rejetée catégoriquement par la France. Le président Nicolas Sarkozy a jugé que ce ne serait "*pas raisonnable, pas démocratique et pas efficace*".

Athènes ne veut pas en entendre parler. "*Soit nous avançons sur la voie démocratique où chaque pays est responsable de sa propre politique, soit nous sapons la démocratie dans l'Europe entière*", a réagi Georges Papandréou, le chef de file des socialistes grecs et ex-Premier ministre.

Face à cette fronde, la chancelière allemande Angela Merkel a tenté de calmer le jeu, sans pour autant se désavouer.

La question d'une surveillance accrue des décisions du gouvernement grec "*se pose*" car les réformes promises ne sont pas toutes mises en oeuvre, a-t-elle dit. "*Le débat doit porter sur comment l'Europe peut aider à ce qu'en Grèce les tâches qui ont été données soient effectuées*", a-t-elle estimé.

L'enjeu n'est pas mince: il s'agit du déblocage du second plan d'aide au pays d'un montant de 130 milliards d'euros, promis par les Européens en octobre dernier. Cette aide est vitale pour la Grèce qui doit rembourser 14,5 milliards d'euros de prêts le 20 mars, faute de quoi elle sera en cessation de paiements.

Mais le pays doit en parallèle boucler des négociations avec ses créanciers privés pour réduire sa dette de 100 milliards d'euros, condition sine qua non au déblocage de l'aide européenne. Sur ce point, cela avance "*dans la bonne direction*", a indiqué le président français, qui a lancé un appel du pied à la BCE pour qu'elle accepte aussi une réduction de ses propres créances. (AFP et Reuters 30.01)

Quel dirigeant politique attaché à la "*démocratie*" ce Sarkozy, et dire qu'on ne s'en rend même pas compte, de même que l'UE, franchement on est vraiment ingrat !

2- France

Le candidat PS à l'Elysée François Hollande a jugé la hausse de la TVA "*inoportune, injuste, infondée et improvisée*" en réagissant pour la première fois à l'intervention du chef de l'Etat la veille.

"*Ca fait beaucoup*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Brest, confirmant que s'il remportait l'élection présidentielle, il "*demanderait au Parlement de l'annuler*". (AFP 30.01)

... mais :

«*D'autres mesures seront mises en oeuvre pour soutenir les secteurs qui en ont besoin et leur permettre de se battre au niveau international*», a déclaré sur Canal+ M. Sapin, chargé du projet présidentiel de François Hollande. (liberation.fr 30.01)

Ouf, on avait cru "*rêver*" un instant !

3- Sénégal

La contestation de la candidature à la présidentielle au Sénégal du président Abdoulaye Wade a été marquée lundi par de nouvelles violences avec deux morts à Podor (nord), à la veille d'un rassemblement à Dakar de l'opposition faisant craindre des débordements.

Ces violences ont éclaté lors d'une manifestation de militants du Mouvement du 23 juin (M23), regroupant des partis d'opposition et organisations de la société civile contre la candidature de M. Wade.

Selon une source policière à Podor, des gendarmes sont intervenus pour disperser les manifestants, faisant des blessés par balle, dont deux ont succombé: un manifestant et une victime collatérale, d'après un témoin et la maire de la ville de Podor, Mme Aïssata Tall Sall.

Selon l'opposition, il y a eu de nombreux blessés -dont des journalistes frappés par la police- et arrestations. Aucun bilan n'est disponible.

Parmi les personnes arrêtées, figure Alioune Tine, défenseur des droits de l'homme et coordonnateur du M23, retenu depuis le 28 janvier par la police.

Plusieurs ONG, dont Amnesty International, la Fédération des ligues des droits de l'homme (FIDH) et des organisations de journalistes, dont le Syndicat des professionnels de l'information et de la communication du Sénégal (Synpics), ont dénoncé les violences et exhorté les autorités à garantir la liberté d'expression, d'information et de manifestation.

Les derniers développements font craindre des débordements, le M23 ayant appelé "*tous les citoyens*" à participer à un "*rassemblement pacifique*" mardi après-midi à Dakar "*pour exiger le retrait de la candidature de Wade*" à moins d'un mois de la présidentielle prévue le 26 février. (AFP 30.01)

On peut effectivement parler d'un *coup d'Etat constitutionnel*, caractérisation avancée par l'opposition à Wade.

Social

1- Belgique

Les syndicats belges ont salué la "*réussite*" de la grève générale organisée lundi en Belgique pour protester contre les mesures d'austérité en Europe et réclamé une "*politique de relance*" aux dirigeants des 27 attendus plus tard dans la journée à Bruxelles.

"*Cette grève générale est manifestement une réussite*", a déclaré à la mi-journée le secrétaire général de la centrale chrétienne CSC, le premier syndicat du pays, Claude Rolin.

La circulation ferroviaire, y compris celle des trains internationaux à grande vitesse Thalys et Eurostar qui relie Bruxelles à Paris, Amsterdam, Cologne et Londres, était à l'arrêt et devait le rester toute la journée de lundi.

Aucun tramway, bus ou métro ne circulait à Bruxelles. Et ailleurs dans le pays les transports en commun étaient très perturbés.

De nombreux Belges ayant anticipé le mouvement, les bouchons redoutés ne s'étaient en revanche pas concrétisés.

Quelques vols ont été annulés à l'aéroport de Bruxelles et des retards étaient enregistrés mais le trafic restait globalement assez proche de la normale. L'aéroport de Charleroi (sud) était toutefois fermé.

Les salariés du port d'Anvers, l'un des plus importants d'Europe, avaient décidé de se joindre au mouvement et des grévistes organisaient plusieurs blocages de routes et autoroutes, principalement à l'entrée des zones industrielles.

Dans le privé, la grève est "*très bien suivie*", notamment dans la sidérurgie, la pétrochimie, la grande distribution, selon le syndicat socialiste FGTB.

Cette grève générale, la première en Belgique depuis 2005, "*est nécessaire*" car les "*mesures que le gouvernement est en train de prendre sont inéquitables et injustes*", ont souligné les trois grands syndicats du royaume.

Les syndicats belges et européens réclament que la Banque centrale européenne puisse émettre des euro-obligations, une option rejetée notamment par l'Allemagne. "*Les Etats pourraient alors rembourser leurs dettes à des taux normaux sans être victimes de la spéculation des marchés financiers*" et financer la relance, avance la secrétaire générale de la FGTB, Anne Demelenne. (AFP 30.01)

Ah ben alors si les bureaucrates des syndicats belges s'en remettent à la BCE, et si en plus c'est pour que l'Etat puisse payer "*sa dette*", c'est franchement pas normal que leur réclamation ne soit pas entendue !

Vous avez là la méthode habituelle : ils commencent par critiquer une mesure, donc on est porté à se dire : qu'est-ce qu'ils sont bien ces dirigeants syndicaux, puis ils se placent sur le terrain de ceux qui ont pris cette mesure histoire de la légitimer, de les soutenir et finalement de la faire passer et la boucle est bouclée.

Si c'est tout un art de baiser les travailleurs pour parler vulgairement (cela me détend un peu !), pas toujours en finesse, n'oublions pas que nous avons à faire à des rustres, je parle évidemment des dirigeants syndicaux, cela en est un aussi de dénoncer leurs manoeuvres et de les combattre, mais apparemment on manque d'artistes qualifiés pour effectuer cette besogne ingrate avouons-le.

2- Japon

La population du Japon devrait chuter de 30% d'ici 2060 et passer alors sous la barre des 90 millions d'habitants, contre 128 millions actuellement, prévoit une agence gouvernementale nippone dans un rapport rendu public lundi.

"*La tendance au vieillissement de la société va se poursuivre et il est difficile de s'attendre à une hausse notable du taux de natalité*", a déclaré lundi le secrétaire général du gouvernement, Osamu Fujimura, lors d'une conférence de presse.

D'ici 2060, le nombre de jeunes de 0 à 14 ans devrait chuter de moitié en passant à 7,91 millions. Dans le même temps, le nombre de personnes de 65 ans et plus va continuer de grimper et représentera pratiquement 40% de la population totale dans un demi-siècle, contre 23% en 2010.

Le taux de fécondité - soit le nombre moyen d'enfants par couple - ne sera plus que de 1,35 en 2060, contre 1,39 en 2010, soit nettement en dessous du seuil de 2,08 nécessaire pour un maintien de la population. (Reuters 30.01)

Economie

UE

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE sont parvenus à un accord lundi sur la version finale du traité instaurant le Mécanisme européen de stabilité financière (MES), ont indiqué trois sources européennes.

Le MES, qui disposera d'une capacité effective de prêt de 500 milliards d'euros, doit succéder à partir du 1er juillet 2012 au Fonds européen de stabilité financière (FESF), qui avait été créée au plus fort de la crise en mai 2010.

Cette capacité pourra éventuellement être revue à la hausse en mars, lors d'un nouveau Conseil européen. (Reuters 30.01)

[Haut de page ↗](#)

[Haut de page ↗](#)